

هكذا من الأهل

Temps libre : la mode en noir

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 20 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15182 - 7 F

Le Nigéria privé de démocratie

Le discours du général Sani Abacha e mis fin, jeudi 18 novembre, à tous les espoirs que les Nigériens pouvaient fonder quant au retour de la démocratie. En annonçant la dissolution de toutes les institutions élues, le ministre de la défense, qui s'est proclamé « chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées » après la démission du chef du gouvernement intérimaire civil, a bel et bien mis un terme aux tentatives menées en faveur de la démocratisation.

Si « ce n'est pas un coup d'Etat », selon un porte-parole militaire, cela y ressemble fort. Cette mise au pas est certes présentée, en coulisses, comme une ultime démarche, destinée à éviter une sanglante intervention des militaires qui n'aurait pas manqué de survenir si la crise, qui dure depuis cinq mois, avait continué. La thèse serait crédible si le général Abacha pouvait se prévaloir d'une certaine virginité. Or l'ancien ministre de la défense du général Babangida - et de M. Shonekan, homme fort de l'armée depuis dix ans, a déjà participé à deux coups d'Etat, en 1963 et en 1985 - au total, le Nigéria en aura connu six, en trente-trois ans d'indépendance.

LES militaires n'ont, certes, fait que reprendre ce qu'ils avaient donné : le gouvernement civil intérimaire avait été mis en place en août dernier par le général Ibrahim Babangida, après que celui-ci eut annulé l'élection présidentielle du 12 juin et avant qu'il n'abandonne lui-même les rênes du pouvoir. Mais, ce faisant, ils ont balayé tous les acquis de la période Babangida.

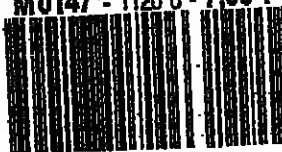
Les deux partis politiques autorisés ont été dissous, l'ensemble de l'appareil législatif mis à bas, les trente gouverneurs élus de la fédération démis. Certains politiciens démocrates demandaient eux-mêmes une intervention des militaires pour sortir de la crise. Mais ils n'en souhaitaient pas tant.

L'OMBRE de l'ancien président Ibrahim Babangida, en retraite depuis sa démission le 27 août, se profilait-elle derrière ces événements ? Toute spéculation à ce sujet semble prématurée. Le nouveau homme fort du Nigéria semble n'avoir guère intérêt à se servir de cette carte : pour avoir volé la victoire de Moshood Abiola à l'élection présidentielle de juin, et pour avoir abandonné le pays dans une crise économique sans précédent, le général Babangida a laissé un très mauvais souvenir à ses compatriotes.

La solidité du nouveau pouvoir militaire risque d'être mise à l'épreuve au cas où la puissante centrale syndicale parviendrait à mobiliser ses troupes comme elle l'a fait au début de la semaine. La tentation serait grande alors pour le général Abacha de se livrer à une répression brutale. A moins que les pressions internationales, celles des créanciers d'un Nigéria financièrement aux abois, ne réussissent à l'en dissuader.

Lire nos informations page 7

M0147 - 1120 0 - 7 00 F



Alors que M. Balladur critique l'action du Conseil constitutionnel

Le Parlement restreint l'exercice du droit d'asile

La Congrès du Parlement réuni à Versailles, vendredi 19 novembre, a adopté, par 698 voix (RPR et UDF) contre 157 (PS et PC), la réforme de la Constitution précisant les modalités du droit d'asile afin que la France ne soit plus contrainte d'examiner les dossiers des réfugiés ayant transité par un autre Etat européen. Vingt députés ou sénateurs, sur 895 parlementaires au total, n'ont pas pris

part au vote, et 20 autres se sont abstenus. La droite a profité de ce débat pour s'en prendre séchement au Conseil constitutionnel, accusé, par ses références au préambule de 1946 et aux « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République », de sortir du rôle qui lui aurait été dévolu par les constitutions de 1958. Edouard Balladur a clairement indiqué qu'il partage cette analyse.

COMMENTAIRE

Des libertés sans gardien

CHARLES Pasqua a gagné. Edouard Balladur a prouvé la force de sa majorité. François Mitterrand a dû s'incliner, abandonnant Robert Badinter et le Conseil constitutionnel à la vindicte de la droite. La leçon du triste spectacle que vient de donner la France en écumant le droit d'asile pour de méprisables enjeux politiques est malheureusement facile à tirer. La dernière scène, qui s'est jouée, vendredi 19 novembre au matin à Versailles, lors de la réunion du Congrès mettant le point final à

la révision de la Constitution, ne rechâtera pas le reste de la pièce, tant se tremble perle démontrer que la République est hantée de ce qu'elle est en train de commettre.

Les réunions des parlementaires, à Versailles, pour accomplir cet acte - la modification de la Loi fondamentale - qui devrait être aussi rare que mûrement réfléchi, ont toujours, jusqu'ici, été une fête. Cette fois, par le volonté de Philippe Séguin, président du Congrès en tant que président de l'Assemblée nationale,

il n'en a rien été. La suppression du traditionnel déjeuner, la réduction de la mise en vente des timbres épiques, ne sont que des anecdotes, mais elles sont significatives. Plus perlente encore est la réduction au minimum incompressible du débat lui-même. Il faut faire vite, comme depuis le début de cette affaire. La discrétion, en revanche, n'a jamais été de mise.

THIERRY BRÉHER
Lire la suite page 11

La manifestation du secteur public



La manifestation des salariés d'une quinzaine d'entreprises du secteur public a rassemblé, jeudi 18 novembre, à Paris, environ 12 000 personnes. Ce défilé regroupait notamment des personnels de Bull, Rhône-Poulenc, Thomson-CSF, la SEITA, Elf-Aquitaine... page 21

L'Italie aux urnes

Les élections municipales, dont le premier tour a lieu dans plusieurs grandes villes italiennes le dimanche 21 novembre, ont une signification dépassant largement le vote local. Alors que l'actuel Parlement vit ses dernières semaines, ce scrutin donnera des indications sur la restructuration de la vie politique dans la péninsule après les enquêtes « Mani pulite » (mains propres).

Usée par près d'un demi-siècle de participation ininterrompue au gouvernement, minée par la corruption et privée d'ennemi idéologique par la chute du communisme, la Démocratie chrétienne se disperse à la recherche d'alliés de tous bords ; le Parti socialiste ne s'est pas remis des enquêtes touchant ses anciens dirigeants. Aussi, dans le Nord, deux forces principales se retrouvent-elles face à face : le PDS, ex-communiste, qui essaie de reconstruire une gauche, et la Ligue d'Umberto Bossi, qui tente d'échapper à sa réputation populiste.

Dans le sud du pays, le PDS et ses alliés font face à la montée du MSI (extrême droite), qui pourrait hériter du potentiel électoral de la Démocratie chrétienne. A Naples, Alessandra Mussolini, la petite-fille du Duce, a des chances d'emporter la mairie, au moins au deuxième tour qui aura lieu le 5 décembre. A Rome, le favori, Francesco Rutelli - un écologiste soutenu par le PDS et des transfuges de la DC - a pour principal adversaire un candidat du MSI.

Le PDS et la Ligue, qui se trouvent bien placés pour recueillir les dépouilles du vieux système, pressent le président de la République de dissoudre au plus tôt le Parlement.

Espace européen, pages 8 et 9

A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 130 PTA ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 2,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 160 Kcs ; Royaume-Uni, 1,50 £ ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 Fr ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

La Croatie écartelée

Zagreb doit choisir entre une nouvelle guerre contre les Serbes et un marchandage territorial

ZAGREB

de nos envoyés spéciaux

L'autonomie, et seulement l'autonomie, pour les Serbes de Croatie, ou bien la guerre : depuis des mois, Zagreb semble n'offrir aux Serbes séparatistes de Krajina et à la communauté internationale qu'une alternative aux termes clairs. « De gré ou de force, par tous les moyens et à n'importe quel prix », la Croatie veut récupérer les territoires occupés par les Serbes depuis la guerre de 1991 et qui représentent plus d'un quart de sa superficie. « Le but essentiel du peuple croate, de l'Etat et du HDZ (le parti au pouvoir) est la libération des territoires occupés », répète inlassablement le président croate Franjo Tudjman.

A tel point que la question, ici, n'est apparemment plus de savoir si les échanges d'artillerie et d'armes automatiques quotidiens entre forces régulières croates et séparatistes serbes de Croatie, retranchés dans les montagnes de Krajina, vont se transformer en une seconde guerre. Elle est de savoir quand cette guerre commencera. Elle porte aussi sur la nature même de cette guerre : sera-t-elle « limitée » à un affrontement entre l'armée

croate et les forces de la « République serbe de Krajina » autoproclamée en Croatie, ou bien « totale », impliquant les armées des Serbes de Bosnie et de Serbie ? Dans le premier cas, l'armée croate, supérieure en infanterie, peut espérer triompher, fût-ce au prix de sérieux dégâts infligés par l'artillerie de Krajina héritée de l'ancienne armée yougoslave. La seconde hypothèse suscite dans le capitale croate un épais et éloquent silence : dans le cas d'une intervention de l'armée serbe, le rapport de force serait incontestablement en faveur de cette dernière. Et là se pose la question d'un éventuel marchandage territorial avec le président serbe Slobodan Milosevic. Dans les milieux officiels de Zagreb, on se plaît à dire que M. Milosevic a assuré constamment aux Croates que « la Krajina fait partie intégrante de la Croatie ». Mais ces affirmations contredisent les déclarations publiques de l'homme fort de Belgrade, répétant à l'envi qu'il n'abandonnera jamais les Serbes vivant hors de Serbie.

YVES HELLER
et JEAN-BAPTISTE NAUDET
Lire la suite page 4

L'heure du commerce international

Le feu vert donné à l'Accord de libre-échange nord-américain pourrait favoriser un compromis entre l'Europe et les Etats-Unis

L'esprit de compromis, qui a permis à Bill Clinton de faire adopter par la Chambre des représentants le traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada (ALENA) va-t-il inspirer les principaux protagonistes des négociations commerciales internationales du Cycle de l'Uruguay, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ?

Il est permis de l'espérer dans la mesure où les Etats-Unis ont levé l'hypothèque de l'ALENA qui bloquait le débat intérieur américain de la même manière que les controverses sur la ratification du traité de Maastricht avaient donné l'image d'une Europe pré-

occupée de sa seule survie comme entité économique. Mais le temps presse.

Engagée il y a plus de sept ans à Punta-del-Este, dans les pires conditions, la négociation du Cycle de l'Uruguay est vraiment entrée dans sa dernière ligne droite. Il reste moins de quatre semaines aux 115 pays engagés dans ces discussions, qui se poursuivent studeusement, à l'abri des effets médiatiques, à Genève, pour arriver à la date fatidique du 15 décembre, fixée par les Américains pour laisser à Bill Clinton une marge de manœuvre par rapport à un congrès où les plus protectionnistes paraissent bien

être les démocrates. Déjà, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a prévenu ses alliés et concurrents européens : « Les Etats-Unis restent fermement déterminés à obtenir un large accord de libéralisation d'ici au 16 décembre. Il n'y aura pas de 16 décembre pour l'Uruguay Round ». Une perspective qui n'empêchait pas le directeur général du GATT, Peter Sutherland, d'afficher un optimisme de commandant en affirmant qu'un accord était « quasiment dans la poche ».

MICHEL NOBLECOURT
Lire la suite page 20

AVENIR

CHERCHEUR

ADMYR

AFFAIRE KENNEDY,
DEPUIS 30 ANS ON NOUS CACHE
QUELQUE CHOSE...

CAN

مركز العمل

AU COURRIER DU « MONDE »

ARMES NUCLÉAIRES

Lutter contre la banalisation

J'ai été atterrée à la lecture de l'information selon laquelle Jacques Baumeister demande que la France passe à une doctrine d'emploi de ses armes nucléaires. Si nous nous engageons dans cette voie, nous franchirons un pas qui serait catastrophique pour deux raisons :

1) utiliser des armes nucléaires offensives à portée limitée, c'est banaliser l'arme nucléaire et, donc, supprimer le seuil qui empêchait jusqu'à présent les dirigeants des grandes puissances nucléaires d'avoir recours à leur force de dissuasion. Cela affaiblirait aussi considérablement notre potentiel actuel ;

2) développer ce nouveau type d'armes, c'est créer un marché dans lequel s'engouffreraient tous les pays maltraités plus ou moins bien la technologie nucléaire et, donc, c'est multiplier les risques d'accidents.

Des armes qui provoquent non seulement la mort instantanée mais aussi la mort différée - due aux maladies telles que les cancers ou les leucémies - et la dégradation du patrimoine génétique des êtres vivants ne peuvent être assimilées à des armes conventionnelles, comme le sous-entend M. Baumeister lorsqu'il dit que l'arme nucléaire est une arme parmi d'autres de destruction massive. Il faut au contraire privilégier la dissuasion nucléaire, engagée depuis la fin de la guerre froide, et les efforts au niveau international pour contrôler l'expansion de l'industrie nucléaire. Il est écrit dans l'article 6 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 que la limite morale de la liberté est dans cette maxime : « Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait. » Nous n'aurions pas aimé naître dans un environnement détruit par la pollution nucléaire. Ne l'offrons pas aux générations futures.

ANNE-CATHERINE RIGAL
Chilly-Mazarin (Essonne)

HISTOIRE

Les vieux habits du Moyen Âge

Dans le Monde daté 7-8 novembre, Jacques Delors a très bien souligné l'intérêt du dernier livre d'Alejo José G. Sison, *Le Moyen Âge*, et excellemment exprimé les réserves que lui inspire une conception du Moyen Âge tout à fait périmée. Ce n'est pas en tant que médiéviste naïf qu'un esprit de la qualité d'Alejo José G. Sison ne tiens aucun compte des travaux historiques depuis un demi-siècle - travaux auxquels l'école des médiévistes français avec Marc Bloch, Georges Duby et beaucoup d'autres a pris une part importante - que le sou- vite intervenir. Historien du Moyen Âge qui n'est pas indifférent au présent, je ne veux pas seulement confirmer que le Moyen Âge des historiens sérieux, tout en conservant beaucoup d'ombre et de faiblesse, n'a pas été la période catastrophique caricaturale prise par Alejo José G. Sison comme modèle de notre temps. La définition par « l'absence de systèmes organisés, la disparition de tout centre, l'apparition de solidarités fluides et éphémères, l'indétermination, l'absence, le flou », le résumer dans « l'effacement de la raison », des « idéologies primaires » et des « superstitions », et dans une liste de « crises », de « écroulements » et de « spasmes » n'est pas seulement ne voir qu'une face de la réalité historique médiévale, c'est tout à fait faux.

Ce qui me semble plus grave, c'est la démarche même d'Alejo José G. Sison, d'autant plus qu'il s'agit, comme le dit Jacques Delors, d'une expression qui pourrait bien connaître le succès. Ce qui me semble grave, c'est la conception et l'usage de l'histoire qui suppose cette formule. L'histoire ne recommence pas, les idéologies de l'atemporal retour qu'il évoque cette expression sont parmi les plus fausses et les plus dangereuses d'une philosophie superficielle et manipulatrice de l'histoire. L'histoire est comme l'homme d'Héraclite, elle ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. Vouloir la rendre explicite, rationnellement lisible dans sa constante différence et sa nouveauté, y déceler des rapports organiques et pertinemment récurrents, qui permettent un comparatisme fécond d'ailleurs encore balbutiant, ce à quoi s'efforcent les historiens de médier, c'est tout autre chose. Déjà Nicolas Berdiaïev, quand il parle au début de notre siècle d'un « nouveau Moyen Âge », n'a guère éclairé ni l'histoire ni la réflexion sur l'histoire. Pas plus que ne l'a fait récemment Armando Verdiglione qui voit, lui, dans cette fin de siècle, l'aube d'une « nouvelle Renaissance ».

Ne cherchons pas à resusciter ces vieilles lunes. Partir de l'idée d'un modèle médiéval renaitrait dans notre époque, c'est se fermer la compréhension de l'essentiel de ce qu'elle est, et qui est spécifique. Recourir à une formule qui est d'autant plus frappante qu'elle est facile et profite de la mode

de la République, ca soir, expulsé des enfants humiliés. Peut-on vraiment se réjouir de ce nouveau visage ?

JACQUES LE GOFF
Groupe d'anthropologie historique de l'Occident médiéval (J.E.H.S.)

FOULARD ISLAMIQUE

Les enfants humiliés

15 novembre, 20 heures, France 2, journal télévisé de 20 heures. Le présentateur du lycée de Nantes annonce à deux petites Marocaines en leur exclusion définitive du lycée de Nantes, et affirme face aux caméras qu'il agit pour servir d'exemple à tous les autres lycées confrontés à ce même problème. Les gardiens de la laïcité peuvent enfin se réjouir : les valeurs de la République ont été défendues face au retour d'un phénomène religieux qui risquerait de les submerger.

N'étant pas exactement informé des circonstances locales, je m'excuse naturellement par l'hypothèse qu'il ait pu y avoir de la part des parents, mais surtout des autorités religieuses qui les ont conseillés, une volonté réelle de provocation. Je dis seulement deux choses : il y a obscurité de la part des médias à filmer cette scène de chasse, et c'est en outre délibérément tomber dans le piège de la provocation, si celle-ci existe, puisque l'on présente ainsi des martyres à imiter ; par le raccourci des images, est en train de se créer un dangereux amalgame qui esquisse tout foudroyé à une militance islamiste, et tout immigré méridional ou turc à un islamiste potentiel. La politisation qui entoure désormais cette affaire n'est pas de bon augure pour un traitement pacifique et approprié du problème des signes d'appartenance...

La République, ca soir, expulsé des enfants humiliés. Peut-on vraiment se réjouir de ce nouveau visage ?

DOMINIQUE JULIA
Paris

BOSNIE

Sarajevo, mon amour

Rassurez-vous, peuples de l'Europe, cette fois nous avons gagné : « La guerre de Troie n'aura pas lieu ! » La raison, la plus belle, parce que la plus ébriée, la plus pure, la plus désincarnée, la plus immatérielle, je veux dire : la raison d'Etat, l'aura emporté sur notre cœur et sur notre esprit. Dans nos cabinets ministériels et dans nos chancelleries, les sages qui nous gouvernent auront pesé le pour et le contre. Pour la guerre, nous pouvions nous mobiliser et défendre la majorité des Serbes, des Croates, des Bosniaques, qui, il faut le rappeler cruellement, n'avaient aucune envie de s'étriper, car cela faisait longtemps qu'ils avaient appris à vivre ensemble, à se tolérer, voire à se marier entre eux et à s'aimer, nous pouvions les

aider, ces gens, à défendre leurs églises chrétiennes, de toutes confessions, et leurs magnifiques mosquées, nous pouvions empêcher que soit abîmé le symbole même de leur culture, de notre culture européenne, à savoir la bibliothèque de Serajevo, empêcher cet attentat, ce crime contre l'humanité, cet égarment et cette folie stupide et bestiale.

Et nous n'avons même pas l'excuse de ne pas savoir faire la guerre, nous qui en un siècle avons su montrer au monde entier, à deux reprises, que nous étions, capables de nous battre au-delà de toute mesure et de toute loi. Mais cette fois, nous sommes restés sages. Nous avons brusquement trouvé mille et une raisons pour ne pas faire la guerre chez nous, en Europe, à deux pas de notre porte, nous qui durant des siècles ne nous sommes pas gênés pour l'exporter partout, sur la terre entière.

Mais voilà : nous sommes devenus des nantis, des riches, des heureux, installés dans une paix grasse et prospère. Notre jeunesse même, qui n'hésitait pas à descendre dans la rue, il y a peu de temps encore, pour défendre les causes nobles, est douillettement restée à la maison, dans les bistros, dans les piscines pour jouer égoïstement des plaisirs de la paix, de la civilisation, de la démocratie et de l'argent. Enfin, nous voilà devenus raisonnables ! Enfin nous préférons vivre plutôt que mourir, surtout que, franchement, qu'enfions-nous eu à gagner en allant défendre Serajevo ? Si encore ils avaient du pétrole...

Bientôt, cette poche de résistance qu'est devenue cette ville depuis plusieurs mois, résistance contre la barbarie, les meurtres d'enfants, le viol des femmes, les camps de la mort,

UN LIVRE

L'ISLAM LAÏQUE

d'Olivier Carré
Armand Colin, 167 p., 99 F.

Après tout ce qui s'est passé, en Iran et ailleurs, combien de temps faudra-t-il aux Occidentaux pour se rapprocher de l'islam ? Trente ans ? Cinquante ans ? Davantage ? On ne leur enlève pas de sitôt l'idée que la religion de Mahomet est obscurantiste, intolérante et même violente.

La planète compte à peu près un milliard de musulmans. Presque tous vivent sous des régimes autoritaires et dans un état de sous-développement économique. De là à conclure que le Coran s'oppose à la liberté et au progrès, il n'y a qu'un pas...

L'islamologue Olivier Carré, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, se dit étonné par tout ce qu'il lit sous la plume d'orientalistes de fortune. Son livre se situe résolument à contre-courant.

L'islam, affirme-t-il, n'est pas une religion théocratique,

ASIE

Une planète bien mal connue

A la Belle Époque, lorsque l'Occident - l'Europe, plus tard en partie relayée par les États-Unis - régnait sur le monde, nos élites pouvaient se complaire dans leur seule culture. De plus, elles comptaient sur des cadres coloniaux, dont certains détenaient une solide expérience de l'outre-mer. A l'aube du XXI^e siècle, la réalité est toute autre. L'Occident est nu devant l'Asie. Sans doute existe-t-il dans nos universités, nos administrations, nos multinationales de petits noyaux de spécialistes. A cette réserve près, les futures élites d'Occident demeurent ignorantes des civilisations et du formidable mouvement économique qui ébranle cette vaste partie de l'Asie, du Pakistan jusqu'au Japon.

Comment des élites aussi mal préparées affronteront-elles des partenaires ou des rivaux qui se taillent une part croissante de l'économie mondiale et qui, eux, nous connaissent ? Voir l'énorme écart entre le nombre d'étudiants d'Asie en Occident et celui des jeunes Occidentaux qui s'intéressent à ce continent.

Il faudrait :

1. Faire une place à l'Asie dans nos enseignements de base, secondaires et universitaires.

2. Former plus de spécialistes et renforcer les instituts et facultés qui, à un titre ou un autre, s'occupent de l'Asie.

3. Dans nos politiques économiques, donner à l'Asie une place plus large que celle qu'elle a jusqu'à présent. D'heureux indices apparaissent en Allemagne, ce qui est loin d'être le cas dans la plus grande partie de notre continent.

Aucune de ces propositions n'exige des sommes astronomiques et des surhommes. L'ennemi numéro un, c'est la tribu des pense-petit qui jouit d'une bonne santé dans notre Europe essoufflée.

GILBERT ÉTIENNE
professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales (Genève)

caesars d'exister. Bientôt cette ville entérée sera rayée à jamais de la carte de notre belle Europe. Alors, nous pourrions enfin respirer et nous enfoncer de plus belle dans le moule éducatif de la mollesse et de la lâcheté, débarrassés de l'image martyre de ceux qui osent révéler au monde la décadence de nos sociétés et notre déchéance.

RENÉ MISSLIN
Strasbourg

TABAC

La loi du plus fort

A peu de chose près, le seul changement apporté par la loi antitabac semble avoir été idéologique : l'acrobatesme consistant, dans le discours de nos amis fumeurs - du moins de ceux qui consentent à discuter, - de l'emploi du mot « tolérance » (le non-fumeur, soyez tolérants, faites comme si la loi n'existait pas, le fumeur, ne fumez pas, car ce n'est pas de la tolérance, la tolérance, en effet, se caractérise par deux critères : la modération et la réciprocité. Elle porte sur des manifestations légères de la personnalité, généralement sur des idées - religieuses, philosophiques ou politiques - qui ne dérangent pas directement et physiquement celui qui les tolère, et elle n'est de sens qu'égal et réciproque : je tolère votre conviction et vous tolérez la mienne. Dans le cas qui nous occupe, la tolérance, ce serait que les uns tolèrent l'idée de fumer et les autres l'idée de ne pas fumer. Ce que beaucoup, pour ne pas dire tous, sont vraisemblablement prêts à faire. Or, dans les rapports des fumeurs et des non-fumeurs, il n'a agité

nullement de cela, mais, dans un sens, d'une réalité qui atteint physiquement et concrètement le corps de l'autre, la fumée, et dans l'autre... de rien du tout. Il n'y a là ni modération ni réciprocité.

Envoyer de la fumée ou une puissante odeur dans le nez de quelqu'un est l'équivalent, pour l'odorat, de la bousculade ou du coup de poing pour le toucher, de l'émission d'un bruit fort pour l'ouïe, du gavage forcé pour le goût, et de l'abaissement pour le vue. Chaque sens est exposé et vulnérable, mais l'odorat l'est plus qu'aucun autre : car si, pour pallier l'insuffisance des pupilles, on peut se mettre les mains devant les yeux, si on peut se boucher les oreilles avec les doigts, si on peut se servir le mâchoire pour garder la bouche hermétiquement close, on ne peut se boucher le nez : plus de quelques secondes qu'à condition de ne plus respirer, après quoi l'asphyxie de la vie, ou qu'en restant nez pincé et bouche ouverte, comme un bœuf ou un poisson. Ce qui se passe quand quelqu'un m'assaille de sa fumée et me demande de la « tolérer » est exactement comparable à ce qui se passerait si cette personne m'écraie le pied en me demandant de ne pas protester. En vérité, ce que les fumeurs demandent aux non-fumeurs, ce n'est pas la tolérance, mais la soumission à la loi du plus fort ou du plus puissant. On dira que le christianisme, dans son infinie sagesse, a prévu un cas comme celui-ci : « Si l'on te frappe sur la joue droite, tend la joue gauche. » Ici, ce sera : « Si l'on t'enfume la narine droite, tend la narine gauche et hume deux fois. Ce qui n'est pas tolérance, mais sens du martyre.

DOMINIQUE NOGUEZ
écrivain, Paris

La mosquée dévoyée

confondant le spirituel et le temporel. Elle l'a peut-être été, au tout début, du vivant du prophète. Mais, ensuite, elle a pris un tout autre cours. Se « grande tradition », tant chère que sunnita, n'assigne pas à la loi divine la soin de définir la substance de la politique. L'islam véritable serait même « déviant » par rapport à la « tradition ».

On a été loin... et Olivier Carré en convient. Ce ne sont pas seulement les islamistes qui contredisent ce modèle, mais l'islam officiel. A la « déviance offensive » des « fous de Dieu », qui égorgent les renégats présumés, s'ajoute « l'orthodoxie déviante » de nombreux dirigeants musulmans, qui contredisent d'un (religieux), d'un (monde) et d'un (État), quand ils ne font pas couper la main aux voleurs...

Simple déviance ? Olivier Carré connaît trop bien l'islam pour ignorer les limites de sa démonstration. Sur le statut des femmes, par exemple : quelques versets du Coran consacrent, sans aucune ambiguïté, l'inégalité des sexes. L'auteur parle lui-même de « pri-son scripturaire ». Et ce ne sont

pas des comparaisons avec le christianisme antijudaïque, un peu tirées par les cheveux, qui permettent d'en sortir.

Olivier Carré estime, en tout cas, qu'un islam fidèle à la vraie tradition « est peut-être en gestation ». Cet islam lui paraît compatible avec la laïcité, à condition que l'on ne s'obstine pas sur le modèle français : il existe d'autres formes de sociétés séculières, remarque-t-il, fondées sur le communautarisme, en Europe ou aux États-Unis. Dans les sociétés et les cultures musulmanes, « la laïcité ne peut être qu'islamique ».

Ce discours optimiste s'il des chances d'être entendu ? D'une certaine manière, tout le monde aimerait suivre jusqu'au bout la démonstration d'Olivier Carré, ne serait-ce que pour se rassurer. Mais il suffit aujourd'hui d'un seul attentat, parfois d'un seul vol, pour éclipser toute expression d'islam modéré. Peu d'Occidentaux sont prêts à s'intéresser à la « grande tradition », laquelle, d'ailleurs, ne manque pas d'ambiguïtés.

ROBERT SOLÉ

EMMANUELE
BERNHEIM

SA FEMME

roman



PRIX
MEDICIS

GALLIMARD

INTERNATIONAL

Les pressions internationales sur les factions dans l'ex-Yougoslavie

M. Stoltenberg recommande la reprise de l'aide en Bosnie

■ **ACCORD FRAGILE.** Réunis à Genève à l'initiative du haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Sadako Ogata, les responsables politiques et militaires des trois parties en guerre en Bosnie-Herzégovine ont signé, jeudi 18 novembre, un texte les engageant à assurer le libre passage des convois humanitaires. L'acheminement de l'aide internationale avait été suspendu le 25 octobre pour des raisons de sécurité.

■ **REPRISE DE L'AIDE.** Représentant de l'ONU dans la médiation internationale dans le conflit yougoslave, Thorvald Stoltenberg a indiqué, dans un entretien accordé, jeudi 18 novembre, au « Monde », qu'il allait « très bientôt » annoncer la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Il déclare avoir déjà reçu le rapport de Mme Ogata, après ses entretiens de Genève avec les leaders bosniaques et être « en position de recommander la reprise » de cette aide.

Dans un nouveau rapport M. Mazowiecki dénonce des atrocités commises par toutes les parties

GENÈVE
de notre correspondante

Le dernier rapport sur la situation des droits de l'homme en ex-Yougoslavie, soumis jeudi 18 novembre par l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki à l'ONU, doit la commission, des droits, de l'homme, à une « enquête spéciale », mentionne que cette situation n'est pas satisfaisante.

Il a pu recueillir un nombre impressionnant d'informations sur ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, où continue à sévir la « purification ethnique ». Il signale notamment le viol de plus d'une centaine de femmes musulmanes par la soldatesque — notamment par des soldats croates le 23 octobre à Stupni-Do et à Doboj —, les expulsions qui ont frappé plus de deux millions de civils, soit la moitié de la population de cette République, les attaques contre les convois humanitaires par des militaires serbes et croates, ces derniers ne les laissant passer que contre paiement de rançon. Tandis que les uns et les autres détruisent les mosquées, les troupes loyalistes au gouvernement de Sarajevo s'attaquent aux églises.

Tout en assurant que les personnes « d'origine ethnique musulmane » sont « menacées d'extermination », M. Mazowiecki accuse les trois parties en guerre de s'être livrées à des exécutions sommaires et d'opérer des arrestations arbitraires. Les détenus — essentiellement des civils — servent de boucliers humains sur les lignes de front et seraient torturés dans les geôles tenues par des Croates. Les Serbes pratiquent la conscription obligatoire. De plus, partout, des restrictions sont imposées aux déplacements des personnes ainsi qu'à leurs conditions de résidence.

Dans les autres Républiques, le sort des minorités n'est guère rassurant. Le rapport évoque notamment le massacre, le 9 septembre, par l'armée croate, d'une centaine de civils serbes, majoritaires dans trois villages de la « poche » de Medak, en Croatie. De leur côté, les forces serbes bombardent de manière « délibérée et systématique » les agglomérations croates.

Le rapporteur juge « inquiétante » l'ambiance policière qui règne en Serbie et la haine ethnique qui y sévit dans la vie publique. Il déplore au Kosovo les mauvais traitements et les tortures infligés aux prisonniers politiques ainsi que les persécutions dont sont victimes les Albanais de souche, qui y forment quelque 90 % de la population.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

■ **Des négociations secrètes.** entre Serbes et Croates auront lieu prochainement à Budapest; est-ce que cette réunion se tiendra avec les médiateurs internationaux?

— Puisque vous êtes au courant, ce n'est plus un secret! L'idée était qu'elles restent secrètes; je ne vois donc pas confirmer qu'elles auront lieu à Budapest, mais je vous dirai que je suis assez optimiste quant aux résultats de ces réunions.

■ **Il y en a donc eu d'autres?**

— Oui, bien sûr, régulièrement. On les encourage; il y a déjà eu des rencontres de très haut niveau en Norvège. Vous savez qu'en tant que ministre norvégien des affaires étrangères, j'ai lancé les négociations entre les Israéliens et les Palestiniens et, comme le résultat était encourageant, on a décidé de continuer. C'est ainsi qu'on a eu les accords des 14 et 16 septembre. Nous assistons les parties, mais nous ne participons pas tout le temps. Après le rejet de quatre projets

d'accord sur l'ex-Yougoslavie, on s'est demandé ce que l'on pouvait faire et on a décidé d'encourager les négociations bilatérales. Je suis relativement optimiste sur le conflit en Croatie, mais, sur la Bosnie, je le suis nettement moins. Mais on va persévérer.

■ **A propos de la Bosnie.** quand la prochaine phase des négociations tripartites aura-t-elle lieu?

— Franchement, je ne sais pas; personne ne le sait. Nous sommes en contact permanent avec les parties. J'ai vu le premier ministre bosniaque, Haris Siladzic, à Sarajevo, la semaine dernière, et Lord Owen a rencontré, jeudi, les trois parties à Genève. Nous ne convoquerons pas de réunion s'il n'existe pas une raison réelle pour le faire.

■ **La France et l'Allemagne** proposent la suspension des sanctions contre la Serbie en échange de territoires pour les musulmans. Quelle est votre opinion sur cette idée?

— Toute initiative qui provoque une réaction est la bienvenue. Dans toute négociation, il faut des bâtons, mais aussi des

carottes; c'est une très grosse carotte pour Belgrade. L'autre terme de l'alternative est un immobilisme total. Des gens meurent à l'instant même où nous parlons.

« J'écoute tout ce que l'on me propose »

■ **Cette initiative poussera-t-elle les Serbes à donner les quatre pour cent de territoire demandés par le gouvernement bosniaque?**

— Je ne sais pas. Les Serbes ne nous ont pas encore approchés à ce sujet. D'ailleurs, en tant que coprésident de la Conférence sur l'ex-Yougoslavie, je ne vais pas me prononcer sur l'initiative spécifique de la France et de l'Allemagne. Quand il s'agit de sauver des vies, j'écoute tout ce que l'on me propose.

■ **Parmi les options éventuelles, c'est à vous de recommander une intervention mili-**

taire de l'ONU en Bosnie. Y avez-vous déjà songé?

— Je vous assure que j'y pense tous les jours. Cela peut très facilement arriver. J'ai soixante-deux ans; j'ai passé trente-cinq ans dans la diplomatie; je ne n'ai jamais vu une situation aussi dangereuse et aussi déprimante.

■ **Pensez-vous que les Etats membres de l'ONU seraient prêts à une intervention militaire?**

— La situation change tous les jours. Je suis convaincu que si notre plan de paix avait été accepté le 27 septembre, j'aurais pu obtenir les forces nécessaires pour le faire appliquer. Aujourd'hui, je pense que ce ne serait pas possible, mais cela peut de nouveau changer.

■ **Les six régions de Bosnie** désignées « zones de sécurité » sont-elles sûres?

— Depuis septembre, en raison des crises dans le monde — en Russie, en Somalie, en Haïti, au Burundi, en Angola, etc. — le problème de la Bosnie n'est plus « la une » des journaux. Alors, des sept mille cinq cents hommes que nous avons demandé pour

les « zones de sécurité », nous n'en avons que mille, et je comprends le dilemme des Etats membres. C'est devenu une sorte de compétition entre les crises. Mais, même si que M^{me} Ogata vient de me dire, on peut peut-être enlever sur la bonne volonté des parties, cet hiver.

■ **Vous comptez donc sur la coopération des parties?**

— A ce stade, nous en sommes dépendants. Nous avons déjà perdu soixante-neuf « onusiens ». Si les parties ne coopèrent pas, on ne peut plus rester. S'ils veulent qu'on parte, qu'ils nous le disent.

■ **Utilisez-vous le Tribunal international pour les crimes de guerre comme un bâton?**

— Depuis sept mois que je m'occupe de l'ex-Yougoslavie, personne n'a mentionné cette éventualité. En fait, je suis assez persuadé d'un tribunal permanent pour les crimes de guerre; cela pourrait être un élément de prévention.

Propos recueillis par
AFSANE BASSIR POUR

Réunis à Genève

Les chefs bosniaques s'engagent à laisser passer les convois humanitaires

GENÈVE

de notre correspondante

Si M^{me} Ogata a convoqué à Genève les trois chefs des parties en conflit en Bosnie-Herzégovine, c'est parce que, l'hiver s'installant, quelque 2 700 000 civils risquent de mourir de froid et de faim du fait que les convois de secours humanitaires ont été quasiment bloqués et rançonnés mais aussi attaqués. Des employés du HCR ont été tués et l'on ne compte plus les blessés par balles.

Le premier ministre bosniaque Haris Siladzic, le chef des Serbes bosniaques Radovan Karadzic et le chef des Croates de Bosnie Mate Boban ont accepté de venir à Genève accompagnés de leurs responsables militaires. M^{me} Ogata s'est adressé à eux en termes clairs : « Je ne vous demande pas des promesses mais des actions concrètes. C'est vous seuls qui pouvez décider de la vie ou de la mort de vos populations. Mais, en tant que représentants à Genève, les chefs de guerre, en Bosnie-Herzégovine, ont pour habitude de renier leur signature avant même que l'encre ne soit séchée. Cornelio Somma-

ruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a, en sa qualité d'observateur à la réunion, lancé un appel pressant aux belligérants pour qu'ils cessent de faire dépendre l'aide humanitaire de contingences politiques ou militaires.

Après plus de six heures de discussions, on a décidé de continuer. C'est ainsi qu'on a eu les accords des 14 et 16 septembre. Nous assistons les parties, mais nous ne participons pas tout le temps. Après le rejet de quatre projets

« Reconnaissant qu'une catastrophe humanitaire en Bosnie et Herzégovine ne peut être évitée cet hiver sans la paix et conscients du désastre que subirait la population civile à l'arrivée de l'hiver, les signataires ont pris, aujourd'hui, l'engagement conjoint et solennel :

— D'assurer la fourniture de l'assistance humanitaire en suspendant les hostilités et en permettant inconditionnellement le libre accès aux voies routières les plus directes ainsi que les réparations essentielles nécessaires pour que ces voies puissent être empruntées;

— Assurer une complète liberté de mouvement à l'ensemble du per-

sonnel des Nations unies et des organisations humanitaires internationales;

— Permettre au HCR et au CICR de déterminer sans aucune condition ni contrepartie la nature de l'assistance humanitaire, notamment celle des besoins prioritaires pour passer l'hiver ainsi que tous matériaux, fournitures, gaz, et autres combustibles nécessaires à la survie des populations civiles, à l'exception naturellement du matériel de guerre, et de contrôler que cette assistance ne soit pas détournée à des fins militaires;

— Assurer que toute l'assistance humanitaire parvienne aux bénéficiaires civils concernés et qu'elle ne soit pas détournée à d'autres fins, notamment militaires;

— Libérer, conformément aux principes et accords établis par le CICR, tous les prisonniers civils illégalement détenus.

— Assurer que les administrations militaires et civiles, à tous les niveaux, honoreront les engagements susvisés ainsi que tous ceux qui ont été précédemment conclus pour ce qui concerne la liberté de mouvement et autres droits de l'homme, les conventions de

Genève et les autres normes et principes internationaux applicables. Si personne, dans les milieux humanitaires de Genève, n'a la certitude que ces engagements seront respectés et qu'une catastrophe majeure sera évitée, on se félicite au moins que les chefs des trois factions aient été placés devant leurs responsabilités.

« Folie collective et suicidaire »

Le HCR continue, pour sa part, à exiger la création de « corridors humanitaires » permettant la libre circulation des convois de secours d'urgence. Il compte acheminer 45 000 tonnes par semaine de denrées alimentaires, médicaments, vêtements, couvertures et matériaux de construction d'habitat. Une telle aide est indispensable pour la survie de populations épuisées par près de deux ans de guerre. M^{me} Ogata a, en outre, lancé un nouvel appel aux pays donateurs, afin de réunir 80 millions de dollars pour mener à bien l'action du HCR jusqu'à la fin de l'année.

A Zagreb, rapporte notre correspondant, Jean-Baptiste Naudet, le

« numéro deux » de la Force de protection de l'ONU (chargée d'escorter les convois humanitaires), Cedric Thornberry, a paru sceptique quant au respect des engagements pris par les chefs de guerre bosniaques. « Il faut bien faire comme si... », a-t-il déclaré, « écartant à nouveau l'usage de la force pour faire passer les secours. Nous avons tous fait l'expérience d'ordres venus du sommet, qui ne sont pas exécutés plus bas », a expliqué le responsable des affaires civiles de la Force pour un problème endémique. Nous ne le résoudrons pas complètement », a-t-il dit, ajoutant : « Un jeune capitaine de l'armée des Serbes de Bosnie à Zvornik [à la frontière serbo-bosniaque] a décidé hier que nous ne passerions pas, car lui et ses collègues ne le désiraient pas », a-t-il raconté. « Folie collective et suicidaire » : M. Thornberry n'a pas trouvé d'autres mots pour expliquer que le « désastre humanitaire majeur » annoncé était en train de se produire en Bosnie.

ISABELLE VICHNIAK

UKRAINE

Le Parlement maintient ses conditions pour le désarmement nucléaire du pays

Le Parlement ukrainien a ratifié, jeudi 18 novembre, le traité de désarmement stratégique START-I, mais en assortissant l'échange des instruments de cette ratification des mêmes conditions que Kiev pose vainement depuis plus d'un an à son désarmement nucléaire : des garanties de sécurité et une importante aide financière. Les promesses d'assouplissement faites fin octobre à Kiev par le président Kravtchouk au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher ne se sont donc pas réalisées. Il semble que plus l'Ukraine sombre économiquement, plus les appétits russes à la reprendre sous son aile augmentent, amenant le Parlement ukrainien à se figer dans son refus de céder sur sa carte nucléaire. Le président Kravtchouk a enjoint, jeudi, les députés « à ne pas jouer au jeu nucléaire » et a critiqué la résolution, mais celle-ci a été néanmoins adoptée, à huis-clos, par 254 voix contre 9. Voici ses principaux points :

— Toutes les armes et têtes nucléaires situées sur le territoire de l'Ukraine sont la propriété de l'Etat ukrainien, qui les « gère administrativement ».

— L'Ukraine ne se considère pas liée par le point 5 du protocole de Lisbonne, signé en 1992, l'enga-

geant, au même titre que la Biélorussie et le Kazakhstan, à laisser la Russie hériter du statut nucléaire de l'URSS et à rejoindre le traité de non-prolifération nucléaire.

— L'Ukraine va se diriger vers un statut non-nucléaire et entend liquider ses armes nucléaires graduellement, après avoir obtenu des Etats nucléaires un engagement de non-agression nucléaire et de non-prolifération économique.

— Le traité START-I concerne la liquidation de 36 % des missiles et 42 % des charges nucléaires de l'Ukraine. La liquidation du reste n'est pas exclue ultérieurement.

— L'Ukraine ne peut remplir ses engagements sans une aide financière internationale. Les résidus d'un démantèlement qui serait opéré hors d'Ukraine doivent lui être rendus ou faire l'objet de compensations — de même que les résidus des armes tactiques transférées en Russie en 1992.

— L'Ukraine n'ayant pas pris part à l'élaboration du traité START-I, ses signataires et les organisations internationales doivent négocier avec Kiev les garanties de sécurité, l'aide, la surveillance technique des missiles, les conditions d'utilisation des résidus, les compensations.

■ **L'Ukraine aurait ratifié** START-I depuis longtemps si la Russie n'avait pas eu des revendications sur son territoire et si les Etats-Unis n'avaient pas été un amour aveugle pour Moscou.

commentait, jeudi, Andreï Kostik, un membre de la commission étrangère du Parlement ukrainien. — (AFP, Reuters, AP)

■ **GRÈCE :** départ de deux employés de l'ambassade américaine. — Les deux employés de l'ambassade américaine en Grèce, interceptés, mardi 16 novembre, armés et en « mission » inconnue, ont quitté le sol grec alors qu'Athènes attend toujours une « information complète » des Etats-Unis sur cette affaire, ont annoncé, jeudi,

les autorités grecques. Les deux Américains, un deuxième secrétaire de l'ambassade, Charles S. Faddis, et un autre employé, aux fonctions non précisées, Jack-Carl Sluher, avaient été arrêtés, mardi soir dans un quartier populaire d'Athènes, en possession d'armes, de perruques et d'émetteurs-récepteurs par tatifs. — (AFP)

Jimmy Goldsmith

Le piège

Entretiens avec Yves Messarovitch sur quelques idées reçues

Et si nous avions suivi la mauvaise route ?



180 pages
99 F.

FIXOT

مكة المكرمة

Les pressions internationales sur les factions dans l'ex-Yougoslavie

La Croatie écartelée

Suite de la première page

De leur côté, réclamant l'union avec leurs frères serbes de Bosnie, avant le rattachement à Belgrade dans une « Grande Serbie », les Serbes de Krajina refusent de rendre leurs armes aux « casques bleus », rejettent les propositions croates d'autonomie, réfutent les résolutions du Conseil de sécurité qui ne les reconnaissent pas. Ils veulent bien conclure une paix avec Zagreb, mais « d'État à État ». Car ils se sont promis de ne jamais vivre sous la domination de ceux qu'ils appellent les « Oustachis », du nom des fascistes croates de la seconde guerre mondiale. Les positions semblent à tel point irréconciliables que ce que l'on appelle pudiquement en Croatie « l'autre solution », c'est-à-dire la guerre, pourrait prévaloir.

D'autant que les conquêtes réalisées par les Serbes en Bosnie-Herzégovine voisine ont « dopé » leurs compatriotes de Krajina, qui disposent désormais d'une liaison directe avec la République de Serbie. Les sécessionnistes de Krajina peuvent en outre tirer argument du fait que la commu-

nauté internationale a accepté le principe d'un partage ethnique de la Bosnie pour défendre leur cause à l'étranger : le précédent bosniaque montre qu'aucune frontière internationalement reconnue n'est, en fin de compte, sacrée.

Les pressions des « Herzégoviniens »

Là, le pouvoir croate est pris dans une insoluble contradiction : d'un côté, il exige le respect des frontières internationales lorsqu'il s'agit de « sa » Krajina ; de l'autre, il doit tenir compte du très puissant lobby des « Herzégoviniens » (les Croates d'Herzégovine), dont l'une des principales figures n'est autre que Gojko Susak, le ministre de la défense de Croatie. Or, les « Herzégoviniens » cherchent, par tous les moyens, à se rattacher à la mère-patrie. Cela ne répond pas forcément aux intérêts stratégiques de Zagreb. En effet, en cas d'écroulement définitif de la Bosnie, la Croatie se verrait directement confrontée à une Grande Serbie dont les promoteurs, à

commencer par M. Milosevic, assurent vouloir faire la « puissance dominante de la région ».

Embourbé en Bosnie-Herzégovine - où il a dû dépecher l'un de ses officiers les plus prometteurs, le général Ante Rosso -, le pouvoir croate voit sa marge de manœuvre se réduire, tandis que ses capacités militaires offensives augmentent, absorbant au moins 34 % du budget de l'État. Le régime de Zagreb ne pourra résister indéfiniment à la pression de centaines de milliers de Croates, chassés de chez eux par la victoire serbe de 1991, et qui ne rêvent qu'à la « reconquête ». D'autant plus que de larges portions de Croatie ne sont plus reliées à Zagreb que par des liens ténus et risquent une mort lente. En Slavonie orientale et en Dalmatie, la pression politique ne cesse d'augmenter.

D'autre part, enghénés dans une crise économique profonde, beaucoup de Croates se posent de plus en plus de questions sur la finalité d'une guerre qui leur a déjà beaucoup coûté et dont ils ne voient pas l'issue. La popularité du HDZ (Union démocratique croate), le parti de Franjo Tudjman, est en baisse (moins 10 à 15 %, selon les derniers sondages). En Dalmatie et surtout en Istrie, le HDZ a subi un échec cuisant aux élections locales de février 1993. Ces deux régions



cachent d'ailleurs à peine certaines tentations « autonomistes » voire « séparatistes ».

La voie étroite de la modération

Et la crise ne cesse de s'approfondir : 1 800 % d'inflation,

20 % de chômage. Pour certains, le « rêve millénaire » d'une Croatie indépendante a tourné au cauchemar. Pour l'instant, le pouvoir détourne les frustrations de la population sur la Force de protection des Nations unies qui est chargée de tous les maux : on l'accuse même de propager le sida. Pressé par les « durs » d'employer la force, le président Tudjman a pu momentanément les écarteler. Il tente de stabiliser la situation économique et politique en jouant la carte des modérés. Mais, s'il n'obtient pas de résultat, cet atout sera perdu. « Et il n'y aura pas de résultats », estime, pessimiste, un diplomate européen à Zagreb.

Pour stabiliser, avant de la relancer, une économie effondrée, le gouvernement croate a mis en place, début octobre, un plan d'austérité : dévaluation du dinar croate, blocage des salaires,

réduction des dépenses publiques. La population gronde : le Fonds monétaire international approuve mais, pour l'instant, ne prête pas. Ensuite, faute de récupérer immédiatement « les territoires », le président voudrait satisfaire son opinion publique, en tentant, sans grand résultat, d'intégrer la Croatie dans les structures européennes. Dans le même temps, il essaie, pour l'instant sans succès, d'obtenir des Serbes de Krajina des concessions limitées telles que la réouverture de l'autoroute entre Zagreb et l'est du pays. Il lance une « initiative de paix » qui, elle non plus, ne parvient guère à s'imposer. Au moins M. Tudjman démontre-t-il au monde qu'il n'aura pas voulu la guerre. « Si cette politique échoue, s'il n'obtient pas un soutien politique et financier de la communauté internationale, Franjo Tudjman risque de se retourner vers l'option des durs », prévient un diplomate.

Des Serbes ou des Croates, « le vainqueur est celui qui restera debout », estime un éditeur zagarbois. Asphyxié par les sanctions, Slobodan Milosevic pourrait bien réellement lâcher la Krajina. Mais « même si Slobodan Milosevic abandonnait, les Serbes de Krajina, eux, n'abandonneront pas », estime un responsable de la FORPRONU. Miser sur un épuisement rapide du régime de Belgrade ainsi que sur la lassitude des Serbes de Krajina, ou surestimer ses propres forces, pourraient se révéler deux graves erreurs de calcul pour Franjo Tudjman. L'ambassadeur américain à Zagreb, dans une interview à la presse locale, a prévenu les Croates : « L'histoire est jonchée de fausses estimations militaires ».

YVES HELLER et JEAN-BAPTISTE NAUDET

Si tous les radiotéléphones sont prêt-à-posers, seuls nos abonnements sont sur mesure.

SFR, Société Française du Radiotéléphone,

exploite des réseaux et vous propose

des abonnements sur mesure car aucune

entreprise, aucun professionnel n'a

les mêmes besoins que ses concurrents.

Vous vous déplacez surtout en ville et vous

passerez la majorité de vos appels

depuis votre région ? Pour vous,

SFR a créé l'Abonnement Résident.

Vous ne vous déplacez qu'en Province et vous

téléphonez au moins deux heures par mois ?

L'Abonnement Optimum devrait vous séduire.

Vous téléphonez rarement

aux heures de pointe ?

Découvrez l'Abonnement

Heures Creuses...

SFR

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU RADIOTÉLÉPHONE

Tous ceux qui ont fait le Test SFR ne se sont pas trompés de radiotéléphone. Le Test SFR est à votre disposition chez votre revendeur ou en composant le 36 68 92 29

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE
Nos abonnés en veulent plus.

ROUMANIE

La conclusion d'un accord avec le FMI est une victoire du clan modéré du gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Roumanie signent « sans aucun doute au début du mois de décembre » un accord portant sur l'octroi à Bucarest d'un nouveau crédit stand-by de 500 millions de dollars, a annoncé, mercredi 17 novembre, Mircea Coses, ministre d'Etat chargé de la réforme. Cet accord, interprété par les autorités roumaines comme une nouvelle étape dans la normalisation de ses relations avec les organismes internationaux, est néanmoins assorti de sévères conditions incitant Bucarest à accélérer le rythme de ses réformes.

Les négociations avaient provoqué des tensions au sein du gouvernement et entraîné le départ de l'un des ministres « libéraux », Misu Negritoiu, cet été. Son successeur, M. Coses, avait lui aussi mis son poste en jeu en cas d'échec des négociations avec le FMI et la conclusion de cet accord est considérée comme une victoire du clan modéré du gouvernement.

Le déblocage d'autres crédits

M. Coses a en outre estimé que cet accord permettrait « automatiquement et très prochainement » le déblocage d'autres crédits, de l'ordre de 1 milliard de dollars de la Banque mondiale.

Intervenant quelques semaines après le rétablissement par les Etats-Unis de la clause commerciale de la nation la plus favorisée et la signature, en février, d'un accord d'association avec la CEE, le soutien du FMI est une nouvelle bouffée d'oxygène pour Bucarest, alors que la situation économique est toujours aussi préoccupante (balance commerciale en déficit de 600 millions de dollars sur les neuf premiers mois de l'année, production industrielle en chute de 50 % depuis 1990, inflation de 300 % par an). Sur le plan social, le

mémorandum négocié avec le FMI prévoyant d'accélérer très fortement le rythme des privatisations ainsi que de libéraliser le taux de change risque de se traduire par une augmentation du chômage, qui frappe officiellement 9,3 % de la population active.

De plus, la décision de rendre la monnaie nationale, le leu, totalement convertible en avril prochain pourrait entraîner une forte dévaluation, synonyme d'inflation et d'une nouvelle érosion du pouvoir d'achat des Roumains. Signe de cette tension sociale : près de cinquante mille personnes ont manifesté, jeudi à Bucarest, à l'appel de la principale confédération syndicale du pays pour réclamer une hausse des salaires.

Politiquement aussi, le gouvernement risque de traverser une zone de turbulences lorsqu'il présentera l'accord avec le FMI aux députés. Début novembre, les anciens communistes du Parti socialiste du travail, qui soutiennent habituellement le FDSR, le parti au pouvoir aux côtés des nationalistes, avaient exprimé leur opposition aux négociations qui viennent de s'achever à Washington. Or, leurs voix seront indispensables au premier ministre pour dégager une majorité au Parlement.

CHRISTOPHE CHATELOT

IRLANDE DU NORD : manifestations contre la violence. - Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, jeudi 18 novembre, en Irlande du nord contre les violences qui ont fait plus de trois mille morts depuis vingt-quatre ans. Des syndicats et des organisations protestantes et catholiques ont participé à des rassemblements à travers la province de l'Ulster qui ont été marqués par une minute de silence à midi dans toute l'Irlande du nord. - (UPT AP)

INTERNATIONAL

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

John Major insiste sur un retour aux «valeurs fondamentales»

A l'occasion du traditionnel discours du Trône, le jeudi 18 novembre par la reine Elizabeth II, le premier ministre britannique, John Major, a annoncé un programme législatif qui concrétise un retour aux «valeurs fondamentales», à la fois sur le plan social et économique.

LONDRES

de notre correspondant
«Back to basics», retour à l'essentiel, aux valeurs fondamentales. Ce thème, devenu le leit-motiv de la philosophie politique de John Major depuis le congrès conservateur de Blackpool du mois dernier, trouve sa traduction dans l'allocution de la reine dont le discours a pour habitude d'annoncer les projets de loi qui vont être examinés par le Parlement. Il a aussi pour fonction d'être le ciment d'une nouvelle unité au sein du parti Tory, durement éprouvé l'année dernière par les luttes fratricides sur la question de l'intégration européenne. Car ces valeurs, ce sont avant tout celles du conservatisme traditionnel des «années Thatcher», voire des décennies précédentes. «Nous pouvons élever le niveau de nos écoles, rendre nos rues plus sûres et notre économie plus compétitive, en construisant sur ces valeurs», a assuré M. Major.

«En arrière, les gens en arrière»...

Sur le plan social, celles-ci concernent la famille, l'éducation, le respect de la loi et de l'ordre et la responsabilité individuelle. S'agissant de l'économie, M. Major fait référence à un faible taux d'inflation, et à un environnement qui favorise le libre-échange et la libre-entreprise. Au cours du bref débat qui s'est déroulé, jeudi, à la Chambre des communes, le premier ministre a précisé ce catalogue de treize projets, dont les plus significatifs sont un ensemble de dispositions traquant un tour de vis sécuritaire, ainsi qu'une loi, dite de déréglementation, visant à alléger les contraintes administratives qui pèsent sur l'industrie.

Le projet de loi sur la justice criminelle regroupe des dispositions tendant à durcir la répression contre les jeunes délinquants et les récidivistes. Il vise aussi à abolir le «droit au silence» dont bénéficient les personnes appréhendées et à faciliter l'utilisation des empreintes génétiques. «Pendant trop longtemps», a souligné M. Major, la balance a été trop favorable aux criminels et pas assez aux victimes. La loi va corriger cela. Cet arsenal législatif confirme les craintes émises par le Parti travailliste, ainsi que par l'ancien premier ministre Edward Heath : priorité à la répression,

au détriment de la prévention. Ce choix est cependant conforme à la théorie constamment défendue par le Parti conservateur, qui revient à nier la relation entre les conditions sociales et la criminalité. La loi de déréglementation, qualifiée par M. Major d'«ensemble législatif le plus important de ce type depuis les années 50», aura notamment pour objet de confier au secteur privé la gestion d'un nombre croissant de services exercés jusqu'à présent par l'administration et de «libérer» les entreprises du carcan imposé par les réglementations gouvernementales. Le gouvernement envisage, d'autre part, de faire adopter la loi de privatisation de British Coal (charbonnage), ainsi que le texte relatif au commerce dominical, ces deux textes étant fortement contestés, y compris au sein du Parti conservateur.

Depuis l'été dernier, le premier ministre a cependant renforcé sa position. Outre le fait que la ratification parlementaire du traité de Maastricht n'a été plus qu'un mauvais souvenir, son opposition interne a perdu de sa vigueur, grâce au soutien que lui a apporté Lady Thatcher. Enfin et surtout, la situation économique s'est nettement améliorée. L'indice d'inflation pour le mois d'octobre s'élève à 1,4 %, contre 1,8 % en septembre. Ce taux est resté inférieur à 2 % depuis dix mois consécutifs, soit la plus longue période depuis 1960. Les chiffres du chômage, annoncés jeudi, sont également prometteurs : le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de quarante-neuf mille en octobre, soit la chute la plus élevée depuis quatre ans et demi.

Ces bons résultats économiques ont un double effet : ils accroissent la marge de manœuvre du chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, pour augmenter la pression fiscale à l'occasion du budget, qui doit être présenté le 30 novembre. Celui-ci est, d'autre part, soumis à des pressions accrues pour baisser les taux d'intérêt afin de dynamiser l'économie. C'est notamment à l'occasion du débat budgétaire, qui s'engagera le mois prochain, que les divergences au sein du parti Tory pourraient resurgir, faisant voler en éclats le fragile consensus bâti autour de ce retour aux «valeurs fondamentales».

Plusieurs parlementaires pensent même que ce concept est fondamentalement passéiste et peu mobilisateur. Parmi eux, Edward Heath qui, dans un article publié, jeudi, par *The Times*, se livre à une critique en règle du «back to basics» : «Personne, commande une avancée en criant à ses troupes : en arrière les gens, en arrière».

LAURENT ZECCHINI

ESPAGNE

Le tribunal constitutionnel inflige un sérieux revers à Felipe Gonzalez

MADRID

de notre correspondant
Le tribunal constitutionnel a annulé, jeudi 18 novembre, l'un des principaux articles de la loi tant controversée sur la sécurité des citoyens, dite aussi loi Corcuera, du nom du ministre de l'Intérieur, José Luis Corcuera. La décision de déclarer «inconstitutionnelle» l'article 21 alinéa 2 a été prise à l'unanimité par les douze membres du tribunal. Ce texte, plus connu sous le nom de «coup de pied dans la porte», permettait aux forces de police de pénétrer dans le domicile de quiconque sans autorisation de la justice en cas de flagrant délit. Elle avait été motivée par une volonté de répression du trafic de drogue.

A l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi au mois de mars, M. Corcuera avait affirmé que «toute cette apocalypse que vous avez prévue n'existe pas», en réponse aux critiques de ses détracteurs qui s'inquiétaient de la transgression du principe de l'inviolabilité

du domicile. Tout en introduisant des limites, le tribunal constitutionnel, en revanche, estime conforme à la Constitution l'article 20 alinéa 2 de la loi qui permet aux forces de l'ordre d'emmener au commissariat toute personne ne pouvant pas justifier son identité. Enfin, le tribunal a annulé l'article 26 qui permettait au gouvernement de fixer par décret les infractions légères à la sécurité des citoyens, estimant que celles-ci ne pouvaient être établies que par un texte de loi.

Ces décisions des gardiens de la Constitution constituent un sérieux revers pour Felipe Gonzalez, le président du gouvernement. Lors de la campagne électorale pour les élections législatives du 6 juin, le ministre de l'Intérieur avait annoncé qu'il démissionnerait au cas où la sentence du tribunal constitutionnel serait négative. Son départ pourrait entraîner un important remaniement à la direction des forces de sécurité.

MICHEL BOLE-RICHARD

AMÉRIQUES

Après l'approbation de l'ALENA par la Chambre des représentants

Bill Clinton porté au pinacle

WASHINGTON

de notre correspondant
Un jour, il est décrit, donné pour mort, c'est plus facile président de la décennie; la lendemain, comme après sa victoire à la Chambre des représentants qui a approuvé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le voilà porté au pinacle, admiré, célébré, classé «grand politique». Avec Bill Clinton, les chroniqueurs de la présidence se livrent à d'étranges contorsions, comme s'ils n'avaient toujours pas à «saisir» le personnage.

Il est vrai que l'hôte de la Maison Blanche est parfois difficile à suivre. Vainqueur, il y a un an, des élections, avec seulement 43 % des suffrages, Bill Clinton gouverne comme il a été élu : sur le fil du rasoir. Avec lui, la politique n'a rien d'un «long fleuve tranquille» mais tout des montagnes russes. C'est une suite accélérée de crises, de moments de tension, tantôt dénoués heureusement, tantôt moins. Bill Clinton paraît ne pouvoir livrer son meilleur que la dose au mix et, cette qualité, qui a apporté du piquant à sa campagne, donne à sa présidence l'allure d'une épreuve de course d'obstacles négociés au dernier moment. Sa courbe de popularité dans les sondages épouse ce parcours haussé : le président est déjà passé par une demi-douzaine de hauts et de bas, selon que les Américains accueillent favorablement son projet de redressement financier, sa réforme de la santé, ou dénoncent sa politique budgétaire et ses performances à l'étranger.

Au lendemain de la ratification

par la Chambre des représentants de l'Accord de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, le voilà da nouveau loué par l'ensemble de la presse. Depuis l'été, l'ALENA était donné pour mort par tous les «spécialistes». La

jours glorieuses en Haiti ou en Bosnie, Bill Clinton a, cette fois, choisi de se battre, quitte à aller à l'encontre de son propre parti. Sur un dossier qui lui tient particulièrement à cœur - la nécessité d'ouvrir les frontières pour relancer la croissance -, il a mis tout



la plupart de ses collaborateurs avaient conseillé au président d'abandonner ce cadeau empoisonné de l'administration Bush : il n'y aurait jamais de majorité démocrate pour voter cette affaire et les élus de l'opposition républicaine seraient trop contents d'en profiter pour infliger une défaite à la Maison Blanche.

le poids de la présidence dans la bataille et a prouvé qu'il pouvait rassembler une majorité bi-partisane différente de celle dont il a bénéficié lors du vote du budget. Il avait alors le profil du «démocrate traditionnel», promoteur d'une hausse de la fiscalité pour financer un surcroît de dépenses publiques ; dans la bataille de l'ALENA, c'est le profil du démocrate «nouvelle manière» qui l'a

emporté, celui qui défend la libéralisation du commerce aux dépens des intérêts traditionnels de son parti.

Tous les éditeurs estiment que sa crédibilité politique en sort renforcée. «En termes politiques, c'est le succès le plus important de sa présidence», écrit la *New York Times*. Sur l'ALENA, il ne ressemble pas du tout à Jimmy Carter, hésitant et louchant dans ses relations avec le Congrès, mais au Lyndon B. Johnson des années 64 et 66, un battant, pas un cafouilleur. «Clinton a fait le bon choix en décidant courageusement de tout jouer sur l'ALENA», écrit la *Washington Post*. Il a compris qu'une défaite adresserait au monde le message d'une Amérique se tournant vers l'isolement.

La revers de la médaille, c'est un parti démocrate divisé, qui ressort amer de la défaite subie lors de la bataille de l'ALENA. Au sein du mouvement démocrate, la centrale syndicale AFL-CIO avait pris le rôle des «amis». Elle ne représente peut-être plus que 15 % des salariés, mais, riche, elle tient toujours les clés des caisses électorales dans un grand nombre de circonscriptions. Une bonne partie de l'électorat clintonien aussi est déçu, cette classe moyenne dont il s'était fait le défenseur pendant sa campagne, qui s'estime abandonnée et plus menacée que jamais par la «globalisation» de l'économie. L'indépendant Ross Perot compte bien exploiter la situation et se faire entendre à chaque farfouillage d'usine qu'il attribue, à tout coup, à l'ALENA.

ALAIN FRACHON

Les Mexicains sont soulagés mais prudents

Les Mexicains ont accueilli avec soulagement l'approbation par la Chambre des représentants des Etats-Unis, mercredi 17 novembre, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Echaudés par les péripéties de la négociation, ils restent toutefois prudents, d'autant que le mépris avec lequel les opposants américains à l'ALENA ont traité leur pays a rouvert de vieilles blessures.

MEXICO

de notre correspondant
Partisans et adversaires du traité semblent se retrouver pour exprimer leur soulagement de ne pas avoir été rejetés par leur principal partenaire économique, avec lequel les Mexicains entretiennent une relation mêlée de haine et d'admiration. Ces sentiments sont les mêmes depuis que les Etats-Unis leur ont enlevé, au siècle dernier, une grande partie de leur territoire (le Texas, le Nouveau-Mexique, l'Arizona et la Californie) et constituent une terre d'accueil, pas toujours hospitalière, aux millions d'immigrants qui traversent illégalement le Rio Grande pour offrir leur force de travail.

Les conditions dans lesquelles a été approuvé l'accord de libre-échange ont cependant créé un sentiment d'amertume, y compris chez

les partisans du traité. La presse locale a fait part, jeudi, de son indignation à propos des torments d'«insultes» proférées, notamment, par plusieurs membres de la Chambre des représentants, opposés au traité, à propos de l'absence de démocratie au Mexique, de la corruption de la classe politique et des violations des droits de l'homme.

L'éditorialiste de la *Jornada*, un des quotidiens les plus influents de la capitale, a contre-attaqué en rappelant que les Etats-Unis ont prouvé depuis longtemps qu'ils «ne respectaient pas souvent leurs engagements : le Mexique devra donc en tenir compte en diversifiant ses relations commerciales pour se protéger d'un retour possible de Washington à ses mauvaises habitudes protectionnistes».

Le président Salinas échaudé

La plupart des commentateurs reconnaissent que le vote des représentants constitue une victoire pour le président Carlos Salinas, qui avait axé toute sa politique de modernisation économique (privatisations, ouverture des frontières au commerce, etc.) sur l'entrée en vigueur du traité de libre-échange. Une condition nécessaire, a-t-il souvent répété, pour permettre au Mexique de «passer du tiers monde au club des pays industrialisés». Que serait-il arrivé si le président des Etats-Unis n'avait pas obtenu

la majorité au Congrès ? «On n'a pas l'imagination», écrit un commentateur. Mais cela prouve l'influence de Washington sur la politique mexicaine.

Echaudé par les aléas de la négociation aux Etats-Unis, qui ont donné des sueurs froides à son entourage, M. Salinas a accueilli avec une satisfaction prudente le vote du Congrès, soulignant que les Mexicains ne devaient pas en attendre des effets immédiats dans la mesure où l'application du traité se fera progressivement au cours des quinze prochaines années. L'accord de libre-échange n'est donc plus la «paucotée» que les dirigeants invoquaient pour justifier les nouveaux sacrifices imposés aux Mexicains, dont le salaire réel a substantiellement diminué depuis quinze ans, bien que l'inflation ait été ramenée de 51 % en 1988 à moins de 10 % cette année (la croissance économique devrait atteindre 1,1 % en 1993, alors que la population augmente de 2 % par an).

Les adversaires du traité de libre-échange soulignent que l'ouverture des frontières, commencée en 1987 avec l'adhésion du Mexique au GATT, a eu des effets négatifs sur la balance commerciale. En 1986, le Mexique enregistrait un excédent de plus de 5 milliards de dollars dans ses échanges avec les Etats-Unis, son principal partenaire, qui absorbe près de 70 % de son commerce extérieur. La situation s'est inversée l'an dernier avec un déficit de près de 5 milliards aux dépens du Mexique, pour un niveau d'échanges, il est vrai, trois fois plus élevé (77 milliards de dollars, contre 27 milliards en 1987).

Le Parti de la révolution démocratique (PRD), opposition de gauche, qui n'a eu de cesse de dénoncer le «projet hégémonique des Etats-Unis» et les «risques annexionnistes» du traité, a proposé la création d'une commission chargée d'évaluer les conséquences de l'accord. «Si nous gagnons les élections en août prochain, a déclaré le candidat du PRD à la présidence de la République, Cuauhtémoc Cardenas, nous demanderons une renégociation du traité ou, si cela se révèle impossible, nous exercerons notre souveraineté en nous retirant».

BERTRAND DE LA GRANGE

Rencontre américano-canadienne

SEATTLE

de notre envoyé spécial
En marge de la réunion de l'APEC (lire nos informations page 6), les deux principaux partenaires au sein de l'ALENA, le président américain, Bill Clinton, et le nouveau premier ministre canadien, Jean Chrétien, se sont rencontrés, pour la première fois, à Seattle, dans la soirée de jeudi 18 novembre, profitant de l'occasion pour faire le point sur leurs divergences. M. Chrétien souhaite obtenir «une meilleure définition» au des «clarifications» sur les problèmes qu'il juge litigieux, en particulier sur les tarifs douaniers, les subventions ou le dumping. Autres pommes de discorde, l'énergie et l'eau sur lesquels le Canada, en dépit de l'accord de libre-échange, entend conserver un certain contrôle.

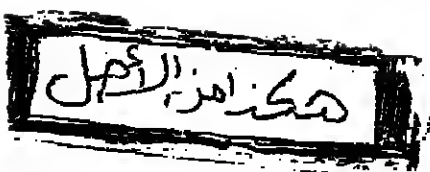
Certes, il ne s'agit pas, pour le nouveau chef du gouvernement d'Ottawa, de rouvrir la négociation sur un accord que M. Clinton vient de faire voter à grand peine par la Chambre des représentants, mais plutôt d'addenda au d'accords parallèles qui n'empêcheraient pas l'entrée en vigueur de l'ALENA. Selon M. Chrétien, des progrès ont été accomplis au cours de la petite heure d'entretien, et M. Clinton a bien compris les préoccupations canadiennes.

Les deux dirigeants ont décidé la création d'un comité ministériel chargé de trouver un compromis avant la date limite du 1^{er} janvier. Le Parlement canadien a déjà ratifié l'ALENA, qui reste à promulguer.

P. de S.

Message aux pays latino-américains. - Le président Bill Clinton a envoyé, jeudi 18 novembre, un message aux chefs d'Etat ou de gouvernement de trente et un pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dans lequel il affirme que l'ALENA permettra «d'ouvrir la voie à la libéralisation du commerce à travers l'hémisphère», a annoncé la Maison Blanche. M. Clinton a souligné que le «partenariat» créé ne s'arrête pas au Mexique et qu'il englobe «toute l'Amérique latine».

(AFP)



ASIE

La réunion de l'APEC à Seattle

Le président américain tente d'imposer sa vision d'une « communauté du Pacifique »

Le président Clinton est arrivé, jeudi 18 novembre, à Seattle pour y ouvrir, ce vendredi, la réunion « au sommet » de l'APEC - Coopération économique Asie-Pacifique (1).

SEATTLE

de notre envoyé spécial

Seattle la bien choisie ! La métropole du nord-ouest des États-Unis n'est-elle pas le port américain le plus proche des partenaires commerciaux asiatiques... La capitale de l'État de Washington est aussi connue pour son ouverture sur le grand large, et pour sa population asiatique - la plus forte, en pourcentage, après celle de la Californie (12 %). D'ailleurs, c'est elle qui a été désignée pour accueillir la réunion de l'APEC, et c'est à Seattle qu'est entrée la figure emblématique du cinéma « kung-fu », Bruce Lee.

Dès son arrivée ici, M. Clinton a choisi l'usine Boeing, le premier exportateur des États-Unis, pour rappeler sa priorité numéro un : « Jobs ». Car l'avenir de l'emploi, estime-t-il, repose sur l'ouverture des marchés internationaux aux produits américains. Le président a repris cet argument, utilisé pour faire ratifier l'ALENA, avant de commencer ses entretiens avec ses hôtes de l'Asie et du Pacifique, après deux jours d'entretiens ministériels mercredi et jeudi. En marge du « sommet », qui se poursuivra samedi dans le village indien reconstitué de Tillicum, sur l'île de Blake, M. Clinton s'est entretenu jeudi soir avec le premier ministre canadien, Jean Chrétien. Et il devait rencontrer, vendredi, son homologue chinois, Jiang Zemin, et le premier ministre japonais, Morihiro Hosokawa.

« Les États-Unis sont compétitifs et peuvent l'emporter sur tous les marchés du monde à égalité des chances », a déclaré M. Clinton aux employés de Boeing enthousiasmés. Il faut ouvrir les frontières tarifaires, promouvoir la croissance, en particulier dans ce secteur de croissance qu'est la zone Asie-Pacifique. « Au potentiel économique énorme pour l'économie américaine et dotée aussi de « potentiels de paix, de liberté et de démocratie ». Affirmant qu'il n'avait pas honte d'être une sorte de « VRP » des produits américains, le président a souligné « un partenariat à long terme pour créer des emplois de part et d'autre du Pacifique ».

Le difficile dialogue sino-américain

De tels propos étaient censés rassurer ceux des Américains qui s'inquiètent d'une ouverture économique assumée à une « invasion » de produits bon marché, alors que M. Clinton veut y voir aussi un vecteur de croissance par l'exportation. Ils avaient également pour but d'apaiser les craintes provoquées par les ambitions affirmées de Washington de transformer un groupement lâche, l'APEC, en une organisation structurée. Avec le risque qu'elle soit dominée par les États-Unis, ou par un triumvirat de fait sino-japo-américain.

Jiang Zemin a succédé à M. Clinton à l'usine Boeing, où il a aussi prononcé un discours. Cette visite était assurément symbolique : le constructeur américain compte beaucoup sur le marché chinois, où il espère vendre, en dix ans, 800 avions. C'est l'importance de ce marché qui explique la récente volte-face de la diplomatie américaine envers Pékin, qui privilégie désormais la carotte par rapport au bâton.

Ce revirement n'a pas empêché le secrétaire d'État Warren Christopher de relancer le débat sur les droits de l'homme et la démocratie, fort désagréable aux dirigeants chinois. Dans un discours à l'université de l'État de Washington sur « l'avenir asiatique de l'Amérique », fondé sur trois piliers : prospérité, sécurité et démocratie - M. Christopher s'est félicité du « courant démocratique » qui s'étend en Asie, même si « on y trouve aussi des régimes parmi les moins ouverts » comme « la Birmanie, le Vietnam, l'Indonésie et la Chine ». Il a conclu : « Le désir de

liberté n'est pas seulement une exportation de l'Occident. C'est un instinct humain ».

A cela, le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen - qui avait annoncé la semaine dernière l'ouverture prochaine de prisons à des visites de la Croix-Rouge internationale - a répliqué que Pékin et Washington « doivent coopérer parce que nous avons des intérêts communs. Nos relations ont toujours été bâties sur des intérêts communs, non sur une identité de systèmes sociaux, d'idéologie ou de valeurs ». Il a ajouté : « Nous sommes responsables devant le peuple chinois, et nous ne faisons pas de gestulation car nous ne sommes pas des acteurs de théâtre ». Peu avant, Pékin avait montré son peu d'empressement à céder aux États-Unis : en annonçant la prochaine visite de Jiang Zemin à Cuba.

La difficulté du dialogue sino-américain a dominé le début de la réunion de l'APEC. L'organisation humanitaire Asia Watch a publié

jeudi un rapport sur la poursuite des violations des droits de l'homme en Chine. Cette question est au cœur du différend sino-américain, avec la prolifération militaire et les accusations américaines de dumping. On n'exclut pas, ici, que Pékin fasse un nouveau geste « cosmétique » sur les droits de l'homme, moins coûteux que des concessions commerciales ou sur les ventes d'armes.

Insuffler

un dynamisme institutionnel

Une telle démarche faciliterait la tâche de l'administration américaine lorsque viendra, au printemps prochain, le moment de renouveler à la Chine la clause de la nation la plus favorisée (MFN). Car Pékin n'a pas obtenu de Washington que cette clause soit attribuée automatiquement à tous les membres de l'APEC.

Washington a bien l'intention de faire évoluer l'APEC vers un ensemble plus structuré et dyna-

mique - une vision partagée par les Australiens, à l'origine du projet avec les Japonais. En convainquant les « petites phrases » sur le rôle que pourrait jouer cette organisation pour vaincre les réticences de l'Europe envers l'Uruguay Round, ou les déclarations de M. Christopher sur les liens entre économie et sécurité - venant après les tentatives pour changer le sens du « C » du sigle APEC : de « coopération » en « communauté ».

Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Hata, a insisté jeudi sur la nécessité de « respecter la diversité » des membres, sur la nécessité « consultation » et l'indispensable « consensus », sur une évolution « progressive » de l'APEC et sa « compatibilité » avec le GATT. M. Hata a aussi souligné « le renforcement de la compréhension » avec les organisations internationales, en clair, avec les Douze de l'Union européenne. Cette position est loin de faire l'unanimité. Certains dirigeants asiatiques

avaient accepté sans enthousiasme de se rendre à Seattle, une réunion au départ essentiellement économique, afin de ne pas déplaire à un président Clinton qui veut promouvoir l'idée d'une « nouvelle communauté du Pacifique ». Il faudra attendre samedi pour voir si l'alchimie de cette rencontre aura permis à l'APEC de dépasser ses différences afin de prendre un nouveau départ en insufflant un dynamisme institutionnel à une région qui demeure le moteur de la croissance mondiale.

PATRICE DE BEER

(1) Outre les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, les « trois Chineses » (Pékin, Hongkong, Taïwan) et les six de l'ASEAN (Association des pays d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande). Les 15 membres de l'APEC ont décidé le 18 novembre d'admettre cette année le Mexique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et, l'an prochain, le Chili. Ils n'accepteront pas de nouveaux membres d'ici à 1997.

JAPON

La chambre vote les lois anti-corruption

Une large majorité de députés a adopté, jeudi 18 novembre, le premier arsenal législatif anti-corruption du Japon de l'après-guerre. Parmi les 270 élus qui ont approuvé les quatre projets de loi (sur les 511 que compte la Chambre basse) figurent 13 rebelles du principal parti d'opposition, le PLD (libéral-démocrate, au pouvoir de 1955 à juillet dernier). En revanche 5 membres du PS, le plus grand des partis de la coalition gouvernementale, ont voté avec 215 députés de l'opposition. La réforme doit encore être approuvée par le Sénat, où l'opposition assez forte peut faire durer les débats pendant des semaines. - (AFP)

INDE : le Parlement européen réclame la libération d'un chef cachemir. - Le Parlement européen a demandé, jeudi 18 novembre, à la Belgique de libérer le chef indépendantiste cachemir, Amanullah Khan, interpellé le 18 octobre à Bruxelles. Sous le coup d'un mandat international depuis 1990, M. Khan a été arrêté après une rencontre avec le groupe du Parti des socialistes européens (PSE) au Parlement européen. L'Inde l'accuse de terrorisme et a demandé son extradition. - (AFP)

Le puzzle afghan

II. - Mazar, le fief industriel de Rashid Dostom

Après Hérat, capitale de l'Ouest afghan, qui vit, sous son « émir » Ismail Khan, une vie paisible et très autonome par rapport à Kaboul (le Monde du 19 novembre), nous présentons la situation à Mazar-i-Sharif, la grande ville du nord, en proie à une frénésie de commerce et de construction.

MAZAR-I-SHARIF

(Nord de l'Afghanistan)

de notre envoyé spécial

Voici la ville la plus vibrante d'Afghanistan, la vraie capitale économique d'un pays pas encore sorti de la plus terrible épreuve de son histoire, une cité en proie à une frénésie de commerce et, selon un voyageur, « le seul bazar digne de ce nom dans toute l'Asie centrale accablée par la crise du post-soviétisme ».

Le grouillement des camions, jeps, bus, tracteurs, motos, soulève à longueur de journée une poussière qui anéantit les mouvements plus lents des charrettes à âne, des dromadaires lourdement bâtés et des caravanes à cheval, et blanchit en un tournoir les chaussures des hommes qui passent revêtus du tchapan (manteau) des Ouzbeks et des femmes en tchadri (voile) bleu pâle ou vert d'eau.

Partout sur les trottoirs, des montagnes de melons d'eau, d'immenses tas de bois, comme approche le terrible hiver du Nord, des échoppes toujours approvisionnées. Autour de la mosquée (une des merveilles du monde musulman) que les combats ont épargnée, des marchands ont étalé leurs tapis à fond rouge et tout un souk de vêtements. Y a-t-il vraiment eu la guerre, ici - ce terrible conflit déclenché par l'invasion soviétique de 1979 ? La cité, en tout cas, n'a connu aucune destruction : Mazar était si près de l'URSS (Termez, aujourd'hui porte de l'Ouzbékistan, est à 80 kilomètres) que l'armée rouge était ici chez elle, ne laissant que peu d'initiative aux moudjahidins, confinés à la plaine aride et aux montagnes proches.

Aux entrées de la ville, pourtant, l'œil est attiré par des montagnes de fûts d'essence et des centaines de conteneurs, utilisés à présent comme boutiques. Vers l'aéroport, le voyageur dépasse des parcs où rouillent des douzaines de tanks et canons, et des véhicules militaires. Ce sont là les débris d'un conflit qui tint le monde en haleine, et les vestiges d'un empire défunt qui s'est ici cassé les dents.

Pour le reste, Mazar n'est qu'une paire de mains crispées sur une brouette remplie de matériaux de construction, un jeu d'échafaudages dressés vers le ciel. Les marchands

enrichis par la guerre, les commandants moudjahidins et les officiers de l'ancien régime sont à présent désireux de mettre leur famille à couvert, et Mazar est ainsi le théâtre d'un boom immobilier. Sa population, en quelques lustres, a quadruplé, pour dépasser, à présent, le demi-million d'habitants.

Le bâtiment va, donc tout va ? Non, les problèmes ne manquent pas, dont le plus notable est l'insuffisance des infrastructures de base - de l'eau courante aux établissements scolaires et aux centres de soins - dérivée, précisément, de l'expansion brutale de Mazar, aujourd'hui deuxième ville du pays après Kaboul. Comme le général Dostom, de facto le « patron » de ce « gouvernement du Nord de l'Afghanistan », n'a pratiquement plus un sou (sauf pour payer ses soldats, et encore), ce sont souvent les riches marchands qui sont sollicités, parfois vivement, de mettre la main à la poche dans l'intérêt de la communauté. Les Nations unies s'activent, elles aussi, à travers leurs agences (PAM, Unicef, HCR, etc.), dont les véhicules blancs à l'écusson bleu ciel sont une note familière de la région.

Un opportun pèlerinage à La Mecque

La convenable prospérité et la (relative) tranquillité des lieux ont elles-mêmes engendré des problèmes. C'est ainsi que des dizaines de milliers de Kaboulis sont venus à la fin des combats frénétiques dans la capitale. La clé de voûte de ce miracle, c'est le « camarade hadji Rashid Dostom », selon l'expression d'un « ouisien » : « camarade », pour son passé de chef d'une milice de l'ex-régime communiste, les redoutés « jowzianis » ouzbeks dits « les voleurs de tapis » ; « hadji », parce que le nageur peu pieux général n'a pas manqué, après la victoire des moudjahidins en 1992, de faire son pèlerinage à La Mecque... et d'en tirer une affiche.

Cette transformation n'est pas la seule que l'on puisse observer chez cet officier de l'ancien régime confirmé par le nouveau. La plus remarquable est sans doute que cet homme jouit pour l'instant (admettons, il était gardien d'installations sur le champ de gaz de sa ville natale de Shebargan) de son coulé, aux abords de la quarantaine, dans son nouveau rôle de leader d'une région stratégique de l'Afghanistan. Comment ce chef de bande nullement étouffé par les scrupules ou la pitié est-il devenu l'un des Afghans les plus portés à la recherche du consensus ? C'est là tout le « mystère Dostom ».

« Il a grandi, note un agent de l'ONU, il a poussé à la naissance d'un front unissant les forces politiques du coin, le Mouvement national islamique (Jumbish). Bien que regroupant, outre ses partisans communistes, des forces intégristes (sunrites et chittes, Jamiat et Hezb, entre autres), ce front n'a pas connu de fracture depuis 18 mois. Il s'est efforcé de limiter les combats locaux au strict nécessaire, c'est-à-dire au désarmement, autant qu'il est possible, des groupes d'anciens combattants ».

Désormais, dans la journée, c'est la police soviétique, le « garmyanyan », qui assure l'ordre. La nuit, des éléments militaires, en uniforme de l'ancien régime communiste, prennent position, dès 21 h 30 aux carrefours et assurent l'un des couvre-feux les plus stricts d'Afghanistan.

« Seuls quelques hauts fonctionnaires ont été changés, poursuit notre interlocuteur, sinon, l'ex-administration de l'époque communiste reste intacte ». Superviseur, en principe, six provinces du nord de l'Afghanistan (1), Rashid Dostom est à la fois chef du « conseil militaire supérieur » de la zone et président du Jumbish, ainsi que vice-ministre de la défense de l'Afghanistan, ce qui lui permet d'avoir son mot à dire à Kaboul et d'être officiellement invité à l'étranger.

Les gens qui comptent, aujourd'hui, pour Rashid Dostom sont certains généraux de l'ancien régime communiste, tel le chef de l'aviation Hital ou le commandant des blindés de la ville-frontière septentrionale de Haystan, le général Momen, dont l'insubordination, le 26 janvier 1992, a déclenché la chaîne des événements qui ont conduit, en trois mois, à la chute du président Najibullah. « Beaucoup de ses confidents sont ouzbeks, comme lui, ajoute notre interlocuteur : leaders de communautés, anciens des villages, chefs religieux. En somme, il fait ce qu'il veut, mais pas sans beaucoup de consultations et une réelle volonté de ne pas abuser de son pouvoir ».

Les succès de cet homme pourraient-il le conduire à se tailler son fief - une mini-République d'inspiration plus bakoue que le reste du pays, qui serait un havre pour les ex-communistes en difficulté ? « En aucune façon », nous répond M. Tulkhian, ex-gouverneur de Kaboul sous Najibullah, devenu « ministre de l'économie et des affaires sociales » du « gouvernement du Nord ». « Nous entendons bien rester membres de l'Afghanistan. Simplement, le général Dostom a proposé de rebâtir le pays sur un modèle fédéral. On a beaucoup dit que cette position était isolée. Je puis vous assurer que Massoud lui-

même n'est pas si hostile qu'on le croit à cette formule ».

De fait, les relations de l'homme fort de Kaboul, Ahmed Shah Massoud, et de celui de Mazar sont certainement une des clés de l'avenir à moyen terme du pays. D'abord devenus les plus proches alliés, pour faire tomber M. Najibullah puis pour tenir hors de Kaboul le fondamentaliste pesh-toun Gulbuddin Hekmatyar, le Tadjik et l'Ouzbek avaient laissé leurs liens se distendre au tournant de 1992 et 1993. Ils se sont pourtant retrouvés ce printemps, par commodité tactique. Ils luttent ensemble, ces jours-ci, contre les troupes du premier ministre Hekmatyar à Tadjik, à l'est de Kaboul. « Nos relations sont bien meilleures », nous confirme M. Tulkhian. De fait, Dostom s'est rendu dans la capitale afghane le 12 juillet pour la première fois depuis avril 1992, jouant même les médiateurs entre les factions combattantes.

Une politique internationale active

Avec le troisième homme fort du pays, Ismail Khan, « émir » de l'Ouest de l'Afghanistan, le patron du Nord entretient des rapports tendus : une bataille les a même opposés à la fin de l'été, par lieutenants interposés, pour le contrôle du Faryab au nord-ouest. Rashid Dostom a alors menacé de « bombarder Herat ». En réplique, l'aviation d'Ismail Khan est récemment montée vers le nord et a lâché quelques bombes... qui sont tombées au Turkménistan. Si les deux hommes se sont serrés la main le 27 octobre, à Ashkhabad, sous l'égide de leur hôte commun le président Niyazov, c'était sans doute plus par esprit diplomatique que par conviction. Beaucoup d'Afghans prévoient, à vrai dire, que M. Dostom sera la prochaine cible, après M. Hekmatyar, des « jamaïtis » tadjiks de Kaboul.

Le plus étonnant est que M. Dostom est conduit à y avoir une politique internationale active. Avec l'Iran et le Pakistan, deux pays qui jouent un jeu trouble dans la région de Kunduz, fief des fondamentalistes « arabes », il maintient des relations correctes, qui lui permettent au moins de garder un œil sur ce qui se passe autour de lui. Il a récemment, sans éclat, intercepté un avion iranien qui se dirigeait vers Kunduz.

M. Dostom a, certes, des relations courtoises avec l'Ouzbékistan voisin, mais moins chaleureuses que ne le laisserait supposer la parenté ethnique. « La volonté hégalomane de Tachkent n'est sans

doute pas pour plaire à ce fier afghan », note un observateur étranger. Le général Dostom a, en revanche, de très bonnes relations avec la Russie et la Turquie, mais des six consuls qui fonctionnent à Mazar (2), le plus actif est celui du Turkménistan. Les relations de Dostom avec Ashkhabad sont, de fait, excellentes. En octobre, une mission économique du pays voisin est venue pour organiser la prochaine reprise de l'exploitation du champ de gaz de Shebargan, l'une des rares richesses du sous-sol afghan. Kaboul, on se doute, n'a pas aimé cette initiative, qui court-circuite le « centre ». L'ouverture, dans les prochaines semaines, d'une route montant de Ankhof vers le Turkménistan devrait, par ailleurs, tirer le Nord de son tête-à-tête étouffant avec l'Ouzbékistan. C'est dire que, à vue humaine, l'avenir semble sourire au « camarade hadji ».

Encore ne faut-il pas verser dans l'idylle. Le contrôle exercé par M. Dostom sur sa zone d'influence demeure relatif. Ainsi, alors que nous nous apprêtons à partir de Mazar pour l'interviewer dans son fief de Shebargan, à 150 kilomètres à l'ouest, un ordre de la « garmyanyan » a empêché notre véhicule de partir. La raison ? « Des combats sur la route ».

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Faryab, Surkhet, Jowzjan, Balkh, Samangan et Baghlana (forte dernière, avec l'aide de son allié, le chef des milices ismaïliennes, Sayyid Jaffar Khan), ainsi que des postes dans le Kandahar. L'Afghanistan compte 29 provinces.

(2) Russie, Ouzbékistan, Turkménistan, Iran, Pakistan, et bientôt Turquie, ainsi qu'une représentation du Tadjikistan.

Prochain article :

Kaboul, toujours livrée aux factions

Un convoi de l'ONU pillé par les forces du premier ministre. - Seize camions du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), transportant 200 tonnes de farine vers Kaboul, ont été pillés, mercredi 17 novembre, par des forces loyales au Hezb, la faction du premier ministre intégriste afghan, Gulbuddin Hekmatyar, indignant des sources de l'ONU. L'incident est survenu près de Sarobi, à 65 kilomètres à l'est de la capitale. Un commandant du Hezb a déclaré avoir ainsi protester contre les bombardements ordonnés par l'ex-ministre de la Défense, le commandant Massoud. - (AFP)

INTERNATIONAL

AFRIQUE

MAROC

Le directeur d'un journal d'opposition convoqué par le ministre de l'intérieur

RABAT - de notre correspondante
Le directeur de l'opinion, l'organe du parti de l'istiqal, l'un des principaux partis d'opposition, Mohamed Jaddi Khoumri, et son rédacteur en chef, Khalid Jamaï, ont été convoqués, mercredi 17 novembre, par Driss Bassi, ministre d'Etat à l'intérieur et à l'information, après la parution d'un article jugé « trop virulent et subversif ».

Dans cet article, M. Jamaï notait qu'il existe, depuis plus de vingt ans, au Maroc, un « parti unique, au pouvoir occulte », dit « parti de l'administration ». Dénonçant cette toute-puissance du ministère de l'intérieur, qui « dans la pratique, est devenu le coordinateur influent de tous les ministères » et qui « fait de son

responsable le véritable premier ministre », l'auteur soulignait que « le Maroc n'a jamais connu un véritable multipartisme ». Il affirmait qu'« une réelle démocratisation impose une redéfinition et une limitation des pouvoirs et prérogatives des agents d'autorité ».

Quarante-huit heures après la Journée nationale de l'information et de la communication, la vive réaction de M. Bassi a été très mal accueillie par l'opposition, qui s'est aussitôt solidarisée avec l'opinion. L'opinion, l'organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a jugé cette initiative « pour le moins surprenante, surtout que notre ministre de l'intérieur a dit des choses qui sont très intéressantes sur la liberté, le droit d'information... ».

MOUANA EL BANNA

GUINÉE-ÉQUATORIALE

Premières élections législatives pluralistes

La campagne pour les premières élections législatives pluralistes en Guinée-Équatoriale - qui avaient d'abord été fixées au 12 septembre - a débuté dimanche 21 novembre - se déroule dans un climat de tension entre le pouvoir et l'opposition. Sept partis se disputent les 80 sièges de la nouvelle Assemblée nationale : l'ancien parti unique, toujours au pouvoir, du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, le Parti démocratique de Guinée-Équatoriale (PDGE), et six formations de l'opposition. Mais sept autres partis, légalisés, ont décidé de ne pas prendre part au scrutin.

Restés au pouvoir, les mouvements qui ont pris l'initiative de leur légalisation après l'instauration du multipartisme en 1991, qualifient pour

leur part cette élection de « manœuvre destinée à pérenniser et légitimer la dictature ». Severo Moto Nsa, président du Parti du progrès de Guinée-Équatoriale (PPGE), le principal parti d'opposition, qui ne participe pas à cette élection, a fait état de « diverses manœuvres qui consistent à intimider les militants des partis d'opposition, à interdire leurs meetings et réunions à l'intérieur du pays et à diviser l'opposition ».

En revanche, le premier ministre, Silvestre Siale Bileka, a affirmé que le processus électoral se déroulait « normalement » et que les formations s'apprêtent à participer « normalement » à la campagne et à présenter leurs candidats à l'élection à la télévision tous les jours ».

(AFP)

NIGÉRIA

Le général Sani Abacha a supprimé toutes les institutions démocratiques

constitutionnelle » chargée de repenser le système fédéral nigérien. Elle ouvrira la voie à « la reconnaissance de nouveaux partis politiques, formés par le peuple ».

Un régime « ferme, humain et décidé »

« Ce régime sera ferme, humain et décidé », mais il « ne tolérera aucun acte d'indiscipline », a précisé le général Abacha. Les travailleurs, qui avaient répondu au mot d'ordre de grève générale lancé depuis lundi par la centrale

syndicale, le Nigerian Labour Congress, sont fermement invités à retourner à leur poste. La hausse de 600 % du prix des carburants, qui avait motivé l'action syndicale, est maintenue pour le moment mais sera « réexaminée », a indiqué le général, qui a rendu hommage au « courage » de M. Shonekan.

Toutes les réunions et activités politiques sont interdites. La junte militaire a par ailleurs supprimé tous les décrets répressifs pris à la fin du régime Babangida à l'encontre des médias (avec notam-

ment l'interdiction de paraître pour les journaux du groupe Coocord, qui appartient au milliardaire Moshood Abiola). Mais la turbulente presse nigérienne est incitée sur un ton sans réplique à faire preuve de « retenue ».

Nul n'attendait une remise en ordre de cette ampleur, et le choc est rude pour l'opinion comme pour la communauté internationale, qui voulait croire jusqu'à lors à une reprise de contrôle limitée. Le secrétaire britannique au Foreign office, Sir Douglas Hurd, déplore le « retour à la dictature militaire, qui n'est pas la solution » aux problèmes du Nigeria. De leur côté, les États-Unis « condamnent l'initiative prise par le général Abacha et ses collègues militaires » de démettre le gouvernement Shonekan. « Une nouvelle intervention des militaires dans la politique nigérienne ne peut résoudre la crise créée par les militaires quand ils ont annulé les élections du 12 juin », a précisé le porte-parole du département d'Etat, Christine Shelley. Londres et Washington, qui consultent leurs alliés européens, étudient la possibilité de sanctions.

CLÉS/ Cinq mois de crise

- La crise politique n'a cessé de se développer depuis l'annulation du scrutin présidentiel du 12 juin par le président Ibrahim Babangida, qui s'est ensuite retiré du pouvoir.
- 12 juin : l'élection présidentielle, qui doit aboutir au retour des civils au pouvoir, oppose deux milliardaires musulmans, Bashir Tafa et Moshood Abiola.
 - 23 juin : alors que les résultats donnent un net avantage à M. Abiola, le gouvernement militaire annule l'élection.
 - 24 juin : M. Abiola se proclame « élu par la volonté du peuple ».
 - 5-7 juillet : l'armée intervient contre des manifestants, notamment à Lagos (au moins 17 morts).
 - 31 juillet : M. Babangida se prononce pour un gouvernement intérimaire d'union nationale, alors qu'il avait annoncé l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel en août.
 - 10 août : le général Babangida déclare que le gouvernement dirigé par un civil sera mis en place le 27 août.
 - 12-14 août : important succès d'une campagne de désobéissance civile à Lagos.
 - 26 août : Ibrahim Babangida est démis de ses pouvoirs. Ernest Shonekan, ancien dirigeant du Conseil national de transition, est investi chef du gouvernement intérimaire.
 - 10 septembre : la nouvelle élection présidentielle est fixée au 19 février 1994.
 - 25 octobre : quatre pirates de l'air détournent sur Niamey un Airbus de la Nigeria Airways, en exigeant la mise en place d'institutions démocratiquement élues.
 - 10 novembre : le Hauts Cour de justice de Lagos déclare le gouvernement intérimaire illégal.
 - 15 novembre : les syndicats lancent une grève générale à la suite de la multiplication par sept du prix des carburants.
 - 17 novembre : Ernest Shonekan annonce sa démission ; l'ensemble des pouvoirs revient au ministre de la Défense, le général Sani Abacha.

MICHEL MARINGUES

Précision. - La famille du professeur Djilali Belkhenir qui a été assassiné, le 10 octobre dernier, à Alger, nous précise que, contrairement à ce qui a été écrit dans le Monde du 12 octobre, celui-ci n'a jamais été membre du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie, lequel avait déposé l'arrêt du processus électoral. Il était, en revanche, cofondateur du Comité national contre la torture et militait dans de nombreuses associations en faveur de la jeunesse.

DIPLOMATIE

La tournée du ministre des affaires étrangères au Proche-Orient

M. Juppé fait une distinction entre les présences militaires syrienne et israélienne au Liban

BEYROUTH - de notre envoyée spéciale
Pour sa première tournée au Proche-Orient qu'il a conduit à Damas, Amman et Beyrouth, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a insisté sur la nécessité « presque urgente de ne pas laisser s'enliser le processus de paix alors que les tensions se multiplient et que l'évolution de la situation, dans les territoires occupés comme au Liban sud, est préoccupante ».

« Nous souhaitons que la dynamique de paix qui a été engagée il y a quelques semaines ne soit pas brisée et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons la reprise des pourparlers de Madrid, des discussions avec la Syrie, le Liban et la Jordanie », a-t-il déclaré, après son entretien avec le président syrien Hafez el-Assad. Si la France appuie, malgré ses « imperfections », l'accord de Washington,

M. Juppé reste convaincu que l'on ne consolidera ce qui a été fait que dans le cadre d'un accord plus global. Point de vue sur lequel il a trouvé une « large convergence de vue avec tous ses interlocuteurs ». A Damas, où siège la quasi-totalité des mouvements palestiniens hostiles au processus de paix, le ministre a toutefois affirmé : « Nous savons bien qu'un certain nombre de forces politiques, de tous côtés, cherchent à faire échec à l'accord. Notre rôle n'est pas de tout faire pour qu'il réussisse ».

Le chef de la diplomatie a aussi évoqué le sort du Liban, soulignant que « l'objectif de la France est le retour à la pleine souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de ce pays ». Il s'en est entretenu avec les dirigeants syriens, dont l'armée est stationnée sur les deux tiers du Liban. M. Juppé a fait une distinction entre la présence des troupes syriennes et celle de l'armée israélienne qui occupe, depuis 1978, une bande frontalière au Liban sud et doit, selon lui, la quitter dans le cadre de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU.

« Lorsque le processus de paix aura abouti et que la sécurité ne sera plus en cause dans cette région, ce [le retrait] sera également vrai pour les troupes syriennes », a-t-il déclaré, reprenant ainsi la position syrienne au Liban dans le cadre du processus de paix régional et non plus dans celui de l'accord de Taëf, conclu pour mettre fin à la guerre civile libanaise.

M. Juppé a, d'autre part, annoncé la réunion, ce mardi 19 novembre, de la commission mixte franco-syrienne et la signature avec la Jordanie, au début du mois de décembre, d'un nouveau protocole financier d'un montant « significatif ».

FRANÇOISE CHIPAUX

REPÈRES

ALLEMAGNE

Rudolf Scharping a été confirmé à la présidence du SPD

La présidence du Parti social-démocrate allemand (SPD), Rudolf Scharping, qui tentait de détrôner le chancelier Helmut Kohl lors des élections législatives de 1994, a été confirmée dans ses fonctions, jeudi 18 novembre, lors du congrès du SPD à Wiesbaden. M. Scharping, quarante-cinq ans, a été élu par les délégués de son parti par 381 voix sur 431. Avec 83,6 % des suffrages, il anéantit un meilleur résultat que lors de son élection à Essen le 25 juin, où il avait pris la présidence du SPD avec 78,4 % des suffrages.

M. Scharping, chef du gouvernement régional de Rhénanie-Palatinat, avait chuté de sa couronne une nouvelle fois au vote des délégués, afin de mesurer la confiance que lui accordait son parti après cinq mois passés à sa tête. Désormais confirmé à la présidence du parti, Rudolf Scharping, pragmatique modéré, cherche maintenant à donner un nouveau souffle au SPD après douze années passées dans l'opposition. - (AFP)

IRAK

L'ONU maintient l'embargo

Le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu à l'état, jeudi 18 novembre, l'embargo contre l'Irak, décrété en août 1990, estimant que Bagdad n'a s'est toujours pas conformé à toutes les exigences des Nations unies.

Le renouvellement des sanctions intervient alors que des pourparlers techniques sont en cours entre la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement irakien (UNSCOM) et une délégation déléguée par Bagdad à New York, conduite par le général Amer Rachid. Ces discussions portent sur les questions relatives à l'élimination de toutes les armes de destruction massive de l'Irak, ainsi que sur le contrôle à long

terme par l'ONU du désarmement de ce pays.

La France a fait savoir qu'elle soutient que l'on fixe précisément les conditions d'une levée partielle de l'embargo pour permettre une reprise - contrôlée - des exportations de pétrole irakien, afin de soulager les épreuves de la population. - (AFP)

IRAN

Les opposants en exil seraient victimes d'exécutions commanditées par Téhéran

Les agents du régime iranien « exécutent » de plus en plus souvent les opposants en exil, accuse Amnesty International, dans un rapport rendu public, mercredi 17 novembre, à Londres, et qualifié par Téhéran d'« outil de pression politique ».

« De nombreux iraniens en exil vivant dans la peur permanente d'être assassinés, une menace qui concerne aussi des ressortissants étrangers, comme l'écrivain britannique Salman Rushdie », souligne l'organisation humanitaire.

Amnesty dresse la liste de sept représentants ou militants des divers mouvements de l'opposition, tués hors de leur pays au cours des dix-huit derniers mois, et évoque le cas de plusieurs personnes disparues dont on craint qu'elles n'aient été exécutées. - (AFP)

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Amnesty dénonce des meurtres et tortures à Bougainville

Les troupes de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) tuent et torturent de présumés opposants séparatistes dans l'île de Bougainville, déclare l'organisation Amnesty International dans un rapport publié vendredi 19 novembre. Le conflit entre Port-Moresby et la BRA (Armée révolutionnaire de Bougainville)

dure depuis 1989. Les forces de la PNG avaient dû se retirer de l'île en 1990, avant d'y revenir en 1991.

« Un climat d'impunité règne depuis le début du conflit armé », lit-on dans le texte d'Amnesty. Des membres de la BRA « auraient (eux) aussi commis de graves atteintes aux droits fondamentaux, telles qu'exécutions sommaires, tortures et viols ». Il est précisé que « la plupart des victimes sont des civils étrangers au conflit ». Une soixantaine de personnes auraient déjà été sommairement exécutées. Des bombardements et des tirs d'artillerie sont fréquemment effectués, en apparence pour terroriser la population. Les troupes gouvernementales ont quasiment fermé l'île au reste du monde. Aucune mission internationale officielle n'a été autorisée par Port-Moresby.

SOMALIE

Le général Aidid est sorti de la clandestinité

Sortant triomphalement d'une clandestinité de cinq mois, le général Mohamed Farah Aidid a déclaré, jeudi 18 novembre, que les troupes étrangères devaient quitter la Somalie. « Nous n'avons pas besoin d'intervention étrangère », a-t-il déclaré, rayonnant, devant quelque 4 000 personnes en défilé, au cours de sa première apparition publique depuis que les Nations unies ont annoncé qu'elles suspendaient les recherches pour le capturer.

D'autre part, jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé jusqu'au 31 mai prochain le mandat de la Mission des Nations unies en Somalie (ONUSOM), en s'engageant à réexaminer en janvier le futur rôle de la mission. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil a exhorté toutes les parties en Somalie à respecter immédiatement les accords de cessez-le-feu et de désarmement conclus à Addis-Abeba, en particulier en ce qui concerne le regroupement immédiat de toutes les armes lourdes. - (AFP)

Le Parlement européen ferme le dimanche

Le Parlement européen pour-t-il recevoir, à Strasbourg, le président américain Bill Clinton lors de sa visite en Europe, du 8 au 11 janvier 1994, à l'occasion de la tenue du sommet de l'OTAN ? Les députés européens refusent de se réunir un dimanche, seule journée possible sur l'agenda du président américain. Le président Clinton avait, en effet, souhaité s'exprimer devant le Parlement européen le dimanche 9 janvier.

Les présidents des huit groupes politiques du Parlement ont écarté cette date, craignant un « échec vide » un dimanche. Le vice-prési-

dente du groupe des socialistes européens, le député belge Raymond Burry, a estimé que le choix d'un autre jour serait « moins perturbateur pour la vie de famille des élus européens ». Le président Clinton n'a pas encore fait connaître sa décision, mais on soupçonne, de source américaine, qu'il doit quitter Bruxelles à l'issue du sommet de l'OTAN pour se rendre à Moscou. Sa réponse sera discutée par les présidents des groupes du Parlement européen lors de la session supplémentaire organisée à Bruxelles les 1^{er} et 2^e décembre. - (AFP)

Ouverture du septième sommet franco-espagnol

Le septième sommet franco-espagnol s'est ouvert vendredi 19 novembre, à Tolède, en présence du président Mitterrand et de Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol. Il devrait permettre d'affirmer les excellentes relations qu'entretenaient la France et l'Espagne à l'heure où commence, avec l'application du traité de Maastricht, une nouvelle étape de la construction européenne. « Ce sommet se présente sous les meilleurs auspices. Les relations franco-espagnoles sont au beau fixe (...). Il s'agit d'une véritable réussite diplomatique », a expliqué le porte-parole de l'Élysée, Jean Mustelli. « L'engagement européen sous l'égide de l'Espagne nous a permis de trouver en elle un partenaire privilégié », a-t-il également ajouté.

Rome en quête d'un maire et d'un avenir

Un «quadra» écologiste soutenu par une large coalition allant des anciens communistes aux transfuges de la Démocratie chrétienne veut refaire une vraie capitale d'une ville à l'abandon

ROME

de notre correspondant

Le premier tour des élections municipales dans quelques grandes villes d'Italie a lieu le dimanche 21 novembre. Selon la nouvelle loi, Rome, Palerme, Venise, Gênes, Naples, etc. éliront leur maire au suffrage universel direct, comme l'ont fait Milan et Turin au mois de juin dernier. Dans la Nord, deux forces principales se retrouvent en présence : d'une part, la Ligue du Nord, d'autre part, la Démocratie chrétienne et la Parti socialiste s'étant effondrés ; dans la Sud, les proches du PDS sont confrontés au Mouvement social italien (extrême droite), en quête de respectabilité. A Palerme, Laoluca Orlando, chef de la Räte (anti-Mafia), pourrait, selon les sondages, être élu dès le premier tour. En cas de ballottage, un second tour est prévu pour le 5 décembre.

Et même un maire. Un vrai, élu directement, et non catapulté par le jeu des partis. Ce ne sera pas trop tôt, car il a aussi fallu changer, il y a quelques jours, le commissaire extraordinaire, nommé au printemps par le gouvernement pour gérer la ville jusqu'aux élections, après la chute de la junte municipale. Le commissaire était légèrement impliqué dans le scandale des fonds «noirs» des services secrets.

Mais qu'importe, puisque le 6 décembre, ce sera Noël, dans une ville éternelle courtoise comme jamais, couronnée de «célestes vertes» et de «rochers», redevenue «transparente», «efficace», «prête à affronter» les défis de l'an 2000 ou 3000, selon les versions. Et les Romains, repus de tant de félicité, n'auront même plus le réflexe, au volant de leur voiture, de brûler rageusement les feux rouges pour essayer d'avancer.

En attendant, ce matin d'autoroute, à quelques jours à peine du premier tour du 21 novembre, il



Francesco Rutelli : près de la moitié des Romains le soutiennent.

pleint à verse sur les pavés disjointes de Rome «la violence», les queues s'allongent sur le pont romain qui enjambe les herbes folles d'un Tibre désolé, et dans l'air saturé de monoxyde de carbone, on sent l'odeur de la pollution. Grève des vigiles urbains ? Ou plutôt manifestation des retraités ? En tout cas, tout est bloqué, les bus vont à pas lents, on a le temps d'admirer : quelle superbe capitale ce serait !

Une star du porno et un préfet

«Justement, c'est une capitale, peu aimée, en pleine crise d'identité, je la voudrais plus moderne, plus civile. Ce n'est pas un hasard si l'un des candidats, moi en l'occurrence, est écologiste...» Fraîchement descendu de sa mobylette, duffel-coat en bataille, regard clair et poignée de main responsable, Francesco Rutelli vient encourager ses troupes dans l'appartement très design qui lui sert de QG. Un jeune capitaine à la tête d'une armée bien rodée. Sou-

rire, tasse de café, inspection des photos pour le second tour : «Pas mal ! pas mal ! tu ne trouves pas, tout de même, que j'ai les yeux un peu rouges là-dessus ?» Pas d'état d'âme, place à l'efficacité.

Se voit-il un handicap dans cette course au Capitole ? La question semble l'étonner : «Rien de particulier.» En réalité, il y a si longtemps que Francesco Rutelli plonge dans les sondages (à environ 35 %) que, pour lui, la première manche est déjà jouée. La moitié de Rome, pratiquement, le soutient. Ce n'est plus un dossier, mais un arc-en-ciel : le PDS (ex-PCI), les Verts, naturellement, dont il est un des fondateurs, les radicaux, dont il fut président du groupe parlementaire, les rénovateurs d'Alleanza democratica, et les Popolari pour la riforma del leader référendaire Mario Segni.

A cela il convient d'ajouter bon nombre d'intellectuels, de journalistes, de collectionneurs d'art polyglottes qui, l'autre jour, ont organisé sur le rooftop d'un musée une

vente aux enchères pour alimenter sa campagne, et on obtient une candidature solide, irrécusable, un tantinet «radical-chic» à l'américaine, mais étayée par de solides arguments.

«Cela fait plus de huit mois que je suis en campagne, mon programme n'a pas été fait pour Rome, mais «par» Rome : j'ai reçu près de mille demandes et propositions. Ma priorité sera de réorganiser l'administration : vous vous rendez compte qu'il y a plus de 30 000 employés à la commune et 25 000 dans les entreprises municipales ! Il faut vingt-quatre signatures parfois sur le même document...» Mais, au fait, même s'il n'a que trente-neuf ans, se sent-il suffisamment «nouveau» pour la révolution politique annoncée, lui qui a été trois fois député et même ministre de l'environnement une journée ? «J'ai dix ans de politique parlementaire, c'est vrai, mais toujours dans l'opposition, et sans me salir les mains. Je ne suis pas allé en politique pour «voler», mais pour soutenir des idées qui me semblaient bonnes pour le pays. Les autres se donnent des airs plus radicaux, mais ils étaient tous là avant moi !»

Les autres ? C'est vrai, on les avait presque oubliés. Et pourtant une bonne quinzaine de candidats ont pris le départ : ex-carabinier, star du porno, presque tous, y compris la candidate de la Ligue, Maria Ida Geromontani, qui, stagnée à 2 % des intentions de vote, font de la figuration. On pourrait presque en dire autant du préfet Carmelo Caruso, champion tardif de la Démocratie chrétienne, qui a travaillé la tête pendant des mois pour trouver un visage présentable. Avec 10 % d'adhésions dans les sondages, le préfet ne serait que troisième au quatrième, du jamais vu dans une Rome qui fut si longtemps une des forteresses de la DC ! Il est vrai que

l'héritage du parti de Giulio Andreotti, sénateur à vie accusé d'avoir commandité des crimes mafieux, est bien lourd à porter.

Ne serait-ce qu'au Capitole, dix assesseurs et conseillers démocrates chrétiens ont été arrêtés, le tout-puissant député Vittorio Sbardella, qu'un appelait le «requin du béton», est sous enquête, les scandales sont légion. «Ils ont toujours traité Rome en prostituée, on s'en servait, c'est tout», raconte Giuseppe Di Piazza, chroniqueur en chef adjoint au *Messaggero*, le journal de la ville. Et il précise : «Gouverner Rome était un moyen de s'enrichir : ils ont pris des pots-de-vin sur tout, le métro, les postes, le terminal ferroviaire de l'aéroport, tout neuf et déjà dépassé, car jamais relié au métro. Et même le Mondial de football, en 1990, lorsqu'on a refait le stade olympique, et construit six gares express. Deux d'entre elles n'ont vu que six trains passer et sont fermées...»

Plus étrange est le cas de Renato Nicolini, épine plantée dans le flanc gauche de Rutelli par les nostalgiques de Rifondazione comunista. Et encore cette épine-là n'est guère venimeuse (12 % dans les sondages). Mieux, elle contribue à «adopter» l'image de gauche du candidat du PDS. Citations de Günter Grass, Luther King et Mac Luhan à l'appui, avec son sourire sympathique de vieux jeune homme engagé, l'ex-assesseur à la culture communiste, le brillant «prince de l'éphémère» qui, dans les «années de plomb», avait lancé la grande kermesse culturelle de l'éété romain, avec concerts et cinéma en plein air au beau milieu du Circo Massimo, joue la carte «Libérer Rome».

De quoi exactement ? «Des égoïsmes, des puissances et des connivences», et puis surtout, comme il l'explique devant une assemblée réduite mais émue, dans le petit musée des botteurs de ce qui fut le siège de la Gestapo : du retour du fascisme.

Une extrême droite en mal de respectabilité

Le retour du fascisme : on en serait donc là ? Avec la montée fantastique dans les intentions de vote du secrétaire du MSI, Gianfranco Fini (17 %), due, semble-t-il, pour l'essentiel, à une défection en masse des électeurs démocrates-chrétiens au profit de la droite, certains se demandent, un peu vite peut-être, s'il ne s'agit pas là d'une seconde «marche sur Rome». Et le jeune secrétaire du Mouvement social est devenu l'ennemi commun à abattre.

Cette fois, en tout cas, ni chemises noires, ni visages brailleurs dans les rues, ni même crimes nés de la violence de la droite, le MSI joue la finesse et la séduction, au moins le temps d'une élection. Ne dit-on pas que le vent du renouveau souffle au MSI aussi, et que son secrétaire, en pleine «désaffection», prépare pour les législatives de printemps une grande alliance de «centre-droite» ? Pour lui, le test de Rome est vital. Veste sur l'épaule, physique de caduc dynamique, le voici justement, l'ennemi numéro un, qui plaisait, parmi les bois blonds de l'hôtel Ritz, avec une amie de couleur : «Reste à côté de moi, ça me fera de la publicité !»

Quelle sorte de maire serait-il pour la ville ? «Un maire libre, venu de l'opposition et qui n'aurait de comptes à rendre à personne. Un maire avec des projets pour une ville où les derniers grands travaux datent précisément de Mussolini : faire du Tibre non plus un égout mais un fleuve navigable ; créer des événements culturels pour attirer autre chose que des retraités ou des gamins sac au dos. En un mot, rendre Rome plus semblable à Paris qu'au Caire et régler le problème des 250 000 immigrés, en ne faisant venir que ceux qui auront trouvé du travail.»

Tout de même, le fascisme à Rome a laissé bien des blessures. «Justement, à peine élu j'ai dû m'incliner devant les fosses Ardeatines pour rendre hommage aux victimes du nazisme et prêcher la réconciliation. Mon élection montrera que la droite n'est plus condamnée à l'opposition.» Un jugement qui n'a fait dire à Francesco Rutelli : «Si Rome n'a plus de mémoire, elle n'aura pas d'avenir non plus.» Première réponse le 21 novembre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Venise, un «défi à la modernité»

Dans la Sérénissime, le scrutin municipal n'est qu'un galop d'essai avant un référendum, voulu par la Ligue, qui pourrait couper le cordon ombilical administratif la rattachant à la terre ferme

VENISE

de notre envoyée spéciale

PEU d'affiches, quelques prospectus égarés que le vent, consciencieusement, emporte vers la lagune : la Sérénissime ne va pas se laisser troubler par une petite campagne municipale, fût-ce à quelques heures d'une élection qui devrait être cruciale. La belle affaire, ces candidats insaisissables qui s'obstinent entre ciel et eau, à sauter d'un vaporetto dans un train et d'une navette à un embarcadere, sous le regard compatissant de ses lions de pierre, puisque le 6 février Venise va devoir voter ! Et que symboliquement le pont voulu par Mussolini pour l'anarquer à Mestre et à la terre ferme risque de sauter, si le référendum la divise en trois communes distinctes (Venise et ses îles ; Mestre et Marghera, le Cavallin et ses plages) obtient, comme tout le monde pense, la majorité. Faudra-t-il alors tout recommencer ?

Sur la place Saint-Marc, la ronde des trente vendeurs ambulants réclamant «un travail comme tout le monde» depuis que le ministre des biens culturels, l'esthète Albertin Ronchey, les a fait chasser, a en presque autant de succès que le long discours du chef de la Ligue, Umberto Bossi, venu soutenir son candidat de la dernière heure, l'ex-manager d'Olivetti, Aldo Mariconda. A quelques centimètres de là, le Conseil des justes (association culturelle et artistique) ne décolère pas, lui, contre ce troisième carnaval bédouin que le commissaire qui gère la municipalité en attendant les élections leur a imposé. «Voté un vrai problème», s'insurge Ludovico De Luigi, le peintre surréaliste de la ville qui la représente vidée de ses eaux, nu traversée par des autoroutes, comme pour mieux conjurer un futur apocalyptique : nous en avons assez du carnaval des Milanais et des recherches faites sur nos canaux

par les Napolitains. Qu'un nous laisse en paix !»

Il faut se résigner : son nouveau «drapeau», Venise l'élira sans passion, mais sans intérêt, puis, quand le temps, semble-t-il, ont bien changé. Parmi les fresques surannées de son bureau, au-dessus du vieux café des Quadri, l'élégant juge Nelson Salvarani, président de la première section pénale, fait justement un peu d'archéologie : «A la fin du printemps, je pensais, le projet s'ouvrirait contre l'ex-ministre socialiste Gianni De Michelis et le démocrate-chrétien Carlo Bernini.»

Des pots-de-vin pour les amis politiques

Et d'expliquer, acte d'accusation en main, que les deux anciens potentats de Venise avaient instauré une variété locale du racket des partis politiques. Chacun, par l'intermédiaire de son secrétaire particulier, détournait les pots-de-vin pour nourrir son courant personnel à l'intérieur du PSI et de la DC : épuration des eaux, raccord d'autoroute vers l'aéroport, construction, tout y passait. Il était même envisagé 1,50 % de «commission» sur les travaux qui naîtraient des fonds prévus par la loi spéciale sur Venise, il y a deux ans (entre 500 et 4 000 milliards de lire), mais «heureusement pour une fois, dans cette ville condamnée à l'immobilisme par des partis qui n'ont eu de cesse de se paralyser en bloquant réciproquement leurs projets, conclut le juge, les fonds n'ont jamais été affectés.»

Dans une lettre ouverte publiée par le *Gazzettino*, Gianni De Michelis, qui ne quitte plus Rome depuis qu'il a été poursuivi par une foule en colère à Venise, a fait officiellement ses adieux à la politique locale. Son parti, flanqué d'un nouveau symbole (un lion au lieu de l'écureuil), présente timidement une liste, mais une étonnante page est tournée : celle des démesures et des grandes idées, des expos man-

truesques jamais réalisées, des mètres subaquatiques mythiques, des concerts rock dans une Venise fragilisée.

Le constat est inéluctable : un centre historique dépeuplé avec 25 % de la population au-dessus de 65 ans, 17 % de chômage et plus de 4 000 logements appartenant à la commune et inoccupés, en plus de ceux que les propriétaires laissent fermés car les loyers sont trop faibles, disent-ils, aux locataires. Sur la terre ferme, ce n'est guère plus brillant : Mestre, méprisée, réduite à l'état de cité-dortoir, et 1 000 emplacements perdus (3 000 menacés) dans les industries de Marghera. A cela s'ajoutent les grands classiques : les canaux de Venise non curés depuis dix ans, le tout-à-l'égout balbutiant, la pollution, les tourterelles nécessaires mais envahissantes qui ne restent qu'un seul jour en moyenne et les mille et un projets, tout prêts, tel ce «Misé», maillon expérimental d'une chaîne de caissons mobiles, qui devait à volonté clore l'entrée de Venise à l'acqua alta, et qui, faute d'une décision, rouille doucement dans la lagune.

Ces décisions, qui les prendra ? Le candidat commun de la démocratie-chrétienne et des «popolari» pour la riforma del leader référendaire, Mario Segni, l'ex-recteur de l'université de Ca' Foscari, Giovanni Castellani, au discours européen et plein de bon sens, en ascension dans les sondages ? Son plus bel exploit est déjà d'avoir réuni sur son nom la vieille DC et son plus illustre transfuge, Mario Segni. Mais pour quelles alliances futures ? Le Veneto, ex-place forte de la balaine blanche démocrate-chrétienne, est ravagé par la Ligue. Venise, toujours plus «rose» par tradition, se colore cette fois plutôt de rouge, avec la candidature vedette du philosophe Massimo Cacciari, à 40 % des intentions de vote.

«Bossi, écrit sans s'émouvoir

pour autant Giovanni Castellani, ex-assesseur, est plus une lettre ouverte aux lecteurs qu'une plate-forme politique. On y apprend, outre des projets précis pour l'emploi, les personnes âgées, l'industrie, que la culture «est un bien qui se consomme essentiellement en le produisant», qu'il a horreur des programmes, qu'il laisse cela «à l'enfer-purgatoire de la première République» et qu'à l'instar de Goldoni, il trouve «Mestre très belle, bien que massacrée par des hommes politiques myopes et incultes».

Le compagnon des anges

Le candidat Aldo Mariconda, homme poli, cultivé et affable (il n'a été pressenti qu'à trois semaines du scrutin), est un peu l'anti-Bossi : tout dans le «management», les macro-régions, la crédibilité que lui confèrent Olivetti, la Harvard Business School et une solide expérience à l'étranger. Bien placé dans les enquêtes d'opinion, y croit-il lui-même ? On ne sait pas très bien : «Je me sens prêt à la politique.» Dans Venise traversée au pas de course, un soir, à ses côtés, personne ne semble l'avoir reconnu. A quoi bon d'ailleurs, ce doge improvisé serait aussi éphémère : le premier engagement du candidat Mariconda, en cas de victoire, serait précisément de démissionner au lendemain du référendum, véritable cheval de bataille de la Ligue.

Alors reste le favori, Massimo Cacciari, un produit hybride pour une ville qui ne l'est pas moins. Ce philosophe têt et charmeur de quarante-neuf ans qui enseigne l'esthétique à l'université et écrit des livres très érudits sur les anges, a pourtant fait un long parcours politique : au PCI de 1968 à 1983, député, rénovateur avant la lettre, passionné de reconversion industrielle et de sociologie.

Dernière lui, une coalition «progressiste compacte» avec au coude à coude PDS, Rifondazione comu-

nista et Verts. Son manifeste, en forme d'abécédaire, est plus une lettre ouverte aux lecteurs qu'une plate-forme politique. On y apprend, outre des projets précis pour l'emploi, les personnes âgées, l'industrie, que la culture «est un bien qui se consomme essentiellement en le produisant», qu'il a horreur des programmes, qu'il laisse cela «à l'enfer-purgatoire de la première République» et qu'à l'instar de Goldoni, il trouve «Mestre très belle, bien que massacrée par des hommes politiques myopes et incultes».

Pour le reste, le compagnon des anges fait aussi dans le cancre. Epuisé par une campagne menée largement à pied, sans téléphone portable, sans chauffeur, il s'en expliquera un soir, à Marghera, avec des airs d'animal traqué. Le référendum ? «Un faux problème ! Il est évident qu'il faut des séparations administratives, mais le tout réunit dans une conception globale, pas de séparatisme complet absurde.» Le travail de sappe de la Ligue ? «Elle espère la colère mais en utilisant des arguments de bon sens à l'occasion. Il est temps par exemple que le fédéralisme soit une notion intégrée aussi à gauche, comme il est temps de revoir les inégalités face au fisc.»

M.-C. D.

ESPACE EUROPÉEN

municipales en Italie

Gênes, laboratoire de la II^e République

Le candidat appuyé par le PDS affronte un « léghiste » qui se veut modéré. Ils dessinent la politique italienne de demain

GÈNES

de notre envoyé spécial

DES gouttes de pluie éparpillées sur les trottoirs, c'est l'automne, mais il fait encore doux. Alors les Gênois qui, ce dimanche soir, montent et descendent oocchalamment la Via XX Settembre, principale artère de la ville, font le siège des boutiques de glaces aussi bien que des vendeurs... de marrons chauds. A les voir se bousculer devant les étals fumants des marchands ambulants, ou s'interposer devant gelaterie et pasticceria, ils semblent bien loin de l'alarmisme du Sole-24 ore, qui titrait, le 4 novembre : « Gênes abandonnée attend un timonier ».

Il est vrai que l'usage fréquent du trompe-l'œil est une marque de l'architecture génoise. Il est vrai aussi que les terrasses de café, les magasins opulents, sous les arcades monumentales, ne présentent que l'un des visages d'une ville qui veut toujours se croire riche - et l'est d'ailleurs encore. Ne dit-on pas que, dans la discrétion de leurs palais, quelques grandes familles cachent des collections de tableaux accumulés par leurs aïeux marchands, d'une valeur incalculable ?

Mais Gênes, « la ville partagée », comme on l'a appelée, a bien d'autres visages : quartiers ouvriers à l'air pollué par les usines, boutiques délaissées que fréquente encore tout un petit peuple. Gênes, c'est aussi un port qui rêve à sa splendeur passée, qu'une exposition a tenté de faire renaître, en 1992, pour le 500^e anniversaire du départ des caravelles de Christophe Colomb. Elle a laissé un patrimoine urbain en partie restauré, mais surtout une montagne de dettes qui ont coûté son fauteuil de maire au social-démocrate Romano Merlo, dont le successeur, Claudio Burlando, membre du PDS (ex-PCI), dut céder la place au bout de quelques mois à un commissaire nommé par le préfet, pour une affaire d'escroquerie autour de la construction d'un tunnel urbain.

« Je suis anticommuniste »

Sixième ville d'Italie, premier port du pays, berceau de la révolution industrielle, Gênes a tout mis ou presque sur son industrie lourde, passée aux mains de l'Etat à la faveur de la crise des années 30. Après la seconde guerre mondiale, la démocratie chrétienne et le PCI pratiquèrent

à la mairie le « compromis historique » avant l'heure, se partageant de fait la gestion de la ville, sans voir venir la crise. Ecartelée aujourd'hui entre un passé détruit et un avenir incertain, Gênes voit ses structures industrielles vieillir, sa population diminuer, son chômage s'enfler - 11,7 % en 1993 selon le syndicat CGIL - son port étouffer dans le carcan du monopole syndical. Les industries à capital public commencent à être privatisées, ou tout simplement fermées.

Le diagnostic, évident, est partagé par tous : il faut réveiller le port, diversifier l'économie, se lancer dans le tourisme, s'occuper enfin d'un environnement bien malade. Au-delà, le candidat du PDS, Adriano Sansa, un juge qui fait ses débuts en politique, relève la discrétion remarquable du programme de la Ligue - l'ombrière à l'origine, du Nord aujourd'hui - plein de privatisations, sur les équilibres sociaux d'une ville qui, outre ses chômeurs, compte de nombreux retraités modestes.

Mais l'enjeu de l'élection dépasse de loin les frontières de la cité. Ici, en effet, sont aux prises deux forces politiques - la Ligue et le PDS - qui pourraient constituer, dans les mois qui viennent, les piliers politiques de l'Italie nouvelle. Si la Ligue avait emporté la mairie de Milan en juin, s'emparant maintenant de celle de Gênes, elle aura conforté son statut naissant de première force du Nord. Si, à l'inverse, le PDS réussit à endiguer la vague, il finira sans doute d'y gagner ses galons de restructurateur de la gauche. « On va dessiner la politique italienne », résume Adriano Sansa.

Est-ce pour cela qu'il se présente, comme le porte-drapeau d'une sorte de front progressiste qui va de la Rete (antimafia) de Leoluca Orlando aux démocrates chrétiens dissidents du leader référendaire Mario Segni ? Le PDS ne s'est-il pas fait battre à Milan en incarnant une gauche radicale, tandis qu'il emportait la mairie de Turin grâce à des alliances plus ecuméniques, lui permettant de mordre sur l'électorat centriste ?

« Nous essayons à Gênes une gauche modérée », confirme Adriano Sansa. Non content de

rappeler qu'il n'est pas membre du PDS, il a, racontant les observations locales, lancé en public : « Je suis anticommuniste ! », un grand dépit des gens du parti qui trouvent qu'il en fait trop. Ce profil modéré pourrait redonner au peu d'oxygène aux orthodoxes de Rifondazione comunista, dans cet ancien bastion « rouge ». Mais personne ne paraît penser qu'ils puissent dépasser 7 % à 8 % des voix.

Fédéralisme ou poujadisme ?

Du côté de la Ligue, Enrico Serra, médecin, nouveau venu en politique lui aussi, s'exprime très vite. Regard clair, sourire chaleureux, il laisse à d'autres « léghistes » l'image de « ragazzacci » (mauvais garçons). La « République du Nord », les mœurs de sécession ? Quels vilains mots ! S'il est contre « l'assistance », il est pour la « solidarité » avec le Sud. Enrico Serra jure que l'Etat fédéral qu'il réclame est « un Etat unitaire qui respecte chaque réalité sociale, économique et culturelle des nations qui le composent ».

Ugo Signorini, candidat démocrate-chrétien, défie, lui, la Ligue comme « un mouvement poujadiste », foudré sur un « égocisme » qui « a trouvé sa justification politique dans le fédéralisme ». Soutenu par une coalition d'out l'une des composantes se réclame de la « rénovation » socialiste, après le ostrage du PSI, Ugo Signorini espère imposer sa présence, à la place d'un des deux favoris, au second tour. Mais si le scénario le plus souvent avancé - PDS en tête, suivi de la Ligue, puis de la DC - se réalise ? « A la Ligue, m'oppose l'idéologue, au PDS, l'expérience historique », répond-il avant d'ajouter pour son interlocuteur français : « Entre M. Marchais et M. Le Pen, qu'est-ce que vous choisissez ? » Bleo malin qui pourrait dire comment se partageraient alors les électeurs de ce catholicisme de gauche, qui garde dans sa chambre, dit-on, une photo et un livre de... Gramsci !

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

« Du moment qu'ils travaillent... »

GÈNES

de notre envoyé spécial

Gênes a mal au cœur. Jeu de mots facile, mais qui exprime une réalité vécue aussi, à leur manière, par d'autres grands ports méditerranéens : Marseille, Barcelone se sont bâties comme Gênes, à partir de la mer, autour de leur port. Autant dire que leur cœur historique est là, dans ces entrées de ruelles bordées de hautes bâtisses sombres. Longtemps négligées, ces quartiers accueillent aujourd'hui les immigrés « extra-communautaires », comme on les appelle ici, tout simplement parce qu'ils acceptent d'habiter ces logements dévastes, vétustes, inconfortables, et peu chers. Au point que, dans le cœur historique de Gênes, 28 000 Italiens ont fini par cohabiter avec quelque 20 000 étrangers, dont beaucoup de clandestins, qui, pour survivre, se livrent au trafic, à la drogue, à la prostitution.

En juillet, les habitants se sont révoltés : chasse à l'immigré ; bâton à la main, pour les costauds et les violents, grève de la faim pour les pacifiques, comme Enrico Perocco, le soixantaine, qui tient le modeste parfumier « Minnie », piazza delle Vigne, en face de l'église, et qui est devenu une figure de proue du mouvement.

Depuis les incidents, un quadrillage policier serré a redonné un visage plus calme au quartier et a entraîné l'arrestation

de nombreux clandestins. Evidemment, une telle affaire est pain bénit pour la Ligue. Et c'est pour cela qu'Enrico Perocco s'est retrouvé candidat sur la liste du PDS. Car c'est une communiste à l'ancienne, « depuis toujours », comme toute sa famille. Son vrai parti, ce serait Rifondazione comunista. Mais elle sait que le PDS passera bien plus. Alors, pour limiter les dégâts, Enrico Perocco, qui redoute un « énorme coup de bâton » sur la tête des partis de gauche dans le quartier, a été résolu à rejoindre le PDS, tout comme d'autres représentants de comités d'habitants se retrouvent sur les diverses listes.

Dans cette affaire, le PDS a refusé la démagogie. Si, tout comme le candidat démocrate-chrétien, Ugo Signorini, Adriano Sansa souligne que l'ordre public doit être assuré, il se refuse à faire des étrangers des boucs émissaires. D'autant qu'Enrico Perocco a bien remarqué que les dealers immigrés ne sont jamais seuls ; il y a toujours un Italien et un « extra-communautaire », le plus souvent maghrébin. Quant aux Africains qui vendent des babioles sur les trottoirs, Enrico n'a rien contre eux. D'ailleurs, le fameux caractère opiniâtre et industriel des Gênois a ses bons côtés : « Du moment qu'ils travaillent, ils sont tout à fait comme les autres. »

J.-L.A.

Claude Allègre

La vraie bataille de l'écologie



Claude Allègre

Écologie des villes, écologie des champs



Fayard le temps des sœurs

240 p. 98 F

Voici tout ce que l'on croyait savoir sur l'écologie remis dans le bon ordre, étalonné par la science, épuré des sottises...

L'homme a multiplié par deux la vitesse d'érosion de la planète... Voici des propositions pour multiplier par cent les chances de la sauver.

Jean Schmitt, Le Point

FAYARD

BIBLIOGRAPHIE

L'ENFER, ENQUÊTE AU PAYS DE LA MAFIA

Par Giorgio Bocca, traduit de l'italien par Chantal Molitoud, éditions Fayard, 1993, 335 pages, 140 F.

Le titre ne saurait mieux dire, tant le tableau que dresse Giorgio Bocca - journaliste et écrivain italien réputé, dont le livre a remporté un grand succès - des régions du sud de l'Italie, mises en coupe réglée par les « hommes d'honneur » des différentes mafias, paraît sombre et désespéré. Au point que cette accumulation de descriptions apocalyptiques finit par provoquer un malaise. Sans doute faut-il prendre en compte le pessimisme d'un homme qui avait déjà plus de soixante-dix ans lorsqu'il a écrit ce livre.

Mais ce long réquisitoire vise, en fait, à soutenir la thèse que le Sud porte, dans son essence - sinon ethnique, en tout cas, politique, économique, « civile » - avant tout différente de celle du Nord, la responsabilité de son propre malheur ; la conséquence implicite - et parfois explicite - de la démonstration étant que le Nord n'a pas à s'en sentir responsable et, à la limite, n'a pas à en traîner le boulet.

On sait qu'en Italie cette thèse sert de subterfuge idéologique à l'action de la Ligue lombarde. Or Giorgio Bocca est précisément un partisan déclaré, quoique récent, de la Ligue, pour qui il a fait campagne à l'occasion des élections municipales de Milan qui ont vu le succès des amis de M. Bossi (le Monde du 5 juin). Cela contribue sans doute à expliquer la vision systématiquement négative qu'il présente de son sujet, ainsi que ses railleries répétées sur ce qu'il appelle le « méridionalisme pleurnichard ».

Cet ouvrage permettra de découvrir les réalités parfois hallucinantes de Naples et de la Sicile, des Pouilles, et de la Calabre. Il fournit aussi, et surtout, une illustration très éclairante de la vision « léghiste » des problèmes du Mezzogiorno. - J.-L.A.

L'EUROPE CONTRE LE CAPITALISME

Par Christian Saint-Etienne, Armand Colin, 166 pages, 100 F

Au moment où le gouvernement défend dans la négociation du GATT, l'exception française, ce livre plaide pour une Europe qui ne soit pas ouverte à tous les vents de la concurrence américaine et japonaise. Un thème qui ravit Philippe Séguin, auteur d'une post-face, même si Christian Saint-Etienne se sépare du président de l'Assemblée nationale quand il prône l'accélération de l'union monétaire, dans un esprit il est vrai très différent de celui de Meastriucht.

WELTMACHT WIEDER WILLEN

Par Christian Hacke, Ed. Ullstein, Berlin, 684 pages.

Le République fédérale a retrouvé, après la réunification, une souveraineté pleine et entière, mais elle ne sait pas quoi en faire. Christian Hacke, qui avait déjà développé cette thèse de l'Allemagne comme « une grande puissance contre son gré », reprend et développe un ouvrage précédent en s'attachant sur les récentes contradictions de la diplomatie allemande, de la Yougoslavie à la Somalie.

EUROPEAN IDENTITY AND THE SEARCH FOR LEGITIMACY

Édité par Soledad Garcia, Pinter Publishers, Londres, 186 pages.

Suffit-il, même après Meastriucht, d'avoir distribué aux citoyens de la Communauté un passeport européen pour que les Européens ressentent une identité commune ? Quelles sont les racines historiques et culturelles, les valeurs partagées et les conditions institutionnelles pour que l'Europe soit plus qu'un conglomérat de peuples divers uniquement liés par des comités bureaucratiques ?

Le Monde

Borislaw Gersovitch
Slobodan Milosevic
Ferdinand Marcos
Hon Sen
Ariel Sharon
Perle Roman

Philippines
Serbie
Pologne
Roumanie
Yougoslavie
Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

La réunion du Congrès à Versailles

Edouard Balladur reproche au Conseil constitutionnel d'avoir fait obstacle à la politique d'immigration voulue par les Français

■ L'ENJEU POLITIQUE. La réunion du Parlement en Congrès, à Versailles, vendredi 19 novembre, est l'aboutissement de trois mois de polémiques sur la décision du Conseil constitutionnel, annulant, le 13 août dernier, certaines dispositions d'une loi de Charles Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, au motif qu'elles contenaient le principe du droit d'asile reconnu par la France, sur son territoire, aux personnes menacées, dans leur pays, pour leur action en faveur de la liberté. Le ministre de l'Intérieur et le premier ministre avaient contesté la décision du Conseil et entrepris d'obtenir l'accord de François Mitterrand pour réviser la Constitution par la voie parlementaire. Ils y étaient parvenus le 20 octobre dernier.

■ DROITS DE L'HOMME. La réforme du droit d'asile, inscrite dans le préambule de la Constitution, mais dont une interprétation restrictive figurait, désormais, dans la Loi fondamentale elle-même, est justifiée par ses partisans en raison des accords européens de Schengen. Ceux-ci permettent de refuser le séjour sur le territoire français à un demandeur d'asile écarté par un autre Etat signataire.

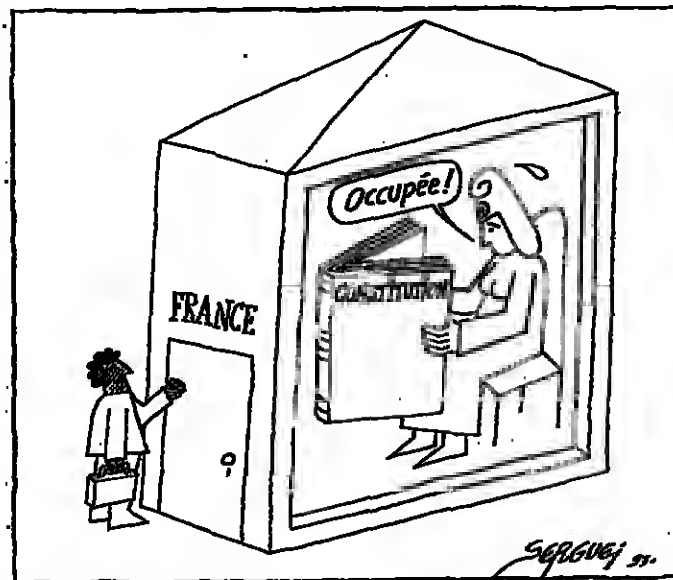
Edouard Balladur a ouvert le débat du Congrès, réuni à Versailles pour réviser la Constitution, vendredi 19 novembre, en déclarant : « Chacun s'accorde, aujourd'hui, à reconnaître que les Etats de l'Ouest européen ne sont plus en mesure de faire face, seuls, à la pression migratoire des pays du Sud et de l'Est. La coopération européenne représente la seule voie réaliste pour répondre à ce défi. » Le premier ministre a rappelé que le projet de révision constitutionnelle soumis au Congrès tend à permettre à la France d'appliquer pleinement la convention de Schengen, qui « vise à faire de l'espace constitué par le territoire des Etats parties un périmètre, non seulement, de liberté, mais, aussi, de sécurité ».

Soulignant que, « pour la première fois dans notre histoire, le pouvoir constituant se réunit pour permettre le vote et la promulgation d'une disposition législative censurée par le Conseil constitutionnel », le premier ministre a ajouté : « Depuis que le Conseil constitutionnel a décidé d'étendre son contrôle au respect du Préambule de la Constitution, cette institution est conduite à contrôler la conformité de la loi au regard de principes généraux, parfois plus philosophiques et politiques que juridiques, quelquefois contra-

dictaires et, de surcroît, conçus à des époques bien différentes de la nôtre. » Certains, a dit M. Balladur, pensent même qu'il lui est arrivé de les créer lui-même.

« Plutôt que de laisser au législateur un large pouvoir d'interprétation de ces principes, a continué le premier ministre, le Conseil constitutionnel a préféré en définir lui-même et très précisément le contenu, et indiquer au gouvernement et aux juges administratifs ou judiciaires comment la loi votée par le Parlement doit être appliquée, allant parfois loin dans le détail. (...) De la même manière qu'il est légitime de préciser, à l'intention des juges administratifs ou judiciaires, le sens d'une loi, il est légitime, pour le pouvoir constituant (...), de dire lui-même quel est le contenu exact d'une disposition constitutionnelle. Nul n'est aussi qualifié que lui pour le faire. » Affirmant que « le gouvernement n'a d'autres priorités » qu'une nouvelle réforme des institutions, M. Balladur a observé : « C'est le Conseil constitutionnel qui nous contraint à revenir devant vous, non pas pour modifier nos organes institutionnels, mais pour respecter l'engagement que nous avons pris devant les Français, sur un point essentiel : la maîtrise de l'immigration. »

Premier orateur à monter à la tribune après le premier ministre, Jean-Jacques Hyst, député (UDF) de Seine-et-Marne, a évoqué, lui aussi, le rôle du Conseil constitutionnel. « Je ne trouve pas souhaitable, comme certains, de limiter (ses) pouvoirs. Dans le passé, a observé M. Hyst, il a sauvé effectivement, contre des tentations purement idéologiques, certaines libertés publiques fondamentales. (...) En revanche, il appartient au constituant de modifier ou de compléter les dispositions de valeur constitutionnelles (...). C'est ce que nous faisons, rien de plus. » Comme M. Hyst, Paul Masson, sénateur (RPR) du Loiret, a convenu que « l'existence et l'autorité » du Conseil constitutionnel « se justifient pleinement par le souci évident d'éviter l'arbitraire parlementaire ». « Mais, a observé le sénateur, n'y a-t-il pas aujourd'hui des risques de dérive ? Comme la femme de



César, le Conseil constitutionnel doit être irréprochable.

Président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Bernard Pons (Paris) s'est montré sévère vis-à-vis du Conseil constitutionnel. « Nous n'avons jamais contesté les décisions des "sages" du Palais-Royal, a-t-il affirmé. Aujourd'hui, comme hier, nous ne céderons pas à une tentation facile, mais cette

affaire est très révélatrice d'une évolution que nous avons le devoir de constater et de maîtriser. » Le Conseil dit le droit, en aucun cas, il ne peut le créer, a souligné M. Pons. Or, nous constatons qu'il a, de plus en plus souvent, tendance à le faire et nous ne saurions l'accepter. Nous ne pouvons admettre que le législateur ne soit plus la seule source du droit. » Etienne

Dailly (Seine-et-Marne), coauteur du groupe du Rassemblement démocratique et européen du Sénat, s'est montré, lui aussi, extrêmement critique pour le Conseil constitutionnel. Il a qualifié de « burlesque » la situation créée par la décision du 13 août dernier et accusé les neuf gardiens de la Constitution de s'ériger en « gouvernement des juges ». Le président du groupe centriste du Sénat, Maurice Blin (Ardennes), a déclaré, pour sa part, que, dans la décision du Conseil constitutionnel, « il n'y a rien qui surprenne ». Le Conseil a voulu, selon M. Blin, rappeler que, dès lors qu'un droit est reconnu par la Constitution ou les textes républicains constitutionnels, le transfert de la procédure de mise en œuvre de ce droit (...) doit être autorisé par un texte lui-même constitutionnel.

D'avantage que le Conseil constitutionnel, c'est l'Europe communautaire qui a retenu l'attention d'Hélène Luc (Val-de-Marne), présidente du groupe communiste du Sénat, qui voit dans cette révision constitutionnelle « les abandons de souveraineté liés à la construction d'une Europe supranationale et antidémocratique ». Répondant à M. Balladur, M. Luc a dénoncé « l'amalgame inacceptable entre, d'une part, le respect des droits de l'homme et, d'autre part, un phénomène économique et social », c'est-à-dire l'immigration. Son homologue communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet (Nord) a critiqué, lui aussi, cette remise en question du droit d'asile, qui « accroît la méfiance à l'égard de l'étranger » et le fera « désigner comme le bouc-émissaire de toutes les difficultés ».

Les orateurs socialistes ont adressé le même reproche au gouvernement. « La politique de lutte contre l'immigration clandestine, selon Martin Malvy (Loire), président du groupe socialiste de l'Assemblée, est, au mieux, une illusion, au pire, un amalgame dangereux, plaçant sur le même plan des demandeurs d'asile et des réfugiés économiques. » Affirmant que « grâce à l'action du président de la République, le droit d'asile est réaffirmé », M. Malvy a ajouté que « ce n'est pas la révision constitutionnelle qui limiterait le droit d'asile en France, c'est l'utilisation qu'on en fera demain ».

Ce risque justifie, selon Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire-de-Belfort), orateur du groupe socialiste du Sénat, le vote « écorché » des parlementaires du PS. « Il est impensable que la France renonce à son obligation d'accorder le droit d'asile à ceux qui sont persécutés pour leur action en faveur de la liberté. N'y aurait-il qu'un risque sur cent que l'interprétation qui sera finalement retenue du texte, ne soit pas la nôtre, nous ne pouvons accepter de le courir », a conclu M. Dreyfus-Schmidt.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

Le préambule de la Constitution

L'unanimité de 1946

Le devoir imprescriptible de la France d'accorder l'asile aux combattants de la liberté est une tradition aussi vieille que la République. Ce principe ne figure pas dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, proclamée en 1789, mais les révolutionnaires l'inscrivent formellement dans la Constitution de 1793, celle de la République, qui ne fut, il est vrai, jamais mise en vigueur. Dans l'article 120 de l'Acte constitutionnel lui-même, on pouvait lire que le peuple français « donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté ». « Il refuse aux tyrans », était-il précisé.

Cent cinquante-trois ans plus tard, au lendemain de la victoire des démocrates contre le nazisme et le fascisme, le rappel de ce devoir s'imposait plus que jamais. Il s'imposait même tant que personne ne s'avisait de le contester. Aussi, quand les membres de la première Assemblée constituante entreprirent, en mars et avril 1946, de doter la République d'une nouvelle Constitution, l'inscription de ce principe dans ses règles fondamentales se fit tout naturellement. La majorité socialiste et communiste, reprenant des idées émises à la fin de la II^e République, estima qu'il était souhaitable de rééditer une déclaration des droits de l'homme qui moderniserait les principes de 1789 et y ajouterait de nouveaux droits économiques et sociaux.

Ce choix domina l'essentiel des débats en assemblée publique sur ce texte. Guy Mollet, futur patron de la SFIO et, alors, président de la commission de la Constitution, le défendait avec vigueur contre Edouard Herriot, le « pape » du radicalisme, qui ne voulait pas que disparaissent la flamme des révolutionnaires.

Le contenu même de cette déclaration fut bien peu discuté. En tout cas, son article 8, qui proclamait que « tout homme persécuté en violation des libertés et droits garantis par la présente déclaration a droit d'asile sur les territoires de la République », ne fut même pas évoqué, dans son intervention, par le rapporteur du projet, Gilbert Zakaria, élu socialiste de Haute-Garonne. Lorsque cet article fut mis en discussion, personne ne demanda la parole ; il fut adopté à main levée.

Si les Français, consultés par référendum, refusèrent le projet de Constitution, ce ne fut pas à

cause de cette disposition. La deuxième Assemblée constituante renonça à rééditer la déclaration de 1789, dont elle maintint qu'elle était un texte fondateur de la République. Elle se contenta d'y ajouter un préambule - que la Constitution de 1958 a conservé - où elle fit figurer des principes déjà proclamés en 1793 et de nouveaux droits économiques et sociaux. Le devoir d'accorder l'asile y trouva naturellement sa place, dans le quatrième paragraphe : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »

« Action politique » et combat pour la liberté

Cette proclamation était tellement de soi que le nouveau rapporteur, Paul Coste-Floret, député MRP (le mouvement démocrate chrétien), ne l'aborda pas dans son intervention. Un seul orateur, dans la discussion générale, s'inquiéta de la portée de ce texte : Robert Bruyère, député PRL (parti de droite du LSI et du LSI), déclara qu'il était « gêné » par la phrase « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté », affirmant qu'il avait d'expliquer : « Inviter solennellement tous les persécutés à venir en France est un peu puéril. Il est nécessaire de savoir ces malheureux, mais il ne serait pas vain de constater qu'ils peuvent également asile dans d'autres pays, qui peuvent et doivent se montrer tout aussi généreux que le nôtre. » Cela lui valut cette réplique du président de la commission de la Constitution, le socialiste André Philip : « Le droit d'asile remonte aux plus vieilles traditions de notre civilisation. La plus ancienne tradition hellénique voit dans celui qui refuse le droit d'asile un homme honni des dieux et méprisé de ses prochains. »

La vote de cet article se fit donc sans difficulté, toujours à main levée. Joseph Denais, élu PRL de la Seine, demanda bien que le droit d'asile fut accordé non pas aux combattants de la liberté, mais à tous ceux qui seraient persécutés pour leur « action politique ». M. Coste-Floret convainquit facilement l'Assemblée de rejeter cet amendement : « Nous n'entendons pas faire de notre pays le refuge de tous les fascistes impénitents », déclara-t-il. Toute action politique ne s'identifie pas au combat pour la liberté. La distinction demeure d'actualité.

Th. B.

L'application des accords européens de Schengen reste problématique

Dès les premières salves de la controverse constitutionnelle sur le droit d'asile, la convention de Schengen sur la libre circulation en Europe a été invoquée par le ministre de l'Intérieur à l'appui de sa croisade en faveur d'une révision. Charles Pasqua n'a, en effet, jamais cessé d'argumenter sur l'incompatibilité existant, selon lui, entre la décision du Conseil constitutionnel annulant, le 13 août dernier, certaines dispositions de la loi sur l'immigration, et les accords de Schengen.

Ces accords, dont la convention d'application a été signée en 1990, prévoient, notamment, que les décisions prises en matière de droit d'asile par chacun des Etats signataires (les Douze moins la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark) s'imposent aux autres. Autrement dit, un demandeur d'asile, s'il est débouté par la France, ne pourra plus déposer une autre demande en Allemagne ; inversement, si le statut de réfugié lui est attribué, il bénéficiera de la libre circulation sur le territoire des Etats signataires. Le corollaire de ce principe veut que seul le pays de premier accueil puisse instruire la demande d'asile. Ainsi, une demande formulée en France par une personne ayant auparavant transité par Bruxelles ne pourra être traitée qu'en Belgique. Cette disposition, justifiée officiellement par la nécessité d'empêcher les demandes multiples, a été combattue, de longue date, par les associations de défense des droits de l'homme comme vidant de sa substance le droit d'asile, prérogative souveraine des Etats.

La loi Pasqua, sur l'immigration poussait cette logique encore plus loin en empêchant un

demandeur d'asile, ayant transité par un autre pays de l'espace Schengen, de déposer une demande auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). L'annulation de cette disposition par le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 13 août, justifie, aux yeux de M. Pasqua, la révision de la Constitution.

Des principes difficiles à mettre en œuvre

Le ministre de l'Intérieur n'a cessé d'expliquer que l'obligation faite par le Conseil constitutionnel de respecter le principe de l'accès à l'OFPRA rendait inopérante la convention de Schengen et provoquerait un afflux de demandeurs d'asile vers la France. En revanche, les adversaires de la révision constitutionnelle rappelaient que la convention de Schengen, y compris ses dispositions sur l'asile, avait elle-même été déclarée conforme à la Constitution en 1991. Pour eux, une simple loi aurait pu prévoir les conditions dans lesquelles un demandeur d'asile aurait pu saisir l'OFPRA, sans être nécessairement autorisé à séjourner sur le territoire pendant l'examen de sa demande.

M. Pasqua arguait, cet été, de l'urgence de la réforme constitutionnelle, justifiée, selon lui, par l'imminence de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen, qui était fixée, à l'époque, au 1^{er} décembre prochain. Depuis lors, la mise en œuvre de la convention sur la libre circulation a été reportée au 1^{er} février 1994, à la demande du gouvernement français notamment (le Monde du 20 octobre). Alain Lamassoure, ministre délégué

chargé des affaires européennes a invoqué la nécessité, pour la France, de modifier sa Constitution avant l'inauguration de l'espace Schengen.

Cette révision de la loi fondamentale française, si elle était un débat de politique intérieure et doit permettre, sans doute, l'adoption d'une loi conforme au projet initial de M. Pasqua, ne règle pas les problèmes concrets soulevés par le ministre de l'Intérieur. Les protagonistes du débat juridique semblent avoir oublié que 96 % des actuels demandeurs d'asile en France ont déjà pénétré illégalement sur le territoire lorsqu'ils déposent leur dossier. Cette démarche leur permet de régulariser provisoirement leur situation. Il y a fort à parier que ces personnes (environ vingt mille par an) s'abstiendront désormais de déposer une demande, préférant plonger dans la vie illégale plutôt que de voir leur cas rejeté avant tout examen.

D'autre part, comment apporter-on la preuve que l'étranger est réellement passé par le pays de Schengen où l'on souhaite le renvoyer ? Les intéressés faisant disparaître toute trace de leur itinéraire, la question risque de rester sans réponse la plupart du temps, et la réadmission dans le pays de premier accueil, un principe difficile à mettre en œuvre, comme le montre la difficulté qu'éprouve le gouvernement allemand à faire appliquer les accords du même type qu'ils ont signés avec leurs voisins polonais et tchèques (le Monde du 17 novembre). Le débat sur l'application des accords de Schengen aux demandeurs d'asile reste problématique à venir.

PHILIPPE BERNARD

Le Front national provoque un incident

Comme il l'avait annoncé dans un communiqué distribué avant l'ouverture de la réunion du Congrès, le Front national a « décidé de s'inviter » à cette réunion, pour « dénoncer la simulation d'un débat d'où sont exclus les seuls véritables opposants à la politique d'immigration-invasion ». Un groupe de conseillers régionaux d'île-de-France, appartenant à l'extrême droite, a tenté de perturber le déroulement de la réunion du Congrès.

Ayant accédé à une tribune prévue pour le débat, les conseillers régionaux, emmenés par Martine Leideux, députée européenne, et Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional, ont interrompu le discours de l'orateur centriste, Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), aux cris de « Non au droit d'asile passoire ! Non à la réforme bidon ! ». Ils ont été rapidement expulsés de la tribune par les agents de l'Assemblée nationale.

POLITIQUE

pour réformer le droit d'asile

Des libertés sans gardien

Suite de la première page

Face à des difficultés économiques considérables, le gouvernement, malgré le souhait plusieurs fois exprimé par son chef, ne semble avoir trouvé qu'une action qui satisfasse immédiatement les électeurs de la droite : la lutte contre l'immigration. Le ministre de l'Intérieur l'a parfaitement compris. D'où la vivacité de sa réaction à la décision du 13 août du Conseil constitutionnel, qui censurait très partiellement la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Il lui fallait démontrer à une opinion publique obsédée par le sentiment sécuritaire que la lutte contre l'immigration méritait de renverser tous les obstacles, fussent-ils, comme le droit d'asile, aussi vieux que la République.

La réalité du dossier n'a en que peu de poids face à cette volonté politique. Le respect de ce droit sacré n'est que pour le responsable de l'immigration clandestine : tant pis ! L'application brutale, voulue par le gouvernement, des accords européens sur le droit d'asile, n'évitera pas à la France de faire face seule aux demandes de réfugiés provenant de son ancien empire : tant pis ! Une autre solution, que l'atteinte à un principe constitutionnel, aurait pu être trouvée si le débat juridique avait été de bonne foi ; il ne fallait pas qu'il le soit.

Le rôle du Conseil constitutionnel

La seule obligation, pour Charles Pasqua, était de prouver la légitimité des idées de droite sur ce sujet dans l'opinion publique : au point qu'aucun de ses élus en désaccord avec cette manœuvre n'ose le dire publiquement — et de confirmer la force politique de la majorité. De cette démonstration, Edouard Balladur est le principal bénéficiaire, puisqu'il est ainsi renforcé l'autorité du premier ministre face à celle du président de la République. Pour arriver à ce résultat, le chef du gouvernement a su se montrer habile tacticien. La fameuse conférence qui réunit ses rapports avec le chef de l'État lui a permis d'éviter qu'une crise institutionnelle n'emporte la constitution. Il a été aidé, il est vrai, par la volonté de François Mitterrand d'exclure une telle solution.

Le prix payé par l'État de l'Élysée est lourd. Quel que puissent être ses thuriféraires, son image de défenseur des droits de l'homme a été atteinte. Plus prosaïquement, ses rapports avec les socialistes ne sont pas plus détendus. Ce n'est pas la violence de l'intervention de Michel Charasse au Sénat sur cette révision (le Monde du

18 novembre) qui va arranger les choses : comment peut-il admettre que son « conseil » puisse se faire l'allié de la partie la plus dure d'une majorité qui lui refuse toute autorité ?

Accessoirement, M. Mitterrand a ainsi abandonné en rose campagne un autre de ses proches : Robert Badinter. Pour celui-ci et, surtout, pour le Conseil constitutionnel, le déroulement de l'affaire est rude. Certes, cette institution et son président n'ont pas, a priori, à se formaliser que, après une de leurs décisions, le pouvoir constituant (les électeurs par référendum ou les parlementaires en Congrès) modifie la Loi fondamentale. Le Conseil n'est là que pour vérifier la conformité des lois à la Constitution existante. Si le peuple souverain veut modifier cette Constitution pour permettre l'adoption d'une législation qu'il souhaite, il en a le droit, à la seule condition que soient respectées les procédures prévues par les règles institutionnelles. C'est très exactement ce qui vient de se passer.

Au-delà de la forme, il y a l'esprit. Celui qui préside à cette réforme est inquiet. Le danger n'est pas dans la critique des arguments du Conseil constitutionnel pour expliquer sa décision, même si des juristes de bonne foi et prévoyants n'auraient pas dû s'en dire surpris. Le risque est dans la contestation de pans entiers de la jurisprudence du Conseil, fondée sur les « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République », notion qui figure dans le préambule de 1946.

Cette contestation n'est pas nouvelle, mais, aujourd'hui, elle est propagée par la majorité de la majorité et, plus grave encore, elle est reprise à son compte par M. Balladur. Sa fonction, pourtant — sans parler de celle à laquelle il aspire — aurait dû inciter le premier ministre à se faire le défenseur des institutions, comme avait su l'être M. Mitterrand, malgré son histoire personnelle, quand les socialistes avaient critiqué le refus par le Conseil de la première loi de nationalisation.

Si cette tendance l'emporte, le rôle du Conseil constitutionnel sera considérablement amoindri. Il ne pourra plus être un solide défenseur des libertés. Il ne pourra plus guère empêcher une majorité d'abuser de son pouvoir temporaire en ne respectant pas les grands principes qui ont fondé l'unité de la Nation. L'état de droit régresserait en France. Décidément, cette affaire du droit d'asile restera une page bien peu glorieuse de la République.

THIERRY BRÉHIER

Manifestation à Paris

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, jeudi 18 novembre au soir, au carrefour de l'Odéon, à Paris, pour protester contre la réforme du droit d'asile, à l'appel d'une cinquantaine de syndicats, d'organisations gauchistes et d'extrême-gauche et d'associations antiracistes. « Non aux bous émigrés ! », « Pasqua, l'apartheid, on n'en veut pas ! », proclamaient les manifestants, tandis que les manifestants scandaient : « Nous sommes tous des immigrés ! ». Ils ont défilé en direction de l'hôtel Matignon, où une délégation conduite par Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, a été reçue.

« M. Balladur, protestait, mercredi, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), se fait volontiers patelin, mais c'est à la hussarde qu'il veut faire passer son texte de révision constitutionnelle, qui mettra davantage à mal le droit d'asile et fera de tous les réfugiés des suspects. » Les Verts se sont émus également, jeudi, de voir « une tradition multiséculaire jetée honteusement, en quelques heures, aux oubliettes de l'histoire ».

« Retouches à répétition »

Dans le Parisien de vendredi, Philippe Séguin déclare qu'il redoute « les retouches à répétition » de la Constitution. « Je pense », dit le président de l'Assemblée nationale, « que nous évitons difficilement de nouvelles modifications institutionnelles si nous poursuivons un processus d'intégration européenne à finalité fédérale. Notre Constitution ne correspond absolument pas à celle d'un État membre d'une fédération du type États-Unis d'Europe ».

Jean-Marie Le Pen fait, quant à lui, peu de cas de cette révision constitutionnelle. « Le gouvernement », a déclaré, jeudi, le président du Front national, « tente ainsi de faire oublier aux Français que le RPR et l'UDF ont voté avec la gauche l'accord de Schengen, qui détruit nos frontières. Provoquant l'afflux massif d'immigrés, clandestins ou non, cet accord irresponsable aggrave la situation de la France, réduisant la Méduse où vont continuer de s'entasser tous les demandeurs d'asile du monde ».

« AFFAIRES » : M. Tapie veut « clarifier les choses ». — Bernard Tapie a fait part, jeudi soir 18 novembre, à Besançon (Doubs), de son intention de profiter de la discussion à l'Assemblée nationale de la proposition de levée de son immunité parlementaire pour « clarifier les choses sur tout ce qui se passe dans la politique ». Interrogé par Radio-France-Besançon, le député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône, qui a qualité de « comédien » et de « manœuvre politique-judiciaire » contre lui, a affirmé qu'il n'a pas de « vocation de martyr ». Il a déclaré que son seul « complexe » vis-à-vis de ses collègues parlementaires tenait à son absence de passé militant. « En revanche », a-t-il précisé, « je n'ai aucun complexe par rapport à eux en matière d'honnêteté, d'intégrité, de morale ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

LA POLITIQUE DE LA VILLE 1. Les enjeux

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

L'adoption du projet de budget à l'Assemblée nationale

M. Sarkozy confirme la volonté du gouvernement de réformer l'impôt sur le revenu

En remerciant les députés de la majorité de leur soutien, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a confirmé, jeudi 18 novembre, son intention de continuer la réforme de l'impôt sur le revenu. « Il faudra avoir le courage en 1995 de supprimer certaines réductions d'impôt, qui n'ont plus lieu d'être, pour abaisser les taux », a-t-il dit. Il a confirmé la présentation au conseil des ministres, le 24 novembre, du « collectif » d'automne pour le budget de 1993, dont le déficit devrait s'établir à 317 milliards de francs.

Le gouvernement a fait adopter, jeudi, par un vote bloqué, en première lecture à l'Assemblée nationale, par 469 voix (RPR-

UDF) contre 83 (PS-PC), l'ensemble du projet de loi de finances pour 1994, dont un certain nombre d'articles modifiés par des amendements gouvernementaux en seconde délibération. L'article d'équilibre (article 25) résultant de ces modifications établit le déficit prévu pour 1994 à 301,114 milliards de francs (soit 4,1 % du PIB), contre 299,651 milliards de francs inscrits dans le texte initial du gouvernement et 299,651 milliards de francs au terme de l'examen des recettes.

Cette majoration du déficit est due, pour 1 milliard de francs, à la suppression de la réforme de l'allocation de logement social (ALS) pour les étudiants (le

Monde du 19 novembre). S'y ajoutent les 500 millions de francs attribués à la « réserve parlementaire », 8 millions de francs pour les rapatriés et 10 millions de francs pour l'enseignement supérieur privé, ces deux dernières dépenses étant dues à une initiative du gouvernement. Celui-ci rétablit par ailleurs, dans le Fonds national pour le développement du sport (FNDS), les 15 millions de francs de crédits, prévus dans le projet initial, pour financer les études, travaux et équipements liés à la Coupe du monde de football. En revanche, viennent en déduction des dépenses 53,5 millions de francs au titre de la réduction du financement des partis politiques et 0,8 million de francs au chapitre des anciens combattants.

La « réserve parlementaire » — traduite en jargon législatif par les termes « majoration de crédits destinée à abonder, à titre non reconductible et conformément au souhait exprimé par votre commission des finances, les crédits de... » — est une somme, « relativement importante cette année en raison du poids de la majorité », qui doit être dépensée dans l'année et dont l'attribution est partagée entre le président de la commission des finances, Jacques Barrot (UDF), et le rapporteur général, Philippe Auberger (RPR). Deux postes importants apparaissent : 136,567 millions de francs pour les collectivités territoriales, au titre de travaux divers d'intérêt local (caniveaux, toits d'école ou d'église, etc.) et 20 millions de francs au titre de l'enseignement supérieur privé.

CLAIRE BLANDIN

REPÈRES

JUSTICE

La commission des lois veut modifier le projet de statut de la magistrature

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 18 novembre, les projets de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature et sur le statut de la magistrature, en modifiant, sur certains points, la version du Sénat. Ces deux textes, consécutifs à la révision constitutionnelle du juillet dernier, seront examinés le 24 novembre par les députés en séance plénière.

A l'initiative de son président, Pierre Mazeaud (RPR), la commission a adopté un amendement prévoyant que le secrétaire administratif du CSM soit directement nommé par décret du président de la République. Dans le texte voté par le Sénat, la secrétaire administrative devait être choisie par le président de la République sur une liste de trois noms, proposée par le Conseil (le Monde du 7 octobre). Sur le statut de la magistrature, la commission a adopté un amendement d'André Fauton (RPR), visant à instituer une condition d'ancienneté d'au moins trois ans pour tout magistrat candidat aux fonctions de juge d'instruction.

EUROPE

MM. Chevènement et Mazeaud veulent des garanties sur l'union monétaire

Le président du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement, député (app. PS) du Territoire-de-Belfort, a déposé une proposition de loi visant à soumettre la passage à la troisième phase de l'union économique et monétaire à un vote du Parlement français. M. Chevènement estime, en effet, qu'après les concessions obtenues par la Grande-Bretagne et le Danemark dans la mise en œuvre du traité de Maastricht, l'Allemagne s'est, son tour, accordé des garanties en prévoyant un vote du Bundestag avant le passage à la monnaie unique européenne.

La proposition de loi déposée par le président du Mouvement des citoyens est cosignée par treize députés de la majorité, hostiles au traité de Maastricht, parmi lesquels Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, et Nicole Catala (RPR, Paris), vice-président de l'Assemblée nationale.

FRANC-MACONNERIE La Grande Loge féminine de France s'interroge sur la place de la femme dans la société

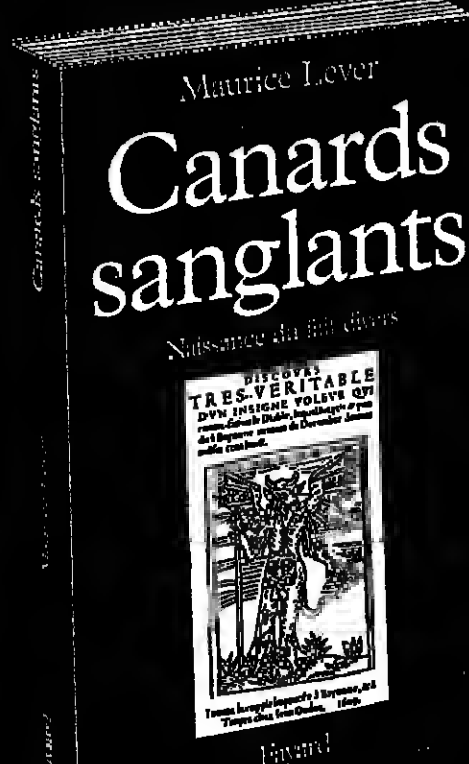
Le 20 novembre, salle Gaveau, à Paris, la Grande Loge féminine de France, seule obédience féminine française, va rompre avec la discrétion qui l'entoure, le temps d'un colloque consacré à la femme dans la cité et dans la

monde. Deux tables rondes seront organisées : la première sur la situation de la femme, et la seconde sur l'engagement dans le domaine temporel.

Ouvert aux non-initiées, ce colloque, uniquement animé par des femmes, est conçu par la grande-maîtresse de l'obédience féminine, Marie-France Coquard, élue lors du dernier congrès, comme une occasion pour les « sœurs » d'apporter leur part de réponses aux bouleversements de la société. Un mois après la proposition de Michel Rocard, premier secrétaire du PS, de constituer une liste aux élections européennes à parité entre femmes et hommes, ce colloque devrait évidemment évoquer le déficit de représentation des femmes en politique.

Naissance du fait divers

Histoires horribles, épouvantables, tragiques, prodigieuses, lamentables... Discours admirable des meurtres et assassinats... Cruauté plus que barbare et inhumaine... Traité merveilleux d'un monstre...



Si vous croyez que la presse à sensation est une perversion contemporaine, lisez Canards sanglants. Vous vous apercevrez que le poids des mots et le choc des gravures sont apparus dans la foulée de la Bible de Gutenberg... Avec ce recueil d'« histoires tragiques », le biographe de Sade démontre que notre plaisir suprême a toujours été de voir souffrir notre semblable.

Didier Sénégat, Lire

L'Histoire chez FAYARD

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

ALAIN MINC

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC THOMAS HERRIN (LE MONDE) CATHERINE MANGIN (RTL)

18 H 30 DIMANCHE EN DIRECT SUR RTL

DIFFUSION À 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

مكتبة العمل

Après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht

Le Sénat adopte le nouveau projet de réforme de la Banque de France

Le Sénat a adopté, jeudi 18 novembre, le projet portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie. La majorité sénatoriale a voté pour. Les socialistes ont voté contre, et le groupe PC a voté « contre ».

Le gouvernement avait essayé un contre-temps, le 3 août dernier, lorsque le Conseil constitutionnel avait censuré certaines dispositions du projet de loi réformant les statuts de la Banque de France dans la perspective de l'Union économique et monétaire (UEM) inscrite dans le traité de Maastricht. Considérant que l'Union européenne n'avait pas encore, à l'époque, d'existence juridique, les « sages » du Palais-Royal s'en étaient tenus aux

seules références constitutionnelles que sont les articles 20 et 21 de la loi fondamentale, qui stipulent que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » et que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement ».

Préciser, comme le faisait l'article premier du texte adopté au printemps, que la Banque de France « définit » la politique monétaire, dans le but d'assurer la stabilité des prix, et qu'elle s'acquiesce de cette tâche sans pouvoir « ni solliciter ni accepter d'instruction du gouvernement ou de toute personne », avait donc entraîné la censure du Conseil. La situation est juridiquement nouvelle depuis le 1^{er} novembre, puisque l'Allemagne a ratifié le traité de l'Union européenne, levant ainsi l'obstacle invoqué par le Conseil constitutionnel. Aussi M. Alphandéry était-il foudré à solliciter à nouveau le Parlement sur un texte rétablissant les dispo-

sitions censurées cet été. C'est ce qu'il a fait, jeudi, en obtenant l'aval du Sénat pour cette relance du processus de l'UEM.

Comme prévu, la majorité de droite ne lui a pas marchandé son soutien. A gauche, l'hostilité du PC était prévisible, tandis que les socialistes préféraient s'abstenir, au motif que la démarche du gouvernement serait précipitée. Deux radicaux de gauche, François Abadie (Rass. dém., Hautes-Pyrénées) et Yvon Collin (Rass. dém., Tarn-et-Garonne) ont voté la question préalable défendue par Paul Lorient (ratt. PS, Essonne), membre du Mouvement des citoyens.

Le moratoire des rapatriés

A droite, Emmanuel Hamel (RPR, Rhône) s'est abstenu sur cette motion de procédure, mais il a voté contre l'article premier du texte, qui rétablit les dispositions sur l'indépendance de la Banque de France, estimant que celles-ci sont « lourdes de menace pour l'avenir ».

« Fourre-tout », comme l'ont dit plusieurs sénateurs, le projet de M. Alphandéry comprend, aussi,

des mesures visant à adapter le régime des compagnies financières à une directive communautaire d'avril 1992 sur la surveillance des établissements de crédit. D'autres dispositions tendent à renforcer la sécurité juridique des paiements effectués sur le marché interbancaire, ainsi que des opérations de compensation sur les marchés à terme, et à assouplir les conditions dans lesquelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires.

Le projet vise, enfin, à donner une base légale à la pension des titres, très pratiquée sur les marchés financiers français, et il propose jusqu'au 31 décembre 1995 la suspension des poursuites éventuellement engagées à l'encontre des rapatriés au titre de leurs dettes professionnelles. Par voie d'amendement, le gouvernement a obtenu l'insertion dans le texte de nouvelles dispositions sur les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI), l'une d'entre elles prévoyant le retrait de ces sociétés du champ d'application du code du commerce.

FRÉDÉRIC BOBIN

Condamné pour discrimination raciale

Le maire de Pierrelatte provoque des élections municipales partielles

VALENCE

de notre correspondant

« Je ne peux pas admettre une telle sanction, je préfère m'en remettre à un jury populaire. » Condamné, avec son adjoint au logement, Jean Bertrand, par le tribunal correctionnel de Grenoble, à deux mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amende pour discrimination raciale, Jean Mouton, maire (UDF-CDS) de Pierrelatte et président du conseil général de la Drôme, s'est démis de son mandat municipal avec les vingt-sept autres élus de la majorité de son conseil, mercredi 17 novembre. C'est pour avoir donné un avis défavorable à l'attribution d'un logement HLM à un Marocain dans la cité du Roc que les deux élus de Pierrelatte ont été condamnés.

L'adjoint chargé du logement avait, dans un courrier, motivé le refus d'octroi du logement, indiquant que, après « de nombreuses agressions perpétrées par des Maghrébins (...) l'implantation de nouveaux locataires immigrés dans la cité du Roc risque, un jour ou l'autre, d'entraîner de graves conflits entre les différentes ethnies ». Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), ayant pris connaissance de ce courrier, avait décidé, alors, de porter plainte, et M. Bertrand

avait été inculpé de discrimination raciale. M. Mouton, qui souhaitait endosser la responsabilité politique de la décision de son adjoint, avait demandé à être inculpé de complicité.

Le maire de Pierrelatte affirme avoir reçu des centaines de témoignages de sympathie. Pierre Bernard (divers droite), maire de Montfermeil et conseiller général de Seine-Saint-Denis, a décidé de lui apporter son soutien sans réserve dans sa « magnifique lutte pour la dignité de l'homme ». Les dix-sept conseillers généraux de la majorité départementale de la Drôme appuient M. Mouton, qui est encouragé, aussi, par plusieurs dizaines de maires, y compris des élus de gauche.

En remettant son mandat en jeu, le maire sollicite une approbation populaire qu'il est sûr d'obtenir. C'est la troisième fois qu'il claque, ainsi, la porte de sa mairie. Il avait été réélu, en mars 1989, avec plus de 60 % des suffrages. Cette fois, le maire centriste de Pierrelatte devrait logiquement élargir son assise électorale en bénéficiant, qu'il le veuille ou non, des suffrages du Front national, car les immigrés seront au cœur de la campagne des élections municipales partielles, prévues avant Noël.

GÉRARD MÉJEAN

BIBLIOGRAPHIE

Et toujours le même président

LA FIN D'UNE ÉPOQUE
de Franz-Olivier Giesbert
Ed. Fayard-Seuil
296 pages, 120 F.

En France, lorsqu'un règne s'éternise, le pamphlet devient un genre à succès. Le rayon « régimes de comptes » de la bibliographie mitterrandienne contient déjà, parmi de nombreux titres, plusieurs best-sellers. Franz-Olivier Giesbert n'a pas été le dernier à y prendre place. Après avoir fait partager à ses lecteurs son intérêt pour un homme qui, à ses yeux, dans les années 70, était habité non par la tentation du pouvoir, vulgaire, mais par celle de « l'Histoire », le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, métamorphosé en celui du *Figaro*, les avait mis en garde, en 1990, contre les « rituels du même, devenu le Président (1) ».

« Et toujours le même président », disait, à propos de de Gaulle, une des chansons pré-mitterrandiennes de mai 1968, qui pourrait servir de titre au livre. Et toujours le même Giesbert, mémorialiste acerbe de cette *Fin d'une époque*, dont il épouse la lassitude et qui lui inspire une sorte de « mai 68 » individuel, insolent, moqueur, désabusé - et bien informé.

Le journaliste-lecteur garde difficilement son calme lorsqu'il découvre, dans une histoire pourtant archiconnue, des épisodes inédits qui lui ont échappé. Il apprend ainsi qu'il a « raté » le caquillage de la nomination au gouvernement d'une « beurette » nommée « Yam Yam », trouvaille de l'Elysée dont le nom et la qualité supposés firent le tour des sommets étatico-socialistes lors de la formation du gouvernement Cresson, en mai 1991, et qui n'était autre, bien sûr, que Kofi Yamgnane, élu breton d'origine togolaise, présenté pour le poste de secrétaire d'Etat à l'intégration. Il enrage en lisant le récit de la convocation à Matignon, quelques mois plus tard, de Jean-Paul Huchon, ancien directeur du cabinet de Michel Rocard, aux fins de remise de la Légion d'honneur par le conseiller d'Etat Cresson, l'ineffable Abel Faroux - non, par « Edith » elle-même - enfin si, finalement, par le conseiller - et puis zut ! par personne.

Giesbert fait des envieux, qui ont la langue vipérine. L'oreille confraternelle se prête volontiers à ces médisances, mais elles ne résistent pas à la vérification. Exemple : il cite les propos du président, le 19 août 1991, sur le putsch des conservateurs à Moscou. « Le coup a réussi », déclare le chef de l'Etat à la télévision. Deux jours plus tard, à la télévision toujours, il ose : « J'ai bien dit que, pour moi, ce putsch n'avait aucune chance de réussir. » On se frotte les yeux. Est-ce possible ? L'auteur a dû résumer le propos, forcer le trait. On se reporte au script officiel des deux interventions, établi par l'Elysée : les phrases sont bien là, telles

quelles. A deux jours d'intervalle, François Mitterrand se contredit à l'estomac, et aucun de ses interlocuteurs du mercredi ne lui rappelle son affirmation du lundi...

L'envie de prendre l'auteur en faute n'est pas toujours aussi complètement déçue. Le récit de l'échange entre Lionel Jospin, menacé de se voir adjointre un secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, et François Mitterrand, qui n'y était pas étranger, le jour de la « photo de famille » du gouvernement Cresson à l'Elysée, est saisissant. « François Mitterrand, vous ne m'imposez pas une chose pareille, tout président que vous êtes », aurait dit le premier. « Les ministres de la République ne traitent pas le président de cette façon », aurait répondu le second. Le mot à mot, nous dit-on, n'est pas respecté. Mais la scène n'est pas contestée, ooo plus que son enjeu.

Une posture esthétique

Voilà pour le « greffier » que veut être Giesbert, qui se sert de la citation comme d'un procédé narratif, lequel en vaut un autre, après tout, une fois admis qu'il ne faut pas prendre à la lettre les conversations rapportées. Se défiant du journalisme « inspiré », il ne manque pourtant pas d'inspiration, et son art de provoquer la confiance la sert. Les esquisses qu'elle lui permet de tracer des hommes politiques ne sont jamais indifférentes. Elles ne se satisfont pas de lieux communs, même si elles en tiennent parfois compte. Ainsi François Mitterrand est-il gratifié de l'indéfectible qualificatif de « Florentin », et Edouard Balladur est-il présenté comme un grand bourgeois conservateur. Cependant, ces traits sont aussitôt rectifiés par d'autres, moins connus. Parfois cruel, l'auteur sait être indulgent, aussi, avec ces dirigeants, de droite ou de gauche, qu'il décrit souvent hésitants, jocateurs de la voie à suivre, jouant leur sort sur des choix qu'ils ne maîtrisent pas toujours. La bourgeoisie le héraise, mais la modestie le désarme.

Que nous dit Giesbert, au total ? Que la France de la fin du siècle est frappée au cœur par le chômage et menacée de perdre son identité, qu'il assimile à la « ruralité ». Les réflexes que l'inquiétude inspire à certains Français - repli sur soi, nationalisme, xénophobie - lui font écrire que le pire n'est pas à exclure, mais il ne dit pas quelle est, selon lui, la voie à suivre pour y échapper. Entre une citation crépusculaire de Julien Green et une profession de foi dans le destin immémorial de l'Europe, le directeur de la rédaction du *Figaro* préfère la posture esthétique à l'engagement. Ainsi sacrifie-t-il, lui aussi, à l'ordre des choses.

PATRICK JARREAU

(1) François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire, Seuil, 1977 ; le Président, Seuil, 1990.

AVENIR

CHERCHEZ LA VÉRITÉ

JFK
D'OLIVER STONE
22
NOVEMBRE
20H35

CANAL+ D

REFERENCE

COMMUNICATION

Le débat sur l'avenir de la chaîne franco-allemande

Michel Polac polémique avec Robert-André Vivien (RPR) au sujet d'ARTE

Nommé mis en cause par Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, lundi 15 novembre, au Palais-Bourbon, dans le débat sur l'avenir d'ARTE, au cours de la discussion du budget du ministère de la communication par l'Assemblée nationale (le Monde du 17 novembre), Michel Polac nous a adressé une lettre où il déclare notamment :

Il se produit un phénomène bizarre : dès que M. Vivien et une poignée de ses collègues du RPR m'entendent sur le petit écran, ils se comprennent plus ce qu'ils entendent, ils ne savent plus ce qu'ils disent, ils deviennent hystériques. Du temps de « Droit de réponse », M. Vivien a été jusqu'à me traiter de « vieille putain chi-noise à la jambe de bois » et ce dans *Minitel*. Le voilà maintenant qui trouve « parfaitement indécent de raconter que les Noirs sénégalais avaient violé les femmes en Rhénanie » et ce un 11 novembre dans un débat sur Arte...

Rassurons M. Vivien, je ne suis pas devenu raciste ; en réa-

lité, les historiens, sur le plateau, ont fait remarquer que lorsqu'une armée envahit un pays étranger elle est vite accusée d'atrocités sur la population (les mains coupées par les Français) et j'ai dit que lorsque les Français se sont retrouvés à leur tour occupants, les Allemands ont accusé de viol nos troupes sénégalaises, une propagande qui a beaucoup servi aux nazis.

Je trouve particulièrement affligeant que les critiques les plus mesurées et les plus stupides visent la chaîne la plus intelligente (je ne suis pas membre d'ARTE, un simple collaborateur occasionnel et, ce soir-là, je faisais même un remplacement). Si M. Vivien regardait vraiment cette chaîne au lieu de dîner en ville comme tous ses collègues, il s'apercevrait qu'approximativement un jour sur deux - c'est beaucoup - un téléspectateur peut trouver de quoi nourrir sa réflexion.

Lorsqu'on voit sur ARTE les leçons de musique de Pablo Casals qui datent des années 50, on peut se demander pourquoi, pendant trente ans,

la télévision nationale a été incapable de nous présenter ces trésors : c'est peut-être que les amis de M. Vivien qui dirigent l'ORTF préféreraient la promotion des Guy Lux, Carpentier et Zitronne (...).

Réduire la subvention d'ARTE, cela reviendrait à dire que vu le nombre d'abonnés à la Comédie-Française (je ne parle même pas de l'Opéra !), il faudrait lui couper les vivres.

Ce n'est pas une direction que je cherche à défendre mais un système qui libère l'intelligence des pressions du commerce. Que le ministre de la culture puisse préférer le câble pour ARTE laisse mal augurer de l'avenir.

Quant à moi, si je pouvais sauver l'avenir d'ARTE en n'affligeant plus M. Vivien de ma présence épisodique à l'écran, je me sacrifierais volontiers. Je souhaiterais la même retraite à M. Vivien si je ne savais qu'un député, quel que soit son grand âge, ne se retire jamais volontairement.

En faisant appel au banquier Jean-Marc Vernes et au GAN

« Le Quotidien de Paris » recompose son capital

Il y a six mois, Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, annonçait à la « une » la prochaine disparition de son journal, en proie aux mêmes difficultés que le reste de la presse quotidienne (stagnation de la diffusion, lourdeur des coûts de fabrication, récession publicitaire), mais également victime du « lynchage de grandes entreprises » qui lui auraient promis de boucler un investissement nécessaire de 80 millions de francs (le Monde daté 2-3 mai). Le journal, dont le chiffre d'affaires annuel est de 80 millions de francs pour une diffusion d'un peu plus de 30 000 exemplaires, enregistre depuis deux ans un déficit de l'ordre de 30 millions par an.

L'éventuelle disparition du *Quotidien*, fondé en 1974, avait sensibilisé Edouard Balladur aux problèmes des journaux et poussé le gouvernement à débloquer une aide financière exceptionnelle à la presse écrite en 1993 - 150 millions de francs au total (le Monde du 25 juin). Après les avoir toujours refusés, M. Tesson a finalement accepté 2,5 millions de francs d'aides de l'Etat destinées à renforcer les quotidiens à faibles ressources publicitaires, et il attend 2 millions de

francs au titre de l'aide exceptionnelle.

Il semble aussi avoir convaincu des investisseurs de le rejoindre ou de revenir à lui. Philippe Tesson doit informer le comité d'entreprise du *Quotidien*, en début de semaine prochaine, de la reconstitution de son actionariat. Le groupe de journaux médicaux et para-médicaux de l'épouse de M. Tesson, le docteur Marie-Claude Tesson-Millet - qui publie notamment le *Quotidien du médecin* - verra sa part baisser de 95 % à 62 % pour laisser la place à de nouveaux actionnaires.

Déjà sur les rangs il y a six mois, le GAN devrait détenir 20 %. Le reste de l'augmentation de capital serait souscrit par Jean-Marc Vernes - l'un des nouveaux propriétaires des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, qui fut au milieu des années 80 le banquier du *Quotidien de Paris* et lui permit souvent de faire ses « fins de mois » - David de Rothschild, une filiale de la BNP et la Société des bateaux-mouches (2 à 3 % chacun).

Cet apport devrait permettre de lancer une nouvelle formule en janvier, de créer une structure commerciale au sein du journal et de prévoir un déficit limité à 18 millions de francs l'an prochain. L'équilibre, selon M. Tesson, pourrait être atteint dans trois ans.

Y.-M. L.

En raison de « difficultés financières »

« Le Jour » suspend à nouveau sa parution

Jean-Christophe Nothias, fondateur et directeur-gérant du *Jour* a annoncé, jeudi 18 novembre, aux salariés de son quotidien qu'il était « contraint et forcé » de suspendre la parution du titre, en raison de difficultés financières. Le numéro de vendredi 19 novembre n'a donc pas paru.

Créé le 25 mars avec un investissement dérisoire de quelques millions de centimes apportés par M. Nothias et ses amis, le *Jour* avait déjà dû suspendre une première fois sa parution pendant les vacances d'été. Il avait reparu le 11 octobre, après une augmentation de capital (1,9 million de francs souscrits par deux sociétés de services), une pagination renforcée, une équipe remaniée et à un nouveau prix de vente (5 francs). Il avait aussi quitté l'imprimerie de labeur qui l'avait fabriqué lors de son lancement pour l'imprimerie CIPP (Ricco-bono, qui imprime d'autres quotidiens dont *Liberation*), ce qui lui permettait d'être présent dans les grandes villes de province grâce au fac-similé. Mais sa fabrication et sa diffusion en province ont été handicapées (le Monde du 29 octobre).

Faute de publicité, le quotidien ne pouvait compter que sur ses ventes au numéro, le seul d'équilibre étant fixé à 25 000 exemplaires diffusés. Or, il n'est venu qu'à 10 000 exemplaires dont 5 000 à 6 000 exemplaires à Paris et en banlieue. Certains membres de la rédaction du *Jour* estimaient, jeudi 18 novembre, que cette deuxième suspension signifiait « une mort déguisée ».

En refusant de sanctionner le fondateur d'une radio locale

Le tribunal d'Evreux donne tort au CSA

Le tribunal de grande instance d'Evreux a refusé, jeudi 18 novembre, de sanctionner le responsable d'une radio commerciale locale, Top FM, émettant à Vernon (Eure) qui était poursuivi par le procureur de la République, à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Celui-ci reprochait à Top FM d'avoir émis à partir d'un site non autorisé.

En juillet 1991, le fondateur de Top FM avait en effet contesté le site d'émission de Chanteloup imposé par le CSA au moment de la définition du nouveau plan de fréquences, paru au *Journal officiel* du 7 juillet. « Un mariage et des bois » situés à un kilomètre et demi du site original de Vernon, selon Gilles Dumarché. Jugant ce plan totalement inadéquat, le responsable de Top FM avait installé sa radio à Vernon, provoquant alors une plainte pour concurrence déloyale de Cristal FM (une radio qui diffuse le programme Europe 2 à Vernon, Mantes-la-Jolie (Yvelines) et Les Andelys, et qui est

dirigée par le patron de l'hebdomadaire *Le Démocrate vernonnais*, Marc Montourcy.

Considérant que la décision d'attribution de la fréquence de Top FM par le CSA n'avait « pas été conforme (...) ni motivée », le tribunal a refusé de poursuivre M. Dumarché, et il a ordonné la restitution de son matériel, saisi, le 18 juin 1992, sur réquisition du procureur. Placé sous scellé, ce matériel aurait, depuis, été volé et M. Dumarché a d'ailleurs déposé plainte. Selon M. François-Noël loos, avocat de M. Dumarché, le CSA a failli à sa mission, qui était de « définir, sur l'avis du Comité technique régional (CTR) de Caen, des caractéristiques techniques d'émission en rapport avec la portée de l'émetteur et la viabilité de l'entreprise ». Le tribunal lui a donné raison. Joint au téléphone, Guy Pichard, président du CTR de Caen, se déclarait toutefois « surpris et étonné », vendredi matin 19 novembre, par cette décision.

« FRANCE-SOIR » : condamnation pour publication de photos. - La société Presse-Alliance, editrice de *France-Soir* (groupe Hershman) a été condamnée, mercredi 17 novembre, à payer 80 000 francs de dommages-intérêts à Laurence Dreyfus, l'institutrice prise en otage avec les enfants de l'une des classes de l'école maternelle de Neuilly-sur-Seine, en mai dernier. *France-Soir* avait publié deux photos de M^{me} Dreyfus, les 11 et 18 juin, expliquant que celle-ci avait repris son activité professionnelle. M^{me} Dreyfus invoquait une atteinte à l'intimité de sa vie privée et professionnelle et à son droit à l'image et réclamait 850 000 francs. Le tribunal a jugé que les légendes des photos ne se rapportaient qu'à la vie professionnelle de l'institutrice et que celle-ci pouvait être portée à la connaissance du public. En revanche, il a jugé que les nécessités de l'information ne justifiaient pas la publication de photos, plusieurs jours après l'événement, et que celles-ci constituaient une violation du droit de chacun sur sa propre image. Le tribunal a ordonné la publication immédiate de la condamnation en première page de *France-Soir*.

« LIAISONS SOCIALES » : reprise du travail. - La rédaction du groupe *Liaisons sociales* a repris le travail, mercredi 17 novembre, après vingt-quatre heures de grève déclenchée par la société des rédacteurs opposée à une « sanction » visant sa présidente (le Monde du 18 novembre). Cette instance a indiqué que la rédaction « reste en alerte » et n'exclut pas de nouvelles actions afin de faire annuler cette mesure « interdisant » à la présidente de la société des rédacteurs, affirme-t-elle, « de participer désormais aux réunions hiérarchiques ».

FRANCE-INTER : Gilles Schneider nommé directeur de la rédaction. - « Sur proposition d'Ivan Lévi », directeur de l'information de Radio-France, Gilles Schneider a été nommé directeur de la rédaction de France-Inter par Jean Mahieu, a-t-on appris mardi 16 novembre par un communiqué de la présidence de Radio-France. M. Schneider cumulera ces fonctions avec celles de secrétaire général de l'information de France-Inter, station qu'il avait rejointe en mai 1992, après son départ de La Cinq. Il succède à ce poste à Claude Guillaumin qui, selon ce communiqué, a décidé « de ne pas poursuivre sa collaboration à France-Inter », dont il assurait la direction de la rédaction depuis avril 1989.

RECHERCHER DE VÉRITÉ

ANALYSE DIFFÉRENCE

Après un rapport de l'IGAS dénonçant le fonctionnement du Laboratoire national de santé

Simone Veil veut renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Agence du médicament

■ **RAPPORT.** Un rapport inédit de l'IGAS met en cause le fonctionnement du département de biologie médicale du Laboratoire national de la santé (LNS). Dénonçant un système dans lequel l'Etat « n'assume pas son rôle », ce rapport ajoute que la disposition d'enregistrement des réactifs d'analyses de biologie médicale n'offre que de « garanties illusoires ».

■ **MESURES.** Afin de mettre un terme à cette situation, le gouvernement déposera au Parlement un amendement au projet de loi de santé publique de manière à renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Agence du médicament, qui, dorénavant, coiffe les activités anciennement dévolues au LNS.

■ **NOMINATION.** Le professeur Christian Janot a été nommé, mardi 16 novembre, directeur des laboratoires et des contrôles de l'Agence du médicament par Didier Tabuteau, directeur général de l'Agence. Professeur des universités, praticien hospitalier en hématologie et transfusion, M. Janot était directeur adjoint du Centre régional de transfusion sanguine de Nancy depuis 1991 et vice-président de la Société nationale de transfusion sanguine depuis 1992. Il succède au professeur Jean-Paul Cano, nommé à la présidence du conseil scientifique de l'Agence du médicament par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé.

A la suite d'un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) consacré au « fonctionnement du département de biologie médicale du Laboratoire national de la santé » (1), Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a décidé de proposer, à l'occasion de la prochaine discussion au Parlement du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale, un amendement visant à renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Agence du médicament.

Ces mesures, explique-t-on au cabinet de M^{me} Veil, se justifient par les « graves insuffisances » concernant tout aussi bien le contrôle de qualité des analyses de biologie médicale que les procédures d'enregistrement des réactifs mises en lumière par le rapport de l'IGAS qui a été demandé le 10 décembre 1992 par le directeur de cabinet de Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Le Laboratoire national de la santé (LNS) a été créé en 1950 avec pour mission de contrôler les médicaments anti-vénéreux, les produits d'origine microbienne et les eaux minérales. En 1978, un décret lui confia l'organisation et le contrôle de qualité des analyses de biologie médicale. Quatre ans plus tard, un autre décret lui attribua le dépôt des réactifs de biologie médicale. Le docteur Alain Leblanc fut chargé, à partir de 1983, de la direction du département de bio-

logie médicale du LNS. En 1991, le professeur Jacques Dangouman, qui est désormais président du conseil d'administration de l'Agence du médicament, décidait d'une réforme de structure visant à dissocier l'activité de contrôle de qualité et celle d'enregistrement des réactifs en deux unités fonctionnelles distinctes. Le rapport de l'IGAS examine séparément ces deux activités.

1. Le contrôle de qualité des analyses de biologie médicale : « Un système où l'Etat n'assume pas son rôle ».

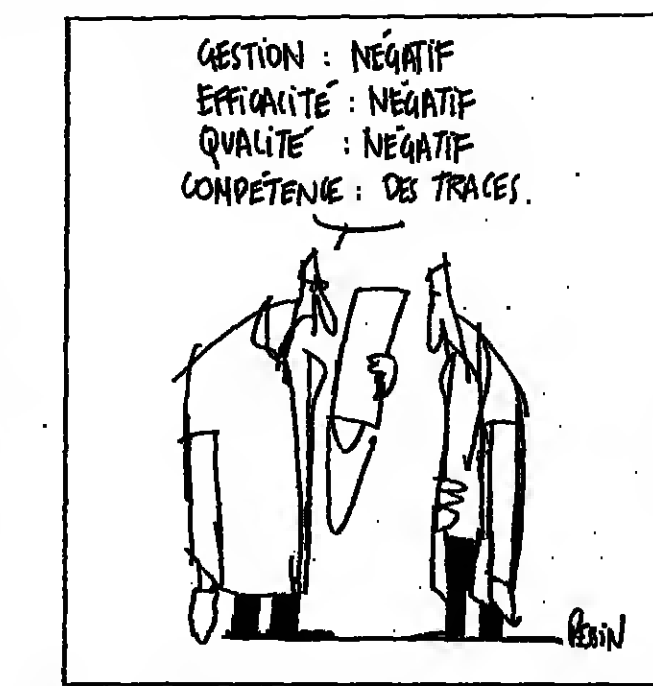
Instauré par une loi de 1975 sur la biologie médicale, ce dispositif a pour but de faire en sorte que « les patients soient assurés de méthodes exactes et reproductibles d'un laboratoire à l'autre » (2). Or, en dépit d'un cadre juridique très précis, les auteurs du rapport relèvent que le fonctionnement réel du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale est particulièrement « mal maîtrisé ».

Un extrait de l'intervention du professeur Bailly (responsable scientifique de la Société française de biologie clinique, Nancy) lors de la journée scientifique organisée par le LNS pour les dix ans du contrôle de qualité est notamment cité : « L'analyse de ces dix dernières années... la qualité en enzymologie est tout à fait préoccupante à cet égard : l'interprétation des résultats et le suivi des malades sont rendus incertains en raison du manque d'uniformisation des résultats. Aucune amélioration n'a été constatée dans ces dix dernières années ». Les rapporteurs indiquent que cette remarque pourrait être reprise pour tous les autres domaines du contrôle, en particulier pour les techniques faisant appel à l'immunologie.

Pour les rapporteurs, ce constat est à rapprocher du fait qu'une bonne partie du contrôle de qualité dévolu au LNS est en réalité sous-traité par des associations ou sociétés savantes aux termes d'un décret du 7 décembre 1978. Or les six associations (3) successivement agréées depuis 1979, note le rapport, ne sont toujours aujourd'hui, « sans qu'à aucun moment n'ait été envisagée la possibilité d'autres choix dans les disciplines qui leur ont été confiées ». Les rapporteurs indiquent que les deux commissions qui doivent donner un avis sur l'agrément « sont loin d'avoir été spécialisées de façon déterminée sur les choix de ces organismes ». Plus encore, « l'irrégularité des agréments se constate également en ce qui concerne le contrôle de qualité régional ».

La mission de l'IGAS s'étonne et « déplore » de n'avoir pu disposer par l'intermédiaire des services administratifs du LNS, de l'ensemble des conventions signées annuellement avec les associations agréées. Les inspecteurs de l'IGAS mettent en évidence plusieurs « graves irrégularités », « chèques en blanc » et « manques de rigueur » dans la rédaction des clauses financières des conventions. Face à cette situation, ajoute le rapport, le LNS « s'est contenté du rôle de spectateur » de l'action des sociétés savantes au du syndicat des fabricants des réactifs de laboratoire.

Pour mettre un terme à cette situation, on indique à l'Agence du médicament, nous a précisé



que l'amendement gouvernemental prévoit de « rapatrier » à l'Agence du médicament, d'ici la fin 1995, l'ensemble des activités de contrôle de qualité qui, jusqu'à présent, étaient sous-traitées par des associations ou sociétés savantes. En outre, la commission de contrôle de qualité sera rattachée à la direction générale de la santé à qui il reviendra éventuellement de prendre des mesures (inspections, sanctions). En outre, une fonction de « réactivité » va être créée au sein de l'Agence du médicament.

2. L'enregistrement des réactifs d'analyses de biologie médicale : « un dispositif purement déclaratif géré de manière approximative et dénué de garanties illusoires ».

La procédure de dépôt et d'enregistrement des dossiers est organisée par un décret du 8 septembre 1982, pris en application de la loi du 1^{er} août 1905 relative à la répression des fraudes et falsification en matière de produits et de services qui en est la base. Le 7 avril 1983, le Syndicat des fabricants de réactifs de laboratoire (SFRIL) écrivait à ses adhérents « qu'il était d'accord avec le LNS pour que les fabricants et distributeurs l'informent de la date de commercialisation des réactifs dont le dossier lui avait été adressé ». Cette lettre indiquait qu'il s'agit d'une « exception », ils pourraient faire part au LNS « de leur désir d'une commercialisation plus précoce à l'occasion d'un congrès national ou international ».

La situation est d'autant plus curieuse que, selon le rapport de l'IGAS, « l'envoi des dossiers nécessite l'utilisation obligatoire de services du SFRIL, et suivant les modalités définies dans la note de cet organisme datée du 7 avril 1983 ». « Concrètement, notent les inspecteurs, lorsqu'un fabricant ou un distributeur adresse un dossier de réactif au LNS et qu'il omet de le faire à l'aide des « chemises à élastiques cartonnées » marquées Ordex référence C de couleur jaune pour les produits lancés après le 1-12-1982 ou rouge pour ceux commercialisés avant cette date », le département de biologie médicale renvoie sans aucun examen le contenu du dossier à l'expéditeur avec une lettre-type l'invitant à se procurer des « pochettes » auprès du SFRIL. La mission relève que ces « pochettes » sont fournies à titre onéreux ». Pour les rapporteurs,

cela est « contraire au principe le plus élémentaire de neutralité de l'Etat ».

L'instruction des dossiers est aussi jugée « chaotique » et « accusent un retard considérable ». L'enregistrement des dossiers s'effectue sur un cahier « conciergerie » sans caractère spécifique et le traitement des dossiers est « mal suivi ». Des retards « inacceptables » sont notés (au 24 février 1993, 4 666 dossiers étaient en attente et 3 872 étaient sans attestation). Quant aux évaluations techniques, elles sont, selon l'IGAS, « quasi-absentes ».

« La section des réactifs, s'étonnent les rapporteurs, se comporte beaucoup plus comme un bureau d'administration centrale, chargée de gérer une procédure administrative à connotation technique, que comme une section d'un labo-

rambre de contrôle ». M. Didier Tabuteau, directeur général de l'Agence du médicament, nous a précisé que, pour mettre un terme à cette situation, une nouvelle réglementation va être mise en œuvre permettant de fixer les conditions d'enregistrement, de suspension et de retrait des réactifs.

A cette fin, une commission consultative d'enregistrement des réactifs a été mise en place par M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Les inspecteurs de l'Agence du médicament verront leurs compétences s'étendre de manière à veiller aux bonnes règles de fabrication et d'importation des réactifs.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) Rapport sur le fonctionnement du département de biologie médicale du Laboratoire national de la santé présenté par J.-P. Chassin et P. Delonnois (la version définitive de ce rapport sera établie lorsque les inspecteurs de l'IGAS auront répondu aux remarques formulées au vu du pré-rapport, par toutes les personnes concernées).

(2) A titre d'exemples, les tests dont le LNS a la charge concernent des problèmes aussi variés que les tests de dépistage de l'infection par le virus du sida, les tests d'isolement et d'identification des bactéries et d'étude de la sensibilité aux antibiotiques, les tests permettant de doser le calcium, le potassium, le sodium, le cholestérol, le glucose, etc. (soit tout ce qui apparaît sur les bilans d'analyses sanguines), les dosages hormonaux plasmatiques, etc.

(3) Les six associations sont les suivantes. Pour la biochimie : la Société française de biologie clinique dont le siège est à Nancy; pour l'hématologie : l'Association Claude Bernard-Helomont (Paris); pour la bactériologie-virologie, la Société française de virologie (Paris); pour la parasitologie : la Société de pathologie exotique (Paris); pour l'immunologie plasmotique : l'Association Probiogel (Villeneuve); pour la gémétrie sanguine : l'Association des biologistes de l'Ouest (Tours).

SPORTS

Critiqués après l'élimination de la France en Coupe du monde

Les dirigeants du football retardent l'heure des comptes

Après la déroute sur le terrain, rien ne bouge dans les instances du football français. Qualifiée de « cauchemar » par Noël Le Graët, président de la Ligue nationale (LNF), et de « grand choc » par Jean Fourmet-Fayard, président de la Fédération française (FFF), la défaite du mercredi 17 novembre face à la Bulgarie (2-1), qui prive l'équipe de France de la Coupe du monde américaine de 1994, n'a pas suscité d'autre décision que l'annonce de réunions au mois de décembre sur l'avenir du football français.

Jeudi 18 novembre, M. le Graët a indiqué qu'il n'était pas question de « remanier » le sélectionneur de l'équipe de France. « Ce serait à mourir de honte si les responsables du football français démissionnaient Gérard Houllier », a-t-il expliqué. Interrogé sur son éventuelle démission, M. Fourmet-Fayard s'est contenté d'indiquer qu'il assumait « ses responsabilités ». Déjà atteint par le drame de Furiani, par sa gestion de l'affaire Valenciennoise-OM et par d'autres erreurs, le président de la FFF ne s'est jamais signalé par sa capacité à se remettre en cause lors des catastrophes à répétition qu'a connues le football français. Jeudi, il a simplement renouvelé sa confiance à Gérard Houllier, qui « n'a pas commis de faute grave ».

Ainsi conforté par la solidarité des deux principaux responsables du ballon rond, Gérard Houllier a confirmé qu'il avait l'intention de rester à son poste jusqu'à l'expiration de son contrat, en juin 1994. « Je repars au combat », a-t-il indiqué. « En filigrane, je prépare les objectifs 96 (championnat d'Europe) et 98 (Coupe du monde). Je reste parce que j'ai envie de rester ». Gérard Houllier s'en est violemment pris à l'attaquant parisien,

David Ginola, coupable, selon lui, « d'un crime contre l'équipe » pour avoir émis des critiques contre le sélectionneur et certains joueurs juste avant le match France-Bulgarie.

Les propos de Gérard Houllier augurent mal de ses relations avec les joueurs d'une équipe de France à rebâtir. Car l'élimination de la Coupe du monde 1994 coïncide avec la fin d'une génération de joueurs qui approchent de la trentaine. Jeudi, le milieu de terrain Franck Sauzet en tirait les premières conséquences en annonçant qu'il renonçait à l'équipe de France. « J'ai vingt-huit ans et je ne sais toujours pas à quel poste me faire jouer », c'est grave », a-t-il déclaré au quotidien *l'Equipe*.

Hormis cette réaction individuelle d'un joueur, le football français a donc choisi d'étouffer, dans l'indécision, l'onde de choc de son élimination de la Coupe du monde et de transformer le nécessaire coup de balai en... temporisation. Mais la solidarité des hommes en place n'exclut pas les manœuvres de couloir. Déjà, des observateurs affirment distinguer dans l'ombre un complot pour faire tomber Gérard Houllier et le sélectionneur Michel Platini (critique, après France-Israël, pour son successeur à la tête de la sélection française) tranche avec le soutien quasi unanime des entraîneurs français apporté à Gérard Houllier. La réaction de l'ancien sélectionneur national était attendue avec intérêt.

J. Fe.

MON IMPER

IMPERS ET PARKAS H & F
BURBERRY, BARTONS.
GORE-TEX.

Un cadeau de bienvenue vous sera offert.
65, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS
Tél. : 47-24-46-08

BALAD'AIR
VOYAG' AIR

Partez pour
SAINT-MARTIN

vol AR + 7 nuits + pension complète
+ assurances quinquennales + services à l'hôtel et croisières
à l'hôtel Flamboyant Resort

6 990€

Tél : 42 62 43 41
ou dans votre agence de voyages

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie
d'un grand maître tailleur
dans un choix de 3000 tissus
À qualité égale, ses prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10h à 18h

La réaction du docteur Leblanc

Responsable du département de biologie médicale du LNS, le docteur Leblanc nous a déclaré que ce document de l'IGAS n'est qu'un prérapport auquel marque la parole contradictoire. « Cette remarque est d'autant plus importante, nous a-t-il expliqué, que je conteste un grand nombre de faits ou commentaires qui y sont rapportés. J'ai d'ailleurs adressé une note de 20 pages en ce sens à l'IGAS. Je conteste en particulier l'insinuation selon laquelle, pour ce qui est de l'enregistrement des réactifs, il y aurait eu de la part du LNS discrimination selon que le fabricant fait partie ou non du syndicat des

fabricants de réactifs de laboratoire. C'est absolument faux et l'examen de plus de 20 000 dossiers qui ont été enregistrés le prouve ».

« D'autre part, pour ce qui concerne la sous-traitance du contrôle de qualité par six associations, je rappelle que l'agrément de ces organismes dépend de la direction générale de la santé après avis de la commission permanente de biologie médicale et de la commission de contrôle de qualité. On ne peut donc pas imputer au LNS la moindre responsabilité dans le choix de ces associations ».

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lentement, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la justice fait l'objet de critiques de plus en plus vives.

LE RECUIL DE L'ÉCOLOGIE

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

Economie de l'environnement : la nouvelle donne

Numéro de novembre 1993

سكنا من الصحف

SOCIÉTÉ

Au tribunal correctionnel de Bordeaux

Les commandos anti-IVG sur le banc des accusés

Au tribunal correctionnel de Bordeaux s'est ouvert, jeudi 18 novembre, le procès de dix-huit militants anti-avortement, membres d'un commando qui, le 29 mai 1992, avait envahi le centre IVG de l'hôpital Saint-André de Bordeaux et occupé le bloc opératoire.

BORDEAUX

de notre correspondant

Retardé par de nombreux incidents de procédure, le procès du commando anti-avortement qui, le 29 mai 1992, avait envahi l'unité 34, la centre IVG de l'hôpital Saint-André de Bordeaux, s'est ouvert dans une salle d'audience où les entrées étaient minutieusement filtrées. Le palais de justice était lui-même protégé

par d'imposantes forces de police. Les audiences précédentes avaient donné lieu, en effet, à des incidents. Devant le palais, une cinquantaine de manifestants, arborant des banderoles pour ou contre l'interruption volontaire de grossesse, se sont relayés toute la journée.

L'audience avait une importance particulière pour le collectif de défense du droit à l'avortement, qui reprochait à la justice des lenteurs considérées comme inexplicables. Il faut dire que la plainte déposée par l'hôpital de Bordeaux était consécutive à quatre opérations commando à Bordeaux, une à Pau et à de nombreuses autres en France. L'audience avait une importance tout aussi symbolique pour les dix-huit militants appartenant à

l'association La Trêve de Dieu ou aux comités de défense des Sauveteurs qui avaient participé à l'opération bordelaise.

Le débat juridique fut cependant complètement escamoté par l'absence de l'un des deux principaux prévenus, Claire Fontana, présidente de La Trêve de Dieu. Le tribunal n'a pas caché son agacement lorsqu'il apprit que M^{me} Fontana, « enceinte de plusieurs mois d'une grossesse difficile » selon son défenseur, faisait partie du commando qui au même moment opérait dans un hôpital de Tours (lire encadré). « On peut se poser des questions sur le comportement d'une personne dont on nous dit que son état de grossesse l'empêche de se déplacer. Au moins, ici, elle aurait été assise toute la journée

et elle n'aurait pas participé à la même infraction que celle qui lui est reprochée aujourd'hui », a fait remarquer le président Constaté, qui a mis l'affaire en délibéré au 16 décembre.

« Une réponse proportionnée à l'horreur »

An cours du procès, M^{me} Dominique Delhail, avocat du collectif bordelais pro-IVG, a donné lecture d'une lettre datée du 8 novembre et envoyée par Henri Fontana, trésorier de La Trêve de Dieu, épouse de la présidente de cette association, aux anciens des écoles militaires de Saint-Cyr et de Navale. Afin d'éclairer les destinataires sur les motivations des accusés, il y joignait une lettre de Claire Fontana, dans laquelle il est écrit : « Dans une situation d'anarchie, c'est-à-dire de démission du pouvoir politique qui entraîne la dictature des femmes, les Sauveteurs décident de sauver l'enfant à tout prix, même contre sa mère : c'est ce qu'ils appellent le parti pris systématique en faveur de l'enfant ».

« Or, ajoute M^{me} Fontana, il n'y a pas de compromis possible dans le cas de valeurs supérieures ou sacrées. L'Etat ne peut renier la nation, sacrifier la patrie. L'Etat ne peut sacrifier une partie de ses ressortissants et l'obligation d'obéissance à l'autorité politique cesse à partir du moment où l'Etat pour cette raison grave perd sa légitimité ».

Son texte se termine sur un appel à la nécessité d'une « réponse proportionnée à l'horreur ». « Ou bien une prise de conscience de sa signification politique conduira les chrétiens et les anti-avortements à l'obligation de résultats, ou bien les Sauveteurs, d'ores et déjà entrés en dissidence, prendront la voie du martyre ».

PIERRE CHERRUAU

Après de nombreux incidents

Le procès d'Action directe est renvoyé à la prochaine session des assises

Le procès des quatre dirigeants d'Action directe accusés d'avoir participé en 1985 à l'assassinat de René Audran, directeur des relations internationales du ministère de la Défense, a été renvoyé à une prochaine session d'assises. Des incidents de procédure ont ponctué toute l'audience du jeudi 18 novembre.

La troisième audience du procès d'Action directe s'est conclue par un fiasco judiciaire. Improbable le matin, le renvoi de cette affaire à une prochaine session d'assises était concédé le soir même. Tout s'est joué en trois actes.

Premier acte : Georges Cipriani refuse de comparaître devant la cour d'assises. Interrompu la veille par le président Yves Jacob alors qu'il lisait une longue et confuse déclaration auteristique, dénonçant ses conditions de détention, il fait savoir par l'intermédiaire d'un huissier qu'il récusé son avocat, M^{me} Bernard Ripert. Au terme de quelques suspensions d'audience, M^{me} Baudouin Dubelloy, commis d'office, obtient que le dossier de son nouveau client soit disjoint de celui des autres accusés et le renvoi de son affaire afin de pouvoir l'écouter.

Deuxième acte : les chefs historiques d'Action directe refusent à leur tour de cautionner ce qu'ils appellent une « cérémonie judiciaire ». Jean-Marc Ruillan confirme leur engagement politique : « Nous sommes toujours solidaires des

militants révolutionnaires » - et dénonce leur situation juridique : « Nous sommes dans un non mon's lond, ni prisonniers politiques, ni prisonniers de droit commun. » Pour clore des débats dont ils se sentent exclus, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon et Joëlle Anbron désertent le box des accusés et demandent à leur avocat, M^{me} Ripert, d'assurer leur défense en quittant lui aussi la prétoire.

Le président Jacob s'y oppose sur le champ en commentant d'office M^{me} Ripert. Le procès court dès lors vers l'enlèvement. M^{me} Ripert sort de la salle de la cour d'assises comme le lui ont demandé ses clients, non sans avoir dénoncé « l'imperialisme triomphant » et une justice « qui a voulu absoudre le criminel Paul Touvier ».

« Il me faut des avocats »

« Il me faut des avocats », lance le président, qui commente d'office M^{me} Jean-Yves Le Borgne, représentant du bâtonnier, et cinq de ses confrères. Mais M^{me} Le Borgne, après discussion avec les accusés, ne peut que constater : « Ma commission est à la limite de l'obscure. Mes clients ne demandent ni renvoi ni non-renvoi. Je n'ai reçu aucun mandat de ceux dont, si j'ose dire, j'assume la défense... »

M^{me} Daniel Soulez Larivière, partie civile, soutient la nécessité de la présence d'un avocat jusqu'au terme du procès pour tout accusé. M^{me} Le Borgne rétorque que « ses » clients ont émis M^{me} Ripert en exigeant qu'il les défende par son absence et son silence. En conclusion, l'avocat général Jean-Paul Content requiert le renvoi du procès pour permettre à M^{me} Le Borgne d'étudier le dossier. Impuissante, la cour s'incline au nom d'une « bonne administration de la justice ».

Troisième acte : sitôt les débats clos, le président Jacob, prend la parole. C'est inédit. Il déplore publiquement d'avoir dû prendre la décision de renvoyer un procès qu'il aurait voulu mener à son terme. « S'il y a des réformes à faire, lance-t-il, il m'apparaît qu'il y en a de plus urgentes que d'autres. La cour a été prise au piège par l'utilisation faite par certains du code de procédure pénale. Je demande aux avocats des parties civiles de présenter nos excuses aux victimes et à leurs proches ».

Confrontée aux silences des accusés et à leur détermination de ne pas jouer une partition qui ne leur convient pas, la machine judiciaire s'est en réalité enrayée toute seule.

LAURENT GRELSAMER

L'accident de la gare de Lyon

La cour d'appel de Paris réduit les peines des cheminots

La 20^e chambre de la cour d'appel de Paris a réduit, jeudi 18 novembre, les peines prononcées par le tribunal correctionnel contre les deux cheminots jugés responsables de la catastrophe de la gare de Lyon, le 27 juin 1988 (56 morts et 56 blessés).

Le train Melun-Paris, dont le système de freinage ne fonctionnait plus, avait percuté un train de banlieue dont le départ se faisait attendre en raison du retard du contrôleur. Daniel Saulin, le conducteur du train, a été condamné à 2 ans de prison avec sursis et André Fonquet, contrôleur, à 6 mois de prison avec sursis. Le tribunal les avait respectivement condamnés, en 1992, à 4 ans de prison dont 6 mois fermes et à 2 ans de prison avec sursis. La cour, présidée par Michel Alde-

bert, a suivi les réquisitions de l'avocat général Guy Pichot.

Selon les magistrats, « le comportement de M. Saulin, négligent, maladroit, illogique, ne révèle pas pour autant à sa charge un mépris des autres ou le refus systématique d'une réglementation ». Quant à M. Fonquet, il est d'autant plus fautif qu'il « était disponible depuis le milieu de l'après-midi (...) et qu'il avait l'obligation impérieuse d'être sur le quai deux minutes minimum avant le départ du train ». Les syndicats CGT et CFDT, tout en se félicitant de la réduction des peines, regrettent que les dirigeants de la SNCF et les pouvoirs publics, qu'ils considèrent comme également responsables, aient été « blanchis » par la justice.

Une manifestation au CHU de Tours

« Je suis heureuse d'avoir empêché des avortements ! »

Neuf militants anti-avortement, hommes et femmes, accompagnés d'un photographe, sont arrivés, jeudi 18 novembre, dès l'aube, à l'ouverture des portes du service d'orthogénie du CHU Bretonneau de Tours, l'un des sites historiques du combat pour la liberté d'avorter en France. On y pratique aujourd'hui environ 1 100 avortements par an.

Récitant des prières et égrenant leur chapelet, ils s'enchaînent aussitôt au moyen de gros cadenas de motos, renforcés par du béton, formant ainsi une étrange chaîne humaine au sein de laquelle les cotés de cette « opération sauvetage » sont soudés, tête-bêche, par les pieds ou par le cou. Sur leur tee-shirt, la photographie d'un bébé joufflu et une interrogation : « Vous avez le

droit de vivre, pourquoi pas moi ? »

Alertée, l'administration hospitalière fait appel à la police, puis eux, sapeurs-pompiers, qui avaient leur impuissance à libérer les lieux sans mal. Il faut avoir recours à une société spécialisée en serrurerie pour parvenir, au moyen de meules manées avec doigté, à « libérer » les enchaînés volontaires. On a craint un moment que l'une des militantes, enchaînée de huit mois, n'accouche prématurément.

Sans violence, les naufs militants anti-IVG ont été, en début d'après-midi, transférés du CHU au commissariat où ils ont déclaré leur identité. Parmi eux, se trouvait Claire Fontana, l'une des responsables du mouvement La trêve de Dieu, qui aurait dû, le

même jour, se trouver devant les juges bordelais. L'hôpital de Tours a porté plainte (1).

« Je suis heureuse d'avoir pu sauver des enfants ce matin », a crié l'une des militantes, enchaînée, avant d'être évacuée sur un fauteuil roulant. Ce matin-là, six avortements n'ont pu être pratiqués. Ils le seront dans les jours qui viennent.

J.-Y. N.

(1) L'action des commandos anti-avortement fait l'objet de deux textes récents : une circulaire du 27 février 1992 « relative aux manifestations qui nuisent à l'exercice du fonctionnement des centres d'interruption volontaire de grossesse » et un article de la loi du 27 janvier 1993 qui prévoit des peines d'emprisonnement (de deux mois à deux ans) et des amendes (de 2 000 à 30 000 francs).



LA RÉFÉRENCE

FORMAT GÉANT
30,5 cm x 45,5 cm
Volume relié.
520 pages dont
229 pages de cartes en 8 couleurs.
48 pages de cartes thématiques.
Echelles du 1/10.000 au 1/270.000.000.
Index de plus de 210.000 noms.
AVEC 14 PAGES DE
CARTES SPECTACULAIRES
DU RELIEF DE LA TERRE.


ENTIÈREMENT REMIS À JOUR.

L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

— EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE —



Sélection du Reader's Digest **Le Monde**
LE MONDE A PLEINE PAGE



ROCHEBOBOIS

DU 20 AU 28 NOVEMBRE.

Roche-Bobo se plie en 8 !
Pendant 8 jours, venez vous offrir tout ce qui vous fait rêver chez Roche-Bobo. Salons cuir ou tissu, meubles par éléments, tables repas, tables basses, chaises, lampes, tapis... Collections les Contemporaines ou les Provinciales : tout est à prix "8 jours".
Du 20 au 28 novembre, les 8 jours exceptionnels sont aussi exceptionnels par leur choix que par leur prix. Ne les manquez pas chez Roche-Bobo.

ROCHEBOBOIS

Paris 12, 18 à 18, rue de Lyon, 43 44 18 18 (Rocourmes le Jour).
Paris 2, 30/30/10/10, bd de Sébastopol, 42 70 10 50 (Rocourmes le Jour).
Paris 7, 150/150/20/20, bd St Germain, 45 48 07 01.
Paris 17, 52, rue de la Cité Armée, 45 74 73 30 - 6, rue Denis Poisson, 45 74 48 72.
Antenne-RM 7 - 37/53/53, route de Fontainebleau, 80 38 28 18 - Charente 50, rue Porte de Paris, 30 52 48 71 - La Défense, C. Dal 4 Tanguy, Niveau 2, 47 73 53 22 (Région les 2 dimensions) - Mantes-la-Jolie, RM 7, 83 48 50 72 - Montigny Les C. - RM 14 - 1721, bd Diderot, 34 50 73 15 - Montigny - 781 20 (La Ville du Bois), 69 80 70 57 - Orpèl - RM 13, 39 75 43 14 - Puy-de-Dôme 4/80 - 295, av. Aristide Briand, 48 50 02 07 - St Quentin en Yvelines, C. Dal 4, rue Colbert, 30 57 15 34 (Région les 2 dimensions) - Versailles - 6, rue au Pain (Place du Marché), 39 81 50 01.
Les suggestions sont ouvertes les 2 semaines.

مکان العمل

SOCIÉTÉ

SOLIDARITÉ

Campagnes en faveur des exclus

Le Secours catholique organise, dimanche 21 novembre, une journée nationale de sensibilisation et de mobilisation sur l'exclusion. Son slogan est « Le monde aura besoin de tout le monde » - traduit le désir de se démarquer d'un présent aux chiffres froids : « Cinq millions d'exclus en France, 53 millions dans l'Union européenne et 800 millions dans le monde entier. » Dénonçant « l'effacement du lien social, la disparition du sens du bien commun », les responsables du Secours catholique rappellent l'analyse des évêques de la Commission sociale de l'Épiscopat sur le chômage, qui est « le fruit d'une primauté de l'économie sur l'homme, alors que l'économie devrait être mise au service de l'homme ».

Le samedi 27 novembre, la Fédération des Banques alimentaires organise, dans toute la France, une gigantesque collecte de denrées alimentaires non périssables. Des bénévoles se tiendront, ce jour-là, devant les supermarchés, certaines mairies et des écoles, pour recueillir pâtes, riz, boîtes de conserve, huile, lait en poudre et même aliments pour bébés.

Enfin, Médecins du monde (MDM) vient de lancer une campagne nationale contre l'exclusion des soins médicaux des personnes les plus défavorisées. Sept ans après la création de sa première structure médicale, destinée aux exclus, MDM indique que « la situation s'aggrave », les patients fréquentant ses 26 centres de soins réparties en France étant « de plus en plus nombreux, et de plus en plus jeunes » (plus de 30 % d'entre eux ont moins de vingt-cinq ans). Les pathologies lourdes comme la tuberculose, le diabète, le sida et le cancer, sont en nette augmentation, ajoute MDM. Après une campagne nationale d'affichage et des messages radio du 20 au 24 novembre, la presse écrite quotidienne et hebdomadaire relatera l'événement.

NOMINATIONS

Jean-Pierre Beysson et André Lebeau deviennent président et directeur général de Météo-France

Jean-Pierre Beysson et André Lebeau ont été nommés respectivement président du conseil d'administration et directeur général de Météo-France, lors du conseil des ministres du mercredi 17 novembre, sur proposition de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme.

Ces nominations font suite au changement de statut des services de la Météorologie nationale, intervenu en juin dernier (Le Monde du 18 juin). Intégrés jusqu'alors au ministère de l'équipement, ils sont désormais devenus un établissement public à caractère administratif (EPIC) sous le nom de Météo-France.

André Lebeau, qui dirigeait les services de la météorologie depuis 1986, poursuit donc sa mission au sein de Météo-France, tandis que Jean-Pierre Beysson trouve un point de chute après sa démission du cabinet de M. Bosson à la suite du conflit d'Air-France.

(Né le 11 janvier 1943 à Casablanca (Maroc), Jean-Pierre Beysson, qui a démissionné début novembre de ses fonctions de directeur de cabinet de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, est un ancien élève de l'École nationale d'administration. Il est conseiller technique du cabinet de Pierre Méhaignerie lorsque ce dernier est ministre de l'Agriculture en 1977, puis directeur de l'Office interprofessionnel

L'Académie des sciences accueille deux nouveaux membres. - L'Académie des sciences a élu deux nouveaux membres, au cours de sa séance du 15 novembre, dans ses sections « physique » et « applications des mathématiques ». Le physicien Serge Haroche, quarante-neuf ans, ancien élève de l'École normale supérieure (ENS) de Paris et professeur à l'Université Paris VI, est un spécialiste de physique atomique. Il est notamment le fondateur du concept de l'atome « habillé », qui permet de prendre en compte le couplage de l'atome avec un champ intense de radiofréquence. Le mathématicien Yves Meyer, cinquante-quatre ans, ancien élève de l'ENS et professeur à l'Université Paris-IX, est actuellement détaché à l'Institut universitaire de France. Il est spécialiste des ondeslettes et de leurs applications aux algorithmes.

ÉDUCATION

Les conditions de la rentrée

Étudiants et lycéens se sont peu mobilisés à Paris, davantage en province

La mobilisation des étudiants et des lycéens a été modeste, jeudi 18 novembre, à Paris. Alors que les forces de l'ordre avaient pris position autour du ministère de l'Éducation nationale et de la recherche, et empêchaient tout accès rue Descartes, dans le cinquième arrondissement, un groupe d'une centaine d'étudiants s'est installé, dès 10 h 30, place du Panthéon.

L'organisation de ce sit-in avait été décidée par les syndicats UNEF (proche des communistes) et UNEF-ID (proche des socialistes), à l'issue de leur journée d'action du lundi 15 novembre contre le budget de l'éducation nationale (Le Monde du 17 novembre).

Vers 15 heures, une délégation avec, à sa tête, les présidents des deux UNEF a été reçue par deux des conseillers du ministre de l'Éducation nationale.

supérieur et de la recherche, François Fillon. Les représentants des étudiants ont rappelé qu'ils réclamaient des crédits d'urgence pour que la rentrée universitaire ait lieu « dans des conditions convenables », ainsi qu'une loi de programmation budgétaire pour l'enseignement supérieur.

« Tous unis pour notre avenir »

A l'issue de la manifestation du lundi 15 novembre, le ministère avait annoncé que des mesures devraient être prises en faveur des établissements ayant des difficultés à assurer la rentrée. Les étudiants ont ensuite rejoint les quelques centaines de lycéens qui s'étaient rassemblés place Saint-Michel. Une partie des manifestants a rejoint, dans l'après-midi, la manifestation

des salariés de la fonction publique. En province, notamment dans le Sud et le Sud-Ouest, ce sont surtout les lycéens qui s'étaient mobilisés, organisant sit-in et défilés. Deux mille à trois mille lycéens, auxquels s'étaient joints environ un millier d'étudiants, ont manifesté à Toulouse (Haute-Garonne) derrière une banderole : « Étudiants, lycéens, travailleurs, tous unis pour notre avenir ». 1 500 ont défilé et bloqué la circulation à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Enfin, à Rennes (Ille-et-Vilaine), un millier d'élèves des lycées professionnels de Rennes, Redon, Dinard et Saint-Malo ont manifesté pour réclamer une meilleure organisation de leurs stages en entreprise.

M. A.

DÉFENSE

Le général Morillon est chargé d'une mission sur les actions « onusiennes » de la France

Le général de corps d'armée Philippe Morillon, qui a commandé les « casques bleus » de Bosnie, a été chargé par le ministre de la Défense, François Léotard, de « proposer des réformes dans l'organisation du ministère de l'État-major des armées et la préparation des forces » pour faire face aux actions du type de celles qui sont menées en Somalie, au Cambodge et en Yougoslavie. C'est ce qu'a annoncé, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 17 novembre, le ministre des Relations avec l'Assemblée nationale, Pascal Clément (nos dernières éditions du 18 novembre).

Le 13 juillet, une annonce similaire avait été faite par le conseil des ministres, pour expliquer la nouvelle mission du général Morillon, alors nommé conseiller du gouvernement pour la défense (Le Monde des 10 et 15 juillet). Entre-temps, le général Morillon a écrit et fait publier un livre, intitulé Croire et oser, qui relate son expérience à la tête de l'ONU en Bosnie (Le Monde daté 14-15 novembre).

M. Clément a rendu compte de la communication de M. Léotard sur la participation des forces françaises aux opérations de l'ONU au Cambodge et en Somalie, d'où les « casques bleus » venus de France sont en train de se retirer, conformément aux ordres du gouvernement. Ce qui représente un contingent global de quelque 2 400 hommes.

M. Clément a indiqué que François Trucy, sénateur (centriste) du Var et maire de Toulon, était chargé d'étudier les problèmes posés par le financement des actions conduites au sein de l'ONU (Le Monde du 10 juillet).

EN BREF

JUSTICE : L'Union syndicale des magistrats demande la création de tribunaux de l'application des peines. - Dans un communiqué, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) prend acte avec « satisfaction » de l'instauration, par le Sénat, d'une commission de recours composée de magistrats pour les condamnés à la « perpétuité réelle ». Soulignant « les conditions très insuffisantes » dans lesquelles sont actuellement prises les décisions de libération conditionnelle « en raison du manque d'informations sérieuses sur l'état mental et la dangerosité éventuelle du condamné », l'USM demande la création de « véritables tribunaux de l'application des peines chargés de se prononcer sur toute remise en liberté par jugement susceptible d'appel, au terme d'un débat contradictoire qui permettrait également aux parties civiles de s'exprimer ». Selon l'USM, ces tribunaux, qui supposent un effort budgétaire, « permettraient de concilier les principes fondamentaux du droit français - au nombre desquels figure la personnalisation des peines - avec les exigences de la sécurité publique ».

ESPACE : lancement du premier satellite russe privé. - Le groupe russe Informkosmos a supervisé, jeudi 18 novembre, le lancement et la mise en orbite géostationnaire du premier satellite russe privé de communications, destiné à la région Asie-Pacifique. Ce lancement a été fait dans le cadre d'un contrat avec la société internationale Rimsat. Cité par l'agence Interfax, le directeur d'Informkosmos, Igor Tsirlin, a indiqué que Rimsat comptait exploiter tous les canaux du satellite pendant trois ans, pour un coût d'opération (2 millions de dollars (près de 70 millions de francs)). - (AFP)

REPÈRES

FAITS DIVERS

Onze collégiens britanniques tués dans un accident de la route

Une violente collision entre un minibus, qui transportait des enfants âgés de douze à quatorze ans revenant d'un concert, et un véhicule d'entretien arrêté sur l'autoroute du Warwickshire (centre de l'Angleterre), a provoqué, dans la nuit du 17 au 18 novembre, la mort de douze personnes : onze enfants et le professeur de musique d'une école catholique de Hagley qui les accompagnait. Les circonstances de cet accident, dans lequel trois autres enfants ont été gravement blessés, n'ont pas encore été établies.

POLICE

Plusieurs personnes interpellées dans les milieux indépendantistes kurdes seront expulsées

Plusieurs personnes interpellées lors de l'opération de police dirigée contre les milieux indépendantistes kurdes de Turquie, jeudi 18 novembre, sont en situation irrégulière et feront l'objet d'une expulsion, a indiqué dans la soirée de jeudi, le ministère de l'Intérieur. Cette opération de grande envergure, qui a abouti à 111 interpellations, a notamment permis, selon le communiqué du ministère, de mettre la main sur des matériels « pouvant servir à composer des engins incendiaires et des instruments destinés à falsifier des documents administratifs ». Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et « les associations qui lui servent de relais, même depuis plusieurs années, dans toute l'Europe et singulièrement en France, de nombreuses actions violentes. Des assassinats ont été commis. Des Français ont été pris en otage ». Le PKK financerait aussi des « filières d'immigration clandestines ».

Le communiqué rappelle que, si le gouvernement « entend respecter sans aucune restriction la tradition d'asile qui est celle de notre pays », il n'acceptera pas que des étrangers se livrent en France à des actions contraires au droit, ou de nature à nuire aux intérêts de la France et à la sécurité des Français. Le ministère des Affaires étrangères a apporté son soutien à l'opération policière et rappelé qu'il avait, à plusieurs reprises, « condamné les actes de terrorisme du PKK ».

RELIGIONS

La leçon de Bruno Etienne à l'Institut de théologie musulmane de Paris

Universitaire, spécialiste de l'Islam, professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-Marseille, Bruno Etienne a prononcé, mercredi 17 novembre, la leçon inaugurale de l'Institut de théologie musulmane (quarante inscrits), créé par la Mosquée de Paris et inauguré, le 4 octobre dernier, par M. Pasqua. Affirmant que « l'Islam dissimule des sous-sois de l'HLM est indigne de la France », M. Etienne a appelé la communauté musulmane à surmonter ses divisions et à hâter son processus d'organisation selon deux formes : « Une gestion associative de l'environnement nécessaire à l'exercice du culte et une gestion consistoriale du culte qui ne peut dépendre que de la légitimité des clercs. » Il a notamment cité en exemple la formule de la Fédération protestante de France qui s'est placée en interlocuteur unique grâce à un regroupement de toutes les Églises, œuvres et mouvements protestants.

Face au 15, pl. du Havre 43-87 34-64 tous les jours

GRANDS FORTS

Rafal

PROJECTION PRIVÉE

ENTREE LIBRE

Leader mondial du Laserdisc, Pioneer a le plaisir de vous inviter au 1er **Show Vidéolaser**. Au programme, la projection en son numérique et Dolby Surround d'extraits de **Basic Instinct**, **Batman**, **Le Grand Bleu**...

Essayez la plus performante des gammes audio-vidéo et découvrez la perfection de l'image et du son laser. **Sortez de l'ordinaire : entrez dans le Show Vidéolaser Pioneer.**

PIONEER
The Art of Entertainment
PIONEER SETTON S.A.

PARKING C.C. PARLY 2
AV CHARLES DE GAULLE - LE CHESNAY
DU 11 AU 20 NOVEMBRE

دكان من الدخان

ILE-DE-FRANCE

Mobilisation en faveur des sans-abri

Un SAMU social sera créé à Paris

Jean-Claude Aurousseau, préfet de l'Île-de-France, et Jacques Chirac, maire de Paris, ont rendu public, jeudi 18 novembre, à l'Hôtel de Ville, le programme de secours aux sans-abri mis en place dans la capitale pour l'hiver. Les représentants des principales associations caritatives participaient à cette conférence de presse.

Avec plus d'un mois d'avance sur l'hiver du calendrier, le gel vient de mordre la capitale et ses milieux de sans-abri. Le préfet de l'Île-de-France et le maire de Paris ont annoncé une série de mesures pour les aider à faire face à leurs difficultés, notamment en matière de santé. Combien sont-ils ? Personne n'est en mesure de faire leur recensement mais Jacques Chirac a avancé trois chiffres pour l'ensemble de la région parisienne. Selon lui, il y aurait environ dix mille personnes « qu'autrefois on aurait qualifiées de clochards. A ces sans domicile fixe, il faudrait ajouter quinze mille marginaux et trente mille « personnes dans la débâcle », victimes de la récession, n'ont souvent ni emploi ni hébergement convenable. Cette situation, d'une ampleur sans équivalent depuis l'immédiat après-guerre, menace d'être aggravée par un hiver qui s'annonce précoce et rigoureux. Aussi assiste-t-on à une véritable mobilisation des pouvoirs publics et des associations. Côte à côte, le préfet de la région francilienne et

le maire de la capitale en ont détaillé les principales dispositions.

Tenu par le Secours catholique avec l'aide de personnels municipaux, un SVP téléphonique (05-02-24-24) a commencé à fonctionner le 15 novembre et restera en service jusqu'en 15 avril 1994. Ouvert jour et nuit et sept jours par semaine, il informe ceux qui l'appellent sur les différentes formes d'aides mises à la disposition des sans-abri et oriente ceux-ci vers les lieux d'accueil.

Environ 10 millions de francs

A compter du 15 décembre prochain, un nouveau système de secours, réclamé avec insistance par les élus socialistes au Conseil de Paris et tout à fait original, devrait être créé. Il s'agit d'un SAMU social imaginé par le docteur Xavier Emmanuelli, cofondateur de Médecins sans frontières, et actuellement responsable médical de la maison de Nanterre. L'objectif est d'aller au-devant des personnes en extrême détresse, incapables de se rendre elles-mêmes dans les hôpitaux ou les foyers de nuit. La plupart sont traditionnellement ramassées dans la rue et amenées à Nanterre soit par des bus de la RATP, soit par le car de la brigade d'assistance aux personnes sans abri (BAPSA) dépendant de la préfecture de police. Ces véhicules continueront leurs tournées, mais ils prendront désormais à leur bord une infirmière.

Cependant, un certain nombre

de marginaux ou d'exclus - étrangers en situation irrégulière, malades mentaux, toxicomanes - se méfient des gens en uniforme, et notamment de ceux qu'ils appellent « les bleus ». Une flottille de voitures légères et banalisées, partant de Nanterre avec une infirmière et un travailleur social, vont les chercher sur simple appel des pompiers, de la police ou d'une association. Ces sans-abri généralement en très mauvais état de santé seront alors conduits, s'ils l'acceptent, soit en service d'urgence d'un hôpital ordinaire, soit le plus souvent à l'infirmerie de la maison de Nanterre, soit dans un centre d'accueil. Le docteur Emmanuelli évalue à une dizaine de millions de francs le coût d'un tel SAMU social (personnel, véhicules, modernisation de l'infirmerie). Jacques Chirac se assure de l'appui de la Ville. Pour le fonctionnement (2 à 3 millions de francs par an), le parrainage d'entreprises, comme la Caisse des dépôts et la Lyonnaise des eaux a été sollicité.

Pour les SDF en état de se déplacer, les pouvoirs publics et les associations ont créé cet hiver un nombre de lits exceptionnellement élevé. Au quatre mille places habituelles, on en a ajouté deux mille trois cent quarante, réparties en vingt-huit points différents de la capitale. Le bureau d'aide sociale de la Ville, le Secours catholique, Emmaüs, la MJC de Paris, les associations protestantes et israélites, l'Armée du salut ont déniché partout de nouveaux locaux. Certains établisse-

ments privés comme l'hôpital des Diaconesses et même la mosquée de Paris offriront des lits de secours si nécessaire. Et comme d'habitude, la RATP ouvrira la station Saint-Martin qui peut abriter cent personnes. Les bordoirs des centres d'hébergement municipaux ont été assouplis pour faciliter la vie de ceux qui s'y rendront. Ils ouvriront plus tôt l'après-midi et fermeront plus tard le matin. Enfin, deux établissements (René-Coty et Nicolas-Flamel), ainsi que les dix-neuf bains municipaux, offriront gratuitement à tous ceux qui s'y présenteront pendant la journée une douche avec une trousse de toilette et une serviette.

Dernier projet mais non le moindre, bien qu'il soit encore en filigrane, l'Etat et la Ville veulent aider l'Armée du salut (à raison de 38 millions de francs chacun) à acheter l'hôtel Europark, un trois-étages de tourisme situé à la porte des Lilas (vingtième arrondissement) et actuellement en liquidation judiciaire. L'objectif, si le projet vient à son terme, serait aménagé de manière à recevoir cinq cents allocataires du RMI en voie d'insertion. Il deviendrait également le siège social de l'Armée du salut. En tout cas, il libérerait un certain nombre de places qui seraient ainsi disponibles dans les centres d'accueil pour les SDF en situation d'urgence. Grâce à cet ensemble de mesures sans précédent, la capitale sera peut-être cet hiver un peu moins dure pour les exclus.

MARC AMBROISE-RENDU

Une patinoire aux Tuileries

Jardin de glace

L'idée d'implanter une patinoire dans Paris, au cœur des jardins des Tuileries, à proximité du Louvre et des berges de la Seine a séduit plusieurs générations d'amateurs. Une patinoire en plein air, au milieu des arbres, en pie presque conforme du large parterre glacé de Central Park, où se croise tout ce que New-York compte d'amoureux de la glace. L'audacieux projet, réalisé par l'établissement public du Grand Louvre pendant les mois d'hiver, a été une réussite.

Posée sur l'esplanade des Feuillants, la patinoire démontable des Tuileries a pris possession des lieux avec élégance et discrétion. Ses premiers patineurs ont glissé le 22 janvier. En deux mois et demi de fonctionnement, elle a accueilli plus de 20 000 personnes. Un succès populaire qui doit beaucoup plus au bouche à oreille qu'à une promotion tapageuse.

« Ni gênante ni polluante »

Cet hiver, l'établissement public du Grand Louvre a souhaité offrir à ce jardin de glace temporaire un horizon plus vaste. La patinoire, entièrement démontable, occupera une surface de 600 m², soit 200 m² de plus que la précédente. Elle ouvrira ses portes le 9 décembre, pour les fermer aux premiers beaux jours, sans doute à la mi-mars. Le matin, les élèves des écoles de l'arrondissement chausseront les patins, sous l'autorité experte d'un moniteur de la Fédération française des sports de glace. L'après-midi, l'accès sera libre pour le public.

Le succès du début de l'année a donné des idées aux promoteurs de l'opération. « La fréquentation a été plus forte qu'il ne semblait », dit-il des semaines. Le dimanche, elle était telle que

cela devenait parfois gênant », raconte Patrick Weiser, responsable des services administratifs et financiers du Grand Louvre. L'établissement public se met à rêver d'une patinoire où les pratiquants occasionnels partageraient harmonieusement les heures de glisse avec une clientèle plus sportive. « Nous pourrions même créer un club », poursuit Patrick Weiser. Nous sommes très attachés à l'action pédagogique de ce projet. Certains gamins qui n'avaient jamais vu la glace ont acquis les notions de base du patinage. Nous aimerions pérenniser cette réalisation pour donner l'habitude aux Parisiens de venir patiner aux Tuileries ».

L'an passé, à l'occasion d'un gel de patinage artistique, Surya Bonaly avait ravi de ses pirouettes le public massé sous les arbres séculaires des Tuileries. Cet hiver, il n'est pas exclu que quelques-unes des meilleures « lames » viennent à leur tour évoluer sur la glace des jardins.

A l'avenir, la patinoire pourrait se poser sur le bord des Gargues, tout près de l'entrée étendue place de la Concorde, un site jugé plus esthétique. Sous Napoléon III, le sport avait été investi l'endroit, le carré étant alors le théâtre de furieuses parties de croquet. Dans un tel cadre, la glace aurait alors droit à une patinoire bien à elle, servie par des lignes et une structure conçues par l'un des architectes du Grand Louvre. Elle partagerait les lieux avec le Poney-Club des Tuileries, une autre initiative récente de l'établissement public. « A l'origine, nous voulions créer une animation qui s'intégrait dans le jardin, en respectant parfaitement l'harmonie et qui ne soit ni polluante ni gênante pour les riverains », avoue Patrick Weiser.

ALAIN MERCIER

Pour gérer 130 000 objets trouvés par an à Paris

Les « Morillons » se modernisent

La vénérable institution des « objets trouvés » de la capitale rejoint l'ère informatique à révolutionner ses fichiers, et un numéro de téléphone a été mis à la disposition du public pour permettre de vérifier rapidement si l'objet perdu figure parmi les 130 000 articles déposés chaque année rue des Morillons.

Des boîtes de parapluies moisissés un jour d'automne, des bicyclettes essouffées, des bouquins de classe, pouspées et nours abandonnés, un surf échoué, des crucifix martyrisés, un ventilateur encastré, une guitare qui détonne, des déguisements en carafe, des clés trouvées aux Champs, des portefeuilles pleins aux as, un Minitel sans adresse... L'entrepôt des « objets trouvés » de la rue des Morillons, dans le quatorzième arrondissement de Paris, ressemble un peu à une caverne d'Ali Baba à l'inventaire très riche. « Nos magasins sont pleins », s'exclame Eric Maire, chef du bureau de la direction de la circulation, des transports et du commerce de la Préfecture de police. C'est la preuve que le système n'est pas mort. 130 000 objets viennent s'entasser chaque année dans l'antre de la rue des Morillons. Un tiers de ceux qui seront identifiés seront restitués à leur propriétaire. Pour faire face à cette irréductible dis-

traction, l'honorable institution des « objets trouvés » a entrepris une mutation informatique, qui lui permet déjà d'améliorer le service rendu au public.

Comme par le passé, l'objet récupéré sur la voie publique par des particuliers, des services de police, des chauffeurs de taxi ou des agents de la RATP est remis aux services préfectoraux dans les vingt-quatre heures. Une ordonnance de 1969 fait de ce dépôt une obligation. Il est toujours question, selon une terminologie administrative immuable, de « trouvaille », de « perdant », d'« inventeur ». Si un élément permet d'identifier l'objet, son propriétaire est automatiquement prévenu par courrier.

Hasard et mystère

Mais aujourd'hui, les caractéristiques de l'OTNI sont directement entrées dans le système informatique de la préfecture. L'heure et le lieu de la « trouvaille », ainsi que sa description objective sont mentionnées, tout comme les coordonnées de l'« inventeur ». Si un élément permet d'identifier l'objet, son propriétaire est automatiquement prévenu par courrier.

« Ce système a l'avantage de confondre toute personne qui voudrait récupérer un objet qu'elle n'aurait pas perdu », souligne M. Maire. Les jours de pluie, les parapluies sont très prisés. Mais

surtout, il autorise des recherches beaucoup plus rapides. Auparavant, reconnaît-il, la récupération relevait un peu du hasard, et le hall impersonnel des Morillons résonnait parfois de scènes d'hystérie.

Depuis que l'ordinateur a remplacé le « cabriolet » (ancien fichier papier), la préfecture a pu réduire de moitié le nombre des guichets à temps plein. Les cinq préposés n'ont aucun mal à faire face à l'afflux des « perdants » (150 personnes par jour en moyenne). Un simple appel téléphonique permet de vérifier, pour un objet identifiable, s'il a été retrouvé et de le venir au guichet qu'il coup sûr.

Parallèlement, l'administration a modernisé son système de gestion des stocks. « Au début du XIX^e siècle, lors de la création des « objets trouvés », dit M. Maire, les biens matériels étaient d'une grande rareté, et leur perte très préjudiciable. Aujourd'hui, de nombreux objets perdus ont une valeur marchande négligeable, ce qui explique la baisse des récupérations. » Une partie des objets se sera jamais repris, et les services de la préfecture ont entrepris de réduire les délais avant leur destruction.

La durée de conservation dépend de la valeur supposée de l'objet : de deux mois pour les clés et les vêtements, au fameux un an et un jour pour les biens

« précieux » (montres, bijoux et numéraire). Autre évolution : en 1992, la valeur minimale, pour qu'un objet précieux expertisé soit taxé lors de sa restitution, a été réactualisée. Elle est passée de 500 à 5 000 francs, en partie « pour réduire la comptabilité ». Les « objets trouvés » emploient cinquante personnes pour un budget de fonctionnement d'environ 10 millions de francs par an. Les recettes, provenant des frais de garde (25 francs par objet, et taxe de 3 % de leur valeur sur les objets précieux) s'élevaient à 807 500 francs en 1992. « Nous ne serons pas les prochains privilégiés », ironise M. Maire. Le service est financé à part égale par la Ville de Paris et les trois départements de la première couronne. L'Etat, via l'administration des Domaines, chargée de revendre à échéance les objets non récupérés par le perdant ou l'inventeur (1), est en fait le principal bénéficiaire du service. Sans oublier bien sûr le citoyen, qui y trouvera toujours un remède à son étourderie.

HERVÉ MORIN

(1) Passé le délai d'un an et d'un jour, l'« inventeur » devient responsable de l'objet. Il peut le vendre, le donner, le détruire. Pendant cette période, le « perdant » conserve la possibilité de le récupérer.

« Objets trouvés », 32, rue des Morillons, 75 016 Paris. Ouvert du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 heures. Jusqu'à 20 heures les mardi et jeudi. Tél. : 45-31-88-11.

Par une série de mesures immédiatement applicables

La RATP améliore la sécurité de ses agents

A l'issue d'une rencontre, mercredi 17 novembre, entre le PDG de la RATP, Francis Lorentz, et les organisations syndicales, Régie a annoncé une série de mesures, immédiatement applicables, de nature à améliorer la sécurité dans le métro et les autobus (le Monde du 17 novembre). D'une manière générale la coopération entre les forces de sécurité de la RATP et la police nationale sera renforcée, avec la création, notamment, d'un PC commun.

Les principales mesures sont les suivantes :

- 110 agents supplémentaires seront affectés aux services de sécurité et 3 nouvelles unités de surveillance, notamment pour les autobus dans les gares de banlieue, seront créées. Le programme d'équipement des bus en postes de conduite anti-agression sera accéléré pour s'achever fin 1995. Tous les bus seront munis d'un nouveau système de radiotéléphonie d'ici la fin de l'année.

- Trois nouvelles lignes de métro seront dotées du service en

statin, dit « NS2 », avec la mise en place d'agents mobiles et de moyens de télésurveillance.

- Présentation au début de l'année prochaine d'un programme de lutte contre la fraude.

La RATP va d'autre part améliorer ce qu'elle appelle « les mesures d'accompagnement exprimant la solidarité de l'entreprise avec les agents victimes d'agressions ». La formation des agents d'exploitation à l'analyse des « risques et à la maîtrise des situations conflictuelles » sera, elle aussi, accélérée.

An total, la Régie investira 160 millions de francs l'an prochain pour améliorer la sécurité et protéger son réseau. Dans trois mois le directeur fera le point avec les organisations syndicales sur l'évaluation des mesures annoncées. Enfin Francis Lorentz a décidé un moratoire de trois mois concernant les sanctions prises après des arrêts de travail spontanés et qui étaient à l'origine des grèves partielles de ces dernières semaines.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

- CHASSE A L'HOMME. Film américain de John Woo, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6^e (42-35-10-30) ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-88-75-55) ; George-V, 9^e (45-82-41-48) ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 5^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (38-88-75-55) ; Miramar, 14^e (38-85-70-41) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wapler, 18^e (38-88-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-98) ; 36-65-71-44).
- CHASSE GARDÉE. Film français de Jean-Claude Brihat : Relief Médias II (en Logis II), 5^e (43-54-42-34).
- LE FIL DE L'HORIZON. Film portugais de Fernando Lopes, v.o. : 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83).
- LIBERA ME. Film français d'Alain Cavalier : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-35) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-28) ; UGC Blomet, 8^e (45-82-20-40) ; 36-65-70-81) ; La Bastille, 11^e (43-57-50-81) ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (38-88-75-55) ; Miramar, 14^e (38-85-70-41) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wapler, 18^e (38-88-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-98) ; 36-65-71-44).
- LA PLACE D'UN AUTRE. Film français de René Féret : Gaumont Hauffe, 6^e (36-68-75-55).
- TWIST. Film canadien de Ron Mann, v.o. : Relief Médias II (en Logis II), 5^e (43-54-42-34).
- ZOMBIE AND THE GHOST TRAIN. Film finlandais de Mika Kaurismäki, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-68-75-55) ; Utopia, 5^e (43-28-84-85) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (38-88-75-55).
- 65-70-14) : Saint-Lazare-Pesquis, 8^e (43-87-35-43) ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (38-88-75-55) ; Gaumont Aléa, 14^e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wapler, 18^e (38-88-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-98) ; 36-65-71-44).

REPÈRES

VAL-DE-MARNE

Hommages à Henri Mondor

Pour rendre hommage à Henri Mondor, le Centre hospitalo-universitaire de Créteil qui porte son nom lui consacre jusqu'au 15 décembre un ensemble de manifestations. C'est la première fois qu'un grand hôpital de l'Assistance publique accueille « une action publique de culture scientifique et artistique » avec des expositions (« Henri Mondor » ; « Les épidémies : de la rage au sida » ; « Les peintres de la médecine »...), de nombreuses conférences et des tables rondes publiques (« Céline et Mondor » ; « De Pasteur au sida... »). Il faut y ajouter des projections de vidéos (cinq films ont été réalisés spécialement), des concerts, des

représentations poétiques (Malherbe, Claudel...) et théâtrales, avec des extraits de Pasteur de Sacha Guitry, destinées à tous les publics et notamment aux malades. Cette manifestation pluridisciplinaire devrait tourner sur toute la France l'année prochaine.

RESTAURATION

Vivre et couvert pour les étudiants

Les élèves du collège Utrillo, les potaches du lycée Rabalais, les 12 000 étudiants de l'antenne de la Sorbonne à exilée porte de Clignancourt dans le dix-huitième arrondissement vont enfin pouvoir déjeuner à leur aise. Le Centre régional des œuvres universitaires (CROUS) de Paris a fait réaménager com-

plètement la vieille cantine du lycée Rabalais pour accueillir tous ces demi-pensionnaires. Le conseil régional y a consacré 200 millions de francs. Conséquence, le vétérate et soixante-huitaire « resto-U » de Clignancourt a fermé en novembre et sera bientôt démoli. Sur le terrain appartenant à la ville on va édifier, avec l'aide du conseil régional, du conseil de Paris et du ministère de l'éducation nationale, une résidence universitaire. Trois immeubles, offrant 380 studios, et une cafétéria, le tout signé par Architecture-Studio et protégé du périphérique par un mur entribuit, pour un coût estimé à 250 millions de francs. Ouverture à la rentrée 1995. Il y avait deux décennies qu'on n'avait pas construit dans Paris intra-muros des logements pour étudiants.

MUSIQUES

Chants égyptiens et syriens au Théâtre de la Ville

Mort et transfiguration de la musique arabe

DES RACINES ROMPUES. - Il s'en est fallu de peu pour que l'esprit, le répertoire, les modes d'interprétation des musiques arabes classiques ne disparaissent dans le grand courant moderniste des années 30. Le mot d'ordre est alors d'universaliser les cultures. Les laïques viennent, en terre égyptienne, de maîtres formés dans les conservatoires occidentaux.

UNE RÉSURRECTION. - Pourtant, des firmes discographiques avaient, dès le début du siècle, fixé le goût de vétérans et perpétué les façons de faire de la grande tradition, celle de la fin du dix-neuvième siècle. De jeunes interprètes-musicologues entreprennent aujourd'hui un travail de recherche et de résurrection.

Le 28 mars 1932 s'ouvrait, au Caire, le premier Congrès de musique arabe. Convoqué par le roi Fouad I^{er} d'Égypte, imaginé par un musicologue français, le baron Rodolphe d'Erlanger, le Congrès du Caire ouvrait un tournant fondamental dans l'histoire de la musique classique arabe, alors aux prises avec un passé brillant (la renaissance culturelle, la Nahda, de la fin du XIX^e siècle) et le sentiment de sa décadence. « Assouplissement, corruption, inculture » : orientalistes, puis Orientaux, se plaignent de l'affaiblissement du répertoire et des styles, souvent imputés aux lourdeurs de l'Empire ottoman. Ils appellent de leurs vœux un modernisme inspiré de la musique occidentale, déjà largement diffusée au Caire. La ville possède un Opéra et plusieurs écoles de musique. Les maîtres ont été formés dans les meilleurs conservatoires européens. Accom-

pagnant l'émergence des mouvements nationalistes pan-arabes, musiciens et musicologues cherchent à créer un mode, ou *magham*, unique pour tous les pays de la zone (l'équivalent, en tant que principe unificateur, de la gamme occidentale).

Les traditions de ces pays diffèrent pourtant profondément. Le *magham* permettrait de jouer une musique identique de Damas à Marrakech, de Tunis au Caire. Possédant le jeu plus loin, certains théoriciens, tel le Libanais Wadia Sabra, proposent de mettre au point une échelle tonale universelle, utilisée à la fois par l'Orient et l'Occident. Aux musiciens prestigieux venus de Syrie, d'Algérie, d'Égypte, du Liban ou de Tunisie, se mêlent des Européens de renom : Paul Hindemith, Bela Bartok, Alois Haba... Les discussions furent vives, éportées et passionnantes. Pourtant, le Congrès du Caire fut un échec.

un rôle fondamental, puisque hormis les traits musicaux, qui exposent les éléments d'orthographe, les systèmes rythmiques, la musique arabe n'est généralement pas écrite, explique la chanteuse, qui a gardé de ses origines barbares une technique vocale épurée, dans des tessitures aiguës. Pour leur concert au Théâtre de la Ville, Aïcha Redouane et l'ensemble Al Adwar (*kanoun*, luth, violon, *riqa*) ont choisi d'interpréter Abdu Hamuli et Mohamed Uthman, des compositeurs disparus en 1900 et 1901. Les poèmes sont puisés dans la tradition arabo-andalouse.

La salle parisienne a choisi d'inviter, quelques jours plus tard, le chanteur syrien Hamza Chakour, chef de la confrérie *mawlawi* de Damas, pour un récital de chants et de musique soufis. Lecteur de Coran et récitant de confrérie mystique, il est, à Damas, un des plus grands interprètes du chant sacré soufi. Il est accompagné par Al Kindi, un trio (le Français Julien Weiss à la cithare *kanoun*, le Tunisien Mohamed Sada au *ney*, Adel Shams Eddine, virtuose égyptien du *riqa*, le tambourin) habitué des concerts croisés avec des musiciens venus d'horizons divers, tel le chanteur de maouf tunisien, Loufi Bouchnak.

La singulière aventure d'Al Kindi est d'abord celle d'un homme, Julien Weiss, guitariste classique, ex-étudiant à l'école normale de musique, qui, au début des années 70, découvre le *kanoun*, la cithare arabe dont il devient un virtuose reconnu par ses pairs. Après un long périple à travers la culture musicale arabe, qu'il étudie au Caire, puis en Tunisie, en Turquie, en Syrie et en Irak, il fonde Al Kindi en 1983. « Il s'agissait de trouver un équilibre parfait entre le vent, le feu, la corde, le *kanoun*. La percussion, le *ney*, mais aussi de tenir compte de la situation actuelle de la musique arabe, par exemple de la rareté des lieux de concerts, de lieux sociologiques vivants, ce qui aboutit à une véritable désertification de la pratique musicale ».

Al Kindi puise son répertoire dans des traditions voisines, mais qui se fréquentent habituellement peu : dans l'arabo-andalou du Maghreb, la tradition syro-égyptienne réactivée par la Nahda, dans les héritages des Abbassides d'Irak, ou dans le répertoire classique de la Turquie. Julien Weiss travaille les durées et les équilibres de la musique qu'il traduit également en partitions écrites. « J'ai entendu des critiques à ce sujet, mais des partitions existent depuis le XIX^e siècle, il était courant de les utiliser dans les années 30. Elles permettent de se comprendre entre voisins. De plus, aujourd'hui, poursuit Julien Weiss, l'idée d'intemporalité qui permettait la transmission par les maîtres ne fonctionne plus. De même, il fallait réinventer la musique instrumentale, dans un univers dominé par l'improvisation du chant. Donner aux musiciens la possibilité de développer de longues improvisations, sans la dictature des grands orchestres, des violons, du son massif ».

Pour mieux assumer sa tâche de promoteur trans-frontalier, Julien Jalal Eddine Weiss a modifié la structure de son *kanoun* (102 cordes au lieu de 78), « pour retrouver les gammes correctes en toute occasion ». De quoi renouer avec l'esprit du Congrès du Caire.

VERONIQUE MORTAGNE
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, métro Châtelet. Concerts de 18 heures : le 19 novembre, Haurie Aïchi, chant des Aurès ; Aïcha Redouane le 20 ; Sheikh Hamza Chakour, le 25. Tél. : 42-74-22-77. Discographie : Aïcha Redouane, Égypte, 1 CD Ocora distribué par Hermania Mundi. Ensemble Al Kindi, Musique classique arabe, 1 CD Audiodisc B6735. Loufi Bouchnak et l'ensemble Al Kindi, 1 CD Al sur Al CD 1/3, distribué par Media 7. Congrès du Caire, 1932. Bibliothèque nationale/Institut du monde arabe, 1 coffret de 2 CD, avec livret APN88/9-10. Chelkh Youssouf et El Mani Alawi, Architecture de la musique arabe, 1 CD Club du disque arabe AAA065.

La Note des salles parisiennes où sont joués les films de la semaine 17 novembre figure page 17. Seul dans notre édition : Rénée-Alger.



Aïcha Redouane

MARC DUCRET, aux Rencontres de jazz de Nevers

Les années 60 sans nostalgie

NEVERS

de notre envoyé spécial

Marc Ducret ne tient pas en place. Sur la scène du Théâtre municipal, il se déhanche, pantin désarticulé, accompagnant par ses mouvements chaque note de guitare. Autour de lui, les neuf musiciens de sa formation, Seven Songs, en paraissent presque trop sages. Une double rythmique, acoustique et électrique, quatre cuivres, un mélange de générations. Ils sourient nus, ravis d'une étonnante séquence consacrée aux Beatles. Dans la mélodie de *Lucy in the Sky with Diamonds* est venue s'insérer une allusion marquée au *Wild Thing* de Jimmy Hendrix.

Le 18 novembre, Marc Ducret présentait, dans le cadre des Rencontres internationales de jazz de Nevers, *News from the Sixties*, Nouvelles des années 60. « Ma musique de cette époque, celle que j'ai entendue gamine à la radio, explique le guitariste, celle que j'ai toujours jouée et qui ne cesse de m'inspirer, d'être à la base de tout mon travail. » Marc Ducret ne succombe à aucune nostalgie. « Reprendre tels quels des airs connus ne m'intéressait vraiment pas. Je n'ai pas non plus voulu en faire un prétexte à improvisations, à la manière des standards pratiqués par le jazz. » Marc Ducret a donc écrit de la musique, beaucoup, d'où émergent des citations rapides, des extraits de morceaux comme *Friday on my Mind*, des Easy Beats, les *Sweeties* de Serge Gainsbourg. Des thèmes sans ordre chronologique, pour rappeler que ces années 60 ont été celles des Beatles, du twist, du rhythm'n blues, du rock psychédélique, du free jazz. Toutes musiques dont Ducret a nourri son apprentissage du jazz puis sa maturité. On l'aura ainsi entendu, avec François Jeaneau, Patrice Caratini, Michel Portal, auprès de Tim Berne ou de Louis Sclavis.

Marc Ducret sait tout jouer, peut tout jouer. *News from the Sixties* se présente comme un grand délire électrique, un grand divertissement. Le soir précédent, sur la même scène, le guitariste était aux côtés de Louis Sclavis, au sein de l'Acoustic Quartet. Un autre univers, également personnel, à peine amplifié, nécessitant dextérité et attention. Ducret y est à son aise : virtuose. Son orchestre actuel, Seven Songs, a maintenant trouvé son équilibre. Les improvisations se fondent dans une masse sonore, en forme de jeu de piste dans laquelle on discerne, petit à petit, en fil conducteur, les recherches des premières formations électriques du trompettiste Miles Davis. Seven Songs avance d'une manière identique, par empilement rythmique sur une voie qui n'a été que rarement empruntée.

SYLVAIN SIGIER

Prochaine concert des rencontres internationales de jazz de Nevers : John Lindberg, Albert Mangeladorff et Eric Watson : Henri Texier. Azur quartet invité : Michel Portal, ce vendredi 19 novembre. François Cornéloup quartet : Slida Hampton : Big band lumière de Laurent Cugny, le 20 novembre. Tél. : 88-59-21-30.

PRIX LITTÉRAIRES. - Le prix du Levant à Rachid Mimouni. - Le prix du Levant, décerné sous l'égide du conseil général du Var et doté d'un montant de 300 000 francs, a été attribué à l'écrivain algérien Rachid Mimouni pour son roman *la Malédiction* (Stock). Menacé de mort par les intégristes musulmans, Rachid Mimouni figurait sur la dernière sélection du prix Médicis. Après de longs palabres, le jury lui avait finalement préféré, lundi 15 novembre, Emmanuel Bernheim pour *La femme* (Gallimard) (le Monde du 17 novembre).

« Pit, explique Habib Yammine, musicologue libanais et joueur de *riqa* (tambourin) au sein de l'ensemble Al Adwar, qui accompagne la chanteuse Aïcha Redouane, ces positions équivalent à l'invention du synthétiseur : totalement réducteur, car une note est une note : il devient impossible de « tourner autour » avec, pour chacun, sa subtilité, sa coloration particulière. » D'une certaine manière, la manifestation sonne le glas du répertoire classique arabe. L'ère du cinéma est ouverte. Suivant l'exemple du grand musicien égyptien Sayed Darwish, surnommé « le Verdi de l'Orient », Mohamed Abdel Wahab et Oum Kalsoum vont, à partir des années 30, bâtir leur carrière à travers le cinéma sur le mélange des genres. Aux formations traditionnelles (luth, cithare *kanoun*, violon et flûte *ney*), s'ajoutent les grands orchestres à cordes, rythmes et moudes s'occidentalisent. Entre-temps, tous les grands maîtres issus de la Nahda sont morts.

Une technique vocale épurée

A partir de 1904, les firmes discographiques naissantes (Odeon, Deutsche Grammophon, La Voix de son maître) s'installent au Caire. Des compagnies locales se créent, telles la Baidaphon (par la famille libanaise Baïda), ou Catrophon, toujours existantes. Elles enregistrent tous les grands chanteurs et musiciens - Soliman Aboo Dahoud, Youssef El Manyalawi, le « chanteur des princes », le joueur de *kanoun* Abd El Hamid El Qudabi, le violoniste Ibrahim Sabaloun - héritiers directs de la Nahda arabe. Il y a une dizaine d'années, Aïcha Redouane, berbère et marocaine, entend par hasard, sur un 78 tours datant du début du siècle, la voix étonnante du Libanais Youssef Taj et celle d'Alia El Atrache, la mère de Farid El Atrache et de Asmah. Puis elle écoute la jeune Oum Kalsoum. « J'ai été alors saisie d'un profond sentiment de vérité. » Pour bâtir son répertoire, Aïcha Redouane va dès lors fouiller chez les collectionneurs cairotes.

« C'est le début d'un mouvement de rénovation où la recherche tient

ARTS

L'inauguration officielle du Grand Louvre

Le président en son musée

Atmosphère de cohabitation renforcée pour l'inauguration officielle, jeudi 18 novembre, de l'aile Richelieu. L'ancien ministre de la culture et son successeur, Jack Lang et Jacques (Toubon), encadrent le président de la République. Dans son sillage on remarque, le maire de Paris, Jacques Chirac, et le président du Sénat, René Monory, Pierre Joxe, président de la Cour des comptes et M^{re} Pompidou, ainsi que les différents acteurs de l'opération : l'établissement public constructeur, avec Emile Basini et Jean Labrat, les architectes, avec Ieoh Ming Pei et Michel Mecary, sans oublier Michel Ladjola, le directeur du musée avec le ban et l'arrière-ban des conservateurs, massés derrière lui.

François Mitterrand dévoila une inscription rappelant que, sous son « règne », fut échavé la vieille demeure poursuivie par tous les régimes : l'agrandissement, toujours repris, du vieux palais. Il entama ensuite une rapide visite des salles, s'accrochant une halte devant la salle noire du code d'Hammourabi - le premier législateur - et dans la cour Khorsabad aux milieux des flans étiés. Dans le département des objets d'art, l'épée du seigneur des rois de France retient un instant l'attention du président qui ralentit le pas en traversant la salle où sont accrochés les douze tapisseries des Chasses de Maximilien.

Nouvelle halte au dernier étage, au milieu de la galerie Médicis peuplée de ses innombrables figures, puis plongée dans les écoles du Nord, sous la houlette du responsable du département des peintures,

Pierre Rosanberg, écharpa rouge déployée. Un dernier coup d'œil dans les cours Marly et Puget dédiées à la sculpture française, et François Mitterrand gagne la sortie des artistes - le parking souterrain - à travers les espaces commerciaux de la cours du Carrousel. Il admire au passage la pyramide inversée, énorme diamant de verre dessiné par Ieoh Ming Pei.

Dans l'après-midi, le premier ministre, Edouard Balladur, parcourait à son tour l'aile Richelieu. Il a déclaré ne garder aucune nostalgie du temps où, ministre des Finances, il occupait les lieux. Il s'est toutefois obstiné à pénétrer dans son ancien bureau, aujourd'hui transformé en buvette.

A l'Elysée, après avoir remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur à Ieoh Ming Pei, le président de la République donnait une réception pour célébrer l'achèvement du projet. « Sur le Louvre d'aujourd'hui, tout a été dit, tout le sera, mais il me semble que la critique cède le pas devant la juste louange », a remarqué M. Mitterrand devant de nombreux hommages à l'ancien secrétaire d'Etat aux grands travaux, Emile Basini et à Jack Lang qui fut en son temps « avoir les doigts d'Harpagon » pour arracher les crédits de la culture aux ministres du budget. Le président en a conclu qu'il fallait « des ministres très résolu » pour la rue de Voltaire et a évoqué les « réserves d'énergie » dans lesquelles Jacques Toubon - qui assistait à la cérémonie - devra puiser pour « parachever ce qui a été entrepris ».

E. de R.

CINÉMA

ZOMBIE AND THE GHOST TRAIN de Mika Kaurismäki

Le jeune homme aux allumettes

Avec sa dégaîne de rocker revenu de tout et son air de Woody Woodpecker fatigué, Antti est un mort-vivant. Son surnom de « Zombie » lui colle à la peau comme son dégoût de vivre, qui l'entraîne vers ce vide qui l'attire, l'envahit et l'engloutit au détour de chaque rue, qu'elle soit de Finlande ou de Turquie.

On le sent dès les premières images, qui saisissent un envol de pigeons sur le port d'Istanbul, on le sait tout au long du film, construit sur un retour en arrière de six mois : personne ne ramènera Zombie à la vie. Ni Marjo, son amie au moment infidèle, ni Harry (Metty Pellonpa, l'acteur fétiche des frères Kaurismäki), chef et chanteur du groupe des Mulefikkers, qui l'accueille d'abord comme « roche », puis en qualité de bassiste. L'alcool et la drogue, instruments d'une révolte qui n'est, en apparence, dirigée que contre lui, le conduiront aux portes du néant, qu'on

vrira pour lui une femme voilée. Les images froides du neuvain long-métrage de Mika Kaurismäki inscrivent le désespoir résigné de Zombie dans un univers proche de celui de la *Fille aux allumettes*, le film qui révéla en France le talent de son frère cadet, Aki. D'une remarquable cohérence de style, ce film devrait permettre à Mika Kaurismäki de sortir enfin de l'ombre dans laquelle le tenaient les succès remportés par son frère.

Ses personnages évoluent de bars glauques en appartements étouffants, de rues silencieuses en concerts assourdissants, sans que jamais rien ne soit pris au tragique. Pas même le lent suicide de Zombie, émaillé de traits d'humour ou de fantastique. Une nuit, à l'hôpital, Zombie reçoit la visite du Train fantôme, ce groupe de rock « qui fait beaucoup de tournées, mais que personne n'a jamais vu », et dont les membres lui remettent de mystérieuses pilules.

PASCAL MERIGEAUD

NOTES

CHASSE À L'HOMME de John Woo

On espérait que l'arrivée de John Woo à Hollywood serait l'occasion de célébrer le mariage du lyrisme propre au cinéma d'action de Hong-kong et de l'efficacité américaine. Hormis de nombreuses scènes d'affrontements, *Chasse à l'homme* ne présente guère d'intérêt. Outre l'intonisation de Woo, *Chasse à l'homme* devait marquer l'élévation du pugiliste belge Jean-Claude Van Damme au rang d'acteur. Le sujet est judicieusement choisi : une variation sur les *Chasses du comte Zaroff*, transposée à La Nouvelle-Orléans, où des messieurs en mal de sensations fortes paient des fortunes pour tirer un gibier humain. Le réalisateur fait de son mieux pour valider sa superstar mais on comprend qu'il ait laissé entendre que le film présenté n'est pas celui qu'il avait en tête, ni même celui qu'il avait tourné, la commission de contrôle américaine ayant exigé des coupes à six reprises.

H. Bé.

LA PLACE D'UN AUTRE de René Féret

Dure journée pour Thomas, jeune comédien de vingt-trois ans : il ébauche une liaison, apprend que celle qui partageait sa vie depuis trois ans a décidé de le quitter et, au volant de sa voiture, renverse un garçon de son âge, qui se trouve plongé dans un coma dépassé. Quelques semaines plus tard, après la mort de son père, Thomas sombre dans la dépression. L'histoire est vraie, René Féret l'a vécue. Mais, au cinéma, l'enchaînement des événements ne doit pas être plausible, il faut qu'il y ait une cohérence interne, autour de laquelle le scénario s'organise. Et si elle est nécessaire, la sincérité de l'auteur n'est pas suffisante. L'intelligence du réalisateur, le soin qu'il apporte à la description de l'évolution du mal-être du personnage, la qualité de la composition de Samuel Le Bihan ne peuvent effacer durablement le sentiment que l'on a de feuilleter les pages d'un manuel de psychologie appliquée.

P. M.



THÉÂTRE

TEMPÊTE SUR LE PAYS D'ÉGYPTE à Saint-Denis

Deux médecins russes

Tchekhov et Boulgakov ont été médecins. Boulgakov a porté deux témoignages sur l'hôpital : *Récits d'un jeune médecin*, et *Morphine*. Un docteur est présent dans plusieurs pièces et nouvelles de Tchekhov. Mikhaïl Afanassievitch et Anton Pavlovitch ont eu de la médecine deux pratiques distinctes. Stibb diplômé, Boulgakov s'en va exercer dans les hôpitaux radicaux d'un hamman isolé, Nikolaïsk, et d'une ville guère plus développée, Viazna. Seul, il doit y faire face au sous-équipement. Sans doute a-t-il usé de stupéfiants, pour tenir. Bientôt il abandonne la médecine, pour écrire, mais dans sa maison de Kiev il recorra tout de même quelques malades, amis, voisins, ou urgences.

Lorsque Boulgakov raconte l'hôpital, c'est cas par cas : telle amputation d'une jambe de jeune fille, telle trachéotomie réalisée sur un enfant. Le risque, la douleur, l'échec, bref le drame de l'action, habitent ces pages. Les faits que décrit ici Boulgakov se situent surtout entre 1917 et 1919, et comme il est un écrivain on ne peut plus allégorique, le sang et la souffrance de sa chirurgie de fortune semblent recouvrir plus d'une fois les orages noirs d'Octobre.

Tchekhov, lui, meurt treize ans avant la prise du Palais d'hiver. C'est contre l'incertitude et la sauvagerie du régime tsariste qu'il se bat, et contre leur corollaire : l'ignorance du peuple. Les accidents du travail en usine, dans les villes, et les hécatombes dues aux épidémies, à la sous-nutrition, à la misère, dans les campagnes, débordent une médecine du cas par cas. Tchekhov est l'homme de la prévention, de la prophylaxie.

Affaire de lumière

Nous rendre sensibles ces aventures de médecins de deux écrivains que nous aimons beaucoup a tenté Pierre-Laville qui s'était rendu coupable déjà d'une pièce russe en 1982, avec *Le Fleuve rouge*. *Tempête sur le pays d'Égypte* (titre provisoire, comme cela se fait à présent), c'est surtout la première expérience du jeune docteur Boulgakov dans son hôpital fantôme, en plein bled, en pleine «inculture», à Nikolaïsk. Une cascade de cas tragiques, d'interventions d'urgence, risquant le tout pour le tout, accomplies la plupart du temps à l'encontre des parents. Certes la pièce est poignante, mais l'envoie-là très vite repasser devant tout sur la mise en scène, vraiment magique, de Jean-Claude Fall (laquelle se confond intimement avec le décor de Gérard Didier).

C'est à croire que ces deux comédiens sont allés vivre quelques mois dans un trou perdu de la Volga ou du Dniepr : dans ce théâtre de Saint-Denis ils suscitent le «charme» (dans le sens d'ensorcellement) du dedans des maisons russes quand elles sont construites en troncs d'arbres. Ils n'ont pas mis un seul objet, pas un seul accessoire «typiquement russe». Ce qu'ils ont donné, c'est la quintessence du fond de l'âme, son fluide fait d'une qualité singulière de silence, un silence d'anesthésie, mais «aporeux» ; fait aussi de la perception sensible d'une paix, d'une déconnection. C'est affaire de lumière, aussi, qui traverse à l'horizontale les petites fenêtres, une lumière bléssée.

Les *Récits d'un jeune médecin* de Boulgakov - une source de Pierre Laville - rendent sensible la part d'irréalité que secrète l'intérieur russe, qui détermine ainsi, chez l'habitant, une léthargie. Une inaction. Jean-Claude Fall nous fait toucher en douceur ce débrayage, cette illusion, par l'emploi fugace de figures découpées, d'ombres chinoises qui dansent à peine sur le mur. Et il faut noter aussi la patte sournoise du musicien, Marc Marder. Il est très fort. Il a vu que Boulgakov,

dans ce récit, est un peu vantard, se raconte comme un intervenant rapide, courageux, sans faute, un vrai sauveur des causes perdues, c'est quand même pesant, à la longue, alors Marc Marder a composé des petites pauses modérées, qui «calment le jeu», des merveilles de segments de lignes mélodiques comme surprises de loin, en plein air, et lui non plus n'a mis aucun folklore.

Le jeune comédien Manuel Blanc est très fort en docteur Boulgakov comme en docteur Tchekhov : d'une vie, d'une énergie spirituelle, d'une présence immédiate, rare. Et Brigitte Fossey assiste ces deux médecins-phénomènes en aide-soignante de bonne foi et d'excellente volonté.

(Vous ne pourrez pas lire les *Récits d'un jeune médecin* de Boulgakov : ses deux éditeurs, L'Age d'homme et Le Seuil, négligent de les réimprimer.)

MICHEL COURNOT

Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-43-00-69. Jusqu'au 12 décembre, Places 80 F et 100 F.

DANSE

JAN FABRE au Théâtre de la Ville

Odeurs de décomposition

Il s'en faut de peu que le public ne s'investisse à la sortie du spectacle de Jan Fabre, présenté dans le cadre du Festival d'Automne. Le Flamand provoque le scandale et le rejet autant que l'admiration. Sa dernière création *Da un'altra Facia del Tempo*, sur des musiques d'Eugeniusz Knapik et de Sofia Gubaidulina, ne faillit pas à la règle.

Le spectacle dure deux heures. Il débute par une flamboyance noire, des lumières teintées d'or. Neuf danseurs sont dissimulés derrière un rideau de perles qui, en bougeant, accentue les oscillations et les balancements des corps. Danse de deuil et d'apparat qui, imperceptiblement, prend son ampleur sur le violon romantique de Knapik. Elle est un sas, qui nous porte et nous emporte, nous anesthésie.

On plonge brutalement dans des scènes dignes de *la Nef des Fous* ou du *Jardin des délices* de Jérôme Bosch. Les plaisirs masochistes et la douleur des corps s'achèvent, singeant les formes d'une piété

dévoquée. L'hystérie et les comportements obsessionnels gouvernent la communauté. Un individu, des œufs se sent menacé, gracie le sol. On dirait une poule. Tous les codes moraux sont inversés. Rien n'est caché, tout est montré, y compris deux hommes nus. Des spectateurs quittent la salle.

Le danseur Antony Rizzi incarne un diable laumque, nu comme un ver, poilu comme une bête. Il commente des ravages en hurlant de joie, tire sur tout ce qui bouge, se crée des complices partout où il passe. Il sème un capatain républicain, se vautre dans l'ignominie. Une voix crie «Foutez le bébé». Le sublime Rik Decker et Marc Moon Van Overmeir, tous deux comédiens, sont enduits de glu et de sang. On leur colle des plumes et du duvet blancs qui les transforment en archanges rédempteurs ridicules, engoncés comme des cosmopolites. Ils rient l'un de l'autre, tout en contemplant, impuissants, la dégradation des humains.

Pour Fabre, le chaos est affaire d'homme. Le diable en est un, et il mène le sabot avec des danseurs d'un très bon niveau classique. Ils sautent et font des tours, griés par leur cruauté, possédés. Les femmes, elles, sont portées d'ordre. Leurs danses, sur pointes, reviennent comme un leitmotiv, en de grands alignements cérémoniels qui glissent par leur raideur militaire. A la fin, quand elles roulent au sol, les jambes cassées à angle droit, telles de gigantesques araignées écartées, on se met, soudain, à regretter le diable.

On éprouve fatalement une forte résistance à devoir choisir entre le pire et l'atroce. Trop, c'est trop. Mais si la lourdeur, parfois, étouffe le sens de cette prophétie de la décomposition, la beauté plastique et l'ampleur de la dramaturgie emportent l'adhésion. C'est le point fort de Jan Fabre qui vient des beaux-arts et participe aux grandes expositions. La *Dokumenta* de Kassel, en 1992, mettait l'accent sur son travail. Il manie, en maître, les effets optiques, les trompe-l'œil, les coups de théâtre visuels.

Hervé Lelardoux met en scène «Ubu» à l'Athénée

Petit-fils de clown et de peintre

Dans le cadre de scène s'inscrit un castelet à dimensions humaines, comme une boîte dans la boîte, tous contours confondus. Un clown annonce le spectacle à venir. Une femme minuscule tourne une poulie énorme, censée lever le rideau de fer. Apparaissent dans un capharnaüm très étudié plateau, dessous, plate-forme, coulisses. Le théâtre est là, en vrai et en trompe-l'œil. Et les personnages : Ubu l'obscène, sa femme filippotienne, Bougrelin prince héritier, le Capitaine Bordure, matamore cocu... Ubu, c'est Machetti revu par les Guignols de l'Info, et davantage encore. La version qu'en donne Hervé Lelardoux - créée au Théâtre national de Bretagne (le Monde du 25 mai) et reprise à l'Athénée - offre des images de conte noir kitsch et sophistique.

Hervé Lelardoux n'est pas un débutant. Sa fascination pour le théâtre remonte à son enfance, à ses huit ans grâce à son grand-père, peintre et clown. Plus tard, lycéen à Rennes, il se passionne pour tout ce qui se relie au surréalisme, et pour «la réflexion sur le théâtre telle qu'elle était

menée dans les années 70 : suppression de la barrière scène-salle, et d'une manière générale de toute barrière». Il est prêt à sauter le pas lorsqu'il assiste à un spectacle de Catherine Dasté, qui, à l'époque, travaille avec et pour les enfants, à partir de leurs dessins, de leurs inventions. Hervé Lelardoux trouve alors la liberté dans l'écriture dont il rêve, et dans le rapport au texte «l'absence des contraintes auxquelles se soumettaient les professionnels de l'époque, tout au moins à Rennes».

L'insouciance et le pouvoir

C'était une grande époque, surtout le théâtre bougeait, proliférait. Les cinq ou six troupes encore reconnues en activité en Bretagne sont nées à ce moment-là. «Nous étions plus nombreux, mais le seul endroit où l'on pouvait travailler étant le centre dramatique, beaucoup sont partis, d'autres ont abandonné. Pour ceux qui sont restés, chacun a travaillé dans son coin. Moi, tout naturellement, je me suis dirigé vers les enfants.»

Hervé Lelardoux se lance dans un théâtre d'intervention, comme on le pratiquait en ce temps-là. Il voyage, se décentralise, investit des quartiers, où avec ses comédiens il s'installe pendant une semaine, inventant des histoires qui chamboulent les mercredi. Il milite, participe à des actions sur le plan national. Il y croit ferme, mais les institutions, écoles ou autres, n'aident pas. «Il y a eu récupération de la part des enseignants, et nous sommes restés marginalisés. La lassitude est venue. Le découragement. Nous avons remis en question ce que nous défendions : la spécificité de notre action.»

Aussi naturellement qu'il s'est lancé dans l'aventure du théâtre pour enfants, Hervé Lelardoux change de cap. Il continue d'investir des endroits insolites, il les théatralise, il cherche «un type d'écoute, un retour d'attention comme nous l'avions trouvé avec le public des gosses. Ils m'ont enseigné le sens des images, c'est avec eux que s'est forgée mon expérience».

Son Ubu représente un aboutissement. On y retrouve ses obsessions, les ambiguïtés de l'enfance et de la féerie surréaliste, la force des images, une beauté mélancolique, un humour distant. Le décor, la haute dans la nuit, offre le champ libre aux disproportions. Haut, bas, grand, petit, gâté, cruauté, anxiété, tout est juxtaposé, entremêlé.

«Au départ, le choix d'Ubu m'a paru évident. Je croyais bien connaître la pièce, puis en lisant dans l'idée de la monter, j'ai commencé à avoir peur. Je me suis rendu compte qu'elle vit dans notre mémoire bien au-delà du texte lui-même. Elle vit sur ce qu'on lui apporte.»

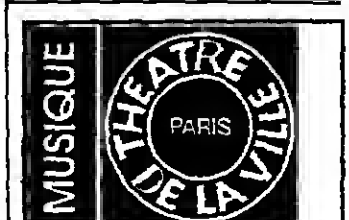
Ce que Hervé Lelardoux a apporté à cette trame schématisée et parfois gauche, c'est le choc de deux mondes qui interfèrent : celui de l'insouciance et celui du pouvoir. Le monde de l'enfance et celui des adultes.

COLETTE GODARD

► Athénée, salle Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra. Métro Opéra, Havra-Caumartin. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Mardi à 19 h. Dimanche à 16 h. Jusqu'au 19 décembre. Places 90 F et 140 F. Etudiants 65 F. Tél. : 47-42-67-27.

DOMINIQUE FRÉTARD

Jusqu'au 20 novembre. 20 h 30. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-77. Prix des places : de 90 F à 140 F. Jan Fabre sera au Théâtre de la Bastille, du 20 au 28 janvier 1994 (sauf les 23 et 24), à 21 heures. Location ouverte trois semaines à l'avance. Tél. : 43-57-42-14.



YOURI BASHMET

alto et direction
VEN. 26 NOV. 18H
SCHNITTKE - BACH
avec Katia Skamoni piano et les Nouveaux Solistes de Moscou
SAM. 27 NOV. 18H
BRAHMS
avec Victor Tretakov violon
Dimitri Vassiliev violon
Nina Matcharadze alto
Alexandre Roudine violoncelle
Katia Skamoni piano
80 F
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

23 AU 28 NOVEMBRE
HIP HOP WALTZ OF EURYDICE
30 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE
THE LAW OF REMAINS
MISE EN SCÈNE
Reza Abbouh
NANTERRE AMANDIERS
LOC. 46 14 70 00 - 42 96 96 94

Ecoutez voir
Le Théâtre de la Jacquerie présente
«Sur le sable»
de
Alain Mollot
24 nov. - 12 déc.
Avec le soutien de l'Adami
Théâtre Romain Rolland Villejuif 47 26 20 02

JAZZ TRIBUNE, LE MEILLEUR DU JAZZ CLASSIQUE.
Retrouvez JAZZ TRIBUNE en écoutant Michel Pacaud sur Europe 1 Samedi à 23 heures et gagnez 2 collections intégrales.
Sidney BECHET "The complete Sidney Bechet - Vol. 5 (1941-1943)" est l'une des 10 nouvelles parutions JAZZ TRIBUNE disponibles en doubles CD Mid Price.
"Chaque fois que j'entends du Bechet, je redeviens jeune..." Philippe Gildas
DISQUE

Les discussions entre Européens et Américains sur le commerce international

Washington se dit prêt à « dialoguer » mais pas à renégocier le préaccord de Blair House

NEW-YORK

de notre correspondant

■ **OUVERTURE.** Au lendemain de la ratification par la Chambre des représentants du traité de l'ALENA entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, le sous-secrétaire américain à l'agriculture, Gene Moos, a déclaré que les Américains étaient prêts à dialoguer avec les Européens à propos de leurs inquiétudes sur le préaccord agricole de Blair House. Sans envisager une renégociation, ils sont prêts à certaines « clarifications et interprétations ». Mickey Kantor et Leon Brittan, les négociateurs américain et européen du Cycle de l'Uruguay, se retrouveront le 22 novembre à Washington.

■ **PRUDENCE.** Le gouvernement français s'est déclaré satisfait mais reste prudent quant à la réalité de l'ouverture américaine. « Nous sommes décidés à tout faire pour avoir un accord, mais nous souhaitons que nos partenaires manifestent la même ouverture et la même détermination », a déclaré Edouard Belledur au Sénat. Du côté des agriculteurs, le CNJA s'est prononcé en faveur d'une vraie ouverture du préaccord de Blair House marquant un changement de sa philosophie.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ratifié, Bill Clinton compte maintenant mobiliser son énergie pour faire aboutir, avant le 15 décembre, les négociations commerciales multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Dès jeudi 18 novembre, le président américain a profité du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la région Asie-Pacifique (APEC), à Seattle, sur la côte Ouest des Etats-Unis, pour lancer un appel à la libéralisation des échanges mondiaux et à un aboutissement rapide de l'Uruguay Round. Dans le même temps, son administration a fait quelques ouvertures en direction des Européens avec lesquels subsistent plusieurs contentieux, sur l'agriculture notamment.

Evoquant le pré-accord agricole de Blair House entre les Etats-Unis et la Commission européenne, le sous-secrétaire à l'agriculture, Gene Moos, a ainsi déclaré, jeudi à Washington, que les Américains étaient « prêts à s'asseoir avec les Européens » et à « voir si nous pouvons tenir compte de leurs inquié-

tudes, celles des Français notamment ». M. Moos a cependant précisé qu'il n'était pas question, pour le gouvernement américain de « renégocier l'accord de Blair House », mais d'ouvrir « un dialogue » pouvant conduire à certaines « clarifications et interprétations » de cet accord. Il reprenait ainsi, et pour la première fois, les termes mêmes utilisés par le commissaire européen chargé de la négociation, Sir Leon Brittan, le 27 septembre, lorsque celui-ci avait rencontré Mickey Kantor, le représentant américain pour le commerce. M. Kantor a déclaré, jeudi, que

pour « parvenir à un succès [de l'Uruguay Round], chaque pays devait donner sa part ». A Washington, ces différents propos sont considérés par un responsable européen comme « un premier pas » de la part des Américains. Des discussions techniques ont débuté vendredi matin, entre des représentants agricoles de l'administration américaine et de la Commission de Bruxelles. Se déroulant dans un lieu tenu secret, elles devaient permettre de préparer la rencontre de MM. Kantor et Brittan prévue à partir de lundi 22 novembre à Washington. Mais alors que les

experts spéculent sur les conséquences de la victoire de Bill Clinton (le succès de l'ALENA rend-t-il l'administration plus ou moins portée à rechercher un compromis avec l'Europe?), certains s'interrogent aussi sur la compatibilité des concessions accordées par le président à certains parlementaires pour « acheter » leur voix. Le maintien de tarifs douaniers sur certains agrumes et produits textiles notamment pourrait être en contradiction avec les objectifs de libéralisation du GATT.

E. I.

Salon une étude de l'OCDE

La croissance serait de 3 % aux Etats-Unis en 1994

La politique monétaire américaine va se durcir dès la fin de l'année, estime l'OCDE dans son rapport annuel sur les Etats-Unis. Une hausse des taux à court terme serait en effet nécessaire pour apaiser les craintes qu'ont les marchés financiers d'une accélération de l'inflation. « Le niveau actuel des taux d'intérêt réels à court terme, très proche de zéro, est manifestement insoutenable », estime l'OCDE. « Un durcissement monétaire anticipé sera nécessaire si l'inflation a véritablement touché son point bas et est en train d'amorcer une hausse limitée et durable ».

Le rapport salue le plan « crédible » de l'administration Clinton pour réduire le déficit budgétaire à 3,9 % du PIB (produit intérieur brut) l'an prochain contre 4,6 % en 1992. Ce plan devrait autoriser des taux d'intérêt à long terme beaucoup plus bas et permettre de maintenir les investissements à un niveau élevé.

L'OCDE se montre critique vis-à-vis de la manière dont l'administration Clinton aborde la politique commerciale. Les Etats-Unis « continuent de recourir à des procédures d'investigation complexes et coûteuses dans les affaires de droits anti-dumping et de droits compensateurs ». Ils ont d'autre part entrepris de convaincre les Japonais de procéder à « une expansion volontaire des importations », mais les objectifs chiffrés prévus « risquent d'engendrer une bureaucratie des échanges » et pourraient « saper le système commercial multilatéral ouvert », sans modifier le déficit courant américain.

L'OCDE prévoit une croissance de 2,75 % cette année, qui passerait à 3,3 % l'an prochain contre 2,6 % en 1992. Le taux de chômage devrait, lui, tomber en dessous de 6,5 % fin 1994, contre 6,8 % en 1993.

Les réactions à la décision américaine

M. Balladur réaffirme la nécessité d'un vote à l'unanimité des Douze

Edouard Balladur a réaffirmé, jeudi 18 novembre, au Sénat, que « seul un vote à l'unanimité du conseil des ministres [européens] pourrait arrêter la position européenne » sur les négociations commerciales du GATT. Le premier ministre, qui s'exprimait à l'occasion des questions d'actualité, a souligné qu'à la suite du dépôt de « plusieurs mémorandums portant sur une quinzaine de points » de la discussion, la France attend « une évolution de [ses] partenaires ».

« Nous ne l'avons pas encore constatée, a-t-il précisé. Nous n'entendons pas être mis, le 14 décembre dans l'après-midi, en position d'accepter, ou de refuser dans les deux heures qui suivraient, un accord qui nous serait opposé tout flétri », M. Balladur a rappelé que « si l'on veut que l'Union européenne ait une identité, nous souhaitons qu'elle se dote d'instruments de politique commerciale identiques à ceux des autres, pour que nous n'ayons pas un accord déséquilibré qui mettrait en position d'infériorité l'Europe et la France ».

« Nous sommes décidés à tout faire pour avoir un accord, mais nous souhaitons que nos partenaires manifestent la même ouverture et la même détermination », a-t-il conclu.

De son côté, Aloïse Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, qui était entendu, jeudi, par la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, a qualifié de « bonne nouvelle » l'approche de l'Accord de libre-échange ALENA. « Etant désormais renforcés sur la scène internationale,

nous », a assuré M. Lamassoure, les Etats-Unis disposent d'une latitude de négociation nouvelle, qui permet de mettre fin à la paralysie qui affecte, depuis près de deux mois, les négociations du GATT ».

La décision américaine de revenir à la table des négociations pour rediscuter avec la France et l'Union européenne de « certaines inquiétudes » qu'elles ont exprimées au sujet du préaccord de Blair House sur le volet agricole du GATT (lire d'autre part), de manière générale, a été accueillie avec satisfaction mais prudence par le gouvernement français. Selon l'entourage du premier ministre, « elle montre la volonté américaine d'engager le dialogue, mais il faut savoir ce qu'ils acceptent, ce qu'ils sont prêts à apporter » dans les discussions.

Pour Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, il s'agit d'une « bonne nouvelle ». « Beaucoup avaient déclaré que les choses se passeraient mieux après le 17 novembre. Cela se confirme », a-t-il ajouté. Réaction identique de son homologue des affaires étrangères, Aloïse Juppé, qui avait estimé, jeudi 18 novembre, que l'adoption de l'ALENA permettrait de « lever une hypothèque » et d'accélérer les discussions du GATT.

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a réagi, quant à lui, avec une certaine méfiance, soulignant qu'il n'était « pas rassuré pour autant ». Pour le syndicat agricole, cette décision américaine de revenir à la table des négociations

était « relativement inéluctable », mais ne doit pas constituer « une ouverture tactique pour boucler rapidement l'accord ». Il doit s'agir d'une « vraie ouverture » qui « remette en cause fondamentalement la philosophie de Blair House et son caractère déséquilibré », a souligné le CNJA.

De son côté, François Perigot, président du Conseil national du patronat français (CNPF), a affirmé que « la position de force occulpe par l'administration Clinton face au lobby protectionniste » après la ratification de l'ALENA. « Ce qui permet de mieux négocier avec plus de souplesse » dans le dialogue sur le GATT. « Quand on est en position de force, on peut faire des concessions, mais on peut être aussi plus exigeant », a toutefois déclaré M. Perigot.

Tout en laissant inchangés ses taux directeurs

La Bundesbank s'inquiète des dépenses de Bruxelles

FRANCFORT

de notre correspondant

Le conseil central de la Bundesbank, réuni jeudi 18 novembre, a laissé inchangés ses deux principaux taux directeurs, l'escompte et le Lombard. Mais il a annoncé que le taux des prises en pension (le troisième taux directeur et le plus important actuellement) sera ramené de 6,25 % à 6,25 % la semaine prochaine, après une baisse de 9 points (0,09 %) il y a quelques jours. Cette décision s'interprète comme un geste d'attente des futures données, qui devraient être positives, sur l'inflation et la masse monétaire.

D'autre part, la Bundesbank a sévèrement critiqué, dans son rapport mensuel de novembre, le niveau des dépenses de l'Union européenne. Elle estime que trop de crédits et d'emprunts communautaires mettent en danger la convergence vers la monnaie uni-

que dans certains pays. La banque centrale a calculé que les transferts financiers de l'Allemagne passeront de 38 milliards de marks actuellement à 52 milliards dans cinq ans, soit une croissance de 8 % l'an, alors même que la République fédérale doit très strictement borner ses dépenses budgétaires pour redresser son économie. La Bundesbank souligne que l'Allemagne n'est plus le pays le plus riche d'Europe depuis la réunification (mais le sixième en termes de pouvoir d'achat par tête). Pourtant, sa contribution « nette » à l'Union est passée de 10,5 milliards de marks en 1987 à 22,4 milliards en 1992 et devrait atteindre 30 milliards en 1997. C'est la première fois que la Bundesbank, ou une quelconque autorité germanique, aborde ce thème de la contribution allemande à l'Europe.

E. L. B.

INDICATEURS

ETATS-UNIS

■ Mises en chantier : + 2,7 % en octobre. — Aux Etats-Unis, les mises en chantier de logements ont augmenté de 2,7 % en octobre par rapport à septembre. Les mises en chantier de maisons individuelles ont progressé de 5,8 % alors que celles d'appartements ont baissé de 20,2 %. Sur un an (octobre 1992-octobre 1993), les mises en chantier de logements ont enregistré une hausse de 13,9 %. Les demandes de permis de construire ont augmenté en octobre de 2,8 % et sur un an de 14,5 %.

JAPON

■ Commerce extérieur : excédent de 11,01 milliards de dollars en octobre. — La balance commerciale a été excédentaire, en octobre, de 11,01 milliards de dollars (85 milliards de francs) en données non corrigées des variations saisonnières. En septembre, l'excédent s'était élevé à 12,7 milliards de dollars. Par rapport à octobre 1992, les exportations ont augmenté de 1,2 % pour s'établir à 31,4 milliards de dollars tandis que les importations ont progressé de 0,9 % à 20,4 milliards de dollars.

L'heure du GATT

Suite de la première page

Mise en scène ? Pressions de dernière heure sur les Européens, et surtout sur les Français, présentés comme les empêchements de négocier en rond et d'aboutir ? La journée du jeudi 18 novembre, au lendemain de la ratification de l'ALENA, restera comme celle de l'apaisement. Le sous-secrétaire américain à l'agriculture, Gene Moos, a tenu un langage nouveau, laissant entendre que les Etats-Unis avaient renoncé à l'intransigeance absolue qu'ils affichaient depuis que les Européens, unis sur ce point depuis leur conseil du 20 septembre, demandaient une nouvelle discussion du pré-accord agricole de Blair House, conclu mais non signé entre les Américains et la CEE à l'automne 1992. Voilà qu'aujourd'hui les Américains, libérés de l'ALENA, se déclarent prêts au « dialogue » sur Blair House, et tout en excluant une renégociation qui n'est pas formellement demandée par la CEE, envisagent « clarifications et interprétations ». Au même moment, le pugnant négociateur américain, Mickey Kantor, reconnaît que, pour aboutir à un accord, « chaque pays devait donner sa part ».

Une petite musique nouvelle qui réintègre dans les négociations du GATT l'esprit de compromis. Mais jusqu'à quel point ? Ce changement américain est-il seulement tactique, afin d'accueillir la CEE à l'été 1994 à son tour, ou marque-t-il un vrai tournant de la négociation avec, à la clef, de nouvelles propositions ? Les Américains souffrent un peu le chaud et le froid. Au sommet de Seattle des pays de l'APEC — Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique —, qui viennent d'admettre en leur sein le Mexique, les Américains maintiennent la pression en cherchant à faire adopter une déclaration commune pour inciter les Européens à se montrer plus souples.

Un modèle de « partenariat »

La ratification de l'ALENA — dont le président Clinton veut faire un modèle d'un « partenariat » qu'il souhaite étendre à l'ensemble de l'Amérique latine — et la réunion de Seattle sont là pour rappeler que le monde est aujourd'hui marqué par la constitution de grands blocs régionaux : l'Union européenne, l'ensemble Etats-Unis-Mexique-Canada, les pays de la région Asie-Pacifique, etc. Dans quelle mesure ces blocs vont-ils favoriser ou gêner l'instauration d'un véritable système multilatéral de libre-échange ? On est au cœur du débat sur le GATT, alors que la réunion de Seattle montre que les Etats-Unis se tournent de plus en plus vers l'Asie-Pacifique, où ils sont en rivalité avec le Japon, au détriment de l'Europe. Un article de *Business Week* montrait récemment que

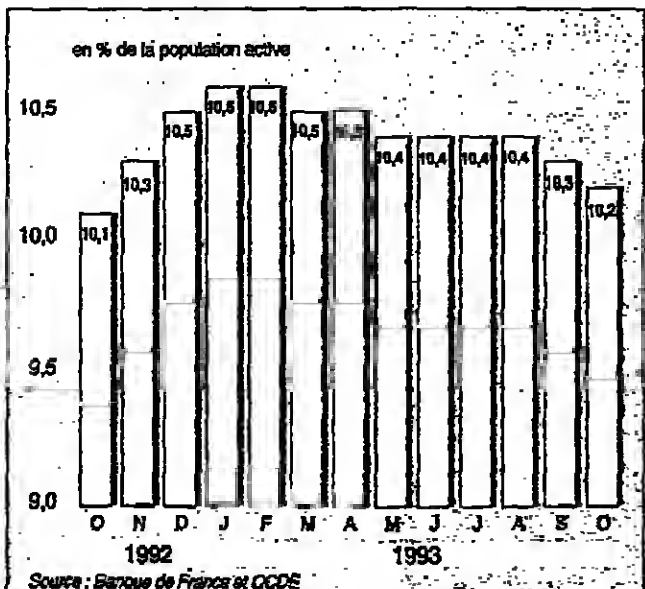
« selon les partisans de Clinton, la prospérité future des Etats-Unis dépend davantage d'un développement des échanges commerciaux avec les économies en pleine expansion de l'Est asiatique que du maintien des relations traditionnelles avec les économies ralenties de l'Europe occidentale ». D'ici à la fin du siècle, les Etats-Unis devraient faire 40 % de leur commerce extérieur avec la zone Asie-Pacifique, soit deux fois plus qu'avec l'Europe.

Cette forte tentation asiatique relative peut-être les concessions que les Américains sont prêts à faire vis-à-vis du Vieux Continent. Cela peut expliquer la prudence avec laquelle les Français, qui craignent par-dessus tout que la discussion du Cycle de l'Uruguay se referme sur eux comme un piège, ont accueilli les ouvertures américaines à propos de ce nouveau dialogue sur Blair House. Edouard Balladur, Gérard Longuet et Alain Juppé n'ont certes pas caché leur satisfaction et leur volonté d'arriver à un accord équilibré au GATT — selon le principe qu'il n'y aura pas d'accord sur rien tant qu'il n'y aura pas d'accord sur tout — mais ils savent qu'ils vont mener dans les prochains jours une partie très serrée. L'ouverture américaine ne va-t-elle pas conduire à une tentative d'isoler la France au sein de la CEE si celle-ci ne répond pas au geste américain avec un esprit de compromis que ses partenaires européens souhaitent d'autant plus qu'ils sont pour la plupart désireux d'aboutir à un accord rapide ? Le premier ministre doit compter avec les états d'âme de sa majorité où se retrouvent partisans et adversaires d'une conclusion positive du GATT. Il doit compter aussi avec la méfiance des organisations d'agriculteurs qui craignent, après avoir donné le sentiment d'assouplir leurs positions, être les dindons de la farce.

Alors que les Etats-Unis restent réticents, ils l'ont encore montré jeudi à Genève, à la création d'une « organisation multilatérale du commerce », se substituant au GATT, les prochains jours vont être décisifs. Des contacts préparatoires entre Américains et Européens, notamment sur l'agriculture, ont précédé la prochaine séance de discussions entre Mickey Kantor et Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, qui se retrouveront à partir de lundi 22 novembre à Washington. Ce sont ces contacts et cette rencontre qui permettront de voir si les déclarations épaissantes du 18 novembre relèvent de la mise en scène ou constituent un vrai tournant, si la logique d'un système multilatéral de libre-échange, pour lequel les Japonais se déclarent aussi prêts à ouvrir, l'emporte sur celle de blocs régionaux repliés sur eux-mêmes.

MICHEL NOBLECOURT

Le chômage baisse en Grande-Bretagne



En Grande-Bretagne, le taux de chômage par rapport à la population active a diminué, revenant de 10,3 % en septembre à 10,2 % en octobre. Mais, surtout, la baisse enregistrée est la plus importante qui se soit produite, en valeur absolue, depuis quatre ans et demi. En un mois, le nombre de chômeurs a reculé de 49 000, avec 2 555 100 demandeurs d'emploi.

ECONOMIE

SOCIAL

Le CNPF n'excluant pas de réduire les pensions des régimes complémentaires

Le financement de la retraite à soixante ans reste incertain

Simone Veil, ministre des affaires sociales, a reçu, jeudi 18 novembre, les partenaires sociaux qui demandent à l'Etat d'augmenter sa participation au financement de la retraite à soixante ans par les régimes complémentaires. Si les syndicats n'excluent pas une augmentation des cotisations, le patronat menace de réduire le niveau des pensions.

Les fuites en avant se paient avec retard mais souvent au prix fort. En créant en 1983 l'Association pour la gestion de la structure financière (ASF), les partenaires sociaux ont voulu le meilleur moyen de permettre aux caisses de retraite complémentaire de supporter le coût du passage de 65 à 60 ans de l'âge de cessation d'activité. Refusant de pérenniser clairement le financement de cette réforme, ils ont repoussé le règlement d'un problème qui, au fil des années, est devenu ingérable.

Financée par l'Etat, dont la participation annuelle est passée de 10 milliards à 1 milliard depuis 1990, et par l'UNEDIC (qui n'avait plus à indemniser les chômeurs de plus de soixante ans), l'ASF dépend d'un accord collectif qui, renouvelé il y a trois ans en pleine croissance économique,

arrive à échéance le 31 décembre. Or, sous le double effet du chômage et du ralentissement économique sur les rentrées de cotisations, l'ASF enregistre un déficit cumulé de 8,9 milliards de francs fin 1993. Pour la période 1994-1998, il faut s'attendre à un besoin de financement de 25 milliards, car l'impact de la réforme du régime d'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale sera trop progressif pour peser rapidement sur les dépenses.

Formule de compromis

Les deux organismes de retraite complémentaire (l'ARRCO pour l'ensemble des salariés du privé et l'AGIRC pour les cadres) traversent eux aussi une période difficile. Pour la première fois de son existence, l'AGIRC sera en déficit à hauteur de quelque 3 milliards de francs cette année et devra puiser dans ses réserves. Les gestionnaires patronaux et syndicaux réclament donc au gouvernement qu'il porte à 5 milliards sa participation à l'ASF. Cette dernière, font-ils remarquer, doit supporter les «garanties de ressources» accordées par l'Etat lors de certaines opérations de restructuration du secteur public (sidérurgie et chantiers navals).

Judi, au sortir de leur rencontre avec M^{me} Veil, les partenaires sociaux n'avaient guère de raison

de se montrer optimistes. Le seul commentaire du ministre a été d'inviter les régimes complémentaires à prendre «leurs responsabilités face à la situation démographique et économique à laquelle ils sont confrontés». D'ailleurs, quel que puisse être l'apport financier de l'Etat, il ne permettra d'éponger qu'une partie des déficits. Dès lors, deux solutions sont envisageables. La première consiste à augmenter de 0,3 point la cotisation que verse l'UNEDIC à l'ASF. Les syndicats accepteraient mais le patronat, qui entend développer les fonds de pension par capitalisation (*le Monde* du 11 novembre), exclut le principe d'un prélèvement supplémentaire sur les entreprises. La deuxième aboutit à appliquer des «coefficients d'abattement» sur les pensions complémentaires. Pour les cadres, il faudrait amputer de 57 % les retraites versées aux nouveaux venus ou réduire de 17,5 % celles de la totalité des 60-65 ans.

En évoquant ouvertement cette dernière option, le patronat cherche évidemment à faire pression sur ses deux partenaires. Au CNPF, on assure que cette menace va bien au-delà des considérations tactiques et doit donc être prise au sérieux. Toutefois, les employeurs se placent dans une situation périlleuse s'ils refusent obstinément de participer à une formule de compromis.

JEAN-MICHEL NORMAND

Après l'avis favorable du Conseil d'Etat

Il n'y a plus d'obstacle juridique à la réforme de France Telecom

L'ancien-président du Conseil d'Etat, Marcceau Long, devait officiellement transmettre, vendredi 19 novembre, au premier ministre, Edouard Balladur, ainsi qu'à Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, et à André Rossinot, ministre de la fonction publique, l'avis autorisant l'emploi de fonctionnaires au sein d'une société anonyme, dans la perspective du changement de statut de France Telecom.

Le Conseil d'Etat a finalement donné son blanc-seing. Réunis en assemblée plénière, jeudi 18 novembre, les juges de la Haute Assemblée ont en effet levé la principale incertitude juridique pouvant hypothéquer le projet de réforme de France Telecom. «La loi portant création d'une société

anonyme pourra placer des corps de fonctionnaires de l'Etat auprès de cette société et investir le président de celle-ci du pouvoir de nomination et de gestion de ces agents publics sans méconnaître une règle ou un principe de nature constitutionnelle», précise ainsi l'avis.

Mais le texte est catégorique : ces agents devront exercer des «missions de service public». Ce qui, aux yeux des juges de l'Assemblée du Palais-Royal, suppose que le projet de loi «définisse» ces missions, que le capital de la future SA «demeure majoritairement détenu par l'Etat», qu'un «cadre des charges» garantisse la «bonne exécution du service public», indépendamment de sa qualité d'organisme de droit privé.

Cette position de principe du Conseil d'Etat, favorable au gou-

vernement, signifie, en clair, que les 152 000 agents de France Telecom pourront intégralement conserver leur statut de fonctionnaires au sein de la nouvelle société anonyme. L'avis estorant, en outre, le futur président de la SA à mener toutes les opérations de gestion du personnel, qu'il s'agisse du recrutement ou de l'exercice du pouvoir disciplinaire.

Une disposition peu prise

L'argumentation du Conseil d'Etat reconnaît aussi, en particulier, au futur patron de la SA, la qualité d'«autorité subordonnée» (1). A condition toutefois que le gouvernement dispose à son égard, par dérogation au droit privé des sociétés, d'un pouvoir exclusif de nomination et de révocation. Cette disposition risque d'être peu prise par les partenaires minoritaires potentiels de France Telecom. Déjà qu'ils sont privés de leur droit de regard sur le statut du personnel, les futurs actionnaires n'auront donc pas non plus leur mot à dire quant au choix du président.

Si cette argumentation juridique déballe le terrain, au prix d'une construction alambiquée, elle ne résout pas pour autant tous les problèmes. La décision de poursuivre la réforme relève désormais de la seule volonté politique, les pouvoirs publics ne pouvant plus s'abriter derrière des difficultés juridiques pour faire machine arrière. Les syndicats qui doivent être reçus dès la semaine prochaine par Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, ne manquent pas de le lui rappeler : «La décision du Conseil d'Etat ne nous fait pas changer le fusil d'épaule, nous demandons toujours le retrait pur et simple du projet», précisent tant FO que la CFTD, en s'appuyant sur le succès de la grève du 12 octobre qui avait rassemblé 75 % de personnel hostile à la réforme. De son côté, la CGT a lancé un nouvel appel à la grève «d'ici le 15 décembre».

Cette opposition irréductible est d'autant plus embarrassante pour le gouvernement qu'il a besoin de l'appui de FO et de la CFTD pour faire passer sa réforme.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE et CAROLINE MONNOT

(1) Au sens de l'ordonnance du 20 novembre 1958 relative aux nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat.

INDUSTRIE

Malgré un marché européen en chute de plus de 15 %

Volvo et Renault sont bénéficiaires sur neuf mois

Pour les neuf premiers mois de l'année, Renault et Volvo affichent des résultats avant impôts, respectivement, de 1,032 milliard de francs pour le français et 1,059 milliard de couronnes (762 millions de francs) pour le suédois.

A un peu plus de quinze jours de la date fatidique du 7 décembre, à laquelle les actionnaires de Volvo seront réunis en assemblée générale pour voter sur la fusion avec Renault, les résultats financiers des deux constructeurs pour les neuf premiers mois de l'année prennent un relief particulier.

Les partisans de la fusion y verront une raison de plus de voter pour. Dans une conjoncture difficile, les deux constructeurs affichent des résultats positifs. Malgré une baisse de 8,3 % de son chiffre d'affaires, qui atteint 124,191 milliards de francs, Renault continue d'afficher des bénéfices avant impôts (1,032 milliard de francs). Volvo, profitant de son internationalisation, accroît son chiffre d'affaires, qui atteint 73,5 milliards de couronnes, dont 67 milliards pour les branches auto et poids lourds. Ces chiffres traduisent une augmentation de 2 % des bénéfices, et dégage un résultat net avant impôt de 1,059 milliard de couronnes contre une perte de 707 millions pour les trois premiers trimestres de 1992.

La dépréciation de la couronne a un effet positif sur ce résultat. Cet effet devrait atteindre légèrement plus de 1 milliard de couronnes pour l'ensemble de l'exercice 1993. Toutes les sociétés du groupe dérogent des bénéfices d'exploitation. Le résultat net de la branche automobile est néanmoins toujours légèrement négatif.

Ce qui explique en partie que le résultat de Renault soit pénalisé par une contribution négative de Volvo (à hauteur de 344 millions de francs), alors que les résultats de Volvo bénéficient au contraire d'un apport positif de Renault pour un montant de 321 millions de couronnes suédoises.

Plaidoyers contradictoires

Ces chiffres, qui attestent de la bonne santé financière et industrielle des deux groupes, plaident donc en faveur d'une fusion. Ils mettent plus que jamais en évidence la complémentarité géographique des deux groupes. Les dirigeants de Volvo rappellent d'ailleurs le «bien-fondé» de la fusion dans leur communiqué sur leurs résultats financiers.

Les adversaires de la fusion ne manqueront néanmoins pas de voir aussi dans ces chiffres une

baisse des résultats de Renault (-8,6 % par rapport à l'exercice précédent) intervenant alors que Volvo amorçe son redressement.

Pour tenter de les faire changer d'avis, le premier ministre Edouard Balladur aurait envoyé une lettre à son homologue suédois Carl Bildt, pour lui rappeler les engagements de l'Etat Français sur les points les plus contestés de l'accord. Cette information n'était néanmoins pas confirmée vendredi matin par les services du premier ministre.

Pendant ce temps, la froode continue en Suède. Certains actionnaires estiment actuellement qu'il ne suffirait plus d'une majorité simple, mais d'une majorité des deux tiers pour faire approuver la fusion lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre. Ce que réfute néanmoins formellement le constructeur suédois.

ANNIE KAHN

Faute d'une solution du cas italien

La restructuration de la sidérurgie européenne est en panne

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Partie remise! Réunis jeudi 18 novembre à Bruxelles, les ministres de l'Industrie des Douze, butant principalement sur le cas italien, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur les modalités de la restructuration de la sidérurgie. Le programme communautaire est supposé aboutir à une réduction de la production d'acier de 30 millions de tonnes d'acier et de 20 millions de tonnes de produits laminés, grâce

à des fermetures «volontaires» d'installations. Mais les industriels concernés ne veulent pas s'engager sans avoir la certitude que leurs efforts ne seront pas compensés par des aides publiques (*le Monde* du 19 novembre).

Selon la réglementation communautaire, les aides publiques accordées pour la modernisation ne sont tolérées que dans la mesure où elles s'accompagnent de fermetures de capacités de production. Après de longues tractations, les cas espagnol et portugais ont été réglés. On a pu constater, jeudi, que la solution imaginée pour restructurer Eiko Stahl, dans l'ex-RDA, n'enchantait guère plusieurs États membres, mais personne ne conteste qu'il y a là, pour le gouvernement fédéral, un difficile héritage.

Reste l'Italie... L'aide fournie par l'Etat, dans la perspective de la privatisation du groupe public Ilva, atteint 2,5 milliards d'euros (17 milliards de francs). En contrepartie, la Commission réclame une réduction de la capacité de production de 2 millions de tonnes. Pour y parvenir, elle suggère la fermeture de trois fours de réchauffement sur les trains du laminoir de Tarente. Les Italiens veulent se limiter à deux fours. Le commissaire européen Karel Van Miert a proposé une formule de compromis (une réduction de la production sur un autre site ou bien encore le «goulottage» du troisième four de Tarente), que les Italiens n'ont pas accepté. Un nouveau rendez-vous a été pris pour le 17 décembre. Les élections municipales italiennes étant passées, Paolo Savoca, le ministre italien, devrait alors bénéficier d'une plus grande liberté d'action.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Une libéralisation sous contrôle

La création de nouvelles grandes surfaces inquiète les PME

Le gouvernement a publié, mercredi 17 novembre, un décret et un arrêté fixant les conditions d'ouverture des grandes surfaces dont l'effet, dans l'immédiat, sera de mettre fin au gel de projets nouveaux décidé dès son arrivée par le gouvernement Balladur.

Comme prévu, ces textes créent un Observatoire national d'équipement commercial, de dix-sept membres, qui devra présenter chaque année au premier ministre un rapport sur l'évolution de l'appareil commercial. En outre, chaque nouveau projet d'ouverture présenté

par une enseigne devra être accompagné d'une étude d'impact, sur laquelle les chambres de commerce et d'industrie et des métiers pourront faire des observations pendant un mois.

«La pause dans la création des grandes surfaces ne saurait s'interrompre à ce jour», a notamment assuré M. Lucien Rebuffel, président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), menaçant de «manifestation son mécontentement» si elle n'était plus respectée.

Une campagne des chambres de commerce

«Nos emplettes sont nos emplois»

«Nos emplettes sont nos emplois» : après les industriels du textile et du papier, après les établissements de crédit, c'est au tour des chambres de commerce et d'industrie d'avoir recours à la publicité pour faire passer un message économique : la responsabilité du consommateur.

Grâce à des spots télé faisant appel à des personnalités du monde du spectacle, il a agité aujourd'hui de faire comprendre au consommateur que le contenu de son caddie n'est pas innocent. L'idée est simple : s'il continue, comme il le fait actuellement, à se précipiter sur les articles à «première prix», il entraîne tout le pays dans une spirale de l'appauvrissement, lourde de conséquences. Car qui dit petit prix, dit soit produit importé, soit marges réduites au maximum et, en fin de chaîne, menaces pour l'emploi dans l'Hexagone. La recherche effrénée de bas prix menace

en effet non seulement les industriels, les agriculteurs mais aussi les distributeurs, lancés dans une bataille sans merci qui lamine leurs profits. S'il est vrai que les services sont le dernier secteur créateur d'emplois, il faut également y penser.

Le slogan pourrait être aussi bien «achetez Français», mais il serait trop en contradiction avec le grand marché européen... et dans le passé, les campagnes de ce type ont échoué. D'ailleurs, il se heurte à un problème de taille : la définition d'un produit français. De quoi parle-t-on? d'un bien fabriqué, assemblé ou conçu dans l'Hexagone? A l'heure des délocalisations, après quinze ans de restructurations industrielles qui ont souvent abouti à la disparition de secteurs ou de produits entiers, la question est posée.

F. V.

Lire également page 25 la chronique «Images» de Daniel Schneidermann

A l'initiative d'une quinzaine d'entreprises nationales

La manifestation unitaire du secteur public a rassemblé plus de 12 000 personnes

La manifestation des salariés d'une quinzaine d'entreprises publiques a rassemblé, jeudi 18 novembre, entre le Champ-de-Mars et les abords de l'hôtel Matignon, à Paris, quelque 12 000 personnes, selon la police (15 000 à 20 000 selon les organisateurs), auxquelles s'est joint, en fin de parcours, un cortège de lycéens et d'étudiants.

Organisé par les sections syndicales CGT et CFTD (et par les FO, CFE-CGC et CFIC), ce défilé très coloré a rassemblé des salariés de Bull, Rhône-Poulenc, Thomson-CSF, le SEITA, Les Arsenaux, Elf-Aquitaine, Total, Renault ou de la SNECMA, venus protester contre «l'Etat, premier licencié de France». En tête, une banderole, dépourvue de mention syndicale, proclamait «ensemble dans l'unité avec les salariés du secteur public et nationalisé, nous disons non aux licenciements et aux suppressions d'emplois».

Avant le départ du cortège, plusieurs rassemblements ont eu lieu dans la matinée. Un millier

de salariés de Chausson, filiale de Renault et de PSA, ont tenté de manifester devant le siège de Peugeot mais ont été repoussés par les forces de l'ordre. En fin de parcours, la manifestation a été rejointe par un cortège d'étudiants. Une banderole revendiquant «les 20 milliards de l'armée pour l'éducation» suivait de quelques mètres le cortège des employés des arsenaux... Après la dislocation, une dizaine de représentants CGT, CFTD et CGC de plusieurs entreprises publiques ont été reçus à l'hôtel Matignon. Selon la délégation, les conseillers du premier ministre ont assuré «qu'aucun licenciement ne s'interviendrait» dans les entreprises publiques, mais également chez Chausson, qui appartient au secteur privé.

Des initiatives ont également eu lieu à Toulouse, où 5 000 étudiants, lycéens et salariés, dont un millier de gaziers et d'électriciens, ont paralysé le centre-ville, ainsi qu'à Annecy, Marseille (où des postiers et des cheminots ont défilé) et Lille.

DEVCOM 93

4^{ème} Salon des Associations

Le carrefour professionnel du monde associatif

du 15 au 17 décembre 1993

Palais des Congrès - PARIS

THEMATICA

tel. (1) 34 24 90 90

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION

VIE DES ENTREPRISES

Décidée pour une période de onze jours

Une grève perturbe l'activité d'American Airlines

NEW-YORK

de notre correspondant

Après Air France, American Airlines. Depuis jeudi 18 novembre, l'activité de la compagnie aérienne des États-Unis, American Airlines, est profondément perturbée. L'association des personnels navigants de la compagnie a en effet appelé les 21 000 employés qu'elle représente à une grève nationale de onze jours à partir de jeudi. Le syndicat souhaite ainsi faire pression sur la direction dans les discussions sur le renouvellement du règlement intérieur de l'entreprise (il se traduirait, selon l'organisation des employés, par un allongement de la durée du travail et par une baisse simultanée des salaires) et le financement de l'assistance médicale en faveur des retraités.

Depuis plusieurs semaines déjà, le personnel navigant d'American Airlines écrivait dans les aéroports du pays en appelant les voyageurs à boycot-

ter la compagnie. La grève engagée jeudi devrait durer onze jours, et donc affecter le trafic d'Amérique à un moment de l'année où il est généralement très intense, pendant la période des vacances de Thanksgiving (jeudi 25 novembre). Au grand dam du syndicat, le compagnie menace de remplacer les grévistes par un personnel administratif reconverti. Les pilotes d'American Airlines devaient décider vendredi d'un éventuel mouvement de solidarité.

Jeudi, de nombreux vols d'American Airlines ont été supprimés, d'autres retardés. Les compagnies concurrentes ont proposé d'accepter les billets American sur leurs propres vols. Après avoir constaté le blocage des négociations avec le syndicat, les dirigeants d'American ont dû retourner de New-Orléans sur Dallas en empruntant un vol d'une compagnie concurrente, Southwest Airlines.

ERIK IZRAELEWICZ

Une initiative pour aménager le temps de travail

Axa aura un « cadre de réserve »

Le groupe d'assurances AXA a signé jeudi 18 novembre avec tous les syndicats un accord pour trois ans mettant en place une série de mesures originales d'aménagement du temps de travail, qui permettront l'embauche de deux à trois cents personnes à temps plein. L'accord, par lequel les syndicats (CFDT, CFTC, CGC et CGT), innove en créant le « cadre de réserve ». Il s'agit d'une formule de dépenses d'activité à partir de cinquante-cinq ans entières financée par le groupe, qui pourra concerner entre 150 et 250 personnes. Ces cadres volontaires percevront 70 % de leur rémunération annuelle brute, avec « un minimum garanti » de 87 500 francs brut. En cas de « coup de feu », pour un coup de main temporaire ou afin de servir de formateurs, ils pourraient être rappelés au sein de l'entreprise pour une durée maximale de quatre à huit mois par an, selon les cas. Ces dépenses d'activité seront compensées à raison d'un recrutement pour trois entrées en « cadre de réserve ».

Le groupe Axa prévoit aussi

un doublement du nombre de salariés à temps partiel, avec de nouvelles modalités comme les congés supplémentaires en période de vacances scolaires. Ils ne sont actuellement que 500 à le pratiquer sur les 8 500 salariés du groupe, soit 7 % de l'effectif. L'accord donne au salarié la possibilité de « calquer son temps de travail sur le rythme de l'année scolaire », lui permettant d'être en congé à la fois à la Toussaint, à Noël, en hiver, au printemps et en été, pour un nombre total de 45 ou de 63 jours, selon la formule choisie. Dans la première formule, le salaire diminuera de 6,15 %, et dans la seconde de 13 %.

Pour le passage au temps partiel, qui repose aussi sur la base du volontariat, Axa recrutera un salarié à durée indéterminée et à temps complet, pour deux emplois à temps plein transformés en mi-temps. Au total, « les effectifs seront en hausse, et le nombre de postes en baisse », précise le groupe, avec un solde très légèrement positif en équivalents temps plein.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Air Inter prévoit une perte de plus de 200 millions de francs en 1993

Air Inter envisage pour cette année « un déficit de plus de 200 millions de francs », dont cent millions sont « directement imputables » aux conséquences des grèves qui ont récemment affecté le groupe Air France, a annoncé la compagnie jeudi 18 novembre à l'issue du premier conseil d'administration ordinaire tenu par Michel Bernard, le nouveau président de la compagnie. Sur les dix premiers mois de l'année, le trafic d'Air Inter a progressé de 0,6 % par rapport à la même période de 1992, avec près de 14 millions de passagers transportés, alors que le conflit social a induit une perte d'environ 200 000 passagers.

Les syndicats continuent de contester les décisions annoncées le 14 octobre par le ministre des transports au sujet de l'ouverture du ciel français à la concurrence. Dix d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient déposé des préavis de grève pour le 22 novembre et les jours suivants, sans donner de précisions sur les modalités d'action.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

REPRISES

BESNIER reprend la coopérative laitière Unicoilait. — Le groupe Besnier, première entreprise laitière française, va prendre le contrôle d'Unicoilait, situé à Sarrebourg en Moselle. « La coopérative fondée en 1950 n'avait plus qu'à choisir entre le partenariat actif et le dépôt de bilan », a expliqué, mercredi 17 novembre, Michel Bouquetter, président du conseil d'administration d'Unicoilait, pour justifier cette entrée majoritaire d'un groupe familial privé dans le capital. Si le protocole d'accord a été signé, le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Au terme de cet accord, Besnier détiendra 51 % des parts d'Unicoilait (550 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992), mais entend supprimer dès à présent 60 des 280 emplois. Cette mesure pourrait engendrer quelque 20 licenciements secs. La fabrication de beurre et d'emmental sera transférée vers d'autres unités du groupe Besnier, tandis que la fabrication des produits frais demeurera à Sarrebourg.

FININFO acquiert Dima titres pour 17 millions de francs. Fininfo, groupe français spécialisé

dans les systèmes d'aide à la décision sur les marchés financiers, va acquérir la totalité du capital de la société Dima titres, filiale commune de la Société des Bourses françaises (SBF) et de la Sicovam, pour 17 millions de francs. Un protocole d'accord a été signé, lundi 15 novembre, entre la SBF, la Sicovam et Fininfo. Par cette acquisition, Fininfo renforce sa présence dans le domaine de la vente de données, sur lequel il évoluait précédemment avec ses filiales SDIB et Informatiques, sociétés spécialisées dans la commercialisation des cours et opérations sur titres (OST) sur valeurs mobilières françaises et étrangères. La société Dima titres, spécialisée dans la commercialisation d'informations sur les valeurs mobilières de type OST, réalisera pour l'exercice 1993 un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions de francs, pour un résultat hors éléments exceptionnels (000 récurrents) voisin de l'équilibre.

BOURSE

LE GROUPE OHF voit la cotation de ses actions suspendue. — La cotation des actions du groupe OHF Etudes et Participations (médecine vétérinaire, biotechnologie) a été suspendue jusqu'à nouvel avis au second marché, dans l'attente d'un communiqué de presse, a indiqué jeudi 18 novembre la Société des Bourses françaises (SBF). Le groupe avait enregistré en 1992 une perte nette consolidée de 162,6 millions de francs (40 millions de francs en 1991) pour un chiffre d'affaires de 599 millions. Il avait annoncé en mai son intention de vendre l'ensemble de ses participations dans le secteur vétérinaire, afin de faire face à cette situation. OHF souhaite réorienter ses activités vers la biotechnologie, avec sa filiale Clonatec,

spécialisée dans les tests de diagnostics et de dépistage.

LA COMMANDE ELECTRONIQUE connaît aussi une suspension à Paris. — La cotation des actions de la Commande électronique, inscrite au second marché de la Bourse de Paris, a été suspendue jeudi 18 novembre, jusqu'au 26 novembre inclus, dans l'attente de la publication d'un communiqué de presse, a annoncé la Société des Bourses françaises (SBF). La Commande électronique (LCE), dont le siège est situé à Douvains, dans l'Eure, est placée en redressement judiciaire depuis avril. La société, victime d'une très forte contraction de son volume d'activité, a enregistré une perte nette de 60 millions de francs au premier semestre et s'attend à une perte de 70 millions pour l'année pour un chiffre d'affaires de 150 millions de francs. Le 14 octobre, le tribunal de commerce d'Evreux avait renoué pour cinq mois la période d'observation du redressement judiciaire de la société d'électronique, un délai qui devait permettre pour trouver de nouveaux partenaires financiers pour recapitaliser La Commande électronique.

COOPÉRATION

EURELECTRIC signe un accord-cadre avec les entreprises d'électricité de la CEI. — Le président d'Eurelectric, le groupement européen des entreprises d'électricité, et le directeur général d'EDF, Jean Bergougnoux, et le président de l'Electric Power Council qui regroupe les électriciens de la CEI, Vladimir Djagirov, ont signé jeudi 18 novembre à Prague un accord-cadre de coopération qui est le premier entre les électriciens de l'URSS et d'Europe occidentale. Ce contrat-cadre, qui doit déboucher sur une « démultiplication du savoir-faire mis en pratique dans chacun des pays de la CEI », selon M. Bergougnoux, porte sur huit domaines : organisation et gestion de l'entreprise d'électricité, formation des exploitants, études de systèmes d'information entre les membres de l'EPC, analyse du cadre législatif, études de réseaux, analyse des programmes d'investissement, interconnexion des réseaux de la CEI et protection de l'environnement. (Corresp.)

NOMINATIONS

LE CONSEIL DES MINISTRES nomme de nouveaux dirigeants dans l'aéronautique. — Le gouvernement a nommé, mercredi 17 novembre, en conseil des ministres, Jean-Philippe Duranton à la direction des programmes aéronautiques et Philippe Jaquard à la direction de la navigation aérienne. La nomination du futur directeur général de l'aviation civile en remplacement de Michel Bernard, PDG d'Air Inter, devra intervenir mercredi prochain. M. Duranton, 39 ans, assurait les fonctions de sous-directeur à la direction du budget, où il a suivi les questions de transport. M. Jaquard, 50 ans, était chargé depuis 1983 de la sous-direction technique à la direction de la navigation aérienne.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 19 novembre = Calme

Dans un marché calme vendredi, la Bourse de Paris était plutôt orientée à la baisse. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 se maintenait à un niveau proche de l'équilibre (+0,05 %) pour s'inscrire à 2 150,72 points après avoir eu un jour de hausse de 0,35 %. Les séances de hausses successives enregistrées depuis le début de la semaine conduisaient actuellement à de légères prises de bénéfices, « ce qui est bien normal », a souligné un intervenant. Le volume des échanges est assez faible avec 1 milliard de francs de transactions enregistrées sur le marché à règlement manuel.

L'annonce dans la matinée par l'INSEE d'une baisse de 1 % de la production manufacturière en France en septembre n'a pas suscité de réactions

particulières chez les boursiers. L'accident du commerce extérieur, qui a reculé en août à 2,9 milliards, n'a eu aucun effet.

Le marché reste avant tout fixé sur l'évolution des taux d'intérêt et ne prend pas actuellement en compte les indicateurs économiques, a remarqué un opérateur.

Selon lui, les anticipations de baisse des taux vont continuer de soutenir le marché ces prochaines semaines, malgré une légère inquiétude qui date de jeudi soir, lorsque la Wall Street on observé une petite remontée des taux longs américains. Du côté des hausses sur le marché à règlement manuel figurait la Rochette, Suez et Peugeot. En baisse on notait Capor, SAT et le certificat Crédit Lyonnais.

NEW-YORK, 18 novembre = Repli

Des prises de bénéfices après la ratification de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) et une remontée des taux d'intérêt à long terme ont entraîné dans la séance d'une bonne baisse statistique économique ont pesé sur Wall Street jeudi 18 novembre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 685,24 points, en baisse de 19,01 points, soit un repli de 0,51 %. L'activité a été très soutenue avec quelque 311 millions de titres échangés. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de douze contre sept : 1 288 contre 778, alors que 624 titres restaient inchangés.

Le passage de l'ALENA doit anticiper par les investisseurs, qui avaient porté le Dow Jones pour la première fois en clôture mensuelle au-dessus du seuil de 3 700 points. Selon les experts, les prises de bénéfices illustrent l'adage selon lequel on achète sur le rumeur et on vend sur le fait.

Malgré la progression des taux d'intérêt et le principal responsable du recul de Wall Street, la remontée a été provoquée par la publication d'une baisse

nettement supérieure aux attentes (20 000 contre 4 000) des demandes d'allocation-chômage le samedi dernier, ce qui a ravivé les inquiétudes sur une accélération des pressions inflationnistes.

VALEURS	Cours du 17 novembre	Cours du 18 novembre
Alcoa	68 3/4	68 1/2
AT&T	55 3/4	55 1/2
Boeing	40 1/2	39 1/2
Chrysler	31 3/4	31 1/4
Comcast	48	47 1/2
Eastman Kodak	61 1/2	60 3/4
Exxon	63 3/4	64 1/2
Ford	32	31 1/2
General Electric	60 3/4	59 1/2
General Motors	53 1/8	52 1/4
Goldman Sachs	41	40 1/2
IBM	81 1/8	80 3/4
ITT	62 1/2	62 1/4
McDonald	77 1/4	77 1/4
Pfizer	65 1/8	64 1/2
Rockwell	62	61 1/2
Tyco	68 3/4	68 1/4
Union Carbide	140	140
United Tech	80 1/2	79 1/2
Westinghouse	65 1/8	64 1/2
Yale	13 1/2	13 1/2
Yield Corp	63 3/8	62 1/4

LONDRES, 18 novembre = Légère progression

Les valeurs ont légèrement progressé, jeudi 18 novembre, à la Bourse de Londres, stimulées par la baisse plus forte que prévu du chômage en Grande-Bretagne en octobre et les espoirs d'une baisse prochaine des taux d'intérêt. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a gagné 5,5 points à 3 125,5 points, soit une avance de 0,2 %. Il avait auparavant compté jusqu'à 15 points de hausse, après le vote de la Chambre des représentants américain en faveur de l'ALENA et l'annonce d'une baisse de 48 000 du nombre des chômeurs en octobre, alors que les analystes tablèrent seulement sur une réduction de 5 000 personnes sans emploi. La séance a été assez ardue, avec 704,3 millions d'actions échangées contre 658,4 millions la veille.

Mais l'ouverture en baisse de Wall

Street et des prises de bénéfices ont réchauffé ensuite les gains. Du côté des valeurs, Whitbread a avancé de 19 pence à 519, après l'annonce d'une hausse plus importante que prévu de son bénéfice semestriel. Allied Lyons a gagné 17 pence à 572 et Guinness 2 pence à 451, par sympathie.

VALEURS	Cours du 17 novembre	Cours du 18 novembre
Allied Lyons	572	574
Boots	254	254
BTI	438	438
City of London	15 1/8	15 1/8
Shell	650	650
Unilever	581	570
Woolworth	16 1/2	16 1/2
Yield Corp	63 3/8	62 1/4
Yield Corp	63 3/8	62 1/4
Yield Corp	63 3/8	62 1/4

TOKYO, 19 novembre = Sous les 18 000 points

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse vendredi 19 novembre, après avoir fait preuve d'instabilité tout au long de la séance. A l'issue des échanges, l'indice Nikkei a terminé sur un recul de 225,13 points, soit 1,24 %, à 17 947,19 points, après être monté en séance jusqu'à 18 377,73 points. C'est la première fois depuis le 17 mars que l'indice Nikkei termine sous les 18 000 points. Les transactions ont porté, comme la veille, sur environ 200 millions de titres. Les cours ont été surtout affectés par des ventes d'arbitrage, tandis que les

VALEURS	Cours du 18 novembre	Cours du 19 novembre
Alcoa	1 280	1 270
Boeing	1 280	1 280
Chrysler	1 280	1 280
Comcast	1 280	1 280
Eastman Kodak	1 280	1 280
Exxon	1 280	1 280
Ford	1 280	1 280
General Electric	1 280	1 280
General Motors	1 280	1 280
Goldman Sachs	1 280	1 280
IBM	1 280	1 280
ITT	1 280	1 280
McDonald	1 280	1 280
Pfizer	1 280	1 280
Rockwell	1 280	1 280
Tyco	1 280	1 280
Union Carbide	1 280	1 280
United Tech	1 280	1 280
Westinghouse	1 280	1 280
Yale	1 280	1 280
Yield Corp	1 280	1 280

CHANGES

Dollar : 5,9402 F

Vendredi 19 novembre, le dollar américain évolue faiblement à 3,4645 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens, contre 3,4620 francs (cours indicatif de la Banque de France) la veille en fin de journée, tandis que le dollar s'échangeait à 5,9402 francs contre 5,9165 francs jeudi soir (cours de la Banque de France).

FRANCOFONIE 18 nov. 19 nov.
Dollar (en DM) 1,795 1,735
Tokyo 18 nov. 19 nov.
Dollar (en yen) 107 107,73

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)
Paris (19 nov.) 6 34 % - 6 78 %
New-York (18 nov.) 2 15 %

BOURSES

17 nov. 18 nov.

SBF, base 100 : 31-12-81
Indice global CAC 597,45 602,16
SBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 2 147,99 2 148,67

NEW-YORK (indice Dow Jones)

17 nov. 18 nov.

Industriel 3 784,55 3 683,67
Total 3 784,55 3 683,67

LONDRES (indice Financial Times)

17 nov. 18 nov.

100 valeurs 3 120 3 125,50
Valeurs 2 363,80 2 371,40
Minim d'or 245,50 245,60
Fonds d'Etat 103,54 103,64

FRANCOFONIE

17 nov. 18 nov.

Dollar 17 nov. 18 nov.
Cin 2 085,34

TOKYO

18 nov. 19 nov.

Nikkei Dow Jones 18 186,32 17 947,19
Indice global 1 551,32 1 539,59

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,9420	5,9450	5,9675	5,9925
Yen (100)	5,5880	5,5134	5,4668	5,5734
DM	6,6639	6,6715	6,6592	6,6703
Deutschmark	3,4640	3,4655	3,4666	3,4698
Franc suisse	3,3998	3,3944	3,3978	3,3934
Lire italienne (1 000)	3,4485	3,4525	3,4475	3,4536
Lire sterling	6,7573	6,7648	6,7926	6,8001
Peseta (100)	4,3005	4,3043	4,2717	4,2778

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	2 5/16	2 7/16	2 1/4	2 3/8	2 1/8	2 1/4
DM (100)	6 3/4	6 7/8	6 9/16	6 11/16	6 5/8	6 11/8
Deutschmark	6 3/16	6 5/16	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4
Franc suisse	4 1/2	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 7/8	4 11/8
Lire italienne (1 000)	8 11/16	8 15/16	8 11/16	8 11/8	8 11/8	8 11/4
Lire sterling	9 1/16	9 1/8	9 5/16	9 1/2	9 5/8	9 5/4
Peseta (100)	9 3/16	9 3/8	9 3/16	9 1/4	9 3/8	9 1/2
Franc suisse	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.



PRIX DE VENTES INDUSTRIELS

SUR UN MÊME SUPPORT, TOUS LES INDICES UTILES AUX ENTREPRISES

• INDICES DE PRIX DE VENTES INDUSTRIELS (IPVI) • INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION • INDICES DES PRIX AGRICOLES • INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION (ICC)... ET DE NOMBREUX AUTRES INDICES...

REPRODUCTION INTERDITE



appartements ventes

16^e arrdtM^r JASMIN

pièce de 1, 11 ch, calme le
dble, 2 chbres + bur., culs.
bains, service, 3^e ét. asc.
11, rue RENÉ-BAZIN, samedi,
dimanche, 14 h à 17 h.

92

Hauts-de-Seine

PRIX INTÉRESSANT

NEUILLY 120 m²

récent, 11 ch, bath, service gd
lv., 2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413

BOURSE DE PARIS DU 19 NOVEMBRE

Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 8,00

Cours relevés à 13 h 30
C 40 : -0,01 % (2149,53)

Sicav (sélection) **18 novembre**

Matif (Marché à terme international de France)
18 novembre 1993

Eds 1

498

494

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prix.	Cours 18/11	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours prix.	Cours 18/11
			achat	vente			
Etats Unis (1 mod.)	5,9185	5,9185	5,80	6,10	Or fin (à la barre)	70900	71900
Ecu	5,4545	5,4570			Or fin (en lingot)	70900	71900
Allemagne (100 dm)	346,7500	346,7500	338	350	Napoleon (200)	407	405
Belgique (100 F)	18,9470	18,2300	15,75	16,75	Pièce Fr (10 F)	307	310
Pays-Bas (100 f)	300,2000	300,2000	300	321	Pièce Suisse (20 F)	400	406
France (1000 F)	3,3475	3,3475	3,30	3,75	Pièce Litua (20 F)	518	517
Italie (1000 lire)	67,2000	67,2000	66	91	Pièce 20 dollars	2250	2210
Maroc (1000 dirh)	8,2035	8,2035	7,95	8,35	Pièce 10 dollars	1210	1210
Israël (100 N)	8,7445	8,7445	8,35	9,15	Pièce 5 dollars	700	700
Grèce (100 dr)	2,4200	2,4195	2,09	3,05	Pièce 50 pence	2000	2000
Espagne (100 P)	382,5100	384,1700	381	400	Pièce 10 florins	625	621
Suède (100 Kr)	71,7000	71,7000	70	78			
Norvège (100 Kr)	78,9300	78,9300	77	85			
Autriche (100 sch)	4,2910	4,2920	4,28	4,50			
Espagne (100 pes)	3,4000	3,4000	3,35	3,75			
Portugal (100 esc)	4,9025	4,9070	4,89	5,09			
Canada (1 \$ can)	5,5193	5,5476					
Japon (100 yens)							

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours prix.	Cours 18/11
Or fin (à la barre)	70900	71900
Or fin (en lingot)	70900	71900
Napoleon (200)	407	405
Pièce Fr (10 F)	307	310
Pièce Suisse (20 F)	400	406
Pièce Litua (20 F)	518	517
Pièce 20 dollars	2250	2210
Pièce 10 dollars	1210	1210
Pièce 5 dollars	700	700
Pièce 50 pence	2000	2000
Pièce 10 florins	625	621

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 46-52-74-25

Matif (Marché à terme international de France)

18 novembre 1993

NOTIONNEL 10 %

Nombre de contrats estimés : 188 651

CAC 40 A TERME

Volume : 24 035

Cours	Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Nov. 93	Dé
Demier.....	128,44	127,80	124,50	Demier.....	2187,50	2164	2164
Précédent.....	128,34	127,78	124,44	Précédent.....	2188,50	2164	2164

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux L = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 2 - * valeur éligible au
■ coupon détaché - ● droit détaché - C cours du jour - ● cours précédent
o = offert - d = demandé - † offre réduite - ‡ demande réduite - † contrat d'annul

مركز العمل

CARNET

Naissances

M. et M^{me} Léon MASLIAH,
M. et M^{me} Georges ZERMAI

ont la joie d'annoncer la naissance de

Robin,

dans le foyer de
Pierre-Emmanuel et Nathalie MASLIAH,
le 15 novembre 1993.

11, boulevard du Temple,
75003 Paris.

Jules
a la joie d'annoncer la naissance de sa
petite sœur

Valentine,

Paris, le 12 novembre 1993.

Frank et Roselyne SERAC.

Isabelle COURRÈGES

Benoît BLIARD
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Victor,

le 11 novembre 1993.

43, rue Eichenberger,
92800 Putaux.

Décès

Antoine et Odile Georges-Picot,
Grégoire Georges-Picot,
Jean-Baptiste et Pauline Georges-Picot,
Les familles Venon, Weston, Hume,
Prevost,
Leurs enfants,
Et leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Madeline RAUDIN,

survenue le 18 novembre 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 23 novembre, à 8 h 30, en l'église
Saint-Médard, 141, rue Mouffetard,
Paris-5^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons
peuvent être adressés aux institutions
de lutte contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11 bis, rue Vauquelin,
75005 Paris.

Les membres du Centre d'études
et de recherches en informatique lin-
guistique (CERIL) et du Laboratoire
d'automatique documentaire et linguis-
tique (LADL),
Ses collègues et amis des universités
de Marne-la-Vallée et de Paris-VII,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Denis MEUNIER,

ancien élève de l'École polytechnique,
ingénieur de recherche,
survenue le 17 novembre 1993, à Paris.

M. Rémy Rontchevsky,
M^{me} Suzanne Pousière,
sa sœur, et ses enfants,
M. et M^{me} Albert et Denise Stevens,
son beau-frère et sa sœur,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gabrielle CASSEL

professeur honoraire
d'enseignement général,
officier des Palmes académiques

survenue le 12 novembre 1993 à Stras-
bourg, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 23 novembre, à 14 h 30, en
l'église Saint-François de Stiring-Wen-
del, et les cendres seront déposées dans
le caveau de famille au cimetière de
Stiring-Wendel.

Selon la volonté de la défunte, ni
fleurs ni couronnes.

Prier pour elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Guérin,
67000 Strasbourg.

25, avenue André-Malraux,
57000 Metz.

M^{me} Dominique Fraisse,
son épouse,
M. Olivier Fraisse,
son fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique FRAISSE,
conseiller d'Etat,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenue à Paris, le 16 novembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 23 novembre 1993, à 10 h 30,
en la chapelle de l'hôpital du Val-de-
Grâce, à Paris-5^e.

L'inhumation aura lieu dans l'inti-
mité familiale.

M. Claire et Charles Cyrulnik,
Boris et Erna Oksengorn,
Jacques Oksengorn,
Simon Oksengorn,
Marianne Beguelin,
Henriette Ferrière,
Leurs enfants, petits-enfants,
Alliés
Et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Brischa GRSZOWICZ,

survenue le 12 novembre 1993, à l'âge
de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
17 novembre, au cimetière parisien de
Bagneux.

Ils rappellent le souvenir de

Marc et Ita GRSZOWICZ,
Abraham et Panle Oksengorn,
déportés à Auschwitz en 1944.

14, rue Quincampoix,
75004 Paris.

Anniversaires

Il y a deux ans disparaissait

Anniversaires

M. Léon BEN SOUSSAN.

Que tous ceux qui l'ont aimé pour sa
générosité et sa droiture pensent à lui.

Henri Ben Soussan,
18, rue Alphonse-Karr,
06000 Nice.

Pour le dixième anniversaire du
récit à Dieu de

Marc-Henry BINOCHÉ,

souvenez-vous de lui dans vos pensées
et vos prières.

Une pensée est demandée pour

Jacques LE FOYER,

ingénieur ECP,
disparu le 20 novembre 1976.

Le 22 novembre 1983, en la fête
de Sainte-Cécile,

Marie-Christine

PLANAUD-DOUBLIER,

achevait une brève existence
ardemment consacrée à la musi-
que.

Ses fidèles penseront à elle.

Dans le souvenir de son père,

l'aspirant Christian PLANAUD,
(promotion Indochine, 1^{er} Myto 1947).

Condolances

La Formation continue de l'univer-
sité de la Sorbonne nouvelle-Paris-
VII.

Et l'équipe du DHEPS (diplôme des
hautes études des pratiques sociales)
prennent part à l'immense peine de la
famille et des amis de

M^{me} Jeanne GRIÈRE,

fondatrice du DHEPS
à Paris-III Sorbonne nouvelle,

récompensée par

FCP 3,
13, rue de Saintenil,
75005 Paris.

Communications diverses

Déjeuner des anciens de Saint-
Louis, Le Mans-Paris, 27 novembre
1993. Tél. : 45-06-32-84 (Girard),
48-73-36-64 (Aveline).

Nos abonnés et nos adhérents,
beneficiant d'une réduction sur les
inscriptions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

15, rue Pégibère,
75001 Paris 16

Renseignements :
40-85-23-94 ou 40-85-23-96

Télécopieur : 45-55-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et adhérents : 80 F

Communications diverses : 105 F

Thèmes étudiants : 50 F

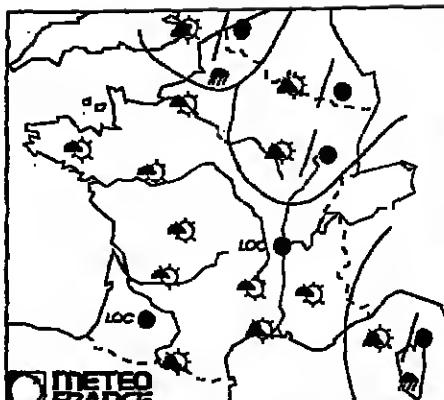
Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

YOGA : toutes portes ouvertes
le dimanche 21 novembre. —
Comme chaque année à la même
période, l'Union nationale de
yoga (UNY) organise, le
dimanche 21 novembre, une
journée nationale destinée à faire
connaître cette discipline et qui a
pour thème « Que peut apporter
le yoga en temps de crise? ». Dans
toute la France, des profes-
seurs accueilleront les néophytes
pour leur faire goûter les postures
et les respirations. A Paris, au
siège de la Fédération nationale
des enseignants de yoga (FNEY),
des cours gratuits seront donnés
toute la journée après inscription
préalable.

► Renseignements et inscrip-
tions : UNY et FNEY, 3, rue
Aubriot, 75004 Paris. Tél. :
42-78-03-05.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPERATURES
maximales - minimales

FRANCE

ALGER 15/7

AMSTERDAM 12/3

BARCELONE 13/5

BELGRADE 11/8

BERLIN 10/1

BIRMINGHAM 9/1

BONNE 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

BREITENBURG 11/2

حکومت اسلامی

26 • Samedi 20 novembre 1993 •

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Au musée!

Discordance des temps. Un musée ferme piteusement, un autre s'agrandit triomphalement. Deux jours après la cadavérisation, par Boris Eltsine, du Musée Lénine, à Moscou, la République française inaugure un royal Grand Louvre. L'«aile Richelieu» a été rendue au peuple après avoir été, de haute lutte, reconquise, en d'autres temps balnéaires, sur les finances, qui y nichaient leurs sombres desseins.

Mais, des reliefs léniniens.

PROCYON

L'ESSENTIEL

AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. Un livre : «Islam laïque», d'Olivier Carré (page 2).

INTERNATIONAL

ALENA : les Mexicains soulagés

Après l'approbation par la Chambre des représentants des Etats-Unis de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les Mexicains, échevillés par les péripéties de la négociation, sont soulagés, tout en restant prudents (page 5).

Le puzzle afghan

Alors que de nombreux combats entre chérites et sunnites secouent encore Kaboul, d'autres régions et villes de l'Afghanistan vivent paisiblement. C'est le cas de Hérat (nos éditions datées du 19 novembre), mais aussi de Mazar-i-Sharif, la grande ville du Nord, en proie à une frénésie de commerce et de construction (page 6).

La réunion de l'APEC à Seattle

Le président Clinton ouvre, ce vendredi à Seattle, la réunion «au sommet» de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), avec l'intention d'y imposer sa vision d'une «communauté du Pacifique» (page 6).

POLITIQUE

Le projet de budget à l'Assemblée nationale

En remerciant les députés de la majorité de leur soutien, le ministre du budget a confirmé, vendredi 19 novembre, son intention de continuer la réforme de l'impôt sur le revenu (page 17).

SOCIÉTÉ

Le procès des commandos anti-IVG

Le procès de dix-huit militants anti-avortement qui avaient envahi, le 29 mai 1992, le centre IVG et occupé le bloc opératoire de l'hôpital Saint-André, à Bordeaux, s'est ouvert devant le tribunal de la ville (page 15).

CULTURE

Musique arabe au Théâtre de la Ville

Au Théâtre de la Ville, à Paris, le Marocain Alcha Redouane, l'Ensemble Al Kindi et la Syrienne Sheikh Hamza Chakour retracent l'évolution du répertoire de la musique arabe classique et du chant sacré soufi (page 18).

ÉCONOMIE

Renault et Volvo : neuf mois bénéficiaires

Malgré un marché européen en chute de plus de 15 %, Renault et Volvo affichent, pour les neuf premiers mois de l'année, des résultats positifs. Les partisans de la fusion s'en trouvent confortés (page 21).

La réforme de France Telecom

L'avis du Conseil d'Etat ayant été favorable, le gouvernement doit convaincre le personnel de France Telecom du bien-fondé de la réforme de son statut (page 21).

Services

Abonnements VIII
Annonces classées 22
Cartes 24
Jeux XI
Marchés financiers 22-23
Météorologie 24
Radio-télévision 25
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-58

Ce numéro comporte un cahier
«Tous les jours»
folioté à 201

Demain

Heures locales

Et si le développement économique ne pouvait désormais résulter que d'un travail de foumilié mené sur le terrain ? Le DATAR fait le bilan des douze sites pilotes créés pour favoriser la formation des hommes et l'attrait des territoires.

Le numéro du «Monde»
daté vendredi 19 novembre 1993
a été tiré à 487 910 exemplaires

Un épineux problème au sein du gouvernement

Simone Veil s'oppose aux projets d'Edouard Balladur sur la régionalisation de l'appareil hospitalier français

Un conflit aigu oppose depuis peu, de manière ouverte, le premier ministre à Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, au sujet de la réforme des hôpitaux publics. Edouard Balladur souhaite accentuer au plus vite la tutelle budgétaire sur les hôpitaux publics en créant de nouvelles structures, inspirées de l'Assistance publique de Paris, à l'échelon de chaque région. M^{me} Veil est opposée à une telle réforme. Contrairement à ce qu'elle a annoncé il y a quelques jours M. Balladur, elle ne formule pas prochainement de propositions en ce sens devant l'Assemblée nationale.

En annonçant, jeudi 15 novembre, à l'occasion de la pause de la première pierre de l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris, une prochaine réorganisation de la tutelle budgétaire des structures hospitalières publiques, Edouard Balladur a provoqué une très vive surprise chez les professionnels de la santé ainsi que chez de nombreux élus. De plus, cette annonce soulève un épineux problème, au sein du gouvernement, entre M^{me} Veil et M. Balladur.

Sauf, à l'occasion de la reconstruction qui conduit à Paris à la construction du futur hôpital Georges-Pompidou, la capacité de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris à mener une politique ambitieuse de modernisation, le premier ministre a fixé les grandes lignes de l'action de son gouvernement en matière de politique sanitaire.

«Troisième pays au monde pour la dépense de santé par habitant, la France ne se place qu'au dixième rang pour les indices de morbidité. On peut donc s'interroger sur l'efficacité de notre système», a-t-il déclaré, souhaitant que notre pays s'engage dans la voie d'une maîtrise de la dépense de manière à ce que les solidarités essentielles de notre société puissent être assurées dans des conditions compatibles avec les intentions des créateurs de la sécurité sociale.

Se félicitant de l'accord conventionnel récemment passé entre l'association malade et quelques syndicats de médecins libéraux, M. Balladur estime que cet effort serait dénué de toute portée si le secteur hospitalier (qui représente la moitié des dépenses de santé en France) ne prenait pas sa part.

«Si depuis dix ans les efforts déployés par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris avaient été appliqués à l'ensemble du territoire national, ce sont quinze mille des quelques cinquante mille lits hospitaliers excédentaires qui auraient pu être transformés au service des besoins de nos compatriotes et des impératifs de santé publique», a déclaré M. Balladur, concluant «que les pouvoirs publics n'ont pas su se doter des moyens d'une politique hospitalière».

Le premier ministre estime en outre que la politique de restructuration hospitalière doit être «définie et conduite à l'échelon régional ou inter-régional». «Une telle réforme suppose une meilleure intégration

des structures hospitalières autour des grands pôles hospitaliers de notre pays. Elle implique que les compétences des services de l'Etat soient réorganisées en conséquence, et que la tutelle budgétaire s'exerce de manière simplifiée sur un plus petit nombre d'interlocuteurs qu'à l'heure actuelle».

Sur le modèle parisien

Il s'agit en d'autres termes de l'annonce par le premier ministre de la création de structures équivalentes à des «assistances publiques» à l'échelon régional. Mettre en place une telle organisation hospitalière «définie et conduite à l'échelon régional ou inter-régional à l'image de ce qui se fait à Paris» permettrait, selon M. Balladur, d'avancer plus facilement et plus rapidement dans la voie de la restructuration hospitalière dans laquelle s'est engagé le gouvernement.

Ce dernier a mis les établissements hospitaliers, publics et privés à bout on l'a vu, au pied du mur (le Monde du 9 novembre) en fixant un taux directeur drastique pour l'année 1994 (3,35 % contre 5,15 % en 1993) et en posant le principe de la suppression rapide de soixante mille lits excédentaires. Or, on estime à Matignon que l'autorité des préfets pourrait ne pas être suffisante pour amener certains établissements à accepter la fermeture d'un nombre substantiel de lits.

Pour mieux répartir les moyens et en finir avec un certain cloisonnement, le premier ministre propose donc, fait de l'exemple de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, d'organiser une complémentarité autour de pôles régionaux ou départementaux suffisamment puissants pour exercer une réelle autorité.

En fait, l'économie essentielle de cette démarche consiste à éviter que les directeurs des hôpitaux, mais aussi et surtout les élus concernés, ne freinent le mouvement de restructuration auquel est attaché le gouvernement. Dans nombre de villes, l'établissement hospitalier - dans la présidence du conseil d'administration revient de droit au maire - est en effet le principal employeur local.

La commission des affaires sociales du Sénat, qui estime avoir largement contribué à faire adopter la première lecture du projet de loi sur la restructuration hospitalière, conteste les derniers projets du premier ministre. L'argument : «leur expérience d'élus locaux», nombre de sénateurs dénoncent aujourd'hui le risque, au travers des regroupements de services, d'assister à un renforcement de la puissance des centres hospitaliers.

lo-universitaires au détriment des petits établissements.

«Vouloir faire en province ce qui se fait à Paris où l'Assistance publique règne en maîtresse, conduirait à une bonne maîtrise arithmétique des moyens, mais se solderait par une très mauvaise répartition géographique», assure-t-on à la commission des affaires sociales du Sénat. Dans les jours qui viennent, la majorité sénatoriale s'apprête à sensibiliser - c'est un euphémisme - les députés RPR, UDF et centristes qui auront à examiner le projet de loi sur la santé.

M. Balladur a déclaré, le 15 novembre, que Simone Veil annoncerait prochainement des propositions dans le sens d'une restructuration du tissu hospitalier public à l'échelon régional. S'agit-il de la même ? Rien n'est moins sûr. On indique en effet de bonne source que M^{me} Veil n'est pas favorable à cette réorganisation de la tutelle budgétaire. Selon plusieurs observateurs et responsables du monde hospitalier, le concept même d'assistance publique n'est pas un modèle à suivre. Il apparaît dépassé, pas toujours performant, souvent très coûteux et en toute hypothèse difficile à mettre en œuvre à l'échelon des régions ou des inter-régions.

Sur un coin de table

Mieux vaut, selon ces responsables, une véritable planification centralisée, fondée sur des données médicales précises et associée à une relative autonomie budgétaire des établissements hospitaliers. M^{me} Veil ou chaque plus aujourd'hui son opposition absolue aux projets de M. Balladur. Après l'avoir manifestée sans paroles mais de manière éloquentes lors du discours du premier ministre du 15 novembre, elle l'a réitérée sans nuances le 17 novembre devant la commission sénatoriale des affaires sociales, indiquant notamment «à propos de certaines déclarations du premier ministre, que le projet éventuel d'une régionalisation de notre appareil hospitalier lui paraissait encore très imprécis, qu'il s'agisse de son contenu ou de ses origines».

On confirme d'autre part dans son entourage qu'il faut impérativement parvenir à faire l'économie de la création de superstructures à l'échelon régional. On voit mal en effet comment, si elle devait malgré tout se faire, cette réforme - la plus importante depuis le début du siècle et qui soulève de considérables difficultés politiques - pourrait être mise en œuvre «sur un coin de table».

JEAN-YVES NAU
et JEAN-MICHEL NORMAND

Balance commerciale :
+ 2,9 milliards de francs en août

La commerce extérieur de la France s'enregistre en août un excédent de 2,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières (CVS) et de 1,2 milliard de francs en données brutes. Les importations brutes ont atteint 69,9 milliards de francs et les exportations 71,1 milliards de francs. En données CVS, les importations se sont élevées à 91,3 milliards de francs et les exportations à 94,2 milliards de francs. Depuis janvier 1993, le solde de la balance commerciale en données brutes est positif de 52,8 milliards de francs au lieu de 20,3 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1992. En données CVS, l'excédent est de 10,5 milliards de francs depuis janvier 1993 au lieu de 18,6 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1992.

La balance des produits manufacturés (matériel militaire compris) a été déficitaire en août de 1,1 milliard de francs en données CVS après avoir été excédentaire de 8,8 milliards de francs en juillet. Cette dégradation s'explique par la chute énorme pour un mois d'août des ventes d'équipements automobiles des ménages (le solde en données CVS est passé de +835 millions de francs en juillet à -1,6 milliard de francs en août) et par une baisse des ventes de matériel militaire. La France n'a vendu en août que six Airbus pour une valeur de 2,5 milliards de francs contre huit en juillet soit 3,2 milliards de francs.

Par zones, la balance de la France a été, en données CVS, déficitaire de 34 millions de francs avec ses partenaires de l'Union européenne. Elle est devenue déficitaire de 776 millions de francs avec l'Allemagne après un excédent de 1,9 milliard de francs en août. Le déficit commercial avec les Etats-Unis s'est dégradé en août pour s'établir à 2,6 milliards de francs au lieu de 341 millions de francs en juillet.

L'INSEE révisé
les chiffres du PIB
de la France

Le produit intérieur brut (PIB) de la France s'enregistre au premier trimestre une baisse de 0,8 % au lieu de 0,7 %. Initialement annoncée par l'INSEE, au second trimestre, en revanche, le PIB a augmenté de 0,3 %. Le gouvernement table sur une diminution du PIB de 0,8 % en 1993 après une hausse de 1,2 % en 1992.

Feu vert pour des essais
de fusion nucléaire
dans Phébus

La direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a autorisé, jeudi 18 novembre, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) à mener à Cadarache un premier essai contrôlé de fusion partielle d'éléments combustibles de réacteur nucléaire dans l'installation Phébus. Cette opération, qui a suscité vif intérêt, est un écho en Allemagne où des agences de voyage invitent leurs clients à éviter cette région de la France au cours de leurs déplacements, aura lieu entre le 30 novembre et le 2 décembre. Cinq autres essais de ce type seront effectués par l'IPSN qui, au travers de ce programme international de 900 millions de francs, veut étudier le comportement des produits radioactifs libérés lors de l'accident d'une centrale nucléaire et être à même de prévenir les effets de tels phénomènes accidentels.

Condamnation de deux
lanceurs de marteau

Le tribunal correctionnel de Mâcon (Saône-et-Loire) a condamné, vendredi 19 novembre, deux lanceurs de marteau de niveau national à un an de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende pour «attentats à la pudeur avec violence, contrainte et surprise», commis à l'occasion d'une jeune sportive, lors d'un stage d'athlétisme en 1991 (le Monde daté 17-18 octobre). Laurent Bézou, 27 ans, et Jean-François Grégoire, 25 ans, ont en outre été condamnés à verser conjointement 40 000 francs de dommages et intérêts à la victime, Catherine Moyon.

GLOBE
H
Etes-vous sexuellement correct ? 15F

GENERATION GALERE sur 2 millions d'étudiants
affaire Villemin était un film...

Votre nouvel hebdo. 15 F

Le noir est mis

petits train
quotidien

Le Monde

temps libre

STYLE

Le noir est mis

Lancé par les stylistes japonais il y a moins de dix ans comme un défi et presque comme une morale, l'usage du noir a pris au fil des modes des tours et des détours auxquels son histoire et sa symbolique ne le préparaient pas. Il n'était plus seulement le signe du deuil ni celui de la rigueur des grands soirs, il était pour eux la recherche d'une autre beauté. Et cette beauté avait ceci de particulier qu'elle pouvait être acclimatée, apprivoisée par le plus grand nombre. Les créateurs jetaient le pont entre leurs dessins d'atelier et l'esprit d'une époque qui tournait le dos à l'éphémère de la fausse gaieté.

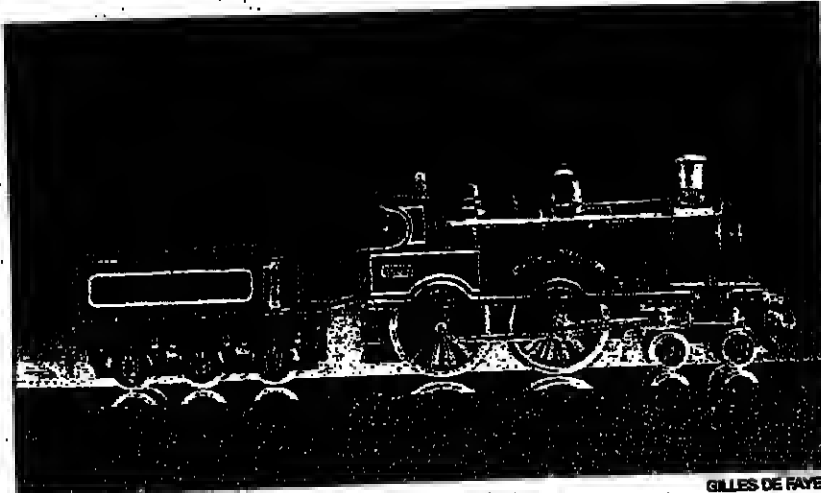
(Lire page IV.)



PHOTO NICK KNIGHT (SUSIE BICK POUR YOHJI YAMAMOTO)

INTÉRIEUR

Petits trains



GILLES DE FAYET

Déstabilisé comme de nombreux autres secteurs des ventes, le marché des jouets anciens serait sur le point de retrouver un certain équilibre. Les amateurs le constateront sans doute à Drouot début décembre où sera mise aux enchères une partie de la collection Petiet. Au même moment ouvre à Montreuil une exposition rétrospective consacrée à un grand constructeur français, Jap, témoin par sa production de quelques-uns des grands courants sociologiques qui ont traversé l'entre-deux-guerres.

(Lire pages II et VIII.)

TABLE

Pain quotidien

La boulangerie française, qui ne passait pas pour la pire, n'est plus tout à fait ce qu'elle était. Savoir-faire oublié, mécanisation sauvage et barbare, cuisson aléatoire... Notre pain quotidien ne nous est plus aujourd'hui donné avec l'assurance des saveurs d'autrefois. Certains artisans ont pris conscience de cet état d'abandon et renouent avec des techniques traditionnelles, pour la sauvegarde de leur métier.

(Lire page X.)

Lire aussi

Orléans

La rue de Bourgogne où Jeanne d'Arc et Péguy auraient pu se rencontrer.

(Lire page III.)

Jobert l'Africain

Vies antérieures et racines mêlées d'un homme politique singulier.

(Lire page XII.)

L'Œil de Claude Sarraute (Lire page V)



GASTON BERGHE

VOYAGE

C'était pendant l'été 1990, les premières vacances de l'ère postcommuniste dans une Europe débarrassée du rideau de fer et du mur de Berlin ; alors que des étrangers hilares exhibaient fièrement des médailles de Lénine et autres reliques socialistes macabres achetées au prix fort, les Hongrois avaient, comme d'habitude, répondu par l'ironie en affichant à leur tour un autre badge : « Je ne suis pas un touriste ! » L'« Est », tellement inconnu et ignoré pendant des décennies, devenait soudain l'objet de toutes les curiosités.

Par millions, les touristes sont partis à la découverte de cette « autre Europe ». Le triangle mythique de la Mitteleuropa — Prague, Vienne, Budapest —, jadis si paisible, a été littéralement pris d'assaut par des légions de routards en tout genre.

Les frontières si longtemps étanches se sont transformées en passoirs : le Vieux Continent divisé fêtait ses retrouvailles. Mais au lyrisme parfois teinté de condescendance des uns répondait — déjà — un sarcasme empreint d'irritation. Aux côtés des tee-shirts à l'effigie de Marx barrée de l'inscription « Wanted », les vendeurs à la sauvette dans les rues de la capitale hongroise en exhibaient d'autres sur lesquels on pouvait lire : « Budapest is not Bucarest »...

Une nuance d'orthographe qui en dit long sur l'agacement de ceux que l'on continue confusément de ranger à l'« Est », alors qu'ils aspirent à rejoindre la « Maison commune » tout en revendiquant leur différence. Une ambivalence que résume merveilleusement l'écrivain Peter Eszterhazy : « En réponse aux questions bienveillantes des curieux, nous déclarions, non sans une certaine suffisance, que pour comprendre l'Europe centrale, il

Passer à l'Est

n'était pas

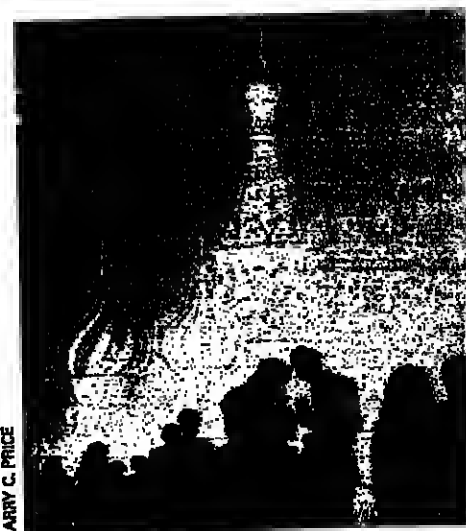
une mince aventure.

En revenir n'est

pas toujours

une simple aventure.

Passage



LARRY C. PRICE

à l'Est

fallait en être mais que, par ailleurs, en être impliquait ne pas se comprendre soi-même. (1) »

Et pourtant, un pays comme la Hongrie, à l'image de sa transition politique, s'était progressivement ouvert depuis la fin des années 70. La Hongrie, qui aimait se présenter comme « la baraque la plus gaie du camp socialiste », ne sortait pas du même isolement que certains de ses voisins. Pour les uns, l'après-communisme n'a fait que confirmer les différences existant de longue date. Pour les autres, il a révélé la diversité d'une Europe qui sortait de l'ombre...

Même si l'engouement touristique pour l'« Est » est aujourd'hui retombé, les « pionniers » ont laissé des traces. En témoigne la multiplication des journaux anglophones à destination des communautés étrangères, de Moscou à Varsovie. Mais le phénomène est surtout visible à Prague, où les résidents anglo-saxons, dont le nombre est évalué à trente mille, représentent presque une minorité nationale !

Toutefois, Prague est sans doute l'exception dans cette région où les « ravages » du tourisme de masse n'ont pas encore engendré des « villes-musées ». Mais vu l'importance des énormes enjeux financiers, le tourisme à l'« Est », à l'image des pays eux-mêmes, est en pleine mutation. Pour l'instant, les circuits et les infrastructures sont encore balbutiants. Mais l'essentiel est peut-être ailleurs ; à une enseignante américaine qui lui demandait ce que ses étudiants de Chicago pouvaient apprendre dans les universités d'Europe centrale, un vieux professeur hongrois a laconiquement répondu : « La survie ! »

Yves-Michel Riols

(1) Cité dans Lettre internationale, numéro 30, 1991.

(Lire nos articles pages VI et VII.)

هكذا امر النمل

Les rendez-vous

ILE-DE-FRANCE

De Rimbaud à Monfreid

Alors que la Maison Rimbaud à Aden doit être ouverte en janvier, comme Centre poétique et culturel franco-yéménite, la Commission française d'histoire maritime, l'Association France-Yémen et le Centre culturel yéménite à Paris organisent, les 29 et 30 novembre à la salle Clemenceau du palais du Luxembourg (Sénat), un colloque sur « Le Yémen et la mer Rouge ». Y interviendront notamment l'amiral-chroniqueur Henri Labrousse, le grand yéménologue franco-syrien Joseph Chelhod, le poète arabe Chaouki Abdelamir, notre confrère Jean Lacouture qui parlera de Malraux au Yémen et Guillaume de Monfreid, petit-fils de l'écrivain-barondeur, qui évoquera son grand-père. Le Musée de la marine et le Musée Monfreid présenteront en situ une exposition sur le Centre Rouge. Renseignements au Centre culturel yéménite, tél. : 47-23-61-76.

Ecrans rétro

Le cinéma français des années 30 et 40, en copies neuves, est à l'écran dans dix-neuf salles des Hauts-de-Seine, jusqu'en juin prochain. De la *Kermesse héroïque* (Jacques Feyder) à la *Fin du jour* (Julien Duvivier), de *Lumière d'été* (Jean Grémillon) à *Bonne chance* (Sacha Guitry), en passant par la *Dance d'opéra* (Jean Ouvreire, musique de Joseph Kosma), neuf films programmés un jour par mois. L'initiative est soutenue par le conseil général des



Hauts-de-Seine qui invite également les amateurs du septième art à profiter, du 1^{er} au 7 décembre, de l'offre d'une place gratuite sur un deuxième film à l'occasion de festivals (hommage au cinéma canadien, rétrospective Belmondo, films d'animation) organisés pendant cette semaine-là. Renseignements et programmes au 47-29-30-31.

Art vidéo à Gentilly

Trois journées, les 26, 27 et 28 novembre, à Gentilly, dans le Val-de-Marne (renseignements au service culturel de la mairie : 47-40-58-29), consacrées à la vidéo. Projections, ateliers, « installations » vidéo, « actions », concours... Thème principal : les villes - New-York, Hongkong, Saint-Petersbourg, Berlin, Bruxelles... - et leurs banlieues. Mais aussi les images de synthèse ou une rencontre avec ceux

qui inventent pour la télévision les Shadocks.

Grég à la Sorbonne

Sous le titre « Grég et Paris, romantisme, symbolisme et modernisme franco-norvégien », l'Observatoire musical français organise une série de manifestations du 22 au 27 novembre pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la naissance de Grég. Outre un colloque international à la Sorbonne, il propose une série de concerts à l'église Saint-Roch (lanifi 22), dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne (le 23), à Sainte-Clotilde (le 24), au Musée d'Orsay (le 25), au Centre culturel suédois (le 26) et à Radio-France (le 27). Renseignements pour les concerts à l'ambassade de Norvège, tél. : 47-23-72-78.

Bailly fête le livre

Cinquante Form du livre de Bailly (Yvelines), samedi 20 novembre (14 heures à 19 heures) et dimanche 21 (midi à 18 h 30) avec, sous le chapiteau dressé face à la mairie, écrivains (dont Agnès Desarthe, Françoise Hamel, Noëlle Châtelet, Jacques Derogy), dessinateurs (dont Fricot, Trez) et actrices (Annie Girardot) venus consacrer leurs ouvrages. Également présents seize libraires couvrant l'ensemble des secteurs de la littérature, une place importante étant réservée aux jeunes lecteurs. En marge du Forum, deux conférences : l'une consacrée à l'histoire des premiers Jeux

olympiques (samedi, 18 heures, à la mairie), l'autre aux rallyes Paris-Dakar et Paris-Pékin (21 heures, samedi, salle des fêtes) en présence de pilotes, journalistes, organisateurs, techniciens, photographes et médecins. Renseignements auprès du service culturel au 30-80-07-55.

Globe-trotters à Issy

Ce sont des baroudeurs. L'amour des voyages chevillé au cœur, ils ont créé l'association Aventure du bout du monde (11 bis, rue Maison-Dieu, 75014 Paris, tél. : 43-35-08-95). *Globe-Trotters Magazine* (le 32^e numéro vient de paraître) et le Festival des globe-trotters, rendez-vous annuel des découvreurs de planète. Son approche est aussi riche que le monde qu'il reflète par des films, des diaporamas, des expositions (maquettes géantes de villes yéménites, tankas tibétains), des débats (santé, voyage pratique) et un espace commercial bien ciblé (librairie, marché aux épices, musiques). Les 20 et 21 novembre, au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux (25, avenue Victor-Cresson, métro Mairie d'Issy), de 10 h 30 à 19 h 30, entrée : 70 F ; soirée du samedi, de 20 heures à minuit : 60 F. Informations : Minitel 36-15 code ROUTARD, infos ABM.

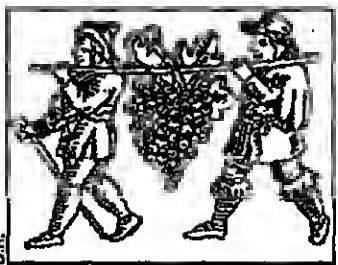
Poudreuse à Chaillet

Face à la tour Eiffel, sur l'esplanade du Trocadéro, 300 m² de neige bien crissante, prélevée sur les pistes de

l'Espace Killy, à Val-d'Isère et Tignes, et acheminée par camion jusqu'à la capitale. Pour permettre aux Parisiens de découvrir et de s'initier, le samedi 27 et le dimanche 28 novembre à partir de 10 heures, à la technique du surf des neiges, sous la conduite des moniteurs de ces stations. En prime, l'après-midi, démonstration de slalom et de figures acrobatiques par les meilleurs. Renseignements auprès de l'office du tourisme de Val-d'Isère, tél. : 79-06-06-60.

Gennevilliers-les-Vignes

Les producteurs sont présents, en direct, lors de la Foire aux vins organisée au centre administratif et culturel de Gennevilliers (177, avenue Gabriel-Péti, tél. : 47-99-33-92) les 19, 20 et 21 novembre. Repas gastronomique le samedi soir, enveloppe-souvenir philatélique, concours de dégustation... Une quarantaine d'exposants présentent toutes les régions viticoles de France et les produits gastronomiques qui les accompagnent.



RÉGIONS

Le piano d'Estrella à Caen

Pour le cinquantenaire de l'indépendance du Liban, le 22 novembre, à 19 h 30, au Mémorial de la Paix, à Caen, le grand pianiste argentin d'origine libanaise, Miguel Angel Estrella, participera à un spectacle au cours duquel sera joué notamment *Kfar Sama*, hymne à la renaissance du Liban, de Mansour Labaky, avec la voix de Jean Fiat. *Mémorial de la Paix*, 14000 Caen, tél. : 31-06-06-44.

Hiver en Creuse

« La Creuse, dit un joli slogan, c'est encore un secret pour tout le monde. » Attention toutefois au succès du bouche à oreille qui, lentement mais sûrement, vante le charme « exotique » d'un département qui offre toujours des pêches en étag avec vente de poissons sur la chaussée, des marchés de pays, des foires à la haine, des brocanteurs et des balades en forêt pour ramasser les châtaignes. Un pays où les routes

parlent tantôt de tapisserie (Aubusson), tantôt de mayons et qui, l'hiver venu, vous réchauffe d'un plat de pommes de terre à la crème et d'un feu de cheminée. A vivre dans un confortable gîte rural : 1 000 F la semaine en moyenne pour six personnes, 750 F du vendredi soir au dimanche soir, draps et chauffage compris. Renseignements auprès de Service Loisirs Accueil, 43, place Bonnyaud, BP 243, 23000 Guéret, tél. : 55-51-93-23.

Gîtes de neige

Quand on arrive, tout est prêt. La maison est chauffée, la cheminée préparée, les draps et provisions de base sont à leur place. L'occupant des lieux a le champ libre. En partant, il mettra la clé sous la porte sans avoir à faire le ménage. Ces détails ont leur prix, raisonnable, fixé par les Gîtes de France (35, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 49-70-75-75) : hors vacances scolaires, du vendredi soir au

dimanche soir, à partir de 700 F. Leur brochure *Gîtes de neige 1993-1994* est parue, avec son choix de 370 adresses de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et chambres de groupe. Comme il s'agit en général de vieilles maisons restaurées, situées dans un rayon de 15 km autour de la station, il est préférable de venir avec sa voiture.

Centenaire d'un « solitaire »

Il a fait le tour du monde. Un des tout premiers navigateurs en solitaire, Alain Gerbault, le « dandy révolté », était né en Mayenne. Laval fête son centenaire en ouvrant un « espace » qui lui est dédié et qui retrace son parcours : l'enfance dans un milieu bourgeois, la guerre de 1914 (il est pilote de chasse), les aventures en haute mer (il traverse l'Atlantique en 1923), puis construit son bateau, le séjour en Polynésie et ses prises de position en faveur des habitants d'origine. Spectacles, tournées

sportifs, expositions de photographies, projections de films, conférences, sont programmées dans la ville qui rend hommage à l'écrivain « mort en 1941 de



la malaria à Timor, en Indonésie. Programme sur demande à la mairie de Laval (tél. : 43-49-45-10) ou à l'association Alain-Gerbault, Musée-école de la Perrine, 10, rue du Douanier-Rousseau, 53000 Laval. Tél. : 43-53-35-74, télécopie : 43-56-63-22.

Une chambre au château

Dans le Bourbonnais, entre Moulins et Moulins, une demeure du dix-neuvième siècle, le château de Longeville, ouvre ses chambres d'hôtes. Dans un château, on se plait pas avec le décorum : dîner aux chandelles dans la grande salle à manger, soirée clavier au salon de musique ou danses anciennes au grand salon, petit déjeuner dans la petite salle à manger ou au jardin. Promenades sous les grands arbres du parc. Chambre à partir de 290 F la nuit, petit déjeuner compris. Dîner, 150 F, vin compris. Le château de Longeville (13240 Deux-Chaises, tél. : 70-47-32-91) est à trois heures de Paris.

ETRANGER

Les Anglais vus par Bill Brandt



Encore quelques semaines pour voir, à Londres, la rétrospective du photographe Bill Brandt, né à Hambourg en 1904, qui commença sa carrière en Hongrie, en France et en Espagne avant de s'installer en Angleterre en 1931. Trois cents clichés répartis sur cinquante-cinq années, de 1928 à 1983, dont les fameuses séries sur le travail des femmes, les Anglais chez eux ou les reportages de la période de la guerre (le Monde du 27 octobre).

Jusqu'au 12 décembre, tous les jours, au Barbican Center (tél. : (19) 44-71-638-41-41). Catalogue, 192 pages, 300 photographies, Thames and Hudson.

Thaïlande en fêtes

D'octobre à avril, la Thaïlande est saisie par le démon de la fête. Fêtes colorées et animées qui naissent en un lieu, durent deux ou trois jours avant de s'éteindre pour renaître ailleurs. Danses, parades, régates, défilés de chars, son et lumière, rassemblements d'éléphants se succèdent ainsi aux quatre coins du pays. Des spectacles que Nouvelles Frontières propose de vivre dans le cadre de circuits en minibus (8 à 10 participants) avec chauffeur et guide parlant français. De la Loi Krating (fête des lumières), du 24 novembre au 7 décembre, aux fêtes du Nouvel An thaï, en avril, en passant par la fête des cerfs-volants (3 au 18 décembre), celle des lions, des dragons et des ombrelles (14 au 29 janvier), celle des fleurs (28 jan-

vier au 12 février) et les fêtes du roi Narai, en février. Autour de 8 900 F avec l'hébergement, les petits déjeuners et le vol Paris-Bangkok A/R. Renseignements au 41-41-58-58 ou sur Minitel 3615 code NF.

Mozart de janvier

Aux mélomanes qui ont épuisé les charmes de ses prestigieux festivals d'été et de Pâques, Salzbourg offre, en janvier, ses « Mozartwoche », ses « Semaines Mozart », presque uniquement consacrées à l'enfant prodige. Fêtes plus intimistes qui n'en voient pas moins les grands noms de la musique de chambre (le Quatuor Hagen, l'ensemble Concerto Köln) et d'opéra de prestige (solistes comme la pianiste Maria Tipo) et des orchestres mythiques tels la Philharmonique de Vienne. Avec, en prime, un « Pasticcio » du dix-huitième siècle, mêlant, sur le thème de l'amour, scènes dramatiques et airs de concerts de Mozart. Mozart dont on

visitera, bien sûr, la maison natale. Un voyage proposé du 22 au 25 janvier, par Koré (86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : (1) 42-93-28-58) pour 8 500 F par personne en chambre double, repas, concerts et avion.

A la carte

Partir, c'est choisir. D'où l'intérêt de la brochure « A la carte » concoctée par Havas Voyages et qui regroupe 170 suggestions de séjours aux quatre coins du monde. Un éventail de formules d'hébergement, de l'hôtel étoilé à la chambre chez l'habitant, de la villa au chalet, du mobil-home à la croisière, de l'Europe aux continents plus lointains. Un carnet d'adresses et un guide qui précise climats, formalités et tarifs de location de voiture, décrit les lieux et les loisirs pratiqués, explique comment séjourner au meilleur prix, seul ou en famille. Dans les agences Havas Voyages, sur Minitel 3615 code Havas Voyages et au (1) 42-88-59-85.

Noël au Liban

Le Liban. Le découvrir ou y revenir. Pour redonner espoir à un peuple qui pense à ses blessures mais o'en accueille pas moins le visiteur avec son hospitalité traditionnelle. Tomber sous le charme, après Lamartine et Nerval, devant les vestiges phéniciens, romains et byzantins. Une semaine pour découvrir Baalbek, Anjar, Saïda, Tyr, Eschmoun, Beit Ednine, Byblos et les cédres millénaires. Et assister à la messe de minuit dans la cathédrale Notre-Dame de Harissa, qui surplombe Beyrouth. Un circuit du voyageur à l'heure du Noël. Départ le 23 décembre, 12 900 F par personne en chambre double. Une destination également programmée par Découvrir (agences), huit jours autour de 9 000 F. Rev'Orient (agences), sept jours, de 8 300 à 8 900 F selon la date) et Orientec (43-36-10-11, huit jours, 10 250 F en demi-pension).

VENTES

A toute vapeur

Depuis deux ans, les ventes répétées de la succession Henri Petiet ont attiré des amateurs de livres et d'estampes de qualité. Le 3 décembre prochain, on découvrira à Drouot un autre aspect de ce collectionneur qui réunit un ensemble de jouets ferroviaires entre 1939 et les années 60, période où l'on chassait les meilleures pièces sur les puces et les brocantes. Personnalité éminente du monde de l'art, Henri Petiet (1894-1980) vient d'une famille qui lui légua le goût des livres rares et de la grande collection. Son père et son grand-père étaient ingénieurs aux Chemins de fer du Nord. Dans leur sillage, le jeune Henri commença très tôt une collection ferroviaire, avec des cartes postales et des livres. Il enrichit peu à peu de traités techniques, de dessins, de photos et de rapports qui contribuent à faire de lui un des meilleurs experts du chemin de fer mondial.

Il s'intéresse ensuite eux modèles réduits, et ses connaissances historiques et techniques des trains lui permettent de sélectionner ces pièces selon des critères très précis. En premier lieu, il s'attache à retrouver sur les prototypes la réalité d'un modèle de train. Les proportions et l'allure générale comptent plus que les détails. Selon lui, l'impression donnée par l'original doit se retrouver sur la reproduction : puissance, faiblesse, solidité ou fragilité. Vient ensuite le regard de l'esthète, qui considère les jouets comme de l'art populaire et achète de nombreux objets pour leur charme enfantin. D'autre part, il aime que sa collection lui rappelle des personnalités qu'il apprécie : autres collectionneurs artisans, modélistes, ingénieurs ou simples amateurs.

Composée de 250 lots environ, la vente comprend locomotives, voitures de voyageurs et wagons de marchandises de grandes marques de jouets : Märklin, Bing, Carotte, Hornby, Jap, Schoener, GMP, Bassett Love, etc., dans tous les échelles de rails (0, I, II, III ou IV). En vedette, toutes les grandes marques de Märklin, la référence pour ce type de jouets. Une locomotive Märklin « crocodile », fabriquée entre 1933 et 1941, écartement « 0 », est estimée 38 000 à 45 000 F. La locomotive Commodore Vanderbilt, toujours de Märklin, écartement « I », estimée 35 000 à 40 000 F, a obtenu environ 84 000 F d'une vente à Londres l'année dernière. Pour les modèles moins prestigieux, les prix des locomotives demeurent autour de 1 000 F, ceux des wagons à partir de 600 F.

A signaler l'édition d'un catalogue extrêmement précis, rédigé par Clive Lamming, historien des jouets anciens. En plus de la description détaillée des lots présentés, les estimations sont accompagnées de une à quatre étoiles qui traduisent l'état de conservation. Héritage d'un grand collectionneur, cette vente attirera probablement tous les ferroviophiles fervents, qui auront la occasion de s'offrir un Noël comme autrefois.

Catherine Bodel

► Hôtel Drouot, vendredi 3 décembre à 14 heures, exposition le 2 décembre de 11 heures à 18 heures, le 3 décembre de 11 heures à midi. L'étude Picard, 5, rue Drouot, 75009. Tél. : 47-70-77-22.

► « Toymania ». Salon du jouet de collection, aura lieu les 4 et 5 décembre au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris.

Rue de Bou

Rue de Bourgogne

L'histoire de la rue de Bourgogne se confond avec celle d'Orléans. Elle a vu passer Jeanne d'Arc, elle a vu Péguy écrivain. Aujourd'hui, c'est une rue refuge, cosmopolite.

Orléans, veille, comme une donatrice sur son passé. La rue de Bourgogne tire un trait parallèle à la Loire. Le grand César déjà y fit sans doute tinter ses éperons lorsque, à la poursuite de Vercingétorix, il ravagea la ville en 52 avant J.-C., faisant une grande tuerie de Carnutes, les Gaulois du lieu. Dès le Bas-Empire, l'axe de la rue est déjà tracé : c'est le fameux *decumanus* que l'on trouve dans toute ville romaine et qui croise en son milieu le *cardo*, orienté nord-sud, aujourd'hui la rue Parisie. C'est par la rue de Bourgogne sur- tout que Jeanne d'Arc, dont les pas sont ici minutieusement comptés, entra dans la ville en 1429.

C'est en effet par la rue de Bourgogne qu'on pénètre dans Orléans, qu'on longe les bastilles, et que l'on part à l'assaut de la ville. Les beaux quartiers, la rue Royale et ses arcades protectrices sont au bout du chemin. Il y a des rues faites d'un bloc, peuplées de certitudes. La rue de Bourgogne au contraire lutte, pousse, gémit, ricane, s'invective, s'entraide, et s'adonne le soir, haussée d'avoir trop vécu, à faire les rêves les plus fous.

C'est là que Péguy passa son enfance. Il fut né à quelques pas, dans le faubourg Bourgogne, peuplé d'artisans consciencieux. Sa mère le conduisit par la main au catéchisme à l'église Saint-Aignan, mais un charbon, nommé Boileau, qui habitait en face, lui avait glissé un jour un exemplaire des *Châtiments*, en un temps « où on se cachait encore à moitié pour l'emporter sous le bras ». Quitant sa besogne de rempaillieuse, M^{me} Péguy avait ouvert une épicerie au n° 2 de la rue de Bourgogne. C'est là, dans la sombre arrière-boutique, qu'il composa en 1896 sa première *Jeanne d'Arc*. Au sortir de l'épreuve, il se lancera à fond dans la défense de Dreyfus.

Quant à sa maison natale au 50 du faubourg-Bourgogne, elle a disparu dès 1923. Les édiles municipaux voulaient ouvrir une voie nouvelle conduisant à un hypothétique port sur la Loire — la navigation avait cessé depuis longtemps — que mijotait la chambre de commerce. Deux projets étaient en lice. L'un supprimait la maison natale du poète. L'autre traversait le jardin du maire. Ce qui aurait été inconvenant.

Jusqu'ici, la rue est encore faubourienne. Elle a laissé, descendant sur la Loire, la superbe demeure de Philippe Egalité, hélas en ruine aujourd'hui, bien que propriété municipale, le château de la Motte-Sanguin, construit par Victor Louis, l'architecte du Palais-Royal, où le futur républicain exerçait ses dons d'industriel et de séducteur. Au-delà de la rue de la Tour-Neuve, d'où monte encore de la Loire une bonne odeur de vinaigre — Orléans comptait à la veille de la Révolution deux cents vinaigreries —, voici la rue de Bourgogne devenue culinaire. Des restaurants la bordent. Cuisines maghrébines d'abord, puis asiatiques, orientales, africaines se sont accumulées en strates. Dans des vapeurs de couscous et de riz coloré, face au bar Alger la nuit, chaque année, le 29 avril, Jeanne d'Arc, caparotée, sous les traits d'une jeune fille méritante de la cité, franchit la porte Bourgogne, reconstituée en carton pâte comme dans une production de Cecil B. De Mille. La cérémonie marque le grand départ des traditionnelles fêtes du 8 mai, durant lesquelles les Orléanais tombent dans la trasse jolannique.

Quelques pas plus loin, dans cette atmosphère toujours faubourienne, on est surpris de trouver la préfecture (n° 181), édifiée sur l'emplacement du couvent de Bonne-Nouvelle, tenue sous l'ancien régime par des bénédictins, et dont le sous-sol, affirment les érudits, recèle le *forum* et les temples de la ville antique. L'échancrure de la rue Rottier permet une échappée sur l'imposant transept sud de la cathédrale. Au coin des deux rues s'élève la salle des Thèses : c'est tout ce qui reste de l'ancienne université d'Orléans et de son « quartier latin », célèbres au Moyen Âge et à la Renaissance. Le droit surtout était au menu. Curieusement, Étienne Dolet, qui était né dans le quartier, n'y étudia pas ; mais tout le monde était frappé par son teint africain, ce qui fit sans doute qu'on mit plus d'ardeur à le brûler. place Maubert à Paris en 1546. Au XVII^e siècle, il semble que l'université fit relâche, à en croire Charles Perrault : « Moyennant finance dans Orléans un âne obtenait sa licence ». Et à la Révolution, on mit la chef sous la porte, il n'y avait plus qu'un étudiant.

Ayant gagné ses grâces, après

s'être frottée aux institutions, la rue se piétonnise, s'embourgeoise, non sans s'autoriser quelques retours frivoles. Dans certaines arrière-salles, de vieux libertaires racontent leur guerre d'Espagne. Les virines se font plus sages. Il est temps de rectifier la position avant de rentrer définitivement dans la ville et de déboucher dans la rue Royale, qui monte fièrement du pont qui porta « le plus lourd fardeau de France ». Madame de Pompadour en effet utilisait l'ouvrage pour se rendre en son château de Mézières.

Près de la rue de Bourgogne, en 1969, des commerces tenus par des juifs furent la cible d'une rumeur : des jeunes filles étaient supposées disparaître dans les cabines d'essayage pour être enlevées et envoyées vers des lieux de prostitution exotique. La ville, décrite comme une des plus françaises et des plus raisonnables, se mit à divaguer. On parle d'un sous-marin qui remontait la Loire pour prendre livraison de ses « victimes ». Il fallut du temps pour « bouter » la rumeur hors des murs d'Orléans.

Régis Guyotat



Chaque 29 avril, Jeanne d'Arc franchit la porte Bourgogne.

C'est Comme Si Vous Veniez De Gagner Un Voyage, Enfin Presque!



LOS ANGELES ou PHOENIX ou NEW ORLEANS
4150 F
AVION + HOTEL + VOITURE



ORLANDO ou MIAMI
3690 F
AVION + HOTEL + VOITURE

Ça y est, c'est décidé, cet hiver vous allez partir une semaine aux Etats-Unis. Pour les dates, c'est à vous de voir. Notre offre est valable jusqu'au 17/12/93 et du 02/01/94 au 24/03/94. Quelle que soit la destination que vous ayez choisie, nos prix comprennent l'avion Paris / Peris, la location de voiture pour une semaine, kilométrage illimité, et trois nuits d'hôtel en chambre double. Vous pourrez ainsi profiter de la voiture pour visiter la région les 4 jours restants. Finalement, la seule chose que nous ne pourrions pas faire pour vous, ce sont vos valises.

Pour plus de renseignements sur les conditions particulières de cette offre, appelez votre Agent de voyages ou Vacances Fabuleuses Paris au 45 23 55 77 ou Nice au 93 16 01 16.

DELTA AIR LINES



VACANCES FABULEUSES
L'Amérique à la Carte

RIVERAIN

« Maho » le solidaire

« JEANNE D'ARC? Comment le modeste Algérien que je suis ne s'intéresserait-il pas à l'héroïne qui se révolte contre l'occupant? », dit « Maho » Djoud, quarante-cinq ans, qui anime des associations dans le quartier. Cette rue, c'est mon village, c'est la rue des transplantés, le réceptacle de la différence. C'est pourquoi l'entraide et la solidarité y sont plus fortes. Le quartier est plein de souffrance et de misère. On se mobilise dès qu'il y a des dérapages. « Maho » parle de son enfance dans un village du Constantinois, dans une Algérie alors française : « Je revais encore ma mère, un coq blanc dans une main, et dans l'autre un panier rempli d'œufs », et l'entends encore l'instituteur lui répondre qu'il n'y avait pas de place pour moi à l'école. C'était en 1951. Et la famille Djoud, qui avait « le rage de s'intégrer », avait fait son bahu-chon pour la métropole. « A la gare Saint-Charles à Marseille, quelqu'un devant a demandé un billet pour Orléans. » Va pour Orléans.

Aujourd'hui, cela fait quarante ans que « Maho » réside à Orléans. Mais, par une de ces bizarreries administratives, il a perdu la nationalité française en 1969, et depuis, ne l'a pas récupérée. Le 15 janvier 1992, sa « réintégration » a été ajournée à deux ans. Décision qu'il a contestée devant le tribunal administratif. Peut-être jugera-t-on qu'il est trop bien assimilé.

PIGNON SUR RUE

L'ancienne épicerie de M^{me} Péguy

M^{me} Péguy tient épicerie au rez-de-chaussée. Quittant la rue d'Ulm, Charles, durant l'année 1896, s'installe dans l'arrière-boutique pour écrire sa première *Jeanne d'Arc*. Une plaque, sur la façade de l'immeuble — mal en point —, rappelle cet épisode de la vie de Péguy, dont la maison natale, au 50, faubourg Bourgogne, a disparu depuis longtemps.

125/127 Emplacement de la porte Bourgogne

A la hauteur de ces deux numéros se dressait la porte Bourgogne, par laquelle Jeanne d'Arc pénétra, le 29 avril 1429 à 8 heures du soir, avant de se rendre maîtresse de la ville, le 8 mai suivant. « Virent pour la recevoir... bourgeois et bourgeoises en grand nombre, portant torches et flambeaux allumés et tenant une aussi grande réjouissance que s'ils eussent reçu un ange descendu du ciel, envoyé de Dieu pour les délivrer », dit la chronique de l'époque. Depuis Orléans n'a jamais cessé, sauf pendant la Révolution et entre 1940 et 1944, de célébrer sa libératrice.

243 Le Bar Bourgogne

Ce bar affiche du « rock à la pression », aime le cuir et le jean.

► Tél : 38-53-55-10.

266 Bar Le Paxton

Ce bar, dont le patron, surnommé « Bob's », vient de Dakar, est un passage obligé de la jeunesse orléanaise.

► Tél : 38-81-23-29. Ouvert jusqu'à 3 heures du matin.

287 Coutellerie Pesty

Le plus ancien commerce de la rue. Depuis 1924, la coutellerie Pesty équipe les tables orléanaises.

► Tél : 38-62-24-74.

Les couleurs du noir

Le noir « ombre finale et silhouette de tout », énonçait il y a un peu moins de dix ans le couturier japonais Yohji Yamamoto. Visionnaire. Voilà que cette non-couleur éclaire aujourd'hui notre vie de toutes ses nuances.

Marché noir, travail au noir, marée noire, liste noire. Dans son édition du 10 juin 1991, l'hebdomadaire américain *Time* imprimait sur sa « une », entièrement travaillée en noir, quatre lettres encore plus noires : EVIL (le mal) : « Existe-t-il ou est-ce que les mauvaises choses ne font que se produire ? ». Livrée du deuil, le noir a toujours hanté l'imagerie populaire, aux couleurs de Satan, prince invulnérable des ténébreux. Le noir absorbe la lumière et ne la rend pas. C'est l'obscur, le ténébreux, le menaçant. Il ténit la nuit, mène dans la mythologie gréco-romaine du sommeil et de la mort, mais également de toutes les misères du monde, comme la maladie, la pauvreté, la vieillesse. « J'entre en humeur noire », écrivait Molière, pour parler de ses chagrins. Associé à l'idée du mal, il se retrouve dans des expressions comme « tramer de noirs desseins », « la coïncidence de son âme », à l'enseigne du café, du pessimisme et de la mélancolie : « Broyer du noir », « voir tout en noir ». Si les Romains marquaient d'une pierre noire les jours néfastes, les écoliers n'appellent-ils pas — à bas — le lundi de la rentrée des classes Black Monday ? « Être dans le noir » : ne rien comprendre à quelque chose, ne plus s'y retrouver, dit le Petit Robert.

Et pourtant, jamais en cette fin de siècle, le noir n'aura été aussi présent dans la vie quotidienne : habillement, bureaux, habitat. Rasant, il s'impose en toile de fond d'une époque qui a fait de cette non-couleur une plus-value culturelle. Dans le goût contemporain, l'étendard du chic à tous les prix, qui permet aux riches et aux pauvres de s'excuser mutuellement. Alors que l'écart

s'agrandit chaque jour davantage. Le noir, « ombre finale et silhouette de tout », annonçait, en visionnaire, le couturier japonais Yohji Yamamoto en 1985 (1), trois ans après son premier défilé à Paris. Il voulait prouver l'existence d'une « autre beauté » : celle de ces femmes marchant sur le podium sans bijoux, sans talons, sans âge, enveloppées d'ombre.

Avec Rei Kawakubo (Comme des garçons), ils allaient soudain bouleverser les codes de la séduction : l'être contre le paraître, la mise en forme à travers le noir, de la vérité du visage, émergeant d'une flaque de tissu, costume déstructuré, tee-shirt de soie broué, ou manteau comme réduit à une forme pure, sans coutures (Issey Miyake). Ce fut la grande vague japonisante, dont l'influence allait largement dépasser le domaine du vêtement. C'était l'enterrement des années disco, roses, ludiques et scintillantes. Le noir prit valeur de concept. Les appartements se vidèrent, traversés de lignes néo-industrielles. Les décorateurs devinrent architectes, les couturiers créateurs, et l'art de vivre devint un problème existentiel à méditer dans des lofts immaculés. Pareil au blanc des années 70, le noir devint le signe de reconnaissance de l'avant-garde. Non plus futuriste mais nostalgique, en référence au graphisme des arts déco, et du Bauhaus : espace, formes, fonction.

Photo de mode, publicité, design, architecture : au cours de la dernière décennie, le noir a justifié toutes les mises en scène du dépouillement, considéré par les uns comme l'imposture du vide, par les autres comme l'expression d'un luxe réduit à sa quintessence. Ne dit-on pas que les vrais amateurs de chocolat le préfèrent noir ? Alain Senderens, à la tête du restaurant parisien Lucas Carton, a conçu, en hommage à l'artiste Condo, un turbo poché et cerné d'écro de séche. « Il y a un blanc presque parfait et un noir très sombre, très brillant comme une laque avec des reflets qui peuvent aller vers le bleu... ».

Le noir, couleur de must, a donné au monde gadget les vertus de l'indispensable et à la technologie une plus-value culturelle. Dans les supermarchés, on trouve même aujourd'hui des emballages noirs pour les savons : chez Camay, le blanc est griffé light, le rouge clas-



La femme en noir ne fuit plus figure d'exception.

sic, le noir chic. Sur le bureau présidentiel, l'objet noir est toujours l'air d'être signé, le téléphone noir semble posséder plus de touches secrètes que les autres. Bien des références du design contemporain sont noires : lampe Tizio de Richard Sapper, chaise Costes de Philippe Starck, ou bureau de Jean-Michel Wilmette. Certains contemporains sont entrés dans le noir comme on entre dans les ordres, valeur refuge d'une certaine bourgeoisie gardant le temple de la modernité. Noir nomade des « gens de nulle part » (Yohji Yamamoto), repoussant le bleu de France dans les greniers de l'Histoire.

Cette nouvelle mythologie du noir a permis de rejeter les lieux communs et les tabous transmis de génération en génération, d'adapter

facto noirs. De quoi faire oublier que le film *The Wild One* (l'Équipée sauvage), de Stanley Kramer (1954), fut interdit en Grande-Bretagne jusqu'en 1967. Marlon Brando allait, dans ce rôle de chef de bande, faire du cuir noir l'étendard des anges de l'enfer. Désormais, les tee-shirts noirs à tête de mort des punks s'exposent au musée, et, dans les milieux lancés, on parle de *revival*. La Doc Martens, le godillot tout-terrain, est devenue la Weston des rebelles : 400 000 vendues en France depuis 1988, dont 200 000 en 1993.

Le noir s'est fait caméléon. Il a quitté le vestiaire pur et dur des pop stars (Lou Reed, Patti Smith...) pour le dressing de l'architecte (Jean Nouvel), du créateur de mode (Azzedine Alaïa, Yohji Yamamoto), du cinéaste (Wim Wenders). Il s'est assoupli, uniforme sans forme, panoplie unisexe, pyjama de ville qu'on enfle, comme dit Agnès B., « pour régler le problème et penser à autre chose ». Pour nombre de femmes, le noir s'impose comme une solution de facilité, grâce notamment à l'introduction des nouvelles fibres (Lycra), qui lui ont permis de passer de la nuit habillée à la journée extensible : le caleçon ou la robe en stretch d'Azzedine Alaïa, si copiée depuis, et surtout les collants, plus doux au toucher et plus résistants. Chez Dim — leader du marché avec 315 millions de paires chaque année — les ventes de transparents noirs ont atteint leur apogée en 1992, avec 35 % à 40 % des ventes.

Démodatée, le noir a sacrifié son mystère. La femme en noir, diva de velours ou androgyne en smoking (Yves Saint Laurent), ne fait plus figure d'exception. Avant, le noir, c'était la divine solitude, l'amazone, un rôle ; la Jeune Fille en costume d'Espada, de Manet ; une ensorcelée de Goya ; Delphine Seyrig dans l'Année dernière à Marienbad. Reste Barbara. Au Théâtre du Châtelet, à Paris, où devant une salle en délire elle chantait ses amours, cette femme est peut-être la dernière à faire rayonner ce noir, de sa seule présence, de sa voix qui déchire l'ombre, le silence : « J'ai peur mais j'avance ! ».

Exception ? Le noir se porte dans l'indifférence, habillant celles qui, pour exister, semblent s'excuser d'apparaître. Noir de crise, noir sans désir ? Les derniers sursauts de la fatale en Thierry Mugler — ou de la Lola en guêpière Chantal Thomass —

semblent appartenir à l'esthétique glacée des années 80. Le noir des années 90 n'éclaire pas plus qu'il ne révèle : il fait écran, couleur de la morosité, d'un malaise économique et moral. Il est devenu gris. Gouffé de pluie. Crépusculaire. Fêtré. Grotte. Bouilli. Etriqué. Usé. Luxueusement cousu à une morale de l'infériorité et du péché. Le vent ne souffle plus du Japon, mais de l'Allemagne (les robes de nonne expressionnistes de Jill Sander), de la Belgique (les soutanes de Martin Margiela, Ann Demeulemeester), rendant aux femmes les atours du puritanisme, de l'habit noir qui les rend invisibles, hootées d'en faire trop, au moment où l'on parle d'une féminisation des mœurs.

Le noir a laissé son empreinte durable. Au dernier Salon des tissus Première vision, quatre cents tissus ont fait le bilan des premiers échantillonnages de l'hiver 1994-1995. Couleurs vedettes : grenat, garance, cacao, encre et, pour les enfants, sanguine, bleu-gris... Qu'en est-il de la magie du noir ? Aujourd'hui, rares sont ceux qui peuvent encore libérer son éclat, le réinventer. Faire qu'il procède d'un théâtre de gestes, d'une attitude. Devienne une beauté en soi, et non pas sa consolation. « Le noir flaque tout par terre », disait Gabrielle Chanel. Les grands couturiers ont toujours été des couturiers du noir. Balenciaga, Yves Saint Laurent et d'autres l'ont adopté pour imposer leur ligne ; la seule couleur capable peut-être d'exprimer la gravité de ce métier qu'on dit triviale. De lui donner une mémoire. Le noir, n'est-ce pas d'abord la trace, la cicatrice du temps qu'il nous reste ? « Excessif et fou, il barre les autres couleurs, parce qu'il a la foi », vient d'écrire Sonia Rykiel dans *Collection terminée, collection interminable* (Flammarion, 1993).

Pour cet hiver, Jean-Paul Gaultier a même présenté une collection nimbée de noir inspirée par les photos du ghetto de Varsovie d'*Un monde disparu*, de Roman Visnec. C'est dans l'ombre qu'il semble donner le meilleur de lui-même, sans doute parce que, comme l'avoue Yohji Yamamoto, « l'important, c'est le sens de la matière : quand on le perd, on collectionne les idées ».

Laurence Benaim

(1) Entretien avec Yvonne Baby, le Monde du 9 septembre 1985.

Au Royaume de l'Ombre

Agnès B.
Parmi les modèles les plus vendus, version homme ou femme, le costume en laine sèche noire. (La veste autour de 1 700 F, le pantalon environ 800 F). Et toujours le blouson-fifre de cuir (autour de 4 000 F), une dizaine de modèles de chemises noires, de la popeline de coton à la soie brillante, longue, fendue, ou zippée. (de 380 F à 920 F), le cardigan pression (autour de 360 F).
► 3 et 6 rue du Jour, 75001. Liste des points de vente : 40-03-45-44.

Comme des Garçons.
Jeux de déconstruction dans la brume : blouson court en coton grisé et manches de veste d'homme (4 240 F), pull dont les manches se prolongent au milieu de la main (2 380 F), ou pantalon si large qu'on peut n'enfiler qu'une seule jambe et laisser l'autre en train (3 999 F)...
► 42, rue Edme-Marcel, 75002. Liste des points de vente : 42-96-12-50.

Jean-Paul Gaultier
Un hiver néo-basiliquien signé par le plus orthodoxe des créateurs, avec une grande maîtrise de la coupe : robe de maille bouillie et de velours frappé changeant (1 975 F), caftan maitressé réversible (5 100 F), smoking de crêpe de laine, veste cape et pantalons (16 500 F), chapka noir (2 100 F), 6, rue Vivienne, 75002. Liste des points de vente : 42-96-12-50.

Kookai
La société fête ses dix ans et une stratégie qui a fini par devenir un style : les petits prix de la mode. Cent trente points de vente plus tard, les basiques font la une de l'hiver : pull chaussette

laine et acrylique (199 F), Twin set, cardigan (299 F), et ras du cou (219 F), pantalon marin noir (399 F).
► 46, rue Saint-Denis, 75001. 15, rue du Temple, 17000 La Rochelle. 313, rue Bonne, 38000 Grenoble. Liste des points de vente : 40-26-30-30.

Issey Miyake
De l'extra-extra small au médium, les panoplies plissées ultra-légères et irrésistibles, pour reine de nuit poids plume et nomades de luxe. Comme découpés au laser, débardeur 790 F, cardigan, 1 350 F, robe longue 1 670 F.
► Pleats Please, 201, boulevard Saint-Germain, 75007. Galeries Lafayette, 25, rue de la Chaussée d'Antin, 75008. Soles, 3, rue des Archers, 69006 Lyon.

Sonia Rykiel
A la fois construite et fluide, la veste en crêpe à boutons dorés (4 750 F). Pantalon « ni droit ni large » (2 650 F), une vingtaine de modèles de pulls noirs (de 1 350 F à 2 100 F), et le classique jogging de luxe en velours éponge, sweat shirt (750 F), et pantalon monté sur élastique (690 F).
► 175, boulevard Saint-Germain, 75006. 70, boulevard Saint-Germain, 75006. Galeries Lafayette. Liste des points de vente : 49-54-60-00.

Jill Sander
Dans l'ancienne maison de couture de Madeleine Vionnet, 900 m² sur quatre niveaux, ou, en direct de Hambourg, le minimalisme cousu des nouvelles « pégières », passant sans décalage d'avions en vernissages : tailleur veste longue coulissée, et jupe frêle-cheville

en gabardine de laine (9 380 F). Doublure d'agneau plissé (13 490 F), robe de noce en crêpe (6 610 F) ou manteau double face (8 190 F) et pas l'ombre d'une couleur vive ou d'un imprimé. A visiter :
► 52, avenue Montaigne, 75008.

Yves Saint Laurent
Hommage à Marlene et présent dans chaque collection depuis 1966, le smoking, comme ligne noire du maître. Grain de poudre toujours, en version andalouse pour l'hiver, avec boléro, et pantalon taille haute bordée d'un noué de satin (4 500 F et 3 350 F), ou à double boutonnage et cabochons de strass (7 980 F la veste, et 2 660 F le pantalon).
► 38, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008. 6, place Saint-Sulpice, 75006. Liste des points de vente : 44-31-65-32.

Y's Yohji Yamamoto.
Une nouvelle boutique noire et blanche pour une nouvelle ligne plus accessible, où l'on retrouve pour homme et femme, les classiques costumes en gabardine de laine, chaplinsques cet hiver, autour de 3 500 F.
► 3, rue de Grenelle, 75006. 47, rue Edme-Marcel, 75001. Gago, 20, rue Fabre, 13100 Aix-en-Provence. Zeze, 8, place Saint-Georges, 31000 Toulouse.

Et aussi : Maria Luisa.
A silhouette-tige, le noir le plus pointu de la saison : robe en satin cuir signée Mario Claret (2 900 F), manteau en patchwork de noirs de Jean Colonna (3 250 F), blazer en grain de poudre vieillie de Martin Margiela (3 800 F).
► 2, rue Cambon, 75002.

ENTRETIEN AVEC SONIA RYKIEL

« J'étais rousse, on m'habillait en vert... »

« Etre luxe du matin au soir dans un pull noir... » Avec deux cent soixante points de vente à travers le monde, Sonia Rykiel a su faire de son nom une griffe. Son défilé à inspiré à Robert Altman, l'idée d'un film, *Prêt-à-porter*, qu'il tournera à Paris dès mars 1994. Surnommée aux Etats-Unis, dès 1964, « la reine du tricot », elle a affranchi la bourgeoisie de certains préjugés, imposant le noir comme une couleur qu'elle signe en lettres d'or. Son empreinte, son rituel. De podiums en façades de boutiques, de coutures à l'envers en superpositions, son noir résiste en souplesse et traverse les modes, en marge des poncifs du style sexy, et ceux du misérabilisme.

Noir des grandes égéries de Montparnasse et de Saint-Germain-des-Près, noir qui allonge, démultipie, crayonne une silhouette sans entraves. Si pour elle, « une belle robe, c'est une comédienne qui parle juste », le noir demeure le personnage principal d'une histoire racontée depuis trente ans : « La mode, c'était une page blanche. Je m'en suis servie pour faire autrement : mon premier noir, c'était un pull en velours éponge, et puis une robe de future maman. Avoir une robe noire remplie de tous les bébés du monde, je trouvais cela merveilleux. J'ai été élevée à Neuilly. Là-bas, le noir c'était réservé au deuil et aux vieilles femmes. Comme j'étais rousse, on m'habillait en vert. Je suis entrée dans le noir pour me cacher, pour me révéler. Il est devenu pour moi irremplaçable. Renoncer au noir ? Pourquoi ? Je ne pourrais l'abandonner que pour une raison grave, terrible. C'est presque un geste, une façon de se mouvoir. Une chose dans laquelle je peux déborder. Je ne me sens jamais aussi bien que dans un endroit fermé. J'ai besoin de ces zones d'ombres. J'adore le noir, parce que j'aime avec passion les autres couleurs. Un vêtement noir sur un cintre, c'est comme un mobile de Calder. En couleur, il aurait l'air d'un épouvantail. Car le noir bouge tout le temps : il y a des noirs obscurs, et des noirs rouges,



Sonia Rykiel.

intenses. Avec lui, on peut se battre, mais jamais tricher. J'aime le noir qui désarçonne. Le noir est beau déhanché, détraqué. Les gens impeccables me font peur : j'ai toujours envie de leur dire : « Défiliez-vous ! » Le noir est une couleur indécise quand on ne sait le porter. C'est un travail. Aujourd'hui la rue est noire. Je ne sais pas si c'est un refus ou une reconnaissance. Les gens sont choqués par tout ce qui se passe. Sarajevo. Les enfants qu'on bat. Le sida. Il y a une manière d'être, un peu défilée. Le jeu n'existe plus. Faire ce métier devient de plus en plus difficile, parce qu'à chaque fois, on doit s'extirper pour essayer d'intéresser le monde. Le noir exige d'être adoré, désiré comme un homme, sinon, il vous saute, vous noircit, vous tue. Il déforme, il attaque. Une robe noire est une parure merveilleuse si vous vous pâmez devant elle. Elle vous ouvre le passage. Se cacher dans le noir, c'est dramatique. On devient la petite marchande d'allumettes. Le noir, il faut le dépasser, le faire vivre. J'essaie de continuer de raconter des histoires à mes vêtements pour qu'ils les racontent aux femmes. »

L. B.

هكذا من اليمين

temps libre
FORMES

Le Monde • Samedi 20 novembre 1993 V

dir

Maldroitiers

Les gauchers vivent sur une autre planète, celle des droitiers. Une planète pas vraiment amie, dont les habitants ont toujours renié à admettre dans leurs rangs ces mutants aux gestes louches.

Le titre de la toute fraîche biographie de Henri Leconte - *Ma vie de gaucher* - sonne comme une revanche. Comme si le gaucher n'était pas chez lui sur les courts! Recensant John McEnroe, John Connors, Guillermo Vilas, Martina Navratilova et Roscoe Tanner, certains ont même parlé de conjuration. Le pourcentage n'est pas moindre en d'autres sports animaux, comme l'escrime ou le ping-pong. On a cherché la clé de l'énigme dans la disposition du cerveau. Les analyses ne convergent que sur un point: entre la réception d'un signal sensoriel et le déclenchement du geste qui survient, le gaucher a un délai d'avance. Et, en sport, toute milliseconde est cruciale. De plus, le gaucher perçoit les réactions du droitier tout en restant lui-même indéchiffrable. Au poker, une supposition prescrit de l'éviter. Dans *The Left Handed Gun*, d'Arthur Penn (1958), Paul Newman ne fauche-t-il pas de sa main gauche une légion de cow-boys trop sûrs d'eux?

Dans *Les Lois* (III A), Platon évoquait la nostalgie d'une société où nous ne serions plus «*estropiés*» que par le «*réglage*» des mains. Elle existe encore chez certains primitifs. Mais il semble que le premier outil, en suscitant une «*bonne*» main, tue l'ambidextrie. D'après certains, ce fut la lance: ou la coiffait à la main droite, pendant que le bras gauche tenait le bouclier contre le cœur. Pourtant, la disparition des lances n'a rien changé. Aujourd'hui, comme hier, la proportion droitiers-gauchers, assumés ou non, serait de neuf pour un.

Des études souvent contradictoires laissent penser qu'elle est partout à peu près stable. Ainsi, les pays arabes ne comptent pas plus de gauchers en dépit de leur écriture senestrogyre - mais dont l'angle d'attaque est à droite. La Chine et le Japon avouent peu de gauchers? La pression du conformisme les aurait contrainsts. A l'inverse, leur exil dans les statistiques américaines tiendrait au zèle déployé pour ne pas contraindre la «*gaucherie*», et qui, dans certains cas douteux, aurait plutôt engendré des droitiers contrariés. Mais cette sollicitude ne vise-t-elle pas à réparer des millénaires de ségrégation discrète?

S'orientant au sens commun, la plupart des sociétés ont exalté la droite. Déjà, le mot latin «*dexter*» des accents finesses: *senestra* évoluera chez nous en «*sinistre*». En Europe, la main droite, siège de la droiture, prête serment, fait le signe de croix et le salut militaire. La gauche, elle, perdonne la gaucherie. Sans l'alliance à l'armistice, sa faiblesse en ferait le marchepied des tentations. En anglais, elle est *left*: abandonnée. En allemand, *links*: tournée. Et ces voix sont universelles. Les hindous ont dévolu la gauche à la «*voierie*» intime. Même chose chez les musulmans, pour qui elle est la main du diable. Comment oser être gaucher?

Les médecins ont répondu. Au siècle dernier, un psychiatre italien «*découvrit*» dans les prisons un taux anormal de gauchers. La gaucherie, comme les bosses du crâne ou le front bas, trahissait «*le criminel*». Plus tard, un de ses confrères nota: «*la fréquence des gauchers parmi les enfants arriérés et débiles*». Ces hypothèses ont fait place à d'autres. Ainsi l'hérédité. La moitié des couples gauchers auraient des enfants gauchers. D'autres expliquent la gaucherie par un excès de testostérone qui aurait ralenti la maturation du cerveau gauche - aux commandes du côté droit. La primauté d'un hémisphère serait pourtant moindre chez le gaucher que chez le droitier - ce qui l'habilitait aux activités requérant la coordina-



Ergonomie spécifiquement gauchère.

L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE

Larmes à gauche

Ce que j'en ai marre d'appartenir à une minorité opprimée, vous ne pouvez pas savoir. Et quand je dis une, façon de parler. Je cumule. En brave petit soldat j'ai donc participé à la plupart des combats pour l'égalité des droits. Sauf un. Le plus dur. Ça, j'ai pas eu le courage. Je me suis défilé en me faufilant dans les rangs serrés du plus grand nombre. J'espère passer à l'as. Et voilà que mon chef me sonne: «*Dis donc, on sort un truc à l'intention des gauchers. Tu n'en serais pas, par hasard?*»

Comment t'es dévoté?

Question de flair. Le gaucher honteux, le planqué, l'hypocrite qui tient son Blic de la main droite et son couteau de la main gauche, je le repère au pit. Et ça me fout en boule. C'est lâche, c'est sournois et...

T'en parles à ton aise! Tu sais pas ce que c'est que d'avoir été persécuté de tous temps, en tous lieux. A commencer par le Seigneur. Il a placé à sa droite les petits verms, les autres il les a maudits. On ne nous aime que morts ou couchés. Après avoir passé l'arme à gauche ou avant de se lever du mauvais pied.

Jolie formule! Trop jolie pour être de toi. Tu l'aurais pas piquée dans l'*Eloge du gaucher* de Jean-Paul Dubois? Tu l'as lu en cachette, hein? C'est bien ce que je pense. Bon, alors t'as vu que Nietzsche, Michel-Ange, Jack l'Éventreur, Léonard de Vinci, Baden Powell et Frédéric II ont assumé, eux!

Eux, c'est limite, mais ça passe, ils sont célèbres alors que moi... J'ai trop honte, j'ose pas.

Allez, un peu de cran, un peu de culot, bon sang, secoue-toi et remonte au créneau. Pense à tous ces jeunes qu'on livre à un sort terrible en les laissant libres de pousser au lieu de tirer à la ligne.

Plaine les! Moi, en me contrariant, en me caboulant les hémisphères, en m'obligeant à écrire de la main droite, j'ai perdu les pédales. Je suis incapable de mettre un nom sur un visage. A commencer par le tien! Je ne sais toujours pas si tu t'appelles Jean-Jacques ou Jean-Michel.

Jean-Pierre. Mais, bon, il y a beaucoup plus grave. Les Américains se sont livrés à des travaux d'où il ressort que si tu te sers de ta main gauche, ne serait-ce que pour te laver les dents, tu ne peux pas espérer vivre plus de soixante-six ans et quatre mois.

Ça, par exemple! Et pourquoi?

Une malédiction congénitale, une inadaptation fondamentale qui tient aux circonvolutions du cerveau. Enfin, tu vois le topo. Bien dans le style des études menées à Yale sur le quotient intellectuel des Blacks comparés à celui des Blancs. Inférieur naturellement. A l'époque, ces conclusions avaient fait scandale. Aujourd'hui on condamne à une mort prématurée dix pour cent de la population du globe et personne ne moufte.

Et tu voudrais que je me signale à l'attention de ces tueurs en alertant Amnesty International? Ce serait du suicide!

Mais non, voyons! A ton âge, t'es sauvé, là. T'es échappé au massacre!

tion des deux mains... Jusqu'en 1963 - et bien au-delà pour les conservateurs de musique -, l'usage fut, autant qu'il se pouvait, de contraindre la «*mauvaise main*».

Dans cette «*rééducation*» à la chinoise, dyslexie et bégaiement entraînaient dans la danse. Avec, au bout, l'échec scolaire. A moins que l'enfant n'ait trouvé une discipline plus «*gauchère*». Elles ne manquent pas. La gaucherie unit Bach et Pascal, Heine et Dufy. Et aussi Nelson, Pelé, Lewis Carroll, Barthes, Tibère, Bismarck, Andersen, Beethoven, Paganini, Michel Serres, Charlie Chaplin, Goethe, Holbein, Billy le Kid... Quant à Léonard de Vinci, ses «*caricatures en miroir*» sont un exemple de l'écriture inversée chère à certains gauchers. C'est que l'écriture à droite est restée au gaucher. Ses doigts, d'ordinaire, attaquent par en haut, la plume balayant l'encre encore humide de la phrase en cours. Les taches étaient inévitables. Si le gaucher écrit par en dessous, on bon sèvre, c'est le style qui se cabre. La plume laboune, se tort, s'ouvre. Elle réclame un droitier.

Imaginez un droitier basculant, à travers le miroir, dans un univers gaucher. Un cauchemar. Il empoigne le couteau à pain: le tranchant ne mord pas. Remonter sa montre l'oblige à des contorsions. Tiro-bouchon, ciseaux, robinets, bec verseur des casseroles, ouvre-boîtes, épique-pommes de terre, tout se dérobe. S'il passe son maniveau, le boutonage se rebelle. La poignée de main courtoise tendue vers la porte s'écroûle en l'orsion du coude. Dehors, les tourniquets du métro, les commandes de la voiture et les freins du vélo réveillent dangereusement les vieux réflexes... Des gauchers passent ainsi leur vie à se heurter. C'est épaisant.

A Londres, une boutique tenue par des gauchers (Anything Left Handed, 57 Brewer Street) leur offre une gamme d'objets usuels. En revanche, Paris leur dédie peu. Quelques pinces, ciseaux et couteaux à légumes dans les grands magasins. Des fusils, des arcs et des arbalètes. Des guitares et des appareils photos. Ces masques-là triment le caractère. Les gauchers sont privés de polo et ne conduisent jamais un orchestre - il faudrait pour cela l'inverser. Leur dextérité est recherchée dans certains travaux manuels. Pour un peu, ils se verraient dotés de pouvoirs surnaturels. Essayez donc, cher droitier, d'écrire une lettre en parlant d'autre chose...

Jacques Brunel

MUSICIEN

Concerto pour l'autre main

Violoniste, le gaucher peut inverser sa mentonnière - tant pis s'il détonne au milieu de l'orchestre. Batteur, il réorganise ses caisses. Trompettiste, il n'a pas de gêne excessive à presser les pistons. Pianiste de jazz ou de rock'n'roll, il excelle, comme Jerry Lee Lewis, dans le jeu des basses. Mais si le gaucher se mêle de guitare, à l'exemple de Paul McCartney, de Jimi Hendrix ou d'Iggy Pop, il ne lui suffit pas toujours d'inverser les cordes.

Pour se venger des poussièreux professeurs de conservatoire qui lui «*brident*» les deux mains en l'obligeant à jouer à droite, Laurent Joulin, gaucher contrarié, fils de gaucher, s'emploie depuis dix ans à rassembler des guitares acoustiques et électriques, des basses et des benjos d'une ergonomie spécifiquement gauchère. D'une douzaine à ses débuts, des voici passés à quelque deux cent cinquante - parmi lesquels de nombreuses Stratocaster. Pour obtenir ces instruments, les fabricants n'ont guère qu'à inverser leurs machines. Mais c'est un petit geste qu'ils font payer cher. A la maison, ensuite, de les négocier au meilleur prix.

Avec le temps, cette boutique bourdonnante s'est muée en repaire de gauchers: on y élève ses eigneurs en toute fraternité. Une boutique semblable existe à Houston. Son nom est South Paw: le crochet du boxeur gaucher...

J. B.

Le Gaucher, 14, rue de Douai 75009 Paris. Tél.: 48-74-17-50. Tous les jours sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures.

CÔTÉ LIVRES

Sportif
Ma vie de gaucher, d'Henri Leconte, Éditions Solar, 1993, 114 F. D'affaires en tennis, l'odyssée tumultueuse d'un battant décrié. En quelques revers fondoyants, l'imprévisible gaucher règle ses comptes avec le public français (les Anglais, à l'inverse, adorent ses foucades: ils le surnomment d'Antagone), la presse et la malchance. De gaucherie, il n'est ici guère question - si ce n'est pour souligner combien la sienne séduisit ses entraîneurs.

Facétieux
Eloge du gaucher dans un monde manchot, de Jean-Paul Dubois, Le Livre de poche, 1986, une quinzaine de francs chez les libraires d'occasion. Le livre-culte des gauchers. Gaucher contrarié, quoique repentant, l'auteur fait un petit tour de la question en quelques 180 pages amusées et vives. De Sigmund Freud à Dieu, des tribus socratiques aux montaignes maléfiques, ce concerto pour la main gauche décline la plupart des grands repères et n'étudie aucun des soucis qui jalonnent l'existence gauchère.

Musicien
Les Gauchers, d'Henri Méica, Presses universitaires de France, 1984, 162 F. Cette somme neuropsychologique est l'œuvre d'un membre honoraire de l'École des hautes études. C'est dire avec quel sérieux sont exposées les controverses épineuses touchant la phylogénèse de la dominance cérébrale et la pathologie corticale chez l'adulte. En s'accrochant, le profane glanera des données précieuses sur la prédisposition gauchère à la musique,

la fragilité auto-immune des gauchers et les variations du flux sanguin dans leur crucial hémisphère droit.

Écolier
Les Gauchers du bon côté, de Marie Alice Du Pasquier-Grail, Hachette, 1987, 75,50 F. Un livre simple, mais tout en nuances, destiné aux parents angusties. Psychologue clinicienne à l'hôpital Sainte-Anne et enseignante à Paris-X, l'auteur examine les enfants atteints de troubles de la graphie. Quand vient l'âge du choix de la main, elle dépiste les gauchers purs et ceux chez qui l'usage de la droite, pour des questions de confort social, peut être encouragé à moindres frais. On s'étonne d'y apprendre, entre autres, que bien des gauchers excellent en mathématiques, discipline que tout un chacun localisait dans le cerveau gauche «*analytique*».

Contrarié
Être gaucher, d'Henri de Montrond, Éditions Albin Michel, Bibliothèque Richelieu, 1993. Tout juste paru. Enseignant (droitier) de l'esthétique du livre à Paris-XIII, l'auteur a longuement observé ses élèves et dépeint quantité de gauchers contrariés. Il les exhorte à retrouver l'ambidextrie chère à Platon, puisque eux seuls en sont capables. Dans ce petit livre chahuté, mais passionné, le lecteur découvre, pêle-mêle, un plaideur d'Étienne pour l'ambidextrie («*libérons les gauchers, nous n'aurons plus d'écritures*»), un rappel du film *Jean de Florette*, une déclaration de Bernard Tapie et les traces de mains gauchères dans la grotte d'Altamira.

Réalisez vos rêves avec Aeromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico 4 880 F
Hôtel Casablanca

A Acapulco 5 340 F
Hôtel Acapulco Plaza

A Cancun 5 380 F
Hôtel Cancun Playa

Prix "à partir de" comprenant: Les vols avec Aeromexico Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à:
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris
Tél.: 42 86 17 40
Fax: 42 96 10 15

VOYAGEURS AU MEXIQUE



هكذا انزل النمل

A Budapest, les rues changent de nom, les chars russes rouillent dans des parcs abandonnés, et l'on montre du doigt, en se moquant, les statues de Lénine, Marx ou Engels, dans les endroits où elles sont parquées. Une histoire à faire sourire, pas forcément rire.

Rendu à Budapest, le voyageur aura soin de se munir du plan qui porte la mention « *Uj utcanevékel* » (nouvelles rues). Car, depuis l'année du tournant — terme employé dans le langage officiel du régime hongrois pour désigner la prise du pouvoir par les communistes en 1948 —, les cartes n'ont cessé de tourner : il faut soudain à Staline son avenue, à Lénine son boulevard, à Marx sa place, et clouer le bec à tous les princes. Staline passé de mode, on décide que son avenue — l'avenue Staline, autrefois avenue Andressy — a fait son temps, et la majestueuse artère qui mène du centre-ville à la place des Héros est fugitivement nommée, pendant la révolution de 1956, avenue de la Jeunesse-Hongroise... pour devenir, après l'élan kadariste de 1957, l'avenue de la République-Populaire. C'en est encore trop pour les nouveaux dignitaires de 1989, qui décident de la rebaptiser du nom du célèbre comte austro-hongrois — héros de 1848 et artisan de la double monarchie —, de celui-là même qu'elle portait avant le tournant fatal : la voilà à nouveau avenue Andressy. Un coup dur pour les représentants de l'agonisante ambassade d'Union soviétique située au coin de la rue, que l'on vit arborer quelque temps encore, et non sans mélancolie, sur ses murs l'enseigne-pancarte indiquant « *Avant la République populaire* ».

boulevard Lénine est le nouveau boulevard Elisabeth.

François-Joseph n'a pas bénéficié des mêmes faveurs, et le pont qui portait son nom, devenu en 1948 pont de la Liberté, a gardé cette appellation, qui, il est vrai, a de quoi flatter tous les régimes. On ne va plus, en revanche, au cinéma La Paix, Le Progrès, ou La Victoire. Pas de soucis, naturellement, ni pour la fête ni pour la place du 7-Novembre (transcription en calendrier romain du 26 octobre 1917 : une plaisanterie hongroise dit que l'agence Tass était en retard pour informer des dates !). Quant à la rue des Epoux-Rosenberg, elle aurait voulu garder l'image de leur idéalisme lunaire qu'elle n'aurait pas mieux fait en redevenant, comme dans l'ancien temps, la rue de la Lune. Reste la place de Moscou : va-t-on lui faire un sort ? « *C'est tout de même la capitale de l'ancien plus grand pays du monde* », hasarde un conseiller municipal un peu nostalgique, et presque en s'excusant. Un passant grognon, lui, émet un avis plus nuancé. « *La place la plus laide et la plus crasseuse de Budapest peut bien garder le nom de Moscou* ».

Depuis 1989, quatre cent vingt-huit propositions de nouveaux noms de rues ont été enregistrées. Car n'importe quel riverain est autorisé

fondation émet un jugement qu'il transmet à l'assemblée municipale.

Aujourd'hui, la liste établie en 1989 a officiellement donné lieu à tous les changements envisagés, avec pour principe de réattribuer les noms existant au moment de l'unification des villes de Buda et de Pest, en 1873, et que portaient les rues pendant l'âge d'or des années 30, véritable paradis perdu d'un temps de paix où Budapest était comme une petite Vienne, avec ses intellectuels et ses bains turcs. Cependant, seulement une partie des rues communistes sont rebaptisées, et on n'en finit pas, en creusant bien, de juger des dénominations « irritantes ». Les postiers ne sont pas au bout de leurs peines.

Ne cherchez donc pas de logique à cette valse infernale. La manie du baptême collectif est à l'image du défilé arbitraire d'extrêmes-réhabilitations qui caractérise l'histoire hongroise vis-à-vis de ses héros. Pourquoi s'est-on surpris la rue du Capitaine-Gossesv (aujourd'hui rue de l'Aigle), alors que ce capitaine, héros d'un roman du Hongrois Bela Illés, et qui n'a jamais existé, n'avait contre lui que d'être russe, pour les besoins du roman ? Pourquoi la rue Gorki subsiste-t-elle, quand la place Gorki est devenue, elle, place Széchenyi et l'allée Gorki l'allée du Bois-de-la-Ville ? Pourquoi le fillet de bouff à la Pouchkine est-il devenu fillet Esterhazy, quand la rue Esterhazy est, elle, devenue irrévocablement la rue Pouchkine ? Pourquoi ? Demandez « *pourquoi* ? », on vous répond « *parce que* ».

Par une curieuse alchimie, les noms semblent parfois influencer les rues, comme s'ils déclenchaient une réaction psychologique chez les riverains. L'ancienne rue Royale,

Loin dans la banlieue, sur la route de Budaörs, le parc où sont regroupées les statues des années rouges.



Budapest brade ses fantômes

Les Budapestois eux-mêmes en perdent parfois leur latin, et le visiteur devra rapidement s'habituer à la logique diabolique de ce pays qui ne vit pas naïvement pour rien l'inventeur du Rubik's Cube. Depuis la grande braderie de noms de 1989 (déjà bien amorcée dès 1956, et surtout après la nouvelle attaque antistalinienne de Khrouchchev lors du XXII^e congrès de 1961), les postiers deviennent fous, et le personnel de l'administration à de quoi s'occuper, avec la remise en ordre des fichiers et la réimpression des papiers d'identité. Une caricature dans un journal local montrait un enfant obligé, pour ne pas se perdre, d'emmener avec lui son grand-père, seule mémoire vivante capable d'adapter les nouvelles rues aux adresses d'un calepin. Quand on a décidé que le monde se retournerait comme une crêpe, on n'y va pas par quatre chemins. Près de la gare de l'Ouest, la place Marx s'est changée ni plus ni moins en place de l'Ouest. A Lénine, on préfère définitivement la bien-aimée impératrice Sissi, et le

à porter plainte contre une rue dont il a décidé que le nom était « irritant » à ses oreilles. L'arrondissement en avise alors la Fondation pour la protection de l'image de la ville (rebaptisée fugitivement « Fondation pour l'embellissement de l'image de la ville », les communistes s'indignant de ce sous-entendu perfide selon lequel il s'agissait de « protéger » la ville — contre qui, grands dieux ? Désormais, en revanche, on n'embellit plus, on protège. Le conseil de la

rebaptisée rue Malakowski, s'était progressivement dégradée, virant à la pouture. Redevenue rue Royale, elle semble aujourd'hui prête à tout pour mériter son qualificatif. La voilà du dernier chic, le comble du faubourg kitch, avec banques, centre commercial, bureaux à louer, magasins d'alimentation de luxe, type à l'œil compier et façades clinquantes.

Fallait-il changer les noms ? Les jeunes s'en moquent, parce que c'était de l'histoire ancienne, les

autres protestent qu'il faut assumer sa mémoire. L'un d'eux se rappelle avec émerveillement s'être promené dans Paris en 1957 muni d'un Baeedeker de 1906. « *Le drapeau de la Hongrie, c'est que sa continuité a toujours été rompue. Changer les rues et les monuments, c'est créer de nouveaux enterrements, de nouvelles ruptures, et une tristesse de plus chez ce peuple dont plus de 60 % de l'histoire est faite de guerres, qu'il a, de plus, toujours perdues. Nous sommes fous aussi*

du passé communiste, il faut l'accepter. Sinon, on devient fou.

Alors que la ville se débarrasse tant bien que mal de ses noms maudits, préférant aux traces du passé la folie des adresses qui changent, elle délègue à sa lointaine banlieue (sur la route de Budaörs) le soin de conserver dans un parc en plein air les statues des années rouges, jadis érigées à la gloire de la République populaire, et rares survivantes des destructions vengeresses à coups de pioche en 1956 et 1989.

Parqués comme des bêtes, bustes et monuments vous contemplant. On retrouve Lénine, subrepticement calé de la place des Défilés pour cause de réparation peu avant les changements, et qui n'était jamais revenu. Avec lui, Marx et Engels façon cubiste, quelques soldats russes et vaillants prolétaires, dont un intime de la place des Défilés, que les enfants somommaient « *Vestiaire* », parce que, s'éloignant avec une étiquette, il avait l'air de vouloir vous rattraper pour vous donner votre manteau.

Parmi les absents, l'horrible statue de la Liberté qui domine encore la ville depuis les hauteurs du mont Gellert. Symbole de la libération par les Russes, elle a fini par échapper au parc après de lourdes discussions : on a choisi, perdu pour perdu, de donner un dernier coup de botte aux Allemands et de rendre aux Russes ce dernier hommage, mais le soldat russe qui se trouvait à ses pieds, est, lui, déporté dans le « *goulag* » aux statues. Tout comme on a supprimé la Fête nationale du 4 avril [1945] qui rendait grâce aux Soviétiques. Allez vous y retrouver. Autre grand absent du parc : Staline, première victime des coups de pioche de 1956. Lors de la dernière cérémonie commémorant le 23 octobre 1956, il y a un mois, sa statue fut reconstruite sommairement et exposée à son ancien emplacement, mais, sans son corps, la grosse tête reposant à côté de la pare de pieds. Il faut croire qu'elle n'avait pas sa place au « *zoo* », et elle a disparu comme elle était venue.

Déjà baptisé « *maison des fantômes* », et inauguré en 1992, le jour de la Fête de l'Adieu (deuxième anniversaire du départ des dernières troupes soviétiques), le « *zoo* » des statues n'a pas fini d'attiser les polémiques. « *On aurait mieux fait de tout détruire* », disent certains, ou de « *vendre très cher à des Américains riches* » pour prétendument indemniser les victimes du communisme. Flanqués à la sans commémorer de ce point de vue, le musée n'est pas une réussite, les colosses moustachus brandissent

Le paradis sur une île
une semaine à partir de 880€ tout compris
LE BONHEUR !
LA MAISON DES MALDIVES
Tél : 01 40 38 96 93

week-end "Special Jazz" à Londres
toute l'ambiance des pubs et des théâtres
AMBLINN
Un week-end à Londres avec deux jazz à Sals et un jazz au Bluebird, pour écouter du jazz dans l'un des plus beaux clubs du monde !
Vol régulier, 2 vols d'hôtel, jazz, à partir de :
2290€
Signé par **VOI**
Agence VOI, et dans toutes les agences de voyages et agences AFAP et FOLIO. Brochure VOI/AFAP sur simple demande ou email
Tél : 40 53 07 11
181 Bd. Péniche - 75017 Paris

Transports
De la gare de l'Ouest (construite par Eiffel), les trains partent vers l'Est. De la gare de l'Est, ils partent vers l'Ouest. Demandez si de la gare du Nord, ils partent aussi vers l'Est, on vous répondra, sincèrement surpris : « *Non, pourquoi ?* »
Attention aux taxis : tous munis du même capuchon lumineux, les privés coûtent au moins le triple de ceux qui sont affiliés à une compagnie, lesquels sont reconnaissables à la grosse vignette collée sur la portière. Éviter les Mercedes garées devant les hôtels de luxe. De l'aéroport, une navette part toutes les demi-heures pour le centre-ville.

Dernière des façades
On vient moins à Budapest pour ses monuments culturels, peu nombreux, que pour la qualité de ses immeubles. La beauté, fit-elle triste et décadente, se cache derrière les porches, dans les quartiers du château, du 5^e arrondissement, de l'ancien ghetto juif (autour de la synagogue) ou de l'avenue Andressy. Cours abandonnés, splendides et décrépites, patios rectangulaires bordés de balcons à plusieurs étages, rambardes au fer forgé, escaliers malfaits, colonnes de stuc qui s'effritent, nostalgie habsbourgeoise et désolation mélancolique. Place Roosevelt, le palais Gresham, ancien siège d'une compagnie d'assurance britannique, dont la cour rappelle le style anglais

CARNET DE ROUTE
Viktor J. Andressy út
66-70
Viktor J. Andressy út
66-70
L'avenue Andressy a été rebaptisée trois fois avant de reprendre son nom d'origine.

des Indes, est l'un des plus beaux de l'époque Sécession.

Marchés
Il y a, dès 5 heures, le grand marché aux fleurs (Budonosi utca) et, dès 6 heures, le « *marché aux esclaves* », où l'on vient « acheter » au noir une main-d'œuvre qui se presse, prête à tout, place de Moscou (Moszkva ter) ; le marché aux puces (Ecsesi utca) ; 9^e arrondissement), et de nombreux marchés de fruits et légumes, dont le marché couvert (Vamhaz körút). Survivance du Commerce, le « *marché polonais* » (à Kelenföld, 11^e arrondissement) — mais il peut changer d'adresse) est un immense souk sordide, dans le brouhaha de

toutes les langues d'Europe centrale et orientale, où l'on trouve de tout, du cognac yougoslave aux répondeurs téléphoniques (sans garantie), à des prix dérisoires. Dans les rues, des Hongroises de Transylvanie vendent des produits d'art populaire.

Cafés
Difficile de ne pas prendre racine dans les grands cafés à l'architecture — Kaveház. Le plus somptueux est l'ancien repaire des écrivains au début du siècle, le New-York, en style rococo, et le plus fréquenté, la pâtisserie Gerbeaud (prononcer Zserbó), place Vörösmarty. Angélina et le café de l'hôtel Astoria, avec leurs vieilles dames summoisées de

chapeaux anachroniques, le Művészet et le Lakás de l'avenue Andressy, ne valent pas moins d'y faire la pause. Pour les déjeuners rapides : meleg szendvics (sandwich chaud : croque-monsieur), omlette hongroise, pogácsa (sorte de scones salés) ou de merveilleux gâteaux.

Bains
Lequel choisir ? Le Gellert, pour son architecture de style Sécession (mais envahi par les touristes) ; le Kiraly et le Rudas (la plus belle section est réservée aux hommes) parce qu'ils datent de l'occupation turque ; le Lukacs, parce qu'il est plus populaire est fréquenté quotidiennement par les Hongrois — sa piscine en plein air est le rendez-vous des intellectuels ; le Szechenyi, le plus grand bain thermal d'Europe, pour son architecture néoclassique est la piscine des joueurs d'échecs. On comprend que les Turcs aient trouvé leur bonheur à Budapest qui compte 117 sources thermales. En plein centre-ville, elles ont toujours leur pouvoir de guérison.

Cinéma
Acheter *Pesti Műsor*, le programme hebdomadaire des spectacles. Pour voir des films (français) en langue originale sous-titrée, veiller à ce que ne figure pas la mention « *mb* » (magyarul beszél : doublé en hongrois).



DERNIÈRE HEURE

La mort dans le désordre

Si la Transylvanie nous fait rentrer le cou, préparer nos goussets d'ail et brandir nos croix de bois, les Hongrois, eux, vont jusqu'à y chercher leurs tombes. Dracula pas peur. De Transylvanie, cœur symbolique de la Hongrie et douloureusement arrachée par le traité de Trianon, arrive une nouvelle mode de stèles funéraires, surgie avec le renouveau patriotico-nationaliste hongrois, dont cette petite région des Carpates, passée de l'autre côté de la frontière roumaine, est l'un des emblèmes persistants.

A côté de la place de Moscou, à Széna tér, quelques piliers en bois sculptés se dressent sur une parcelle de terrain vague, où une inscription rappelle les résistants tombés en 1956. De loin, on croirait une exposition d'art africain. Il s'agit en fait de ces tombes transylvaines, reconnaissables par leur forme simplifiée - une colonne de deux ou trois mètres -, très légèrement sculptées et dépourvues de toute ébauche de croix, peintes d'un fin ruban aux couleurs du drapeau magyar. Une tradition médiévale en Transylvanie, que certains Hongrois se mettent à adopter pour leur propre enterrement, et indépendamment de leur religion.

Ces mêmes tombes, on les retrouve dans un quartier éloigné de Budapest, véritable forêt sans toit de ces piliers portés isolés, sans mur ni barrières, n'ouvrant ni ne fermant sur rien. Nous sommes à l'extrémité du cimetière Ur Köztemető, parcelle 301, au panthéon ou mémorial des martyrs de l'insurrection.

Deux cent soixante révolution-

naires de 1956 reposent quelque part sous les piliers, combattants inconnus ou célèbres parmi lesquels Imre Nagy, soudain (et provisoirement ?) réhabilité en héros après avoir été traîné dans la boue. Exécutés entre 1956 et 1958, ils furent jetés dans une fosse commune avec les criminels de droit commun, loin de la ville, pour éviter les recueils idolâtres. L'un des premiers changements en Hongrie, quelques mois avant les élections de 1990, prit la forme d'une curieuse cérémonie, presque tribale: il fallut exhumier les corps, identifier les os des héros et les réenterrer plus dignement au même endroit.

Le Père-Lachaise a son homologue au Kerepesi Temető, le plus charmant et le plus majestueux des cimetières de Budapest. Presque tous ceux dont les noms désignent les rues de la ville sont là: écrivains, musiciens, comédiens ou hommes d'Etat de l'histoire hongroise. Et même les fameux joueurs d'échecs Marocsy et Charousek ont retrouvé le comte Karolyi et Lajos Kossuth à qui les Hongrois devaient bien ce splendide mausolée néoclassique, gardé par deux panthères en pierre. Quant à la partie juive du Kerepesi, elle est violemment endommagée par le vandalisme et n'égale pas les superbes allées du cimetière juif de Uj Köztemető, ni celles de Farkasrét - accessible par une entrée extérieure - où règne une étonnante atmosphère de désordre et d'abandon.

Dans le cimetière de Farkasrét où le plus célèbre riverain, Bela Bartok, a l'air d'être puni, seul dans un tombeau maussade et loin de

ses homologues Liszt et Erkel qui reposent, eux, parmi les artistes du Kerepesi, le géographe des tombes est particulièrement. Une carte fournie par le bureau d'information, à l'entrée, désigne l'étrange d'un classement par catégories sociales: moines, soldats, écrivains, travailleurs, artistes sont groupés dans leurs parcelles respectives et représentés sur la carte par différents symboles. Les critères de classification ont de quoi laisser perplexe, mais, pour peu que l'on soit déjà rodé aux diableries de la logique hongroise, on saura garder son flegme et ne pas paraître dérouté, par exemple, par les mouettes indiquant sur la carte la section consacrée spécialement aux victimes des catastrophes aériennes, ni par les rondeurs de la Vénus de pierre honorant la tombe d'une hôtesse de l'air... Le très gourmand comte Dracula n'a sûrement pas dit son dernier mot.

M. V. R.

► Comment se rendre aux cimetières:

• Uj Köztemető, dans le 10^e arrondissement, entre Köbánya et l'aéroport (à une bonne demi-heure du centre), accessible par les tramways 28 et 37 depuis Blaha Lúza tér. Un bus fait le trajet de l'entrée principale à l'extrémité du cimetière où se trouve la parcelle 301.

• Kerepesi, dans le 8^e, près de la station de métro Keleti pályaudvar. Entrée principale sur Fiumei út.

• Farkasrét, à Buda, dans le 12^e, Németvölgyi út, 99. Accessible par le tramway 56 depuis Moszkva tér. Le cimetière juif est au coin de Erduti.

ômes



« On aurait mieux fait de tout détruire. »

des menaces muettes qui ne font plus peur à personne. Il ne manque que les cages et les cacahouètes, mais les enfants gloussent, et c'est salubre, disent les parents.

Comme dans le café Marxim, rue Kis-Rokua, où l'on peut commander une pizza au milieu des barbelés de miliciens en civil et des étoiles rouges, dans la suave atmosphère du Goulag. Il faut sans doute

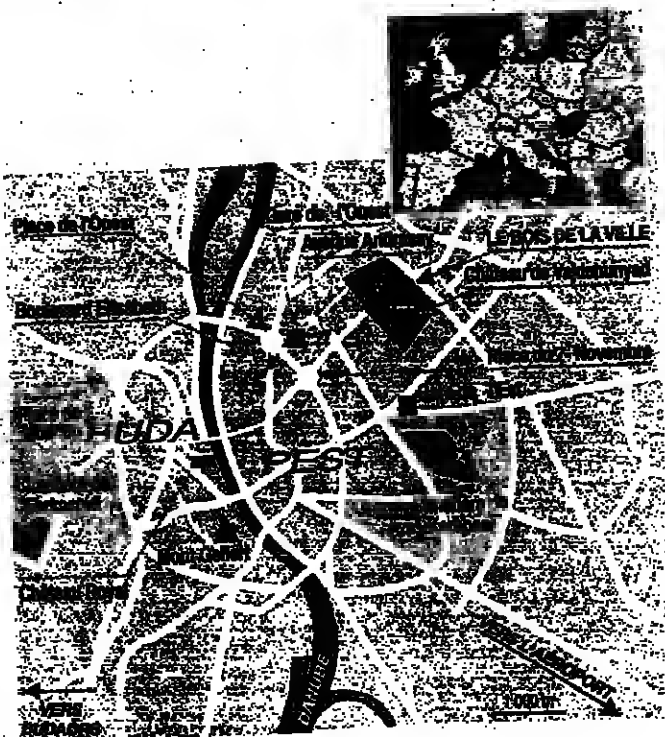
un sens excessif de l'ironie et du cynisme pour ne pas y attraper la chair de poule, et ce café d'un goût douteux, s'il fait ricaner les jeunes Hongrois peu concernés par un stalinisme bien amoitié, ne rencontre pas une clientèle très chieuse auprès des Russes, des Roumains ou des Polonais de passage. Quoi qu'il en soit, l'exotisme par l'ironie profite aux vendeurs des marchés, où les

déchets laissés par les Soviétiques - munitions et kalachnikovs, uniformes, bottes, médailles, casques d'officiers - connaissent un succès fou. On a même joué un char à la tombola.

Momifier, ironiser, ou laisser pourrir? C'est le triste sort des chars abandonnés dans les anciens parcs d'entraînement des troupes soviétiques. Pour les aventuriers, amateurs de choses interdites, une promenade s'impose à Hajmáskér, au nord du lac Balaton. Chars cabossés, baraquements, fortins, carcasses d'obus et de roquettes, étoiles rouges et inscriptions russes reposent sans témoin dans une clairière déserte perdue au milieu d'une forêt. Les Russes ont tout laissé sans nettoyer.

Faut-il rire de ce que la plaque commémorant les tortures commises dans l'ancien bâtiment de la police politique hongroise, place Oktogon, soit aujourd'hui située entre un Burger King et un Wimpy's? Mis hors d'état de mûre derrière leurs cages à fantômes, les colosses moustachus laissent danser dans l'allégresse dollars, schillings et deutschemarks qu'un nouveau zoo accueillera peut-être un jour. rue Váci, la compagnie Aeroflot fait triste figure face aux firmes viennoises. Mais on peut voir, en cherchant bien dans les wagons du tramway et du métro, d'insolentes petites plaques de métal qui ont réussi à se faire oublier: « *slielano V CCP* » (« *made in USSR* »).

De notre envoyée spéciale
Marion Van Renterghem



La beauté paisible de Goa.

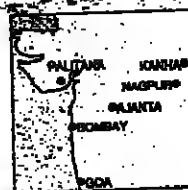
Trésors de l'Ouest

Bienvenue dans la palpitante ville de Bombay, porte de l'Inde, renommée pour la chaleur de son accueil et les délices de sa cuisine, mais aussi pour la douceur de ses soies et la souplesse de ses cuirs, ses tentures uniques ou son éblouissant artisanat sur miroir.

Visitez les temples d'Ellora et Ajanta et admirez leurs magnifiques sculptures et peintures rupestres vieilles de plus de 2000 ans.

Promenez-vous sur les plages dorées de Goa et naviguez sur une mer d'un bleu étincelant. Offrez-vous le frisson d'une rencontre avec un tigre dans le parc national de Kanha.

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, vos vacances en Inde resteront pour vous un souvenir impréissable. Contactez votre agence de voyages dès aujourd'hui.



Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure.
Nom: _____
Adresse: _____

India

Office National Indien de Tourisme
8, rue de la Madeleine, 75001 Paris
Tél. 1 42 42 83 84, Fax 1 42 42 01 10
Métel 2015 INDI

مكتبة النهر

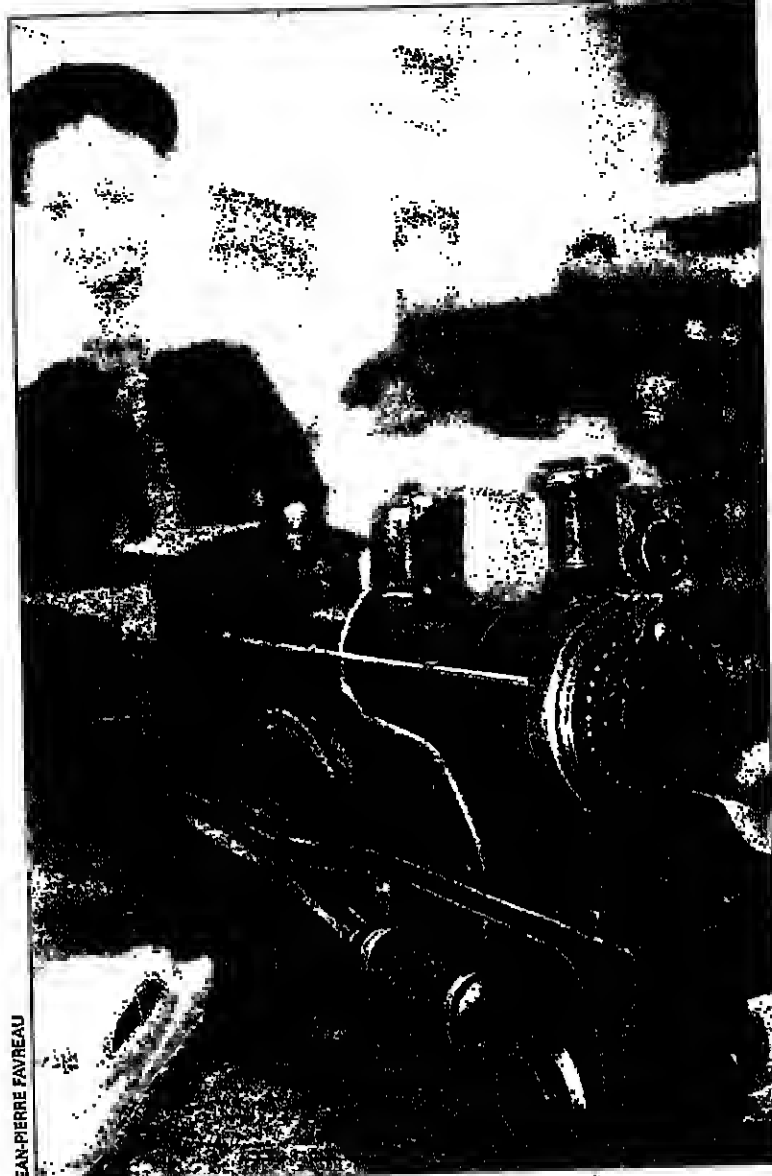
Les jouets de la passion

Le monde des jouets anciens est le paradis des collectionneurs. En salle des ventes ou en boutique, ils courent après leur enfance dans un mouvement toujours recommencé d'achats et de reventes.

Malgré la maturation des acheteurs, plus passionnés que spéculatifs, les prix des jouets de collection ont atteint des sommets en 1989 et 1990 ; après une baisse et une stagnation de deux ans, il semble que des nouvelles tendances commencent à se dégager.

Comme beaucoup d'autres, ce secteur a suivi l'ensemble du marché de l'art : le très fort engouement qui s'est manifesté pendant deux à trois ans a fini par déstabiliser les cotes une fois la fièvre retombée. Au plus fort de la flamme, on constatait une demande extrême d'achats sans discernement, les plus beaux objets comme les moins intéressants. C'est peut-être ce déséquilibre qui a été le plus nocif. Les acheteurs avertis ou néophytes se sont retrouvés avec des pièces surpayées, qui n'ont plus intéressé personne dans une conjoncture devenue morose du jour au lendemain avec la guerre du Golfe. Le commerce de l'art a gelé, on a vu les prix tomber de haut lars de nouveaux échanges. Avec le recul, on s'aperçoit aujourd'hui combien la spéculation effrénée qui a sévi pendant ces « trois glorieuses » (1988-1989-1990) s'est révélée mauvaise pour l'ensemble du secteur. A côté des particuliers qui s'étaient laissés entraîner dans cette valse des prix, les antiquaires et les galeries de tableaux sont sans doute ceux qui ont payé le plus cher cette affaire.

Toutefois, certaines spécialités ont mieux résisté que d'autres à la crise, notamment celle de la collection. Tout en subissant des ajustements, en particulier sur les pièces de haut niveau, les jouets anciens sont loin d'avoir connu l'effondrement de la peinture moderne et contemporaine. Une fois éradiquée l'idée de profit maximum dans un court laps de temps, les échanges ont peu à peu repris leur cours avec au passage quelques tassements. Si bien que l'on ne parle plus de catastrophe, mais d'un assainissement



Aujourd'hui, les spécialistes des jouets anciens sont optimistes.

du marché qui nécessitait quelques sacrifices pour repartir d'un bon pied. Aujourd'hui, les spécialistes de jouets sont optimistes. On remarque cependant un net changement d'attitude chez les acheteurs, qui manifestent maintenant une très grande exigence quant à la qualité, et un refus d'investir de manière inconsidérée. Ainsi, l'état de conservation a-t-il pris une très grande importance. Les repeints, réparations et restaurations sont devenus un facteur de baisse notable. Alors qu'ils achetaient auparavant pour posséder un modèle, les collectionneurs recherchent désormais des pièces le plus près possible de leur état d'origine, préférant même de légères détériorations à des ajouts postérieurs. Par exemple, un « Tréfilé » 5 CV Citroën vaut environ 20 000 francs quand il est présenté dans sa boîte de carton en parfait état, entre 10 000 et 12 000 francs sans la boîte, même s'il a quelques éclats de peinture retouchés. Il atteindra à peine 5 000 francs avec des restaurations. Curieusement, le phénomène

des demandes de boîtes d'origine est apparu depuis peu et a soudain pris beaucoup d'importance. Il s'applique aussi bien aux poupées et accessoires qu'aux jouets en tôle.

La poupée connaît son âge d'or au cours du XIX^e siècle avec la fabrication des têtes en porcelaine, qui lui donnent un air vrai et vivant. Les modèles les plus cotés sont l'œuvre de quatre fabricants : Thümler, Bru, Jumeau, Steiner, qui se négocient entre 20 000 et 400 000 francs. En dehors de ces pièces de haut niveau, de sympathiques collections sont accessibles à toutes les bourses. Les « Mignonnettes » ont une tête en biscuit en porcelaine et datent de la fin du XIX^e ou du début du XX^e siècle. Fabriquées en France ou en Allemagne, elles se vendent entre 500 et 5 000 francs.

Produits de 1880 à la fin des années 50, les baigneurs en celluloid, entre 300 et 3 000 francs. Ils ont été longtemps délaissés au profit de la porcelaine, puis ont pris peu à peu une place sur le marché.

au fur et à mesure que les grandes créations voyaient leurs prix monter et que les générations qui avaient joué avec venaient les acheter.

La célèbre « Bleuette », mascotte du journal *la Semaine de Suzette*, est celle qui a le plus beau trousseau : chaque semaine paraissait un nouveau patron pour babiller soi-même sa poupée. De 1905 à 1957, « Bleuette » raconte l'histoire du siècle à travers ses vêtements. Suivant son ancienneté, elle vaut de 4 000 à 8 000 francs.

La dernière arrivée sur le marché des poupées de collection est sûrement la plus célèbre aujourd'hui : Barbie l'Américaine, avec ses pieds cambrés pour chaussures à talons et ses perruques. Les premiers modèles arrivés en France en 1963 coûtent entre 600 et 2 000 francs.

Les jouets en tôle subissent la même disparité de prix entre le plus haut niveau et les pièces moyennes. Des jouets ferroviaires de qualité se trouvent à partir de 300 francs, par exemple une locomotive mécanique JEP des années 50. Leader mondial, la marque allemande Märklin a produit les plus beaux modèles de trains, certains à plus de 100 000 francs. Mais aussi des jouets moins raffinés, édités en très grandes quantités, comme des petites locomotives d'avant-guerre, qui se vendent autour de 1 000 francs. Il faut compter 1 500 francs pour une gare Märklin, entre 200 et 2 000 francs pour une JEP.

Les premières petites voitures « Dinky Toys » datent de décembre 1933, et les collectionneurs s'intéressent aussi aux séries limitées que cette marque continue de sortir. Suivant la rareté du modèle, la couleur et l'état de conservation, les prix varient entre 150 et 6 000 francs.

Avec l'importance croissante prise par l'état de conservation des jouets, il convient d'être particulièrement vigilant avant d'acheter. Attention aux restaurations qui peuvent faire baisser le prix jusqu'à 70 % : les résines utilisées actuellement sont pratiquement invisibles. Pour les poupées en porcelaine, soulevez la perruque pour vérifier que la tête n'est pas fêlée. Pour éviter toute déconvenue, le mieux est de s'adresser à un spécialiste qui engage sa responsabilité en délivrant un certificat. Celui-ci, en plus d'une description exacte de l'objet, avec ses éventuels défauts, doit préciser son origine et sa date de fabrication. Ceux qui commencent une collection auront intérêt à éviter les bourses d'échange où circulent bien souvent les « nanars » dans personne ne veut.

Catherine Bedel

MUSÉE

Jep entre deux guerres

A Montreuil, les jouets Jep envahissent pour un an le Musée de l'histoire vivante. Fleurons de l'industrie française du jouet d'entre les deux guerres, ils furent fabriqués sur place, dans une usine de la rue de Paris, de 1908 à 1964.

Inventive et instructive, cette exposition est à l'opposé du classique entassement d'objets sous-verres qui n'intéressent que les connaisseurs. Fuyant les sentiers battus, ses organisateurs refusent aussi l'attendrissement nostalgique que provoque un jouet oublié aux yeux d'un adulte. Leur principe directeur est de faire de l'histoire à travers un objet familier à tous.

Sous une forme explicite, l'exposition raconte les jouets Jep et leurs soixante années d'existence. Elle montre comment l'évolution générale du monde, le découvrant de nouvelles techniques, les changements économiques et sociaux, les événements contemporains dictent en quelque sorte la sortie d'un nouveau jouet et influent aussi sur les motivations psychologiques de l'acheteur. En 1934, un enfant désireux d'un transatlantique Jep répond aux préoccupations spécifiques d'une époque : les actualités cinématographiques diffusent les images des stars débarquant à New-York au pied des gratte-ciel, flattant le mythe de la traversée luxueuse, avec grands dîners en smoking dans les salons art déco. Pour appuyer ces éléments didactiques, des photos illustrant la port de New-York, l'aéroport du Bourget ou le circuit des 24 Heures du Mans venaient avec les jouets qu'ils ont inspirés. Les grands événements du siècle, comme la première liaison aérienne, une victoire en course automobile, ou la mise en service d'un nouveau type de locomotive sont intégrés à l'ensemble de l'exposition par des reproductions de journaux d'époque, des extraits de films d'actualité (passés en vidéo continue) et des affiches de films.

Dès l'entrée, le visiteur est placé dans son rôle de consommateur de jouets : trois vitrines reconstituent l'ambiance, le décor et la présentation desdits jouets à l'époque de leur fabrication. La première figure les années 1900, avec un décor plein de valises et d'arabesques ; la deuxième est toute

art déco, et la troisième consacrée aux années 50 et 60.

Dans la salle suivante, une chronologie des créations Jep est présentée décennies par décennie, illustrée par des jouets significatifs de leur époque. Plusieurs thèmes sont ensuite successivement abordés : l'exploit technique, à travers la première vraie locomotive à vapeur réalisée par ce fabricant, la commercialisation, avec catalogues, emballages, réclames à placer sur les comptoirs des marchands de jouets. On verra aussi les grands classiques, ces jeux ou jouets inusables ; poupées, jeux de plein air, jeux de chevaux de courses. Les petites filles ne sont pas oubliées et peuvent admirer six décennies de cuisinières, poussettes, berceaux, dinettes, etc. Sont même évoqués les week-ends à la campagne, si chers aux années 60 que la dernière tentative de modernisation des productions Jep leur est consacrée, avec des créations peu connues : golfs miniatures, échasses, jeux pour le voiture, mobilier de jardin pour poupée, etc.

L'usine de la rue de Paris fait aussi partie des thèmes directeurs de l'exposition. Elle devint, de 1920 à 1939, la plus importante des firmes françaises de jouets. Soumise à rude concurrence à partir des « années 50 », l'entreprise Jep ferme l'usine de Montreuil en 1964, puis abandonne la fabrication de jouets en 1968.

Riches de plusieurs milliers de jouets prêtés par des collectionneurs repérés dans toute la France, cette exposition — qui doit durer près d'un an — plaira sans doute à plusieurs générations, des grands-parents aux petits-enfants. Située dans un grand parc municipal équipé de jeux de plein air et doté en plus d'un Guignol dont les programmes changent chaque semaine, l'exposition Jep sera une agréable destination, aussi instructive que sympathique.

C. Be.

► Musée de l'histoire vivante, 31, bd Théophile-Sueur, 93100 Montreuil. Tél. : 40-70-61-62 et 63. Du 20 novembre à octobre 1994. Entrée 20 F, tarif réduit 10 F. Métro : Mairie-de-Montreuil, puis autobus 122, arrêt Parc Montreuil.

PRATIQUE

Boutiques

Poupées Robert Capia, 24, galerie Véro-Dodet, 75008. Tél. : 42-36-25-94.
Sophie Dubac, 105, rue Dubac, 75007. Tél. : 45-48-49-01.
Hermine, 57, rue du Grand-Marché, 37000 Tours. Tél. : 47-37-54-62.
Tailland, 1, rue de la Préville, 30000 Nîmes. Tél. : 66-21-70-02.
Jouets en tôle : Gilles Scherpereel.

marché Vernaison, stand 130, allée 7, Pucelles de St-Ouen.

Au Petit Maillet, 10, rue Maillet, 75006. Tél. : 45-67-68-39.

Ozanne, 7, rue Pestalozzi, 75005. Tél. : 43-37-91-79.

Frédéric Marchand, 6, rue Montfaucon, 75006. Tél. : 43-54-32-82.

Galerie de Charles, 1 bis, place du Général-de-Gaulle, 28000 Chartres. Tél. : 37-36-04-33. La seule salle de ventes aux enchères spécialisée dans les jouets de collection.

Livres

Poupées, de Robert Capia. Editions Arthaud/Flammarion, 350 F.

Le Guidargus des poupées et bébés de collection, de François Theimer, éditions de L'Amateur, 350 F.

Le Guidargus des jouets de collection, de François Theimer, éditions de L'Amateur, 350 F.

Jep, le jouet de Paris et Les jouets Citroën, de Clive Lamming, Ed. Maeght, 620 F et 580 F.

du 2 au 20 novembre

-20%

sur la Cristallerie

BACCARAT - DAUM - SAINT-LOUIS SEVRES - ROYAL CHAMPAGNE

chez tous les commerçants

RUE DE PARADIS 10-

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Ouvrir de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilms : (1) 40-66-29-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimé
du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75011 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télécopieur : 281.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif FRANCE 536 F
SUISSE-BELG. 572 F
AUTRES PAYS 790 F

3 mois 1 638 F
6 mois 1 123 F
1 an 2 160 F

1 an 1 380 F
2 ans 2 360 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE
Le Monde - Documentation
38-17 LEMONDE ou 38-28-04-55

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Taper LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MCN 011 PP-Paris RP

Typo-topographie

On marche beaucoup en France. De plus en plus. L'IGN le sait, et ses techniciens aussi qui balisent et animent avec le plus grand soin leurs cartes à l'usage des randonneurs.



Six couleurs, logo dans le goût du jour, papier plus doux : le confort en marchant.

En 1968, l'Institut géographique national, qui avait jusqu'alors publié la première carte de randonnées pliée sur la forêt de Fontainebleau. Suivent, deux ans plus tard, les deux séries de cartes touristiques pliées : la rouge (16 cartes régionales en 1/250 000, 1 cm = 2,5 km), routière et culturelle, et la verte, pratique pour le vélo (74 cartes au 1/100 000, 1 cm = 1 km). En 1975, la carte dite « d'état-major » (au 1/80 000) et du plomb dans l'aile : les premiers numéros de la « Série bleue », bien plus détaillée (1/25 000, 1 cm = 250 m), inaugure le puzzle des 1850 cartes topographiques qui vont couvrir l'ensemble du territoire français. Il se voit complété, depuis deux ans, par les 140 cartes « Top 25 ». Ces dernières, truffées de renseignements touristiques propres à combler les péripatéticiens (du grec *peripatēōs*, se promener), décrivent le littoral, les massifs montagneux et les forêts de France. Incroyable évolution qui livre aux ordes treillis et rangers : les cartes topographiques invitent à l'exploration de champs qui ne sont plus de bataille, et de forêts qui cachent beaucoup d'arbres. Selon la Fédération française de randonnée pédestre, ils sont dix à douze millions d'individus qui pourraient bien correspondre au portrait-robot établi par l'IGN : « Tout promeneur désirant mieux comprendre son environnement naturel ou urbain, son univers quotidien ou les lieux de ses vacances... »

Pour autant, la carte n'est pas née de la dernière pluie. Françoise Minelle, agrégée d'histoire et de géographie, le rappelle dès l'introduction de son livre (1) : « Représenter son environnement immédiat est pour l'homme un geste beaucoup plus spontané et beaucoup plus simple que de codifier un système d'écriture. On trouve donc des cartes à peu près partout à la surface des époques. » Selon cet auteur, la cartographie a évolué au cours de six « âges » successifs : philosophique (l'Antiquité grecque), théologique (plutôt obscurantiste du IV^e au XII^e siècle en Occident), humaniste (la Renaissance), scientifique (XVIII^e siècle), universel (XIX^e siècle), enfin celui du satellite. La première carte-image du monde connue, une tablette babylonienne, date du VI^e siècle, mais il faut attendre l'aube du XV^e pour que les savants redécouvrent la Géographie de Ptolémée (II^e siècle avant notre ère), qui sera un des premiers livres imprimés, en même temps que la Bible : par-delà les siècles et les mers, la rencontre de Christophe Colomb et du bibliothécaire d'Alexandrie scelle la naissance de la carte moderne, « synthèse de la carte scientifique, mais théorique, de Ptolémée et du portulan, exact mais empirique ». Dès lors, les progrès de la cartographie signifient les conquêtes – et l'exploitation – de nouveaux terri-

toires. Objet d'une rivalité exacerbée et d'un secret jalousement gardé, la carte demeure souvent manuscrite, tant la représentation du monde est d'abord celle des puissances. Une certaine appréhension se peut-être saisi le géographe La Hire lorsqu'il publie, en 1682, la nouvelle carte des contours de la France : elle allège la silhouette du pays de quelque embonpoint. Le Roi Soleil n'en prend pas ombrage et s'amuse que « les messieurs de l'Académie lui aient fait perdre une partie de son royaume ».

En fait, passionné de géographie (comme Louis XV et surtout Louis XVI), il a déjà souscrit à l'initiative de Colbert en créant, en 1666, l'Académie des sciences ainsi que l'Observatoire de Paris – devenant affaire d'État, la cartographie balbutie les premières notions d'un aménagement du territoire à venir. Après l'abbé Picard, quatre générations de la famille Cassini s'efforcent à établir la fameuse carte

topographique éponyme. Publiée au milieu du XVIII^e siècle, la « carte de Cassini » se vend à quatre livres la feuille. Las ! La réputation du secret d'État, Napoléon s'en réserve ensuite l'usage, strictement militaire, tandis que les autres puissances européennes se dotent d'instituts officiels, dépendant généralement de l'armée. En 1831, le corps des ingénieurs géographes, créé en 1696 par Vauban, est assimilé au corps d'état-major : ses officiers, après avoir effectué une nouvelle triangulation cotée en 1818 et 1824, élaborent une carte topographique, imprimée au 1/80 000, en noir et blanc : celle, fameuse, dite « de l'état-major », dont la publication s'étale de 1832 à 1880.

Pour dresser la carte de la France qui l'a détrônée, le service géographique de l'armée d'abord, puis l'IGN se sont appuyés sur des points de repère fournis par les réseaux géodésique et de nivelle-

photos et recueillent les données topographiques aussi que le topocymie.

D'autres types d'informations peuvent être fournies par l'Office national des forêts (les numéros de parcelles), la Caisse nationale des monuments historiques (l'indication des villes d'art) ou les fédérations de randonneurs pédestres, équestres, etc. Les artistes cartographes gravent ensuite sur des matières plastiques les différentes couleurs de la carte, qui peut être enfin imprimée. Encore réalisée selon une chaîne de production classique, la Top 25 sera produite, dans deux ans, à partir des bases de données informatiques et des techniques de numérisation.

En tout cas, ce sont pas moins de dix millions de cartes par an – dont quatre millions destinées au grand public – qu'imprime l'établissement public administratif. Sa mission : réaliser et tenir à jour la carte de base de la France et ses cartes dérivées. Histoire oblige, son premier client demeure l'armée. En effet, le 1^{er} juillet 1940 est dissous le service géographique de l'armée, créé en 1888, en même temps qu'est fondé l'Institut géographique national qui hérite de quatre Potez 540, des bombardiers reconvertis par le SGA en avions d'observation. L'année suivante, l'Ecole nationale des sciences géographiques ouvre ses portes aux futurs ingénieurs et techniciens de l'Institut (deux cents élèves par an). Aujourd'hui, il emploie deux mille agents, dont trois cents ingénieurs, compte six centres interrégionaux de production et dix-sept agences régionales, une filiale à l'exportation (IGN-France International), une unité de production et de traitement d'images spatiales (IGN Espace), une imprimerie intégrée, une base aérienne à Creil et un service de documentation internationale (1 500 000 cartes et 4 millions de photos aériennes).

Outre dix mille points de vente en France (dont cinq cents goli-braires), l'Institut tient boutique,

sur 650 m², à l'Espace IGN, sur les Champs-Élysées, où les Français peuvent préparer leurs escapades. Avec trente mille exemplaires vendus par an, la carte de la forêt de Fontainebleau fait figure de best-seller, un succès certes relatif compte tenu du nombre de visiteurs (dix millions par an). « Selon l'étude typologique que nous avons réalisée il y a deux ans, notre clientèle présente un niveau socioculturel élevé : plus de 60 % sont bacheliers... », commente Pascal Lory, directeur du marketing à l'IGN. A sa collection de seize cartes consacrées aux principales forêts d'Île-de-France, l'IGN a apporté une amélioration certaine, notamment dans la présentation : logo au goût du jour, photo couleur attractive en couverture, meilleure lisibilité grâce aux six couleurs employées (au lieu de quatre), papier plus doux et plus grande surface couverte que les autres Top 25.

« Notre politique de nouveaux produits tente de « coller » à la vague des loisirs actifs. C'est pourquoi nous développons les contacts avec les fédérations et les éditeurs de ce secteur », résume Pascal Lory. Au point que la carte des golfes de France (n° 910) et celle consacrée au canoë-kayak et aux sports d'eau vive (n° 905) sont déjà parues. Grimpeurs et adeptes du VTT devront patienter encore quelques mois... Avec la Fédération française des randonneurs pédestres, qui regroupe 1 200 associations, les relations sont déjà anciennes : l'IGN fournit les fonds de cartes (au 1/50 000) nécessaires à la réalisation des cent vingt topoguides régionaux de la FFRP que l'Institut distribue, tandis que les quelque cinq mille bénévoles de la Fédération transmettent l'information recueillie sur le terrain – 40 000 kilomètres de sentiers de grande randonnée (GR et GR de pays) et 80 000 kilomètres d'itinéraires de promenade. Depuis l'année dernière, la FFRP a d'ailleurs entrepris une campagne de communication visant à sensibiliser le grand public à la sauvegarde du patrimoine des chemins et des sentiers de France (plusieurs centaines de milliers de kilomètres !), que menacent tant l'abandon que l'urbanisation.

Des Journées nationales de la randonnée ainsi que des Assises régionales et nationales des chemins et sentiers de France se tiendront donc en 1994 et devraient poser les jalons d'un futur conservatoire national des chemins et sentiers de France. Une piste à suivre...

Véronique Baillet

(1) Représenter le monde, de Françoise Minelle (collection « Explora », Presses Pocket).

MARCHEUR

Rouge et blanc : le GR

« C'est pendant la guerre et dans la Résistance que mon grand-père, chirurgien à Nîmes, a découvert les chemins, raconte Eric Bosc. En 1947, il fut l'un des fondateurs du Comité national des sentiers de grande randonnée, ancêtre de la FFRP, qui ont défini le notion de GR et inventé le fameux sigle rouge et blanc. A l'aide des cartes d'état-major de l'armée et de leur connaissance de la région, ils ont mis au point la technique du balisage et tracé des itinéraires nord-sud et est-ouest à travers la France, en passant par les lieux les plus agréables et avec le souci de retrouver d'anciens chemins. Dans la région des Cévennes et du Languedoc-Roussillon, les itinéraires empruntent les anciennes droilles de transhumance, de larges pistes par lesquelles les bergers et leurs troupeaux de moutons gagnaient les montagnes... »

« J'ai presque quarante-huit ans et je marche depuis plus de trente ans. Au plaisir des débuts, celui de l'effort physique, se sont ajoutés ceux qui procurent la découverte de la nature, la rupture avec le monde citadin, stressant et bruyant, l'aspect convivial de la marche. A l'exemple de mon grand-père, je participe, depuis quatre ans, à la création d'un chemin de fond de gorges, celles du Gard et du Gardon, qui sera ouvert au printemps prochain. Créer un itinéraire, c'est passionnant ! Cela nécessite une recherche historique, des travaux de cartographie et de cadastre ; il faut interroger les gens du pays afin de

retrouver l'itinéraire sur le terrain, enfin demander l'autorisation auprès de la commune.

« Dans le Gard, nous sommes une trentaine de bénévoles qui nous chargeons de l'entretien des 1 800 kilomètres de sentiers existants. Chacun, selon sa disponibilité, s'occupe de 20 à 60 kilomètres. Médecins, enseignants, chômeurs, retraités, nous passons de temps à autre une journée ensemble à nettoyer les chemins. Avoir le chemin le plus beau, le mieux entretenu, cela fait partie de l'amour-propre du bénévole et encourage une petite compétition entre nous.

« Chaque année, nous vérifions que l'itinéraire est maintenu et que le balisage est respecté – on n'a pas que des amis dans l'espace rural, où l'intrusion du citadin n'est pas toujours bien vue. On part avec les cartes, du matériel de nettoyage (sécateur, machette) et de fléchage de direction (clous, marqueurs, pancartes, etc.), une petite caisse en bois qui contient du matériel de peinture : les GR sont signalés en rouge et blanc – c'est une marque déposée –, les petites randonnées en jaune et les GR « de pays » en rouge et blanc. On parcourt rarement de grandes distances dans la journée car on marche lentement et on est chargé.

« Un point de vue, une vieille église, ça fait plaisir lorsqu'on a quelques kilomètres avant d'y parvenir. Et puis, le marche à pied, c'est simple : il suffit de mettre un pied devant l'autre... » V. B.

FORÊTS À PIED

Cartes Top 25 forêts

Seize cartes de l'IGN permettent d'arpenter dans le détail les forêts de : Versailles, Marly et Saint-Germain (2214 ET) Rambouillet, FNR de la haute vallée de Chevreuse (2215 OT) ; Brampes/Dordan (2216 ET) ; Clamont/Creil (2312 ET) ; Montmorency, l'Isle-Adam et Carnelle (2313 OT) ; Paris-Mendon et Fosses-Reposées (2314 OT) ; Palaiseau/Arpajon (2315 OT) ; Milly-la-Forêt/Malesherbes/La Ferté-Alais (2316 ET) ; Chantilly, d'Halatte et Ermouville (2412 OT) ; Dammarville-en-Goële (2413 OT) ; Marne-la-Vallée/Eurodisneyland (2414 ET) ; Evry/Mehun (2415 OT) ; Fontainebleau (2417 OT) ; Compiègne et Laigue (2511 OT) ; Villiers-Cotterets (2512 OT) ; Meaux-Vallée de l'Oise (2513 OT). Prix : 53 F. En outre, la carte intitulée France-Grande randonnée (n° 903) offre une vue d'ensemble de tous les sentiers de grande et petite randonnée en France. Prix : 25 F. ► Chez tous les revendeurs IGN et à l'Espace IGN, 107, rue La Boétie, 75008 Paris. Liste des points de vente labellisés IGN sur Minitel 3615 code IGN.

Topo-guides de l'Île-de-France

Reconnue d'utilité publique et agréée jeunesse et sports et environnement, la FFRP publie cent vingt topo-guides (format 13,5 x 21 cm), véritables guides pratiques pour découvrir, à pied sur les sentiers balisés, les régions françaises. Chacun contient un plan général avec l'ensemble des itinéraires décrits, des idées et des traces d'itinéraires, des informations pratiques (adresses et ressources utiles, bibliographie, etc.). Sept topo-guides permettent de découvrir les sentiers de grande et de petite randonnée de l'Île-de-France, accessibles par les transports en commun : tout Île-de-France (101), Île-de-France est (104), Île-de-France ouest (121), Yvelines (1043), vallées

Mame et Morins (1018), vallons de l'Essonne (117), vallée du Loing (110). ► Vendus 72 F, 80 F et 89 F selon le volume, dans les comités départementaux, ou siège de la Fédération (S, avenue George-V, 75008 Paris. Tél : 47-23-62-32) ainsi que chez les revendeurs IGN et à l'Espace IGN. Minitel 3615 code Rando. Centre d'information Sentiers et Randonnée, 84, rue de Gergovie, 75014 Paris. Tél : 45-45-31-02.

Evasion

DEGRIFTOUR
LC 99017
Vol aller-retour PARIS-MEXICO
3 300 F (hors taxes d'aéroport)
Vol aller-retour PARIS-BANGKOK
3 900 F (hors taxes d'aéroport)
PARIS-SIERRA LEONE-PARIS
7 nuits
hôtel/bungalow en demi-pension
6 000 F
3615 DT

Htes-ALPES
SAINT-VÉRYAN (pays républicain du Quercy), 2 040 m, site classé du XVIII^e siècle. Été-automne, plus haute comm. d'Europe. 2 hôtels 2 étages - Logis de France. Piscine, tennis, billard, saut, repos. Meubles, chambres simples, doubles, 1/2 pers., petit complet, s.b., libre.
HÔTEL LE VILLARD
Tél : 92-45-82-08
et **HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél : 92-45-82-62, Fax : 92-45-80-10.

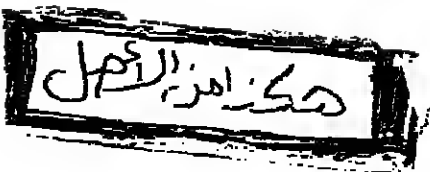
PARIS
SORBONNE
HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques, 5^e
Chambre avec bain, w.c., télé couleurs
Tél. direct, de 300 F à 450 F
Tél. 43-54-92-55 - Fax 46-34-24-30

3615 KINGTOUR
SEMAINE MEGÈVE HTL 3 * 800 F
CROISIÈRE PRIVATIF ÉGYPT 4 390 F
CROISIÈRE ÉGYPT 2 320 F
CROISIÈRE MAROC 3 800 F
WEEK-END VENISE VOL + HTL 1 395 F
VOL PARIS/PARIS A/R 5 900 F

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

VOILE - ÉVASION
HOBIE CAT
aventures
15 dést. dans le monde
Broch : (10) 46-58-58-94/F. 6069

TANT PIS POUR LES AUTRES
herdy
RABILLE
LES GRANDS ET
LES COSTAUDS
79, Av. des Ternes
75017 PARIS
16(1)45-74-35-13
Anglais - Lfr - Lyon



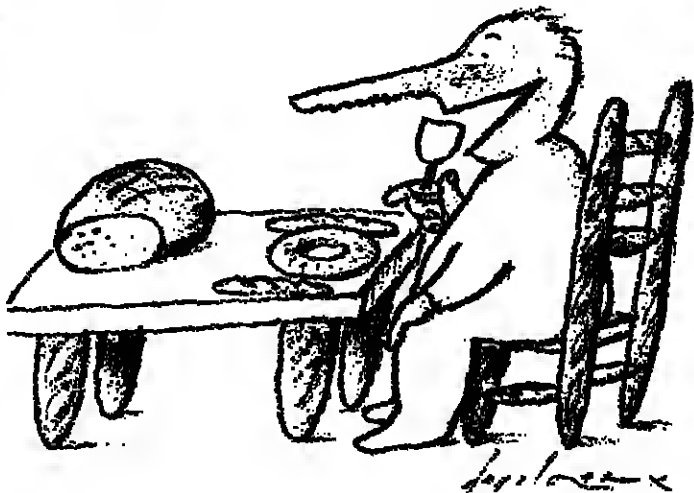
X Le Monde • Samedi 20 novembre 1993 •

temps libre

TABLE

Le pain du boulanger

« Je vous ferai un pain si bon que ça ne sera plus un accompagnement pour autre chose, ça sera une nourriture pour les gourmands. »
Pagnol, la Femme du boulanger.



Le pain ? Une pâte levée obtenue avec de la farine de blé ou de seigle, additionnée d'eau et de sel, et cuite au four. Symbole d'une tradition française alimentaire, le pain est-il nécessaire ? La Faculté l'affirme. Mais dans la production

industrielle, bien peu de produits correspondent à l'exigence minimale. On assiste pourtant, de plusieurs manières, à un retour du pain. A Paris aujourd'hui, les boulangers-artistes se comptent sur les doigts de la main. Ceux, du moins, qui ne se contentent pas d'employer des pâtes congelées ou des farines composées, prêtes à l'emploi.

Le pain quotidien, c'est bon, c'est nourrissant, mais monotone. Nos boulangers en réveillent les saveurs. Et la mode, capricieuse par nature, s'inspire parfois des usages de l'Antiquité : les Romains aromatisaient déjà leur pain avec la graine de pavot, de cumin, de fenouil ou avec du persil. Sa qualité pourtant, et sa consommation, ont également chuté, ce qui explique la réaction de ces pâtes nourricières que sont les restaurateurs qui s'intéressent au pain. A Paris, chez ces artisans réputés, qu'ils proviennent du fournil ou bien qu'ils soient de haute cuisine, le travail se fait avec soin, ainsi que l'entend Alain Raichon, le chef du *Saint Moritz* (Paris 8^e). C'est le *sine qua non* de cette boulangerie de mémoire.

Le pain quotidien, c'est bon, c'est nourrissant, mais monotone. Nos boulangers en réveillent les saveurs. Et la mode, capricieuse par nature, s'inspire parfois des usages de l'Antiquité : les Romains aromatisaient déjà leur pain avec la graine de pavot, de cumin, de fenouil ou avec du persil. Sa qualité pourtant, et sa consommation, ont également chuté, ce qui explique la réaction de ces pâtes nourricières que sont les restaurateurs qui s'intéressent au pain. A Paris, chez ces artisans réputés, qu'ils proviennent du fournil ou bien qu'ils soient de haute cuisine, le travail se fait avec soin, ainsi que l'entend Alain Raichon, le chef du *Saint Moritz* (Paris 8^e). C'est le *sine qua non* de cette boulangerie de mémoire.

Quelques rares restaurateurs font leur pain, avec plus ou moins de bonheur : chez Alain Passard, Jean-Claude Ferrero ou bien l'illustre Robuchon, le pain est un régal. D'autres s'adressent aux bons fournisseurs, dont Poilâne est le champion toutes catégories, mais aussi Saïron, le *Moulin de la Vierge*, Poujauran et quelques autres, auxquels il faut ajouter plusieurs nouveaux venus : Beauvallet et Julien, qui fournissent l'excellente baguette du *Dodini-Bouffant*, et Gakpeau, proche du marché Saint-Germain. Et aussi Michel Moisan, un cas à part, unique. Restaurateur à l'enseigne des *Vieux Métiers de France* (1), il est aussi boulanger-artisan, rue de Patay, dans le treizième arrondissement de Paris, et partage son temps entre ses fourneaux et son pétrin ! Le pain quotidien, c'est l'élément autour duquel se cristallise la vie du groupe. Il n'est que de voir la queue, devant la boulangerie, rue de Patay, le soir, pour acquiescer à cette chose ou bien la toute au levain, qui fleurit une délicate odeur de bon pain d'il y a très longtemps.

La pâte est obtenue par le pétrissage rapide de deux farines différentes, un « pointage » tout d'un coup, la cuisson dans un four classique assure une croûte croquante et fine, et une mie bien alvéolée, qui reste fraîche toute une journée. La toute au levain est une farine de blé issue de l'agriculture biologique. Le goût de levain, légèrement acidulé, persiste après la cuisson ; la mie est légère et fraîche, due à la

farine employée, broyée avec une meule de pierre. C'est ce pain qu'il sert à ses hôtes, naturellement, dans l'extravagante salle à manger de son restaurant, richement décoré par les Compagnons du tour de France. Un pain qui porte une charge émotionnelle, celle du terroir, perdu ou retrouvé ? Allez savoir ! « Le pain, encore une fois, campe au premier plan, comme une substance vitale, symbole de la lumière solaire et des grands espaces lumineux », nous dit Piero Camporesi (2).

Le pain quotidien, c'est bon, c'est nourrissant, mais monotone. Nos boulangers en réveillent les saveurs. Et la mode, capricieuse par nature, s'inspire parfois des usages de l'Antiquité : les Romains aromatisaient déjà leur pain avec la graine de pavot, de cumin, de fenouil ou avec du persil. Sa qualité pourtant, et sa consommation, ont également chuté, ce qui explique la réaction de ces pâtes nourricières que sont les restaurateurs qui s'intéressent au pain. A Paris, chez ces artisans réputés, qu'ils proviennent du fournil ou bien qu'ils soient de haute cuisine, le travail se fait avec soin, ainsi que l'entend Alain Raichon, le chef du *Saint Moritz* (Paris 8^e). C'est le *sine qua non* de cette boulangerie de mémoire.

Le pain quotidien, c'est bon, c'est nourrissant, mais monotone. Nos boulangers en réveillent les saveurs. Et la mode, capricieuse par nature, s'inspire parfois des usages de l'Antiquité : les Romains aromatisaient déjà leur pain avec la graine de pavot, de cumin, de fenouil ou avec du persil. Sa qualité pourtant, et sa consommation, ont également chuté, ce qui explique la réaction de ces pâtes nourricières que sont les restaurateurs qui s'intéressent au pain. A Paris, chez ces artisans réputés, qu'ils proviennent du fournil ou bien qu'ils soient de haute cuisine, le travail se fait avec soin, ainsi que l'entend Alain Raichon, le chef du *Saint Moritz* (Paris 8^e). C'est le *sine qua non* de cette boulangerie de mémoire.

LE VIN

Les lignes du Seigneur

La SNCF a-t-elle une mémoire ? Aurait-elle une parole ? Au début des années 80, quand le TGV Atlantique n'était encore qu'un rêve, la Société nationale avait annoncé son intention de percer le tuffeau du coteau nord de la Loire, à hauteur de Vouvray, en un lieu dit la Vallée-Charrier. Atteinte majeure à un site superbe, stérilisation des caves où vieillissaient d'antiques millésimes et de plus jeunes en effervescence, viol souterrain d'un terroir d'appellation d'origine contrôlée, le projet avait vivement ému.

Puis vint l'heure du compromis. Et l'on entendit la puissance ferroviaire annoncer que le TGV honni deviendrait le plus bel ambassadeur des vins de la région en général et des vouvraies en particulier, qui seraient quotidiennement servis dans les rames bleues du futur. Les vignerons se dirent alors que, tout compte fait, ce tunnel valait bien un marché. Et l'on vit, un jour de grand soleil, les confrères vigneronnes de Vouvray et de Montlouis se retrouver sur le pont du TGV au-dessus du fleuve royal qui, depuis toujours, les séparait. C'était en 1988.

Mais, aujourd'hui, la promesse n'a pas été tenue ! Oublieuse, la SNCF a laissé à un tiers la gestion anonyme de ses futurs bars ; et des vins de Vouvray, il semble ne jamais avoir été, ici, question. En lieu et place on trouve le plus triste, le plus aséptisé des programmes gustatifs : muscadet et rosé de Loire millésimés 1992 de la maison Sauvion (qui sait pourtant, ailleurs, proposer sous son nom quelques remarquables productions nantaises) ; un pauvre cahors côtes-d'ort, privé de son âge, et un bordeaux générique 1991 (château-duclat) étrangement sélectionné par Jean-Claude Jambon, « meilleur sommelier du monde ». Le tout, quelle que soit l'étiquette, est vendu 25 francs les 25 centilitres.

Dans cette vitrine de la technologie française, de telles propositions heurtent le bon goût et nuisent autant à l'enjeu qu'au renom des vins et aux véritables intérêts de la viticulture. Et l'on en vient soudain, fort de cette

promesse oubliée, à rêver à d'autres trains, à des rames d'harmonie où l'on offrirait les vins issus des terroirs traversés. Le TGV Atlantique offrirait alors alternativement les trop peu connus coteaux-du-vendômois, des vouvraies, des montlouis, un noble-joué, avant la simplicité sauvignonne des vins du haut Poitou et les superbes complexités liboumaises de Pomerol et de Saint-Émilion.

Ainsi ouverts, les jeux ne seraient jamais faits tant sont infinis dans l'hexagone les croisements du train et de la vigne. On descendrait le Rhône accompagné des incroyables accents de la syrah et du vignier. L'Alsace, de Colmar à Strasbourg, oserait enfin lutter contre le bière. La Champagne réclamerait au plus vite le transport ferroviaire de ses bulles. Le Beaujolais trouverait un nouveau territoire, et la Bourgogne pourrait enfin perdre sa pudeur. Fort d'une telle révolution, on oserait un jour quitter le rêve en gare de Roanne pour, à pied, aller goûter, dans l'opulence de chez Troigros, simple côtes-roumaines que propose, sans fard ni gêne, Jean-Jacques Banquet. Puis, enfin, remontant les ballasts de la Loire, on trait brüler un cerje loïque devant le gouffre de la Vallée-Charrier.

Jean-Yves Nau

► La véritable découverte des coteaux du Vendômois (multiples cépages, production microscopique) impose le voyage au pays de Ronsard. Dans l'attente, se renseigner en confiance chez Claude Morguet (tél. 54-72-1252) ainsi que chez Jean-Benoît (tél. 54-72-81-72) 41160 Thoiry-la-Rochette.

A Montlouis, il faut noter deux superbes anomalies liquoreuses issues de vendanges tardives et triées. Jacky Blot, domaine de la Taille-au-Loup (tél. 47-39-50-80) et Jacky Suppléau, 37270 Montlouis-sur-Loire (tél. 47-45-07-75). 90 F le 1990 liquoreux et 40 F le 1992 moelleux.

Deux signatures des côtes-roumaines : celles de Robert Sérol, 42370 Renaison (tél. 77-64-44-04) et Alain Boillon 42820 Ambrière (tél. 77-65-65-51).

APPEL DE CANDIDATURES POUR LA CONCESSION DU CAFÉ-BRASSERIE DE LA CITÉ DE LA MUSIQUE

211, avenue Jean-Jaurès - 75019 PARIS

Autorité concédante : Etablissement public du parc de La Villette
211, avenue Jean-Jaurès - 75019 PARIS

Objet de la concession :

Exploitation d'un café-brasserie de 350 m² environ de surface utile livrée brute de béton, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS, disposant d'une façade de 20 mètres sur l'avenue ; et d'un bar attenant à la salle de concerts, pour une ouverture en octobre 1994.

Procédure d'attribution de la concession :

1^{re} étape : sélection de candidatures

En réponse à cet appel de candidatures, les concurrents constitueront un dossier comprenant :

- une lettre de candidature,
- les références du candidat,
- une présentation détaillée du type de restauration qu'il promet,
- des éléments financiers sur son entreprise.

Sur la base de ce dossier, une sélection préalable des candidats sera effectuée en tenant compte de l'adéquation des références présentées, du type de restauration proposé et des capacités financières des concurrents.

2^e étape : choix du concessionnaire

Un dossier de consultation sera remis aux candidats sélectionnés, qui devront élaborer une proposition définitive. Le choix du concessionnaire sera effectué selon les critères suivants :

- restauration à service rapide, multiproduits, de qualité (prix moyen du plat : 35/40 F),
- grande amplitude horaire, service continu,
- montants de redevance minimum garantis et de redevance variable indexés sur le chiffre d'affaires,
- capacités financières du concurrent.

Date limite de réception des dossiers de candidatures :

Le 21 décembre 1993 avant 17 heures.

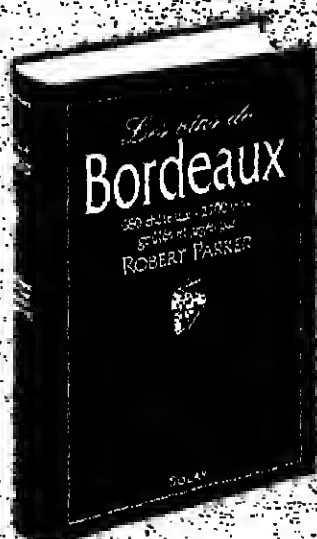
Adresse à laquelle les dossiers doivent être transmis :

- en recommandé avec accusé de réception à : L'établissement public du parc de La Villette, A l'attention de Monsieur le président de l'EPPV, Département des Marchés et de la Liquidation des Travaux, Bureau des appels d'offres - Bâtiment H 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS,
- ou déposé contre récépissé à cette même adresse.

Renseignements : Monsieur ZRIHEN, Cité de la Musique.

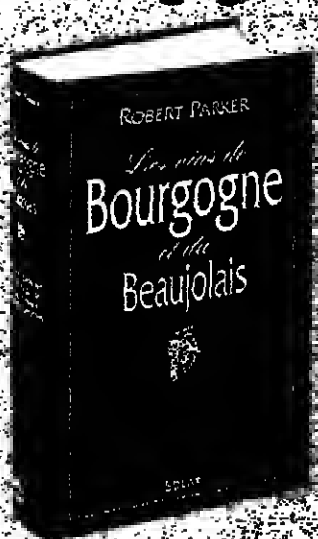
Tél. : 40-03-77-05.

Les "bibles" du Bordeaux et du Bourgogne



Entièrement réactualisée, augmentée et enrichie de près de 300 noms - soit 1000 commentaires supplémentaires - cette nouvelle édition des *VINS DE BORDEAUX* se veut avant tout la meilleure aide de l'acheteur.

Un ouvrage cartonné - 16 x 24 cm, 1120 pages en deux couleurs, nombreuses cartes - 220 F



Au-delà de l'étude descriptive des innombrables parcelles (840 producteurs répertoriés), une analyse extrêmement fine de milliers de vins point les plus prestigieux du monde.

Un ouvrage cartonné - 16 x 24 cm, 872 pages en deux couleurs, nombreuses cartes - 200 F

SOLAR

Gastronomie

LE PETIT BEDON

Ouvert tous les samedis soir

La Poule au Pot

tous les samedis

Le Pot au Feu

tous les jours

Menu à 150 F TTC compris

38, rue Pergolèse 75016 Paris

Tél. : 45-00-23-66

DODINI-BOUFFANT

Soa bon rapport qualité/prix,

menu à 195 F

Poissons, Crustacés, cuisine du marché

Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h

23, rue Frédéric-Sauzet 93 43-25-25-14

Ouv. cli. - F. sav. - dim. - P. fest. - L. g. g.

ALSACE A PARIS

9, pl. St-André-des-Arts, 6 - SALONS

CHOUKROUTES, GRILLADES

FLAMMEKUECHE, POISSONS

TERRASSE PLEIN AIR

HUITRES ET COQUILLAGES



Huitres toute l'année. Poissons - Plats traditionnels. Décor "Brasserie de luxe". Terrasse ensoleillée. Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin. Tél. : 43-42-90-32

JEUX

PHILATÉLIE

Saint Nicolas

La Poste mettra en vente générale, lundi 29 novembre, un timbre à 2,80 F, affecté d'une surtaxe de 0,60 F en faveur de la Croix-Rouge française. Réalisé d'après une image de Metz, il représente saint Nicolas.

Les productions de l'imagerie de Metz, florissante au siècle dernier, étaient surtout exécutées sur le morle et l'instruction, avec des scènes religieuses, des contes, des planches militaires et des évocations de l'époque napoléonienne.

Saint Nicolas, évêque de Myre, serait né à la fin du troisième siècle à Patara (Turquie actuelle) et décédé vers 343. Il est représenté sur le timbre avec, à sa droite, un bateau qui rappelle son rôle de protecteur des navigateurs en détresse. A ses pieds figurent les trois petits enfants - qui s'en allaient glaner aux champs - qu'il aurait ressuscités après leur meurtre par un eubergiste. Saint Nicolas apparaît déjà, en France, sur des timbres de 1951 (magasin d'Épinal) et 1974 (basilique de Saint-Nicolas-de-Port).



Le timbre, au format vertical 27 x 32,75 mm, dessiné par Jean-Paul Vêret-Lemerinière, gravé par Claude Durieux, est imprimé en taille-douce. Il est vendu à l'unité et en carnet de dix (34 F).

► Vente anticipée à Metz (Moselle), les 27 et 28 novembre, au bureau de poste « premier jour » ouvert dans l'église Saint-Pierre-aux-Nonnains, 1, rue de la Citadelle (derrière l'Arsonal).

En filigrane

• Grand Prix de l'art philatélique. - La série consacrée aux espèces protégées de canards, dessinée et gravée par Marie-Noëlle Goffin, émise le 6 février dernier, a remporté le 43^e Grand Prix de l'art philatélique français décerné par le jury qui se réunit traditionnellement à l'occasion du Salon philatélique d'automne.

• Natacha. - L'hôtesse de l'air Natacha, héroïne du dessinateur François Walthéry, figure sur un timbre mis en vente par la Poste belge, le 16 octobre.

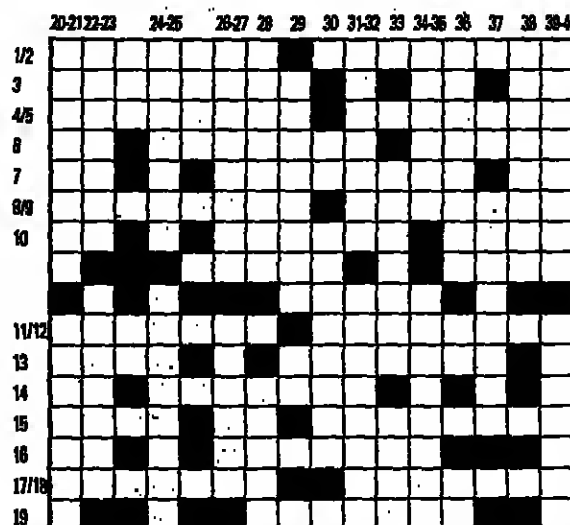
• Ventes. - Solide vente à prix nets Roumat (Paris, tél. : 47-70-00-58), avec catalogue couleurs de 167 lots de France classique.

Belle vente sur offres de novembre Xavier Pigeon (Paris, tél. : 45-48-86-78). France et colonies classiques : bloc de neuf du Cérès 40 c orange (départ 12 500 F), La Rochelle n° 261A (30 000 F), Tahiti n° 2 et 3a (11 000 F et 9 000 F).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Spécimen récent contre 15 F en timbres.

Anacroisés (R)

n° 792



HORIZONTELEMENT

1. AABEFFL - 2. AGINSTUW - 3. EEMINUV - 4. IMORSTU - 5. EEMINUV - 6. ACENNTU - 7. AACILMOR - 8. AEFILNR (+ 3) - 9. AAEESTT (+ 1) - 10. ADINNT - 11. EEPGRUX - 12. DEGINRS - 13. EESNST (+ 1) - 14. EHNSTU - 15. ACEEEMS - 16. ABEORRS (+ 4) - 17. JOOPRR - 18. ABLNRU - 19. AOPSTU.

VERTICALEMENT

20. AEUNTX - 21. ACEPRRS (+ 3) - 22. EEFILNU (+ 1) - 23. BEPRRX - 24. ACELOV (+ 2) - 25. CEHNPUI - 26. ADELNRS - 27. BGIORU - 28. ACEIIMNT (+ 2) - 29. EEEINRS (+ 4) - 30. ADEIIRST (+ 9) - 31. AAMNTW - 32. EEEGMNRT (+ 2) - 33. EHMIST - 34. AMMNOT - 35. AACIOST - 36. ADEGLRUU - 37. EHMIST - 38. ADEENOS - 39. AEESSST (+ 2) - 40. EELRS (+ 1).

SOLUTION DU N° 791

1. NAZAREN - 2. SOLFEE (FOLIES) - 3. NIZERS (NIEZS, RENIEZ) - 4. MARCAGE - 5. TACLERIA (CALTERA, LACERAT) - 6. ROTARIER (ARRENT) - 7. IDONES - 8. NIMES (SAMUEL) - 9. SUGGERA (GAGERS, GRUGERS) - 10. DORERAT (RETOINER, DETRONER) - 11. AVERSES (REVASSE, VESSER) - 12. ESPADON - 13. ALBORON (AL) - 14. ACSTUUX (CESTUUX, EXECUT) - 15. RAREFE (REFAIRE, REPERAI) - 16. PRETEUSE (PRETEUSE, REPETES) - 17. BIENFAT - 18. THERSE - 19. LILAL - 20. RETICULE - 21. FLOLES - 22. INTRANT (INTRANT) - 23. KUSNRS - 24. NUMERIS (URANISME) - 25. ARBOR - 26. UVILARE - 27. ZEROTAGE - 28. GRABEN - 29. RECURRES (RECREUSE) - 30. OFFICIA (COFFRA) - 31. RECRIA (CARRER, CIERA, CIERA, ECRIRA) - 32. ENGRANAS (GARENNE) - 33. DELETT - 34. SEPTIMO (IMPUSSE) - 35. ORADES (ADOREES) - 36. ACETAL (CALETA, ECALAT, ECLATA) - 37. LEUCOSE (COULEES, CLOUES, ECOULES) - 38. DISTELES (OJESTER) - 39. RIOTER - 40. ELIENE - 41. NEURULAS - 42. ECASAT (ACTERAS, CARATES, ECARTAS, RECATAT) - 43. EXERISES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1564

(Championnat du monde par équipes, Lucerne, 1993) Blancs : G. Kasparov (Euras-Union) Noirs : A. Shirov (Lettonie) Gambit-D. Variante Botvinnik.

1. d4 d5 2. e4 e5 3. Cf3 Cc6 4. Cg5 Cc7 5. Cxf3 Cxf3 6. dxe5 d4 7. Cxd4 Cxd4 8. e3 dxe3 9. fxe3 fxe3 10. f4 f5 11. fxe3 fxe3 12. f4 f5 13. fxe3 fxe3 14. f4 f5 15. fxe3 fxe3 16. f4 f5 17. fxe3 fxe3 18. f4 f5 19. fxe3 fxe3 20. f4 f5 21. fxe3 fxe3 22. f4 f5 23. fxe3 fxe3 24. f4 f5 25. fxe3 fxe3 26. f4 f5 27. fxe3 fxe3 28. f4 f5 29. fxe3 fxe3 30. f4 f5 31. fxe3 fxe3 32. f4 f5 33. fxe3 fxe3 34. f4 f5 35. fxe3 fxe3 36. f4 f5 37. fxe3 fxe3 38. f4 f5 39. fxe3 fxe3 40. f4 f5 41. fxe3 fxe3 42. f4 f5 43. fxe3 fxe3 44. f4 f5 45. fxe3 fxe3 46. f4 f5 47. fxe3 fxe3 48. f4 f5 49. fxe3 fxe3 50. f4 f5 51. fxe3 fxe3 52. f4 f5 53. fxe3 fxe3 54. f4 f5 55. fxe3 fxe3 56. f4 f5 57. fxe3 fxe3 58. f4 f5 59. fxe3 fxe3 60. f4 f5 61. fxe3 fxe3 62. f4 f5 63. fxe3 fxe3 64. f4 f5 65. fxe3 fxe3 66. f4 f5 67. fxe3 fxe3 68. f4 f5 69. fxe3 fxe3 70. f4 f5 71. fxe3 fxe3 72. f4 f5 73. fxe3 fxe3 74. f4 f5 75. fxe3 fxe3 76. f4 f5 77. fxe3 fxe3 78. f4 f5 79. fxe3 fxe3 80. f4 f5 81. fxe3 fxe3 82. f4 f5 83. fxe3 fxe3 84. f4 f5 85. fxe3 fxe3 86. f4 f5 87. fxe3 fxe3 88. f4 f5 89. fxe3 fxe3 90. f4 f5 91. fxe3 fxe3 92. f4 f5 93. fxe3 fxe3 94. f4 f5 95. fxe3 fxe3 96. f4 f5 97. fxe3 fxe3 98. f4 f5 99. fxe3 fxe3 100. f4 f5 101. fxe3 fxe3 102. f4 f5 103. fxe3 fxe3 104. f4 f5 105. fxe3 fxe3 106. f4 f5 107. fxe3 fxe3 108. f4 f5 109. fxe3 fxe3 110. f4 f5 111. fxe3 fxe3 112. f4 f5 113. fxe3 fxe3 114. f4 f5 115. fxe3 fxe3 116. f4 f5 117. fxe3 fxe3 118. f4 f5 119. fxe3 fxe3 120. f4 f5 121. fxe3 fxe3 122. f4 f5 123. fxe3 fxe3 124. f4 f5 125. fxe3 fxe3 126. f4 f5 127. fxe3 fxe3 128. f4 f5 129. fxe3 fxe3 130. f4 f5 131. fxe3 fxe3 132. f4 f5 133. fxe3 fxe3 134. f4 f5 135. fxe3 fxe3 136. f4 f5 137. fxe3 fxe3 138. f4 f5 139. fxe3 fxe3 140. f4 f5 141. fxe3 fxe3 142. f4 f5 143. fxe3 fxe3 144. f4 f5 145. fxe3 fxe3 146. f4 f5 147. fxe3 fxe3 148. f4 f5 149. fxe3 fxe3 150. f4 f5 151. fxe3 fxe3 152. f4 f5 153. fxe3 fxe3 154. f4 f5 155. fxe3 fxe3 156. f4 f5 157. fxe3 fxe3 158. f4 f5 159. fxe3 fxe3 160. f4 f5 161. fxe3 fxe3 162. f4 f5 163. fxe3 fxe3 164. f4 f5 165. fxe3 fxe3 166. f4 f5 167. fxe3 fxe3 168. f4 f5 169. fxe3 fxe3 170. f4 f5 171. fxe3 fxe3 172. f4 f5 173. fxe3 fxe3 174. f4 f5 175. fxe3 fxe3 176. f4 f5 177. fxe3 fxe3 178. f4 f5 179. fxe3 fxe3 180. f4 f5 181. fxe3 fxe3 182. f4 f5 183. fxe3 fxe3 184. f4 f5 185. fxe3 fxe3 186. f4 f5 187. fxe3 fxe3 188. f4 f5 189. fxe3 fxe3 190. f4 f5 191. fxe3 fxe3 192. f4 f5 193. fxe3 fxe3 194. f4 f5 195. fxe3 fxe3 196. f4 f5 197. fxe3 fxe3 198. f4 f5 199. fxe3 fxe3 200. f4 f5 201. fxe3 fxe3 202. f4 f5 203. fxe3 fxe3 204. f4 f5 205. fxe3 fxe3 206. f4 f5 207. fxe3 fxe3 208. f4 f5 209. fxe3 fxe3 210. f4 f5 211. fxe3 fxe3 212. f4 f5 213. fxe3 fxe3 214. f4 f5 215. fxe3 fxe3 216. f4 f5 217. fxe3 fxe3 218. f4 f5 219. fxe3 fxe3 220. f4 f5 221. fxe3 fxe3 222. f4 f5 223. fxe3 fxe3 224. f4 f5 225. fxe3 fxe3 226. f4 f5 227. fxe3 fxe3 228. f4 f5 229. fxe3 fxe3 230. f4 f5 231. fxe3 fxe3 232. f4 f5 233. fxe3 fxe3 234. f4 f5 235. fxe3 fxe3 236. f4 f5 237. fxe3 fxe3 238. f4 f5 239. fxe3 fxe3 240. f4 f5 241. fxe3 fxe3 242. f4 f5 243. fxe3 fxe3 244. f4 f5 245. fxe3 fxe3 246. f4 f5 247. fxe3 fxe3 248. f4 f5 249. fxe3 fxe3 250. f4 f5 251. fxe3 fxe3 252. f4 f5 253. fxe3 fxe3 254. f4 f5 255. fxe3 fxe3 256. f4 f5 257. fxe3 fxe3 258. f4 f5 259. fxe3 fxe3 260. f4 f5 261. fxe3 fxe3 262. f4 f5 263. fxe3 fxe3 264. f4 f5 265. fxe3 fxe3 266. f4 f5 267. fxe3 fxe3 268. f4 f5 269. fxe3 fxe3 270. f4 f5 271. fxe3 fxe3 272. f4 f5 273. fxe3 fxe3 274. f4 f5 275. fxe3 fxe3 276. f4 f5 277. fxe3 fxe3 278. f4 f5 279. fxe3 fxe3 280. f4 f5 281. fxe3 fxe3 282. f4 f5 283. fxe3 fxe3 284. f4 f5 285. fxe3 fxe3 286. f4 f5 287. fxe3 fxe3 288. f4 f5 289. fxe3 fxe3 290. f4 f5 291. fxe3 fxe3 292. f4 f5 293. fxe3 fxe3 294. f4 f5 295. fxe3 fxe3 296. f4 f5 297. fxe3 fxe3 298. f4 f5 299. fxe3 fxe3 300. f4 f5 301. fxe3 fxe3 302. f4 f5 303. fxe3 fxe3 304. f4 f5 305. fxe3 fxe3 306. f4 f5 307. fxe3 fxe3 308. f4 f5 309. fxe3 fxe3 310. f4 f5 311. fxe3 fxe3 312. f4 f5 313. fxe3 fxe3 314. f4 f5 315. fxe3 fxe3 316. f4 f5 317. fxe3 fxe3 318. f4 f5 319. fxe3 fxe3 320. f4 f5 321. fxe3 fxe3 322. f4 f5 323. fxe3 fxe3 324. f4 f5 325. fxe3 fxe3 326. f4 f5 327. fxe3 fxe3 328. f4 f5 329. fxe3 fxe3 330. f4 f5 331. fxe3 fxe3 332. f4 f5 333. fxe3 fxe3 334. f4 f5 335. fxe3 fxe3 336. f4 f5 337. fxe3 fxe3 338. f4 f5 339. fxe3 fxe3 340. f4 f5 341. fxe3 fxe3 342. f4 f5 343. fxe3 fxe3 344. f4 f5 345. fxe3 fxe3 346. f4 f5 347. fxe3 fxe3 348. f4 f5 349. fxe3 fxe3 350. f4 f5 351. fxe3 fxe3 352. f4 f5 353. fxe3 fxe3 354. f4 f5 355. fxe3 fxe3 356. f4 f5 357. fxe3 fxe3 358. f4 f5 359. fxe3 fxe3 360. f4 f5 361. fxe3 fxe3 362. f4 f5 363. fxe3 fxe3 364. f4 f5 365. fxe3 fxe3 366. f4 f5 367. fxe3 fxe3 368. f4 f5 369. fxe3 fxe3 370. f4 f5 371. fxe3 fxe3 372. f4 f5 373. fxe3 fxe3 374. f4 f5 375. fxe3 fxe3 376. f4 f5 377. fxe3 fxe3 378. f4 f5 379. fxe3 fxe3 380. f4 f5 381. fxe3 fxe3 382. f4 f5 383. fxe3 fxe3 384. f4 f5 385. fxe3 fxe3 386. f4 f5 387. fxe3 fxe3 388. f4 f5 389. fxe3 fxe3 390. f4 f5 391. fxe3 fxe3 392. f4 f5 393. fxe3 fxe3 394. f4 f5 395. fxe3 fxe3 396. f4 f5 397. fxe3 fxe3 398. f4 f5 399. fxe3 fxe3 400. f4 f5 401. fxe3 fxe3 402. f4 f5 403. fxe3 fxe3 404. f4 f5 405. fxe3 fxe3 406. f4 f5 407. fxe3 fxe3 408. f4 f5 409. fxe3 fxe3 410. f4 f5 411. fxe3 fxe3 412. f4 f5 413. fxe3 fxe3 414. f4 f5 415. fxe3 fxe3 416. f4 f5 417. fxe3 fxe3 418. f4 f5 419. fxe3 fxe3 420. f4 f5 421. fxe3 fxe3 422. f4 f5 423. fxe3 fxe3 424. f4 f5 425. fxe3 fxe3 426. f4 f5 427. fxe3 fxe3 428. f4 f5 429. fxe3 fxe3 430. f4 f5 431. fxe3 fxe3 432. f4 f5 433. fxe3 fxe3 434. f4 f5 435. fxe3 fxe3 436. f4 f5 437. fxe3 fxe3 438. f4 f5 439. fxe3 fxe3 440. f4 f5 441. fxe3 fxe3 442. f4 f5 443. fxe3 fxe3 444. f4 f5 445. fxe3 fxe3 446. f4 f5 447. fxe3 fxe3 448. f4 f5 449. fxe3 fxe3 450. f4 f5 451. fxe3 fxe3 452. f4 f5 453. fxe3 fxe3 454. f4 f5 455. fxe3 fxe3 456. f4 f5 457. fxe3 fxe3 458. f4 f5 459. fxe3 fxe3 460. f4 f5 461. fxe3 fxe3 462. f4 f5 463. fxe3 fxe3 464. f4 f5 465. fxe3 fxe3 466. f4 f5 467. fxe3 fxe3 468. f4 f5 469. fxe3 fxe3 470. f4 f5 471. fxe3 fxe3 472. f4 f5 473. fxe3 fxe3 474. f4 f5 475. fxe3 fxe3 476. f4 f5 477. fxe3 fxe3 478. f4 f5 479. fxe3 fxe3 480. f4 f5 481. fxe3 fxe3 482. f4 f5 483. fxe3 fxe3 484. f4 f5 485. fxe3 fxe3 486. f4 f5 487. fxe3 fxe3 488. f4 f5 489. fxe3 fxe3 490. f4 f5 491. fxe3 fxe3 492. f4 f5 493. fxe3 fxe3 494. f4 f5 495. fxe3 fxe3 496. f4 f5 497. fxe3 fxe3 498. f4 f5 499. fxe3 fxe3 500. f4 f5 501. fxe3 fxe3 502. f4 f5 503. fxe3 fxe3 504. f4 f5 505. fxe3 fxe3 506. f4 f5 507. fxe3 fxe3 508. f4 f5 509. fxe3 fxe3 510. f4 f5 511. fxe3 fxe3 512. f4 f5 513. fxe3 fxe3 514. f4 f5 515. fxe3 fxe3 516. f4 f5 517. fxe3 fxe3 518. f4 f5 519. fxe3 fxe3 520. f4 f5 521. fxe3 fxe3 522. f4 f5 523. fxe3 fxe3 524. f4 f5 525. fxe3 fxe3 526. f4 f5 527. fxe3 fxe3 528. f4 f5 529. fxe3 fxe3 530. f4 f5 531. fxe3 fxe3 532. f4 f5 533. fxe3 fxe3 534. f4 f5 535. fxe3 fxe3 536. f4 f5 537. fxe3 fxe3 538. f4 f5 539. fxe3 fxe3 540. f4 f5 541. fxe3 fxe3 542. f4 f5 543. fxe3 fxe3 544. f4 f5 545. fxe3 fxe3 546. f4 f5 547. fxe3 fxe3 548. f4 f5 549. fxe3 fxe3 550. f4 f5 551. fxe3 fxe3 552. f4 f5 553. fxe3 fxe3 554. f4 f5 555. fxe3 fxe3 556. f4 f5 557. fxe3 fxe3 558. f4 f5 559. fxe3 fxe3 560. f4 f5 561. fxe3 fxe3 562. f4 f5 563. fxe3 fxe3 564. f4 f5 565. fxe3 fxe3 566. f4 f5 567. fxe3 fxe3 568. f4 f5 569. fxe3 fxe3 570. f4 f5 571. fxe3 fxe3 572. f4 f5 573. fxe3 fxe3 574. f4 f5 575. fxe3 fxe3 576. f4 f5 577. fxe3 fxe3 578. f4 f5 579. fxe3 fxe3 580. f4 f5 581. fxe3 fxe3 582. f4 f5 583. fxe3 fxe3 584. f4 f5 585. fxe3 fxe3 586. f4 f5 587. fxe3 fxe3 588. f4 f5 589. fxe3 fxe3 590. f4 f5 591. fxe3 fxe3 592. f4 f5 593. fxe3 fxe3 594. f4 f5 595. fxe3 fxe3 596. f4 f5 597. fxe3 fxe3 598. f4 f5 599. fxe3 fxe3 600. f4 f5 601. fxe3 fxe3 602. f4 f5 603. fxe3 fxe3 604. f4 f5 605. fxe3 fxe3 606. f4 f5 607. fxe3 fxe3 608. f4 f5 609. fxe3 fxe3 610. f4 f5 611. fxe3 fxe3 612. f4 f5 613. fxe3 fxe3 614. f4 f5 615. fxe3 fxe3 616. f4 f5 617. fxe3 fxe3 618. f4 f5 619. fxe3 fxe3 620. f4 f5 621. fxe3 fxe3 622. f4 f5 623. fxe3 fxe3 624. f4 f5 625. fxe3 fxe3 626. f4 f5 627. fxe3 fxe3 628. f4 f5 629. fxe3 fxe3 630. f4 f5 631. fxe3 fxe3 632. f4 f5 633. fxe3 fxe3 634. f4 f5 635. fxe3 fxe3 636. f4 f5 637. fxe3 fxe3 638. f4 f5 639. fxe3 fxe3 640. f4 f5 641. fxe3 fxe3 642. f4 f5 643. fxe3 fxe3 644. f4 f5 645. fxe3 fxe3 646. f4 f5 647. fxe3 fxe3 648. f4 f5 649. fxe3 fxe3 650. f4 f5 651. fxe3 fxe3 652. f4 f5 653. fxe3 fxe3 654. f4 f5 655. fxe3 fxe3 656. f4 f5 657. fxe3 fxe3 658. f4 f5 659. fxe3 fxe3 660. f4 f5 661. fxe3 fxe3 662. f4 f5 663. fxe3 fxe3 664. f4 f5 665. fxe3 fxe3 666. f4 f5 667. fxe3 fxe3 668. f4 f5 669. fxe3 fxe3 670. f4 f5 671. fxe3 fxe3 672. f4 f5 673. fxe3 fxe3 674. f4 f5 675. fxe3 fxe3 676. f4 f5 677. fxe3 fxe3 678. f4 f5 679. fxe3 fxe3 680. f4 f5 681. fxe3 fxe3 682. f4 f5 683. fxe3 fxe3 684. f4 f5 685. fxe3 fxe3 686. f4 f5 687. fxe3 fxe3 688. f4 f5 689. fxe3 fxe3 690. f4 f5 691. fxe3 fxe3 692. f4 f5 693. fxe3 fxe3 694. f4 f5 695. fxe3 fxe3 696. f4 f5 697. fxe3 fxe3 698. f4 f5 699. fxe3 fxe3 700. f4 f5 701. fxe3 fxe3 702. f4 f5 703. fxe3 fxe3 704. f4 f5 705. fxe3 fxe3 706. f4 f5 707. fxe3 fxe3 708. f4 f5 709. fxe3 fxe3 710. f4 f5 711. fxe3 fxe3 712. f4 f5 713. fxe3 fxe3 714. f4 f5 715. fxe3 fxe3 716. f4 f5 717. fxe3 fxe3 718. f4 f5 719. fxe3 fxe3 720. f4 f5 721. fxe3 fxe3 722. f4 f5 723. fxe3 fxe3 724. f4 f5 725. fxe3 fxe3 726. f4 f5 727. fxe3 fxe3 728. f4 f5 729. fxe3 fxe3 730. f4 f5 731. fxe3 fxe3 732. f4 f5 733. fxe3 fxe3 734. f4 f5 735. fxe3 fxe3 736. f4 f5 737. fxe3 fxe3 738. f4 f5 739. fxe3 fxe3 740. f4 f5 741. fxe3 fxe3 742. f4 f5 743. fxe3 fxe3 744. f4 f5 745. fxe3 fxe3 746. f4 f5 747. fxe3 fxe3 748. f4 f5 749. fxe3 fxe3 750. f4 f5 751. fxe3 fxe3 752. f4 f5 753. fxe3 fxe3 754. f4 f5 755. fxe3 fxe3 756. f4 f5 757. fxe3 fxe3 758. f4 f5 759. fxe3 fxe3 760. f4 f5 761. fxe3 fxe3 762. f4 f5 763. fxe3 fxe3 764. f4 f5 765. fxe3 fxe3 766. f4 f5 767. fxe3 fxe3 768. f4 f5 769. fxe3 fxe3 770. f4 f5 771. fxe3 fxe3 772. f4 f5 773. fxe3 fxe3 774. f4 f5 775. fxe3 fxe3 776. f4 f5 777. fxe3 fxe3 778. f4 f5 779. fxe3 fxe3 780. f4 f5 781. fxe3 fxe3 782. f4 f5 783. fxe3 fxe3 784. f4 f5 785. fxe3 fxe3 786. f4 f5 787. fxe3 fxe3 788. f4 f5 789. fxe3 fxe3 790. f4 f5 791. fxe3 fxe3 792. f4 f5 793. fxe3 fxe3 794. f4 f5 795. fxe3 fxe3 796. f4 f5 797. fxe3 fxe3 798. f4 f5 799. fxe3 fxe3 800. f4 f5 801. fxe3 fxe3 802. f4 f5 803. fxe3 fxe3 804. f4 f5 805. fxe3 fxe3 806. f4 f5 807. fxe3 fxe3 808. f4 f5 809. fxe3 fxe3 810. f4 f5 811. fxe3 fxe3 812. f4 f5 813. fxe3 fxe3 814. f4 f5 815. fxe3 fxe3 816. f4 f5 817. fxe3 fxe3 818. f4 f5 819. fxe3 fxe3 820. f4 f5 821. fxe3 fxe3 822. f4 f5 823. fxe3 fxe3 824. f4 f5 825. fxe3 fxe3 826. f4 f5 827. fxe3 fxe3 828. f4 f5 829. fxe3 fxe3 830. f4 f5 831. fxe3 fxe3 832. f4 f5 833. fxe3 fxe3 834. f4 f5 835. fxe3 fxe3 836. f4 f5 837. fxe3 fxe3 838. f4 f5 839. fxe3 fxe3 840. f4 f5 841. fxe3 fxe3 842. f4 f5 843. fxe3 fxe3 844. f4 f5 845. fxe3 fxe3 846. f4 f5 847. fxe3 fxe3 848. f4 f5 849. fxe3 fxe3 850. f4 f5 851. fxe3 fxe3 852. f4 f5 853. fxe3 fxe3 854. f4 f5 855. fxe3 fxe3 856. f4 f5 857. fxe3 fxe3 858. f4 f5 859. fxe3 fxe3 860. f4 f5 861. fxe3 fxe3 862. f4 f5 863. fxe3 fxe3 864. f4 f5 865. fxe3 fxe3 866. f4 f5 867. fxe3 fxe3 868. f4 f5 869. fxe3 fxe3 870. f4 f5 871. fxe3 fxe3 872. f4 f5 873. fxe3 fxe3 874. f4 f5 875. fxe3 fxe3 876. f4 f5 877. fxe3 fxe3 878. f4 f5 879. fxe3 fxe3 880. f4 f5 881. fxe3 fxe3 882. f4 f5 883. fxe3 fxe3 884. f4 f5 885. fxe3 fxe3 886. f4 f5 887. fxe3 fxe3 888. f4 f5 889. fxe3 fxe3 890. f4 f5 891. fxe3 fxe3 892. f4 f5 893. fxe3 fxe3 894. f4 f5 895. fxe3 fxe3 896. f4 f5 897. fxe3 fxe3 898. f4 f5 899. fxe3 fxe3 900. f4 f5 901. fxe3 fxe3 902. f4 f5 903. fxe3 fxe3 904. f4 f5 905. fxe3 fxe3 906. f4 f5 907. fxe3 fxe3 908. f4 f5 909. fxe3 fxe3 910. f4 f5 911. fxe3 fxe3 912. f4 f5 913. fxe3 fxe3 914. f4 f5 915. fxe3 fxe3 916. f4 f5 917. fxe3 fxe3 918. f4 f5 919. fxe3 fxe3 920. f4 f5 921. fxe3 fxe3 922. f4 f5 923. fxe3 fxe3 924. f4 f5 925. fxe3 fxe3 926. f4 f5 927. fxe3 fxe3 928. f4 f5 929. fxe3 fxe3 930. f4 f5 931. fxe3 fxe3 932. f4 f5 933. fxe3 fxe3 934. f4 f5 935. fxe3 fxe3 936. f4 f5 937. fxe3 fxe3 938. f4 f5 939. fxe3 fxe3 940. f4 f5 941. fxe3 fxe3 942. f4 f5 943. fxe3 fxe3 944. f4 f5 945. fxe3 fxe3 946. f4 f5 947. fxe3 fxe3 948. f4 f5 949. fxe3 fxe3 950. f4 f5 951. fxe3 fxe3 952. f4 f5 953. fxe3 fxe3 954. f4 f5 955. fxe3 fxe3 956. f4 f5 957. fxe3 fxe3 958. f4 f5 959. fxe3 fxe3

مكي امين الشفل

Jobert l'Africain

Michel Jobert ministre fut bref et marquant. Tenace, tourbillonnant, sensitif... Un de ses secrets de fabrication réside sans doute dans cet « air arabe » qu'enfant il respira dans l'un des terroirs les plus corsés du Maghreb. Aller-retour Paris-Volubilis.

A ce moment-là on se l'appelait pas encore « le diabolique Michel Jobert » (Henry Kissinger, 1982), encore moins « Diabolo » (la France catholique, 1975) ou « le Petit Jésus » (Bernard Pivot, 1975), ni même « le roquet d'Orsay » (le Canard enchaîné, 1974), et il ne serait venu à l'imagination de personne de voir ce rigide conseiller référendaire à la Cour des comptes en « Jobert d'Arabie » (cité entre autres par Mary Weed, chercheuse oïd-américaine, 1988) sur food de coupelles blanches et de palmes molles...

Où est au tout début de la décennie 70 et M. Jobert n'est encore que le secrétaire général, certes en vue, d'un Elysée où l'épiscopat pompodolien semble vouloir atténuer les rudes devoirs de la grandeur gaullienne. Les gens au parfum savent évidemment que le parfois sarcastique et toujours discret court bonhomme (1,62 m), co complet droit de Tergal gris, est un énarque amélioré par les cabinets contradictoires de Pierre Abelin et Pierre Mendès France, et dont la seule « couleur » vient d'un couple d'années passées à Dakar au gouvernement de l'Afrique occidentale française (1956-1958).

Vers 1970, Michel Jobert, œil de Pompidou, escorte doco en Union soviétique Maurice Schumann, alors à la tête du Quai. On les balade « en province » jusqu'au très fermé Ouzbékistan. Et soudain, comme dans Mickey, la machine à remonter les décennies se met en marche, le passé inconno du haut fonctionnaire français saute à sa propre figure : « Je me disais qu'un climat m'était familier dans ce pays et tout d'un coup j'ai trouvé : c'était Rabat en 1930 ! Un spectacle que je connaissais : celui de la colonisation ; la façon dont étaient rangés, le long des trottoirs, les soldats soviétiques et les forces de police, les premiers étant blancs, les seconds teintés, sans communication entre les uns et les autres ; la foule telle qu'elle se promenait sans se mêler. A Samarcande nous nous trouvions bien dans une ville musulmane conquise... »

Il y a un quart de siècle, le discours intellectuel encore dominant en Europe occidentale imposait l'idée que le communisme avait sans doute permis, allait en tout cas certainement permettre, au monde d'être plus juste, plus éclairé, plus riche. Le pied-noir éclairé, né en 1921 dans la très coloniale Meknès, championne de la mise en valeur agraire de « l'Empire chrétien », protecteur de la République française, ne pouvait être dupe, même de l'assez réussi habillage idéologique marxiste derrière lequel les Russes maintenaient « le dernier bel empire colonial issu du dix-neuvième siècle ».

On n'est pas loin des hautes colonnades de la place administrative meknésienne qui ravissent les urbanistes d'aujourd'hui, on est dans une apacieuse villa ocre franço-mauresque, au fond d'une étroite rue sans nom se terminant par des escaliers, arrière silencieuse et feutrée du quartier européen ajouté par le colonat français au Versailles marocain - Meknès fut la capitale marocaine du Sultan-Soleil Moulay Ismaïl (1672-1727). Ici naquit Michel Jobert, « homme d'Etat français et ami du Maroc », décrite la plaque bilingue posée par les autorités locales. Entre les accoquées écuries impériales et un tadjine au citron dans la médina, on amène les touristes devant Dar Jobert, la « maison Jobert ».

Jolie petite erreur historique ! Les Jobert étaient des bléards et la parturiente ne vint au chef-lieu « chez des amis possédant une

grande maison », que pour accoucher à portée d'un médecin. La vraie Dar Jobert - et tant mieux pour le jeune Michel qui y passa enfance et adolescence ! - est à une vingtaine de kilomètres de la moderne et banale Meknès, en plein pays paysan et arabo-berbère. On o'insiste jamais assez sur l'influence du premier décor, sa force - ou sa faiblesse - esthétique, sociologique, historique. Jobert est du Maroc. Bon. Mais il ne serait probablement pas le même homme, et nous ne serions sans doute pas sur ses traces à présent, s'il venait des hideuses rues au cordeau de Port-Lyautey (de nos jours Kenitra) ou des super-villas, cossues jusqu'à l'écoeurement, de Casa-Anfa, paysages strictement utilitaires sans esprit ni patine.

Non, Michel Jobert a eu devant lui, jusqu'à dix-huit ans, ce qui est peut-être, outre la splendeur naturelle de montagnes raisonnables couvertes d'oliviers, le panorama le plus déclencheur d'émotion de tout le Maroc, le plus complet quant à l'histoire et à la foi d'un Etat-nation presque aussi antique que la France ; il a eu face à lui le massif Zehroun portant sur ses flancs la Volubilis des Romains, le Moulay-Idriss de l'Islam, comme si un même horizon français lui avait offert Vaison-la-Romaine et Reims sous le ciel de la Sainte-Baume.

Volubilis, la Oualali des Maghrébins, fut l'une des résidences des rois berbères de Mauritanie avant d'être choyée par dix siècles romains puis de finir ses jours comme l'un des derniers foyers chrétiens autochtones du Maghreb arabisé. Ressuscitée par les Français à partir de 1874, avant donc le traité franco-marocain de protectorat signé à Fez en 1912, la cité enfouie, au fur et à mesure qu'elle rendait mosaïques, colonnes, thermes et basiliques, attisait, comme Timgad ou Tipaza en Algérie, la justification coloniale du retour à « l'Afrique latine ».

A une pincée de kilomètres de là, accrochée au même mont, Moulay-Idriss, première et principale ville sainte du mahométisme marocain, perpétuant nom et souvenir d'Idriss I^{er}, descendant du Prophète, fondateur du royaume chérifien, comme qui dirait à la fois Clovis et Saint-Louis.

Du lieu où vivaient les Jobert, le long du filiforme oued Kroumane (ou Rnmane), la « rivière aux grenades » (1), surtout connue dans le coin pour son herbe aphrodisiaque que les puceaux anxieux viennent discrètement cueillir à la veille de leurs noces, on voit, d'ouest en est, en regardant le Zehroun, les murailles abritées de Volubilis, le village cubique de Fortassa assez biblique pour que Franco Zeffirelli y ait tourné *Jésus de Nazareth*, et le double pain de sucre que forment les deux collines abruptes couvertes de maisons blanches de Moulay-Idriss : avec, comme empenne, sur cette terre aux immuables minarets carrés, la cylindre insolite, inauguré en 1939 - l'année où Michel Jobert fut élu député - par le colonat français au point de ne pas avoir fait baptiser son fils, contemplant les milliers de pèlerins se rendant, à pied ou à dos d'animal, au pèlerinage. Pour complaire à sa douzaine d'ouvriers musulmans, l'entrepreneur roumi alla un jour sacrifier, lui-même un taureau dans l'enceinte, ce prin-



« Michel Jobert, un pessimiste actif qui a emprunté aux mahométans leur don de patience... »

cipe interdite aux infidèles, du sanctuaire idrisside.

« Je ne voyais guère de Français sans le mécanicien savoyard. Mes fréquentations étaient à 90 % marocaines. Maman nous faisait la classe sur place. On soignait les yeux malades des enfants qui se présentaient car, à l'époque, toute maison d'Européen dans le bled passait un peu pour une infirmerie. Quant à mes parents, entre eux, ils parlaient surtout de traites à payer... Co me fait rigoler quand j'entends brocarder maintenant la « richesse facile » des colons du Maroc... Il y en avait de très prospères, certes, mais la majorité était comme nous. »

Le pavillon carré d'un seul rez-

de-chaussée couvert d'un toit pentu de vulgaires tuiles de Marseille, c'est-à-dire plates et industrielles, est d'ailleurs encore là, plus ou moins squatté de nos jours par une nombreuse famille du cru, toujours agrémentée de deux ou trois palmiers et d'un rideau de roseaux géants.

L'huile, avec ses deux étages, est également debout, à un empan du pavillon, mais sans toiture, sans « les odeurs de trichloréthylène dissolvant les tourterelles d'olives », sans le courtier judéo-marocain qui voulait enseigner l'art du oégoco à Michel et à son frère. Jobert père parlait l'arabe, et son fils a conservé quelque teinture de cet idiome jusque, une fois

ministre des affaires étrangères (1973-1974), à reprendre publiquement sur un terme, en Arabe, un interprète libanais...

Lorsque l'adolescent visite pour la première fois la métropole, c'est « l'ancienneté des choses » qui le frappe avant tout. « Je ne me sentais pas alors ce qu'on appelle français mais plutôt le fils d'une autre race, pas supérieure mais nouvelle : un Européen d'Afrique du Nord. » (Cesux, économiquement, éprouvait la même impression dans son Algérie natale.) Pompidou, écoutant ces récits de la bouche de Michel Jobert, constatera : « Tout ça fait évidemment des enfances plus riches ! »

Et des dirigeants plus clairvoyants dans les affaires d'Orient, d'Islam, de Méditerranée, si importantes depuis mille et quelques années, pour les intérêts français - culturels, économiques, politiques et autres. Des dirigeants également plus sensitifs, à l'instar de ces musulmans berbéro-arabes qui ont souvent du mal à exprimer leur affectivité mais le font parfois d'une ravagieuse manière, tel Hassan II lui-même, confiant un jour tout à trac à Michel Jobert : « Il est de bon ton de critiquer l'occupation française en Afrique du Nord, mais ces gens, notamment les officiers des affaires indigènes, ont aimé ce pays, ses habitants, et ont fait pour eux plus que bien des Marocains ne feraient. »

C'est un paisible père de famille campagnard du Maroc qui est resté le « meilleur ami » du chef de la diplomatie de Pompidou et du ministre d'Etat (1981-1983) de François Mitterrand, les plus hautes fonctions politiques jamais atteintes dans l'Hexagone par un pied-noir. A travers ces liens privés, le gouvernement, l'analyste a pu parfois percevoir avant terme les pulsations, les craintes, les espoirs du Maghrébin, du Proche-Orient, du musulman. Lors de la guerre du Kippour (« C'était tout avant la guerre de Ramadan ! »), lors du lancement du dialogue euro-arabe (« Cette politique peut s'exprimer de bien d'autres façons que par des contrats pour le pétrole ou les armes ! »), lors de la croisade anti-Saddam Hussein (« La France a tout à perdre dans cette galère ! »).

Avec parfois des formules - « L'Arabie saoudite (2) est une colonie pérolière américaine ! » - qui, de Karachi à Agadir, consolent les obscurs : « Enfin, un Nasrani (3) qui nous a compris ! » Aux yeux d'Henry Kissinger, c'est, au contraire, le moment où un collègue « si intelligent » perd « le sens de la mesure ». La réplique jobertienne pourrait être là une boutade empruntée à de Gaulle : « Si je n'avais pas exagéré, dans ma vie, je n'aurais rien fait ! », no encore ce mot d'ordre du diplomate-écrivain Jean Giraudoux, cité par Pompidou mourant lors de son ultime conseil des ministres : « La France n'a qu'une attitude possible : tenir (...), monter sur les hauteurs de l'intérêt national », bref être « l'embellie du monde », le dernier rempart contre l'horrible perspective de l'uniformisation de la planète.

Chez les Latins de ses racines, les Arabes et les Berbères de son enfance, les Africains de sa maturité, Michel Jobert voit les partenaires « naturels » - surtout s'ils appartiennent aussi au « cercle essentiel de la francophonie » - d'une « résistance » à toute hégémonie mondiale, résistance « finalement aussi vieille que la France elle-même ». Et notre interlocuteur emploie à dessein le mot « hégémonie », tellement plus clair que l'équivoque leadership...

Cause plus difficile que jamais à l'heure de l'omnipotent « ordre mondial, qui n'est que l'expression de la force abusive des Etats-Unis », puissance brocardée par l'époux heureux d'une Américaine et l'auteur, en 1987, d'un essai, *Les Américains, tout compte fait plutôt américanophiles...* Mais si tout s'écroule aujourd'hui, rien n'est perdu pour demain aux yeux de ce pessimiste actif qui a emprunté aux mahométans leur don de patience, également leur goût primésautier des rebondissement. Alors qu'on le décrit « fini » (encore que Pompidou ait émis un jour cette fort juste observation : « En politique, on n'est mort que quand on est mort ! »), Michel Jobert s'inscrit à soixante-neuf ans au barreau de Paris, et son premier dossier, au reste fort épineux, est « franco-arabe » : défendre les parents de la petite Cécile Rousseau, violée et tuée à onze ans dans le midi de la France par un Marocain...

Enfin, sur le théâtre politique, ce coup de pouce décisif, toujours sur fond nord-africain, cette fois rayon pied-noir, donné en 1973 à un futur astre montant de l'univers français du pouvoir : « J'ai vu apparaître ce grand gaillard à l'air solennel. Son père avait bataillé chez les tirailleurs tunisiens, moi chez les tirailleurs marocains. Séguin n'a jamais su que je ne l'ai pas choisi pour son père... » A celui qui est aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, échut, grâce à Michel Jobert, la mission délicate et formatrice d'être « le lien agricole » entre le chef de l'Etat, Georges Pompidou, et le ministre de l'Agriculture, Jacques Chirac. Déjà, en ce temps-là, Philippe Séguin se montrait guère d'affinités avec Edouard Balladur, successeur de Michel Jobert au secrétariat général de l'Elysée...

Face au Smyrniote préférant oublier et faire oublier l'Orient, deux « Franco-Maghrébins », enclins, quitte parfois à procéder un peu secrètement, à cultiver les apports de leur terroir originel car « rien ne coûte plus cher que le dédain des origines » (Régis Debray). Constat certes gaullien mais qu'aucun Arabe ne renierait.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) C'est sous ce titre, la *Rivière aux grenades*, que Michel Jobert a publié, en 1982, chez Albin Michel, un roman en partie autobiographique (235 pages).

(2) Que Michel Jobert tient à prononcer et orthographier à la française, c'est-à-dire « saoudite » au lieu de « saoudite ». N'est-ce pas toujours dit « le roi Ibn Saoud » ?

(3) Littéralement « Nasrén » et, par extension, « chrétien ».

CHRONOLOGIE

Algésiras, Dakar, Bagdad...

La XX^e siècle en moins de vingt dates sélectionnées par Michel Jobert, dans une optique à la fois personnelle et diplomatique.

1906 - Conférence d'Algésiras. Symbole d'un monde de partages occidentaux dans lequel j'allais vivre... quinze ans après.

1920-1925 - Révolte et guerre du Rif, à deux pas du Zehroun où je commence ma vie.

1931 - La découverte de la France, sol et chair : je suis enfant. J'y reviens en 1939, adulte ; elle entre en guerre.

1939 - Le pacte germano-soviétique.

Juin 1940 - La défaite de la France. La passion des évidences secrètes ne va plus me quitter. Mort de la III^e République.

Été 1944 - Entrée à Sienne du corps expéditionnaire français en Italie.

Novembre 1944 - Biessé et hors jeu devant Beffort.

Février 1945 - Les accords de Yalta, prélude au monde bipolaire.

Mai 1945 - Révolte et répression en petite Kabylie, déjà...

1951 - La disparition de mon frère au combat, en Indochine.

Avril 1956 - La conférence de Bandung, naissance politique du tiers-monde et gles de l'ordre colonial. D'Algésiras à Bandung, un demi-siècle : l'ère des évidences.

1956-1957 - A Dakar, pour décoloniser avant qu'il ne soit trop tard.

1958 - Mort de la IV^e République, exécution et déconsidération. Quel gâchis de douze ans !

1958-1967 - La politique étrangère et de défense définie par le général de Gaulle.

1975 - Deux élèves de l'Ecole nationale d'administration m'interpellent : « Croyez-vous vraiment, monsieur, que la France existait encore dans vingt ans ? »

1981-1986 - Entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, avec leurs histoires, cultures et langues prestigieuses.

1988 - Chute du mur de Berlin, du colonialisme soviétique. Espérance d'une Confédération européenne.

1991 - Guerre du Golfe : fin de la présence de la France au Proche-Orient. Affirmation entée du colonialisme américain.

La culture

R